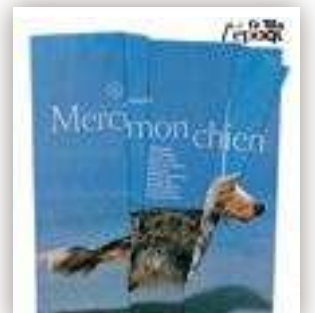


DIMANCHE 25 - LUNDI 26 MARS 2018
74^e ANNÉE - N° 22768
2,60 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR -
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



L'ÉPOQUE - SUPPLÉMENT

EXTENSION DU DOMAINE DU CHIEN : MÉDOR REVIENT EN FORCE DANS LE FOYER, LA CULTURE ET MÊME LE BOULOT

Le terrorisme perdure malgré le recul de l'EI

► Quatre personnes ont été assassinées, vendredi 23 mars, dans une attaque terroriste à Trèbes (Aude), près de Carcassonne, par un homme de 25 ans

► Arnaud Beltrame, lieutenant-colonel de gendarmerie, qui s'était volontairement substitué à des otages, a succombé dans la nuit à ses blessures

► Radouane Lakdim, le terroriste, était suivi par les services de renseignement, mais serait « passé à l'acte brusquement », selon le ministre de l'intérieur

► L'attaque a été revendiquée par l'organisation Etat islamique (EI), qui, bien que défaite sur le terrain, suscite encore des vocations

PAGES 8-9

MÉDITORIAL

PROJET ET IDÉOLOGIE MORTIFÈRES

PAGE 26

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI...

LA CHANSON DOUCE DE LEÏLA SLIMANI

► L'écrivaine franco-marocaine revient sur la mort de son père et ses premiers pas dans l'écriture
► Lauréate du prix Goncourt 2016, son deuxième roman s'est vendu à 600 000 exemplaires et a été traduit en 40 langues

PAGES 22-23

Le 11 octobre 2017, à la Foire du livre de Francfort, en Allemagne. UWE ZUCCHI/DPA



La marche des jeunes Américains contre les armes

Des milliers d'adolescents devaient manifester, samedi 24 mars, contre les armes, à Washington et dans une dizaine d'autres villes américaines

► Les lycéens de Parkland (Floride) ne se sont pas résignés, après la mort, en février, de 17 de leurs camarades
► 187 000 jeunes Américains ont été exposés à des violences par arme à feu depuis 1999
► Le mouvement des jeunes a imposé son agenda jusqu'à la Maison Blanche

PAGES 2 ET 14

Rap Le parcours de Baloji, franc-tireur « afropéen »



KRISTIN LEE MOOLMAN

Le chanteur belgo-congolais défend en concert son bel album-fleuve, *137 avenue Kaniama*, à la croisée du rap, des danses congolaises, de la soul et de l'électro. Baloji Tshiani s'est essayé au court-métrage,

puis à un projet de film sur les destins croisés d'enfants congolais; il y a appris à « structurer un récit », et l'expérience a eu un fort impact sur sa musique, qui mêle satire et fiction.

PAGE 18

Biodiversité Menaces pour l'humanité

Le déclin de la biodiversité met en péril « non seulement l'avenir », mais aussi « les vies que nous menons actuellement », s'alarment les experts de 129 Etats, réunis en Colombie pour une 6^e session plénière.

La biodiversité englobe la variété des formes de vie sur la Terre, et, après trois années d'un travail colossal, les scientifiques de l'IPBS - une structure créée en 2012 sous la tutelle des Nations unies - proposent pour chaque zone géographique un « résumé à l'intention des décideurs ».

Un enjeu majeur, « au cœur de notre survie », insiste Robert Watson, le président de l'organisation, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'eau ou de l'énergie.

PAGE 6

Géopolitique Jesse Jackson, l'héritier de Martin Luther King contre la ségrégation

PAGE 15

Université Violente agression d'étudiants par des hommes cagoulés, à Montpellier

PAGE 10

Facebook Révolution dans le marketing politique

Le scandale des fuites de données du réseau social va bien au-delà d'une crise de géant américain. La façon dont Cambridge Analytica a utilisé, non seulement les données démographiques des fichiers, mais surtout ses données comportementales, annonce un changement majeur dans le domaine du marketing, analyse l'économiste Michael Wade

CAHIER ÉCO - PAGES 6-7 ET 8





Manifestation contre les violences par armes à feu, à Boston, le 14 mars.
MICHEL DWYER/AP

La « shooting generation » défie Washington

Un vaste mouvement de jeunes défile samedi pour l'encadrement des armes à feu. Sans succès garanti

WASHINGTON correspondant

La Marche pour nos vies du samedi 24 mars à Washington et dans des dizaines d'autres villes américaines, pour réclamer un encadrement plus strict des armes à feu, est l'histoire d'une surprise. Au lendemain de la tuerie (17 morts) perpétrée le 14 février dans un lycée de Parkland, en Floride, le fatalisme semblait pourtant devoir une nouvelle fois s'imposer. Comme après le plus grand massacre perpétré par un tireur isolé, à Las Vegas (Nevada) en octobre 2017 (58 morts); comme après celui qui avait ensanglanté une église du Texas le mois suivant (26 morts).

Mais, cette fois, les rescapés ont refusé que l'émotion qui avait une nouvelle fois saisi un pays tout entier reste sans lendemain. La détermination et le pouvoir de conviction de ces adolescents des classes moyennes ou supérieures leur ont permis de prendre le contrôle de l'agenda politique, mettant en difficulté les

défenseurs traditionnels d'un accès presque inconditionnel aux armes à feu, à commencer par la puissante National Rifle Association (NRA).

« J'ai été pris de court », avoue Ben Bowyer, politologue à la Santa Clara University (Californie) et membre d'un observatoire de la participation politique des jeunes Américains. Le chercheur souligne la qualité des premiers porte-parole, propulsés cette semaine en « une » du magazine *Time*, pour expliquer pourquoi, après le drame, leurs revendications ont continué à dicter l'agenda, contraignant le président Donald Trump et le Congrès à s'exprimer.

« Efficacité redoutable »

L'effet cumulatif des tueries d'élèves a sans doute également joué, depuis le lycée de Columbine, dans le Colorado, en 1999 (13 morts), l'université de Virginia Tech, en 2007 (32 morts), ou l'école primaire de Sandy Hook, dans le Connecticut, en 2012 (27 morts dont 20 enfants), pour ne parler que des plus meurtrières.

La cause #neveragain bénéficie de la plasticité de mobilisations précédentes comme #metoo

res. Les lycéens de Parkland se définissent d'ailleurs comme « la génération des fusillades de masse », celle des exercices de confinement. Un chiffre effarant le confirme : le *Washington Post* a calculé que 187 000 jeunes Américains ont été exposés à des violences par arme à feu en milieu scolaire depuis Columbine.

« Le moment était peut-être venu », convient Ben Bowyer. Le baromètre de la jeunesse effectué par l'Institut de politique d'Harvard avait mesuré une évolution, même si cet indicateur concerne une tranche d'âge plus large (18-29 ans). En 2011, seuls 46 % des jeunes Américains in-

terrogés demandaient une réglementation sur les armes plus stricte. En 2017, avant Parkland, ce chiffre avait déjà bondi à 61 %.

Le mouvement #neveragain lancé par les rescapés bénéficie aujourd'hui de la plasticité de mobilisations précédentes similaires (#metoo ou #timesup contre le harcèlement sexuel). « Cette génération maîtrise parfaitement les réseaux sociaux dans ses interactions ordinaires. Dès lors qu'elle se trouve une cause à défendre, elle est d'une efficacité redoutable », ajoute le politologue. Elle pratique sans complexe le *name and shame* (« nommer et dénoncer »), en désignant les élus qui bénéficient des largesses de la NRA pour leurs campagnes électorales.

Les lycéens de Parkland ont ainsi été capables de rendre leur mobilisation contagieuse et la journée du 14 mars en a été la preuve. Plus de 3 000 établissements scolaires ont été, ce jour-là, le théâtre de brèves manifestations en hommage aux victimes. Selon les organisateurs de la Marche des femmes, qui avaient ap-

Trump ratifie le budget à contrecœur

Donald Trump a finalement signé, vendredi 23 mars, la loi de financement adoptée par le Congrès, évitant aux Etats-Unis un « shutdown », la fermeture partielle d'agences et de programmes fédéraux. Fruit d'un compromis entre républicains et démocrates du Congrès, le texte prévoit que plus de la moitié des dépenses pour l'année budgétaire en cours seront consacrées à la défense, conformément aux souhaits de M. Trump. En revanche, le Congrès ne lui a pas donné satisfaction sur la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique. « Je ne signerai jamais une loi comme celle-là », a menacé le président.

porté leur aide technique aux adolescents tout en restant en retrait, plus d'un million d'élèves auraient répondu à l'appel.

Emma Gonzalez, figure du mouvement avec Jaclyn Corin, David Hogg, Cameron Kasky et Alex Wind, ne disposait pas de compte Twitter avant la tragédie. Ouvert depuis, on y dénombre aujourd'hui plus de suiveurs que la NRA.

Machine arrière

Ces rescapés, soucieux de toute forme de récupération, sont en outre pour l'instant intouchables. Dans l'Etat du Maine, un candidat du Parti républicain qui s'en était pris vivement à l'adolescente a été rapidement contraint de renoncer à ses ambitions.

« Nos études montrent que plus un jeune se mobilise tôt sur les réseaux sociaux, plus il est susceptible de s'impliquer politiquement », assure Ben Bowyer. Après le rendez-vous du 24 mars, le mouvement #neveragain aura besoin de résultats. La loi votée par les élus de Floride et ratifiée le 9 mars par le gouverneur Rick Scott donne un aperçu des défis à venir. Le texte adopté en trois semaines constitue une révolution dans un Etat réputé pour son laxisme par rapport aux armes à feu. Il porte à 21 ans, au lieu de 18, l'âge légal pour en acquérir et prévoit une période d'attente de trois jours après un achat, afin de donner le temps de vérifier d'éventuels antécédents.

Ce n'est qu'une demi-victoire cependant pour les étudiants,

qui n'ont pas obtenu l'interdiction des armes semi-automatiques, omniprésentes dans la quasi-totalité des fusillades de masse, y compris dans les établissements scolaires, ni celle des chargeurs à grande capacité, ni le renforcement des vérifications des antécédents des acheteurs. Cette dernière mesure se trouve pourtant soutenue aujourd'hui par une écrasante majorité d'Américains, selon de nombreux sondages.

Les législateurs de Floride ont en outre ajouté à ces restrictions, vivement combattues par la NRA, une disposition demandée au contraire depuis des années par le lobby des armes. Ils ont en effet autorisé l'armement de professeurs ou de personnels éducatifs. La NRA considère de longue date que les zones où les armes sont interdites – les écoles ou les lieux de culte – attirent les tueurs de masse.

Alors que Donald Trump a évoqué un renforcement du contrôle des armes à feu avant de faire machine arrière, le Congrès, contrôlé par le Parti républicain, est encore plus réservé. Il n'envisage pour l'instant qu'une amélioration du système permettant de vérifier si un client potentiel n'est pas interdit d'achat d'armes compte tenu d'antécédents judiciaires ou psychologiques, de même que des mesures visant la protection des établissements scolaires. Deux réponses soutenues par la NRA. ■

GILLES PARIS

Au Canada, de timides mesures pour encadrer le port d'armes

« BIEN QUE LE CANADA soit un des pays les plus sûrs au monde, l'augmentation de la criminalité liée aux armes à feu a causé trop de violence et pris trop de vies dans diverses collectivités. » C'est ainsi que le ministre canadien de la sécurité publique, Ralph Goodale, a justifié, mardi 20 mars, le dépôt d'un projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Le premier ministre, Justin Trudeau, avait promis, lors de sa campagne électorale de 2015, de resserrer ce contrôle en restaurant plusieurs mesures abolies par son prédécesseur conservateur Stephen Harper. Il ne rétablit pas cependant le registre national des armes à feu créé en 2005 sous les libéraux mais supprimé en 2012 par les conservateurs.

A dix-huit mois d'une nouvelle échéance électorale, le gouvernement fédéral marche sur des œufs, plusieurs députés libéraux, représentant des circonscriptions ru-

rales, craignant de ne pas être réélus s'il adoptait des mesures déplaisant aux chasseurs et aux collectionneurs. Exit donc un registre des armes et place à des règles moins controversées afin, a précisé M. Goodale, d'être « juste envers les propriétaires et les entreprises d'armes à feu responsables et respectueux des lois ».

Une trace des acheteurs à la gendarmerie

Le projet de loi apporte plusieurs modifications au régime actuel. Il renforce les vérifications des antécédents – judiciaires et de violence pour cause de maladie mentale – de tout demandeur d'un permis de port d'armes. Sa détention devra aussi être vérifiée par tous les vendeurs auprès de la gendarmerie, qui gardera ainsi trace des acheteurs. Les commerçants devront tenir un inventaire et un registre de leurs ventes. Enfin, est rétablie l'interdiction de transporter

sans autorisation spécifique une arme « prohibée ou à autorisation restreinte », sauf pour l'emporter du magasin à son domicile ou du domicile au stand de tir.

Les conservateurs ont exprimé leur crainte de voir le gouvernement « restaurer le registre des armes à feu par la porte de derrière » en obligeant les commerçants à consigner leurs ventes. La Coalition canadienne pour le droit aux armes à feu clame sa déception. Son président, Rod Giltaca, estime que le gouvernement « ne s'attaque pas au problème grandissant de la violence commise avec des armes sans permis et perpétrée par des gangs de rue », alors qu'il impose de nouveaux « tracas administratifs » aux honnêtes propriétaires d'armes. L'examen du projet de loi au Parlement dans les mois qui viennent promet d'être houleux. ■

ANNE PÉLOUAS
(MONTRÉAL, CORRESPONDANCE)

Dans la Ghouta, les rebelles hissent le drapeau blanc

En Syrie, un deuxième groupe armé a accepté d'être évacué vers le nord. Le régime contrôle 90 % de l'enclave

BEYROUTH - correspondant

La scène a été filmée en lisière de la Ghouta, dans l'un des camps de fortune aménagés pour accueillir les familles qui fuient le pilonnage de cette banlieue rebelle de Damas par l'aviation russo-syrienne. Mohamed Qaband, un membre de l'Assemblée du peuple, la caisse d'enregistrement des décisions du régime Assad, apparaît à l'arrière d'une camionnette blanche, des bouteilles d'eau minérale à la main.

« Vous voulez boire ? demande-t-il aux rescapés des bombardements qui se massent autour du véhicule. Alors dites : "Bachar Al-Assad est notre président." Allez, dites-le encore : "Bachar Al-Assad est notre président." » Et pendant que la foule s'exécute et que les bouteilles circulent de main en main, le député poursuit son show : « A bas l'Arabie saoudite, à bas les Etats-Unis, La Syrie est victorieuse. »

Cette vidéo au goût d'humiliation, probablement tournée vendredi 23 mars et partagée sur les réseaux sociaux par des militants progouvernement, est emblématique de la capitulation de la Ghouta. Après un mois d'offensive d'une brutalité effrénée, qui a causé la mort de 1600 civils et fait près de 8000 blessés, plus de 90 % de l'enclave, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), elle est repassée sous la coupe de l'armée syrienne et de ses supplétifs. Depuis le milieu de la semaine, les

groupes armés qui contrôlaient ce territoire depuis 2013, et qui ne défendent plus que de minuscules poches, isolées les unes des autres, hissent le drapeau blanc à tour de rôle. Après les salafistes d'Ahrar Al-Cham, mercredi, les combattants de Faylaq Al-Rahmane, une faction islamiste modérée, ont fini par signer, vendredi, l'accord d'évacuation imposé par la Russie.

«Négociations séparées»

Selon la télévision d'Etat syrienne, plus de 4000 personnes – dont 1400 hommes armés –, ont déjà été convoyées par bus vers la province rebelle d'Idlib, dans le nord du pays. Là-même où les insurgés d'Alep-Est avaient été déplacés, en décembre 2016, après la reconquête de la ville par les forces loyalistes.

Seuls les salafistes de Jaych Al-Islam, la plus puissante formation de la Ghouta, s'accrochent encore à leur fief de Douma. Ils espèrent négocier un arrangement plus avantageux, permettant notamment le maintien d'une partie de leurs hommes sur place, sous la forme d'une police locale.

« Les Russes ont été très malins, ils ont coupé la zone en trois et ouvert des négociations séparées avec chacun des groupes, en leur permettant de manipuler, tout en continuant à faire monter la pression militaire », observe un diplomate occidental. « Tout ce que les rebelles ont obtenu pour l'instant, c'est de pouvoir partir sans être tués », lâche Nawar Oliver, analyste militaire au think



Des centaines de combattants et de civils s'apprentent à quitter Harasta, dans la Ghouta orientale, en Syrie, le 23 mars. STRINGER/AFP

tank Omran, basé en Turquie. La poche de Harasta, tenue par Ahrar Al-Cham est désormais vidée de tous ses combattants. Les négociations entre ce groupe et la Russie, entamées en début de semaine, se sont déroulées à la fois en Turquie, où résident des représentants de cette coalition, et sur place, au check-point de démarcation entre les zones rebelle et loyaliste. Pour les militants révolutionnaires qui ont préféré rester à Harasta, mais sont recherchés par le régime, un processus de réconciliation est prévu. Celui-ci est censé mener au bout de six mois à la régularisation de leur situation.

« C'est un dilemme très difficile à trancher, confie Maria Al-Abdeh, la directrice d'une ONG active dans la Ghouta, qui vit en Europe. Rester c'est s'exposer au risque que le régime change d'avis et décide de vous arrêter. Partir à Idlib, c'est s'exposer à de nouveaux bombardements. Juste hier [jeudi], 34 personnes – dont treize enfants – sont mortes dans un tir de roquettes contre un marché,

dans la ville de Harem. » Dans le secteur tenu par Faylaq Al-Rahmane, qui s'étend sur les communes de l'ouest de la Ghouta (Zamalka, Jobar, Erbin et Ain Terma), un premier convoi devait prendre la route du nord de la Syrie samedi matin. Le protocole dicté par les Russes prévoit l'évacuation de 7000 personnes, des combattants et leurs proches en grande majorité. Ces derniers jours, cette brigade, qui se revendique de l'Armée syrienne libre, donnait l'impression de vouloir résister jusqu'au bout.

« Aussi fou que cela puisse paraître, son chef, le capitaine Abdel Nasser Shmeir, se disait persuadé d'une imminente intervention américaine, en soutien aux rebelles, raconte l'analyste syrien Sinan Hatahet. Il repoussait toutes les tentatives des habitants pour le raisonner. » C'est un ultime carnage, la mort de 37 civils, brûlés et asphyxiés par les bombes incendiaires larguées sur l'abri souterrain où ils se trouvaient, dans la nuit de jeudi à vendredi, qui a visiblement fait

« Tout ce que les rebelles ont obtenu jusqu'à maintenant c'est de pouvoir partir sans être tués »

NAWAR OLIVER
analyste militaire

céder le chef de milice. Comme à Alep-Est et dans les autres zones précédemment évacuées, notamment Daraya, une banlieue du sud de Damas, les souffrances de la population locale, à bout de force, ont pesé lourd dans la décision des insurgés de baisser les armes. Depuis un mois, la plupart des familles vivent terrées dans des sous-sols insalubres, souvent privées d'eau et d'électricité, avec, dans le meilleur des cas, un maigre repas par jour.

Certains habitants, à court de réserves et d'argent, se nourrissent d'aliments pour bétail.

D'autres se privent plusieurs jours d'affilée pour laisser à leurs enfants le peu qu'il leur reste. Par ailleurs, à mesure de l'avancée des troupes prorégime, les hôpitaux ont fermé les uns après les autres ; leur personnel, de peur d'être arrêté, a choisi de se replier derrière les lignes rebelles.

«Un silence terrifiant»

« Le redéploiement du régime se déroule dans un silence terrifiant, s'alarme Maria Al-Abdeh. Ni les Nations unies ni la Croix-Rouge ne sont présentes sur le terrain. Il n'y a personne pour superviser cette opération, alors que l'on commence à recevoir des témoignages d'exécutions et de familles séparées de force. Les habitants qui refusent d'évacuer sont abandonnés à eux-mêmes. »

L'après l'autre, ses collègues effacent de leur téléphone toute trace de leur engagement militant. Avant de plonger dans le noir, l'un d'eux a envoyé ce court message « Je ferme mon compte Facebook. Priez pour nous. »

BENJAMIN BARTHE

L'abstention, seul enjeu de la présidentielle égyptienne

Le président sortant, Abdel Fattah Al-Sissi, affronte un faire-valoir dans un scrutin joué d'avance

LE CAIRE - envoyée spéciale

La place Tahrir et les rues du centre-ville du Caire sont saturées d'affiches du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi. Ici, un commerçant de la rue, là un homme d'affaires important du pays ont fait déployer une bannière pour soutenir la candidature de l'homme fort de l'Egypte à un second mandat, lors du scrutin qui se tient du 26 au 28 mars. La profusion d'affiches masque pourtant mal l'apathie de la population face à une élection jouée d'avance. Le président Sissi concourt face à... l'un de ses partisans, Moussa Mostafa Moussa, homme politique méconnu venu sauver les apparences d'une élection pluraliste.

L'abstention, le président Sissi l'a bien compris, est son seul défi. Ses opposants, les islamistes et les révolutionnaires de 2011, ont été neutralisés et les candidats qui auraient pu capter leur vote écartés de la course. « La campagne n'est pas sur qui va gagner mais, qui va voter ? Le régime veut une forte participation pour réaffirmer sa légitimité à l'étranger. L'objectif est de faire autour de

« Quel choix a-t-on ? Même l'autre candidat a dit qu'il irait voter Sissi car sa femme l'aime tellement ! »

ABOU AHMED
coursier

47 % comme en 2014 », analyse la sociologue égyptienne Saïd Sadek. Depuis six mois, M. Sissi martèle à l'attention des 60 millions de votants l'importance de participer pour la stabilité et la reconstruction du pays.

« Son défi est de convaincre les indécis. Les gens l'ont élu par peur en 2014. Ils l'ont vu comme un sauveur face aux Frères musulmans. Aujourd'hui, il y a la stabilité, ils ne se sentent pas obligés d'aller voter », poursuit M. Sadek. Dans l'entretien qu'il a accordé, le 20 mars, sur la chaîne privée Al-Nahar, le président Sissi a fourni son électoral favori - les femmes et la minorité copte - en recevant la réalisatrice copte San-

dra Nashat dans les jardins du palais présidentiel. En 2014, 53 % des femmes avaient voté pour lui et une majorité de la communauté copte, qui représente quelque 10 % de la population.

Cet électoral, qu'il a choyé pendant quatre ans, pourrait à nouveau être un réservoir de votes. « C'est le premier à nous donner nos droits, bien sûr que l'on va voter pour lui, réagit Nihal, une fonctionnaire de 48 ans qui cite la présence de sept femmes au gouvernement. Il est loyal. Il a réalisé de grandes choses, on doit lui donner quatre ans supplémentaires pour poursuivre son action. »

Les grands projets d'infrastructures, la réforme de l'économie et la sécurité figurent en tête des réalisations citées par ses partisans les plus convaincus. « Il a réalisé beaucoup de choses : les programmes sociaux, le doublement du canal de Suez et la nouvelle capitale. Il a hérité d'un Etat failli et a sacrifié sa popularité pour le remettre debout », assène Gamal Eddin Morsi, 65 ans, un retraité du secteur pétrolier, aujourd'hui ébéniste dans le quartier de Dokki.

Dans ce quartier de la classe moyenne cairote, rares sont ceux

qui partagent cet enthousiasme. Les réformes économiques, qui se sont traduites par des coupes dans les subventions et une inflation de plus de 30 %, sont vues comme un échec. L'absence d'enjeu électoral suscite, au mieux l'apathie, au pire l'amertume. Abou Ahmed, un coursier, se dit prêt à payer 5000 livres égyptiennes (229 euros) d'amende – au lieu des 500 livres prévues par la loi – plutôt que d'aller voter. « Il n'y a personne qui aime ce pays. Les prix sont multipliés par trois. Il y a de la corruption partout, tout le monde cherche son propre intérêt. Les petits comme nous sont piétinés », explique ce père de deux enfants.

Profusion d'affiches

L'homme dénonce une mascarade électorale. « Quel choix a-t-on ? Même l'autre candidat a dit qu'il irait voter Sissi car sa femme l'aime tellement ! On nous dit de choisir entre Sissi de face, de profil gauche ou de profil droit ! », poursuit-il, moquant la profusion d'affiches électorales du président. Moussa Mostafa Moussa a beau s'en défendre, rares sont ceux qui le voient en candidat crédible. Le président du petit parti d'opposi-

tion Al-Ghad, a en effet été un soutien de campagne du président Sissi jusqu'à la dernière heure.

« Quand j'ai vu que les autres candidats se retiraient, j'ai compris le danger d'un référendum sur la personne de Sissi. Cela donne des arguments aux Frères musulmans et à ceux qui appellent au boycott. L'abstention risquait d'être élevée, maintenant je suis là, il y a un choix », explique-t-il au Monde. L'homme a pourtant fait une campagne plus que discrète et hormis quelques critiques sur les réformes économiques, il prend soin de préciser : « Je ne me présente pas en ennemi, nous sommes sur la même voie. »

Les médias, les hommes de religion et les associations de femme se mobilisent pour pousser la population à aller voter. Si cela ne suffit pas, estime le sociologue Saïd Sadek, « le régime peut jouer un peu sur le taux de participation dans des régions où personne ne regarde. Dans les campagnes, l'appareil sécuritaire va demander aux maires et à la police de mobiliser les gens en affrétant des bus gratuits et en faisant le tour des commerces. »

HÉLÈNE SALLON

ÉTATS-UNIS

Des Iraniens accusés de piratage informatique

Neuf Iraniens et une société iranienne, l'institut Mabna, ont été mis en accusation le 23 mars aux Etats-Unis pour le piratage de centaines d'entités américaines et internationales pour le compte de Téhéran. Selon le département de la justice, ces attaques ont permis de dérober 31 téraoctets de travaux universitaires et de propriété intellectuelle auprès de 144 universités américaines et de 176 universités dans 21 autres pays. La campagne a visé les messageries de plus de 100 000 enseignants dans le monde et 8 000 d'entre eux ont été piratés. – (Reuters.)

AFGHANISTAN

Attentat meurtrier dans la capitale du Helmand

L'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'un stade a fait au moins 13 morts et 45 blessés vendredi 23 mars à Lashkar Gah (sud-ouest), a annoncé le porte-parole du gouverneur de la province du Helmand. Cette entité est largement contrôlée par les talibans. Mercredi à Kaboul, un attentat suicide, revendiqué par la branche locale de l'organisation Etat islamique, avait fait 33 morts et 65 blessés, lors d'une autre célébration du Nouvel An persan, selon le ministère de la santé. – (AFP)

Au Mozambique, un péril djihadiste venu du nord

Révélé par une attaque en octobre 2017, un groupe d'islamistes radicaux reste actif près de la Tanzanie

REPORTAGE

MOCIMBOA DA PRAIA (MOZAMBIQUE) - envoyé spécial

Mocimboa da Praia, jeudi 5 octobre 2017, 1 heure du matin. Dans cette bourgade sans histoire située tout au nord du Mozambique, quatre jeunes en tunique se rendent au poste de police au beau milieu de la nuit. Les deux premiers tiennent fermement le troisième, qu'ils présentent comme un voleur tout juste attrapé. Tandis que l'officier de garde se retourne pour prendre leur déposition, le quatrième sort une machette de sous son vêtement.

Au même moment, leurs acolytes attaquent deux autres garnisons avec des mitraillettes. Pendant quarante-huit heures, la ville est prise en otage, le temps que des renforts de l'armée affluent de toute la région pour les déloger. A la fin des combats, le bilan de cette toute première attaque djihadiste est sans appel : deux morts chez la police, 14 parmi les assaillants, et d'innombrables blessés.

L'irruption d'un groupe armé de jeunes musulmans radicalisés a pris le Mozambique par surprise. Jusque-là, l'Afrique australe était épargnée par la menace islamiste qui touche le reste du continent. Ce groupe, la population les appelle les « Al-Shabab », de l'arabe, « les jeunes ». La plupart sont des Mozambicains issus du nord du pays, qui n'auraient, selon les autorités, pas de lien



apparent avec les Chabab somaliens, le groupe terroriste qui contrôle une partie de la Somalie depuis 2006 et mène des attentats au Kenya.

Chassés de Mocimboa par l'armée, les survivants se sont, depuis, réfugiés dans l'épaisse forêt qui borde cette ville côtière, d'où ils mènent des raids sporadiques mais sanglants contre les villages alentour. Assassinats de villageois à la machette, femmes enlevées puis mariées de force, maisons brûlées : la population est en première ligne. Depuis une relative accalmie fin janvier, les forces de police et du gouvernement assurent, au diapason, que la situation est « calme et sous contrôle ».

Sur place, le souvenir des « événements du 5 octobre » hante la population. « Les jeunes du groupe on les connaissait : certains étaient nos amis, des membres de notre famille, d'autres venaient des districts alentour », explique Juma Tuaibo, dans le quartier de

Nanduadua. Ce chauffeur de minibus habite à une trentaine de mètres du lieu où les « Al-Shabab » avaient édifié leur mosquée. Le groupe s'y réunissait depuis 2014. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un tas de gravats, depuis que le gouvernement a ordonné sa destruction, fin octobre.

Le quartier a été aux premières loges de leur processus de radicalisation, qui n'est pas récent. « Avant ils étaient comme nous, ils priaient comme nous. Puis ils ont commencé à nous traiter de "mauvais musulmans", et ils ont construit leur propre mosquée », explique Ussene Amisse, un autre voisin, professeur dans une madrasa.

Arrestation de 470 personnes

Le comportement de ces jeunes intriguait, d'abord et avant tout parce qu'ils osaient entrer en chaussures dans la salle de prière. Ils interdisaient également à leurs enfants d'aller à l'école, à leurs adeptes de voter, et appelaient à défier l'Etat. « Il a suffi qu'ils regardent des cassettes sur l'Etat islamique et la Somalie, pour qu'ils décident de faire la même chose », soupire le jeune homme. Comme ailleurs, en Afrique, certains ont étudié en Arabie saoudite et au Soudan.

Le choc des attaques a laissé place à une répression féroce des autorités. D'après la police, depuis octobre, 470 personnes ont été arrêtées. Pour ne pas froisser l'élite musulmane, grande contributrice du parti au pouvoir, dans ce pays comptant un tiers de musulmans,

le gouvernement a, dans un premier temps, soigneusement évité de parler de « fondamentalisme », voire même de « terrorisme ».

Pour le Mozambique, cette nouvelle menace tombe au plus mal. Ces derniers mois, le processus de paix entre le gouvernement et l'opposition armée de la Renamo, l'ancienne rébellion de la guerre civile (1976-1992), qui a repris du service en 2013, est parvenu à des progrès significatifs. Tout regain d'instabilité est malvenu.

Surtout, Mocimboa se trouve à seulement 80 km des futures installations d'extraction gazière, qui doivent faire basculer le destin du pays à l'horizon 2022, lorsque les premiers cargos de gaz naturel liquéfié seront exportés. Pour ne pas effrayer les investisseurs étrangers, le gouvernement a donc tout intérêt à minimiser le phénomène.

La police s'est empressée de déclarer que rien ne reliait directement ce groupe aux Chabab somaliens. A juste titre, car les attaques n'ont, à ce jour, pas été reven-

diquées, et les leaders du groupe n'ont toujours pas été formellement identifiés.

Une vidéo postée en janvier sur les réseaux sociaux constitue pour l'instant leur unique message au monde extérieur. Sur ce document, cinq hommes apparaissent le visage couvert, mitraillettes à la main. L'un d'eux s'exprime dans un mélange de portugais et d'arabe, et appelle les autres musulmans du Mozambique à se rallier à leur cause.

Élément déclencheur inconnu

« Leur message paraît peu sophistiqué, il y a une grande part d'amateurisme », observe le chercheur suisse Eric Morier-Genoud. *Leur refus de l'Etat et leur mode opératoire, notamment les enlèvements de femmes, font plus penser à Boko Haram qu'aux Chabab.* Dans cette région pauvre, la marginalisation des populations, qui ne profitent pas des retombées liées à la découverte du gaz, aiguise leur ressentiment et offre un contexte favorable à une insurrection dirigée contre l'Etat.

Mais l'élément déclencheur, qui a poussé ces jeunes à prendre les armes, reste la grande inconnue. Les réponses sont peut-être à aller chercher de l'autre côté de la frontière. « La Tanzanie a connu un scénario similaire il y a quelques années, et ils ont réussi à combattre ces groupes. On sait que beaucoup d'entre eux sont allés se réfugier en République démocratique du Congo pour se réorganiser », explique le porte-parole de la police,

« Leur refus de l'Etat et leur mode opératoire font plus penser à Boko Haram qu'aux Chabab »

ÉRIC MORIER-GENOUD
chercheur

LE CONTEXTE

DEUX GUERRES

En 1964, le Frelimo (marxiste) lance la guerre d'indépendance contre les forces coloniales portugaises. L'indépendance est acquise le 25 juin 1975. Le pays devient une république socialiste dirigée par le Frelimo, parti unique. L'année suivante, la Renamo, un mouvement anti-marxiste soutenu par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, lance une guerre civile qui dure seize ans et cause 1 million de morts. Des accords de paix mettent fin au conflit en 1992.

Inacio Dina, à Maputo. Trois jeunes Mozambicains ont ainsi récemment été expulsés, après le démantèlement d'un camp d'entraînement congolais, et remis aux autorités mozambicaines, précise-t-il. « A Mocimboa, une cinquantaine de Tanzaniens ont été arrêtés. Certains ont reconnu avoir causé des troubles dans leur pays par leur passé », ajoute-t-il.

Depuis les forêts, le noyau dur semble déterminé à poursuivre les attaques coûte que coûte. Début mars, un nouveau raid a fait un mort, la moitié d'un village a été brûlée. L'existence de ces réseaux djihadistes transnationaux laisse craindre de les voir resurgir n'importe où, n'importe quand. ■

ADRIEN BARBIER

La mousson, épreuve à venir pour les Rohingyas réfugiés au Bangladesh

Plus de 600 000 personnes sont installées dans un camp de fortune

Ils ont fui leurs villages incendiés, abandonné leurs terres et dû laisser derrière eux les corps de leurs proches pour trouver refuge au Bangladesh voisin. Ici, ils ne sont plus menacés par les balles birmanes. Mais les réfugiés rohingya voient approcher une nouvelle épreuve : la saison de la mousson et ses pluies diluviennes qui menaceront d'emporter leurs tentes de fortune.

La saison humide au Bangladesh débute en avril et mai pour voir les pluies grimper au cours de l'été - avec 1060 mm d'eau dans l'est du pays en juillet, à comparer aux 282 mm d'eau en janvier en France, record depuis les débuts des relevés météorologiques. C'est peu dire que le principal camp où sont installés les Rohingyas n'est pas préparé à ce déluge. Les réfugiés ont commencé à affluer après le 25 août 2017 lorsque, en réponse à l'attaque de postes de police par une nouvelle guérilla disant défendre les intérêts de cette minorité musulmane victime de ségrégation, l'armée birmane a lancé une campagne de la terre brûlée d'une brutalité inédite.

Elections à la fin de l'année

Mais le Bangladesh, avec ses 163 millions d'habitants sur un territoire dont la superficie ne dépasse pas un quart de celui de la France métropolitaine, est l'un des pays les plus densément peuplés de la planète. Son gouvernement voit se profiler des élections générales qui auront lieu à la fin de l'année. Il craint la colère des citoyens, qui déplorent la dégradation des terres et la présence d'une main-d'œuvre potentiellement concurrente, même s'ils éprouvent de l'empathie pour ces victimes. Dans ce contexte, hors de question pour les autorités

bangladaises d'envisager des solutions durables. Elles soulignent que concentrer les réfugiés sur un seul site permet de leur offrir des services, de santé notamment, de meilleure qualité que sur des sites éloignés, mais souhaitent aussi éviter que ces populations ne s'éparpillent dans le pays en allant chercher du travail ou une vie meilleure, puisqu'elles ont, de leur point de vue, vocation à repartir au plus vite.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) compte 671 000 arrivées depuis août 2017, dont 602 000 personnes qui ont été concentrées sur un seul camp, Kutupalong, devenu le plus gros camp de réfugiés de la planète, avec une population supérieure à celle de la ville de Lyon.

Les réfugiés n'ont pas le choix puisqu'ils ne peuvent s'éloigner du site désigné. Plusieurs checkpoints militaires contrôlent le passage sur les routes qui mènent au reste du pays. « C'est le seul endroit où nous pouvons nous poser », nous expliquait Zuhara Khatun, rencontrée récemment sur place, qui a quitté son village réduit en cendres. Il monte une tente avec des tiges de bambou et des bâches distribuées par les Nations unies après avoir aplani le sol en mouillant la terre. Le camp

« Le site est très congestionné, avec beaucoup d'érosion du sol, c'est un lieu dangereux »

CAROLINE GLUCK
porte-parole de l'UNHCR

continue ainsi chaque jour de s'étendre. Pour s'installer là où, auparavant, il y avait de la forêt, les familles qui sont arrivées ont dû défricher. Ce petit bois leur a également servi à cuisiner. A perte de vue, de petites collines ont été déboisées. La terre deviendra boue lorsqu'il pleuvra, avec des conséquences potentiellement dévastatrices : glissements de terrain emportant tentes et habitants, développement des maladies liées à l'eau, dont le choléra, lorsque les eaux stagnantes des latrines et des puits se mélangeront.

Bombe sanitaire

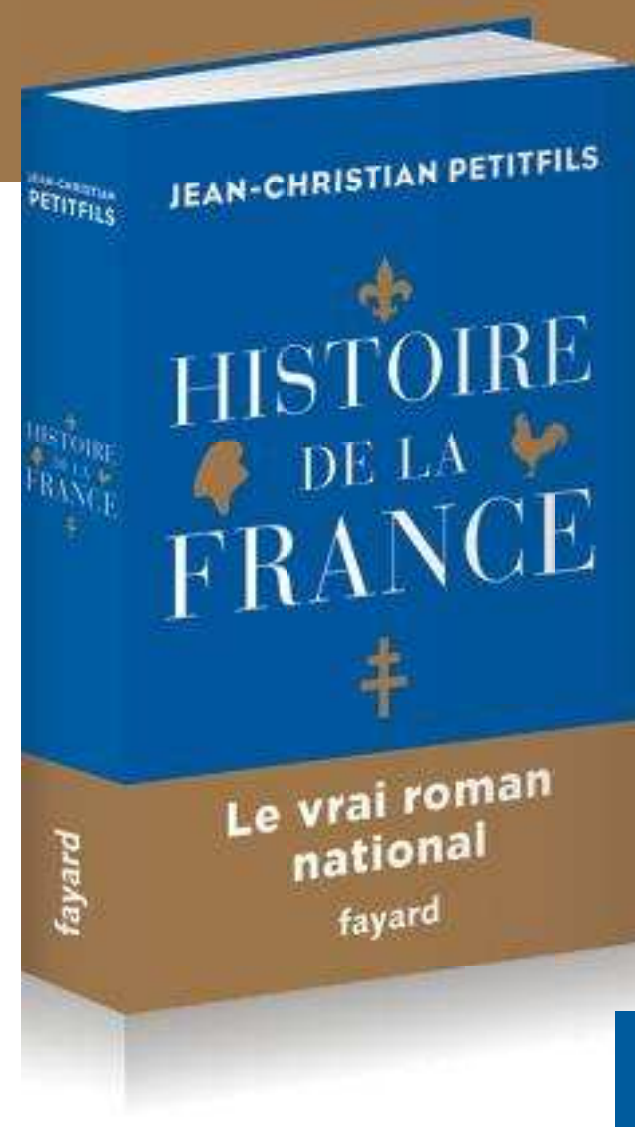
« S'il n'y a pas une action maintenant, on s'expose à un grand nombre de victimes. Le site est fortement congestionné, avec beaucoup d'érosion du sol, c'est un lieu dangereux », prévient Caroline Gluck, porte-parole sur la crise des Rohingyas du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Sous la pression, le gouvernement a alloué 200 hectares de terrain supplémentaire sur lesquels les Nations unies font des travaux de terrassement, mais ceux-ci prennent du temps. Des hommes posent des briques pour paver quelques-unes des principales allées du camp. L'ordre a été donné aux nouveaux arrivants de ne pas s'installer dans les cuvettes, qui seront inondées les premières, entre les collines. « Je n'avais jamais vu quelque chose de pareil », témoigne Olivier Routeau, responsable des urgences et du développement opérationnel de l'ONG Première urgence internationale. « La seule inconnue est l'intensité des pluies, mais nous savons déjà que nous sommes confrontés à une bombe sanitaire », ajoute-t-il. ■

HAROLD THIBAUT

Une histoire de France vigoureuse, limpide, accessible, fédératrice.

Jean-Marc Bastière, *Le Figaro Littéraire*



fayard

Le déclin de la biodiversité menace l'humanité

Quelque 550 experts livrent les résultats du travail colossal qu'ils ont réalisé sur l'ensemble des continents

Partout sur la planète, le déclin de la biodiversité se poursuit, «réduisant considérablement la capacité de la nature à contribuer au bien-être des populations». Ne pas agir pour stopper et inverser ce processus, c'est mettre en péril «non seulement l'avenir que nous voulons, mais aussi les vies que nous menons actuellement». Tel est le message d'alerte délivré par la Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), réunie du 17 au 24 mars à Medellin (Colombie), pour sa 6^e session plénière.

Créée en 2012 sous la tutelle des Nations unies et rassemblant aujourd'hui 129 Etats, cette structure est qualifiée de «GIEC de la biodiversité», en référence au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Sa mission est d'établir régulièrement la synthèse des connaissances disponibles sur la biodiversité (la variété des formes de vie sur la Terre), sur les impacts de son érosion et sur les pistes d'action possibles pour la préserver.

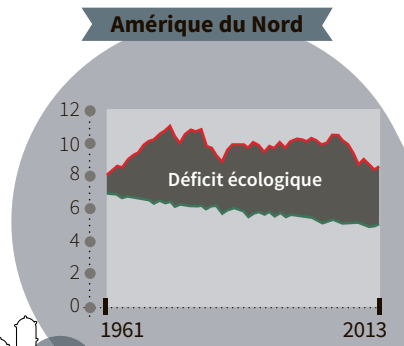
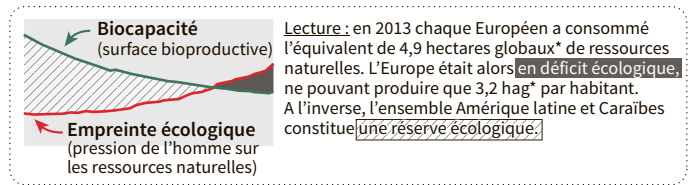
Elle livre le résultat d'un travail colossal, qui s'est étalé sur trois années. L'IPBES a divisé le globe en quatre régions : l'Afrique, les Amériques, l'Asie-Pacifique et l'Europe-Asie centrale – à l'exception, donc, des pôles et des océans. Chacune a fait l'objet d'un rapport de 800 à 1000 pages, réalisé par plus de 550 experts bénévoles de 100 pays, à partir de plus de 10 000 publications scientifiques, mais aussi de sources gouvernementales ou non gouvernementales, ou encore de savoirs autochtones.

Pour chaque zone géographique, cette analyse est synthétisée dans un «résumé à l'intention des décideurs» d'une quarantaine de pages, négocié mot à mot et voté par les représentants des Etats membres. C'est ce document, qui constitue une sorte de consensus politique, qui doit servir de base à l'action des gouvernements, même s'il n'a pas de valeur contraignante. «La biodiversité et les contributions apportées par la nature aux populations semblent, pour beaucoup, éloignées de nos vies quotidiennes. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité, observe le président de l'IPBES, le Britannique Robert Watson. Elles sont le socle de notre alimentation, de notre eau pure et de notre énergie. Elles sont au cœur non seulement de notre survie, mais aussi de nos cultures, de nos identités et de notre joie de vivre.»

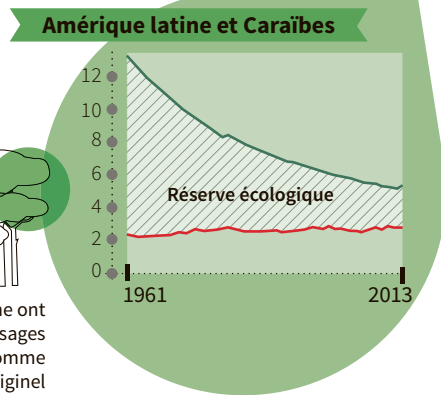
On pourra juger restrictive cette approche, qui envisage la nature à l'aune des seuls services qu'elle rend à l'humanité, sans considérer que la survie des espèces animales

La surexploitation des ressources naturelles s'aggrave

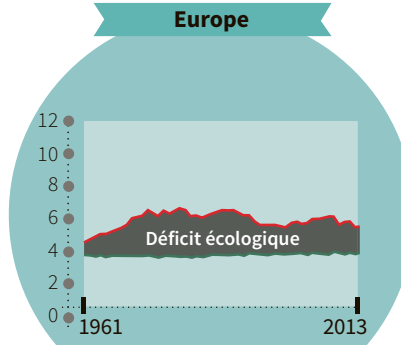
ÉVOLUTION DE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE ET DE LA BIOCAPACITÉ, en hectares globaux* (hag) par habitant par continent



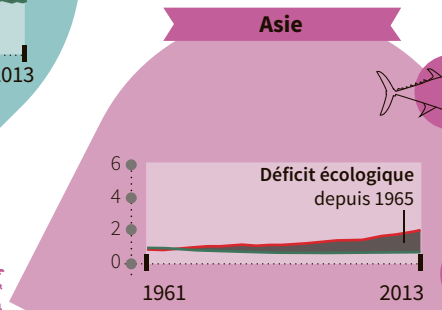
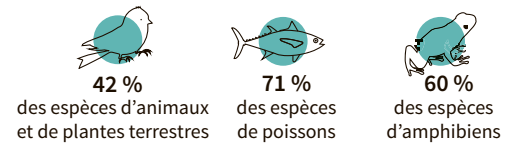
31 % c'est le déclin des populations d'espèces originelles du continent américain depuis la colonisation par les Européens. D'ici à 2050, ce taux pourrait s'élever à 40 %



17 % de la forêt amazonienne ont été transformés en des paysages dominés par l'homme par rapport à leur état originel



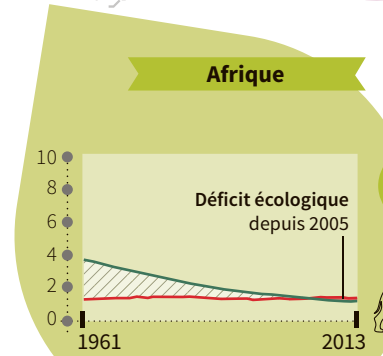
Part des espèces dont les populations déclinent depuis dix ans en Europe et en Asie centrale, en %



0 les stocks de poissons seront totalement épuisés d'ici à 2048 en maintenant les pratiques de pêche actuelles en Asie Pacifique

90 % des coraux connaîtront une dégradation sévère d'ici à 2050 en Asie Pacifique, même avec les scénarios climatiques les plus optimistes

80 % des rivières les plus polluées par le plastique dans le monde se trouvent en Asie



500 000 km² de terres dégradées par la pression humaine

Plus de 50 % de la population de certaines espèces de mammifères et d'oiseaux pourraient disparaître d'ici à 2100 en raison du changement climatique

20 à 30 % c'est le déclin de la productivité des lacs (quantité de poissons pour la pêche) d'ici à 2100

* Hectares globaux : hectares possédant une capacité de production de ressources et d'absorption de déchets correspondant à la moyenne mondiale, à une année donnée

INFOGRAPHIE LE MONDE : EUGÉNIE DUMAS ET ROMAIN IMBACH SOURCES : IPBES ; GLOBAL FOOTPRINT NETWORK 2017

et végétales est en elle-même précieuse. Mais l'objet des quatre rapports est de sensibiliser l'opinion et les décideurs à une chute de la biodiversité qui «met en danger les économies, les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la qualité de vie des populations partout dans le monde». Aucune des régions étudiées n'échappe à une régression spectaculaire de sa faune et de sa flore, avec des projections alarmantes.

Afrique : un défi immense

«L'Afrique est le dernier endroit sur Terre avec un large éventail de grands mammifères, mais jamais par le passé il n'y a eu autant de plantes, poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux et grands mammifères menacés qu'aujourd'hui, par une série de causes humaines et naturelles», note la chercheuse sud-africaine Emma Archer. Quelque 500 000 km² de terres sont déjà

Les résultats confirment que la Terre est en train de subir sa sixième extinction de masse

dégradées du fait de la déforestation, de l'agriculture non durable, du surpâturage, des activités minières, des espèces invasives ou du réchauffement. Cela, alors qu'en zone rurale la subsistance de plus de 62 % des habitants dépend de la bonne santé des milieux naturels et que la population du continent est appelée à doubler d'ici à 2050, pour atteindre 2,5 milliards de personnes. Le défi est immense : à la fin du siècle, certaines espèces de mammifères et d'oiseaux pourraient avoir perdu plus de la moitié de leurs effectifs, et la productivité des lacs (en poissons) avoir baissé de 20 % à 30 %, en raison du dérèglement climatique.

Asie-Pacifique : de trop rares succès

la biodiversité est confrontée à des menaces sans précédent, allant des phénomènes météorologiques extrêmes et de l'élévation du niveau de la mer aux espèces exotiques envahissantes, à l'intensification de l'agriculture, à la surpêche et à l'augmentation des déchets et de la pollution. Malgré quelques succès pour protéger ces écosystèmes vitaux – les aires marines protégées ont augmenté de 14 % en vingt-cinq ans et le couvert forestier a progressé de 23 % en Asie du Nord-Est –, les experts craignent qu'ils ne suffisent pas à enrayer le déclin de la biodiversité et des services que retirent les 4,5 milliards d'humains qui vivent dans ces pays.

Aujourd'hui, 60 % des prairies d'Asie sont dégradées, près de 25 % des espèces endémiques menacées et 80 % des rivières les plus polluées par les déchets plastiques

dans le monde se trouvent dans cette zone. Si les pratiques de pêche se poursuivent au même rythme, la région ne comptera plus de stocks de poissons exploitables d'ici à 2048. Jusqu'à 90 % des coraux souffriront d'une grave dégradation avant le milieu du siècle.

Amériques : la perte des savoirs locaux

Sur le continent américain aussi, l'impact du dérèglement climatique sur la biodiversité va s'intensifier d'ici au milieu du siècle, devenant un facteur de déclin aussi puissant que le changement d'affectation des terres. Les populations d'espèces indigènes ont décliné de 31 % depuis la colonisation par les Européens, et ce taux pourrait monter à 40 % au milieu du siècle. Par rapport à leur état originel, plus de 95 % des prairies d'herbes hautes d'Amérique du Nord, 50 % de la savane tropicale et 17 % de la forêt amazonienne en Amérique du Sud ont été transformés en des paysages dominés par l'homme. Les auteurs notent que, jusqu'ici, «les peuples autochtones et les communautés locales ont créé une diversité de systèmes de polyculture et d'agroforesterie» qui ont bénéficié à la biodiversité. Mais ces savoirs locaux sont eux aussi en voie d'extinction.

Europe-Asie centrale : hécatombe générale

Enfin, en Europe et Asie centrale, la situation n'est guère meilleure : 42 % des animaux terrestres et des plantes ont enregistré un déclin de leurs populations au cours de la dernière décennie, de même que 71 % des poissons et 60 % des amphibiens. La première cause de cette hécatombe réside dans l'intensification de l'agriculture et de l'exploitation forestière, et particulièrement dans l'usage excessif de produits agrochimiques (pesticides, engrais). Résultat : la région consomme plus de ressources naturelles renouvelables qu'elle n'en produit, l'obligeant à en importer massivement d'autres zones du

monde. Le rapport souligne aussi le rôle du changement climatique, qui sera l'un des principaux fléaux pesant sur la biodiversité d'Europe et d'Asie centrale dans les prochaines décennies.

Les pistes de travail

Ces quatre rapports confirment que la Terre est en train de subir sa sixième extinction de masse : selon les scientifiques, les disparitions d'espèces ont été multipliées par 100 depuis 1900, soit un rythme sans équivalent depuis l'extinction des dinosaures il y a 66 millions d'années. Mardi 20 mars, une étude du Muséum national d'histoire naturelle et du Centre national de la recherche scientifique alertait sur la «disparition massive» des oiseaux dans les campagnes françaises – leurs populations se sont effondrées d'un tiers en quinze ans – tandis que, fin 2017, des chercheurs montraient que le nombre d'insectes volants a décliné de 75 % à 80 % en Allemagne depuis le début des années 1990.

N'y a-t-il donc aucun espoir ? Les scientifiques veulent croire qu'il est encore possible d'agir pour enrayer ce déclin. Ils appellent, péle-mêle, à développer les aires protégées, à restaurer les écosystèmes dégradés (notamment les forêts), à limiter les subventions à l'agriculture et à l'exploitation forestière intensive, à intégrer la protection de la biodiversité dans toutes les politiques publiques, à sensibiliser davantage le grand public ou encore à poursuivre les efforts de conservation. En Europe, ces politiques ont par exemple conduit à sauver d'une extinction locale les populations de bisons ou de lynx ibériques, et à réhabiliter les régions boisées des Açores, de Madère et des Canaries.

«Pour la première fois, en Europe, nous indiquons qu'il faut une transformation plus radicale des modes de vie et de consommation, sans quoi nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable et de protection de la biodiversité», souligne Sandra Lavorel,

LE CONTEXTE

IPBES

129 Etats membres
La Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), qui a préparé des rapports-clés sur l'érosion du vivant sur la planète, est un organisme indépendant créé en 2012 sous l'égide de l'ONU, qui compte aujourd'hui 129 Etats membres. Les experts n'effectuent pas leurs propres recherches, mais réunissent des données de milliers de publications scientifiques. L'IPBES a publié son premier rapport en 2016 sur l'état de la pollinisation.

5,4 millions d'euros

En 2017, le budget dépensé par l'IPBES s'est élevé à 6,7 millions de dollars (5,4 millions d'euros). Une vingtaine d'Etats y ont participé, en premier lieu l'Allemagne, la Norvège, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France.

écologue des écosystèmes (université de Grenoble), qui a participé à la rédaction du rapport. «L'un des chapitres importants de notre travail est celui de la gouvernance. La question de la biodiversité doit être prise en charge à tous les échelons, Etats, communautés, citoyens», complète Jérôme Chave, écologue au CNRS, qui a contribué à la synthèse sur les Amériques.

Un cinquième rapport sera publié lundi 26 mars, sur l'état des sols du monde, de plus en plus dégradés par la pollution, la déforestation, l'exploitation minière et les pratiques agricoles. Enfin, lors de sa prochaine réunion plénière en mai 2019, l'IPBES produira son bilan mondial de la biodiversité et non plus des analyses régionales. Une session que la France a proposé d'accueillir. ■

AUDREY GARRIC ET PIERRE LE HIR

INTERNATIONALES

Le grand entretien sur l'actualité du monde

Ce dimanche à 12h10

FATIMATA SY

Directrice de l'Unité de coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO)

répond aux questions de **Françoise Joly** (TV5MONDE), **Sophie Malibeaux** (RFI) et **Christophe Ayad** (Le Monde).

Diffusion sur TV5MONDE, RFI et sur Internationales.fr

en partenariat avec **Le Monde**

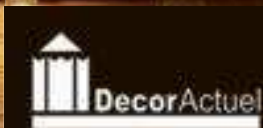
Photo © Marianne Rosenthal

Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/18		Tél. : 01 57 28 38 52
1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

Mon CC dream



CLUB CUIR ILLUMINATEUR D'INTÉRIEUR

Le Club, une tendance très **Actuel**

80 rue Claude Bernard Paris 5^e
01 45 35 08 69
www.decoractuel.com



JAMES le couturier de l'homme
Le prêt-à-porter à votre mesure

**PRIX EXCEPTIONNELS
SUR TOUT LE MAGASIN**

LIQUIDATION D'HIVER

CESSATION D'ACTIVITÉ

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

ÉTUDES

PARIS - PROVINCE

Cadres, chefs d'entreprises,
enseignants, médecins
votre avis nous intéresse !

Participez à **des études d'opinion
dédommagées.**

Inscription sur :
www.stephenson-etudes.fr
Tél. : 01.40.36.92.98

ANTIQUITÉS



ACHAT AU DESSUS

DE VOS ESTIMATIONS

ET EXPERTISES

« ART D'ASIE » :

CHINE, JAPON

ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 042 30

P. MORCOS

EXPERT CNE

* Porcelaines et Bronzes

* Cristal de Roche

* Corail et Ivoires Anc.

* Jade blanc et couleurs

* Cornes et Laques

* Peintures et Tissus anc.

* Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT

PARIS - PROVINCE

morcospatrick@orange.fr



ACHÈTE

Mobilier de toutes époques

Pianos et billards anciens

Manteaux de fourrure

Sacs à main de marque

Foulards et vêtements de marque

Briquets Dupont, Cartier ...

Bijoux or, argent, fantaisies

Cuivres et étains anciens

Argentierie & Ménagères

Bibels de vitrine & divers

Tableaux, gravures & lithos...

Livres, photos & papiers anciens

Sculptures et vases chinois

Bouddhas, coraux, Jades

Tapis et tapisseries

Trophées de chasse

Pendules et horlogeries

Vieux vins et champagnes

Maison Charles Heitzmann

01 40 55 46 15

DÉPLACEMENT ET ESTIMATION

GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE

Paiement comptant immédiat

charlesheitzmann@free.fr

www.antiquaire-heitzmann.fr

ACHÈTE VINS



ACHÈTE CHER

VINS ET CHAMPAGNES

Tout millésimes même abimés

SPIRITUEUX

PAIEMENT IMMÉDIAT

06 28 71 37 00

contact@jacqueslacombe.vin

www.jacqueslacombe.vin

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.

Brillants. Pierres précieuses.

Création & transformation

réparations. Achats ventes.

Echanges sélectionnés par le guide

PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens

4, rue de la Chaussée d'Antin

Tél : 01 47 70 83 61

ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo

Tél : 01 45 01 67 88

Ouverts les lundis

Le Monde

Les petites annonces immobilières

Forfait à partir de 65 € TTC*
pour les particuliers
Tél. : 01.57.28.38.52

* tarifs au 01/01/18 - 5 lignes minimum.

Immobilier

Reproduction interdite

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 8^e

* SAINT AUGUSTIN *

- Pierre de T., duplex 124m²
3 chbres - soleil - calme
1.684.000€
- Pierre/T., 187m², vue dégagée
3 chbres - soleil - standing
2.290.000€

* RUE DE MIROMESNIL *

Pierre de T., 220m², 4 chbres
Parfait état - parking
2.990.000€

FEAU 17^{ÈME}

01 42 27 85 00
www.feau-immobilier.fr

ETRANGER

ESPAGNE, appartement «les pieds
dans l'eau», 4 P., 107m². **Costa
Dorada**, sur plage sable fin.
Dernier étage (asc.), équipé,
balcon de 20m², piscine donnant
sur la plage. **Prix : 135 000 €**
Tél : 06 83 49 98 49

LOCATIONS



AMÉLIE LES BAINS

(Pyrénées-Orientales), à 25 mn
de la frontière Espagnole.
Idéal curistes ou vacanciers.
Studio de 30 m². **Mai, juillet,
et décembre.**

Tout confort, au 5^e ét. dans
un immeuble avec asc., terrasse
de 10 m² avec vitres coulissantes,
vue sur la montagne. **Accès direct
aux thermes par ascenseur,
extérieur privatif.** 2 couchages
max. (lit 140), linge non fourni,
entièrement meublé et équipé
(TV-Wi-Fi), salle de bain avec
baignoire, WC séparé. Lave-linge.

Stationnement gratuit facile au
pied de l'immeuble. Photos
supplémentaires sur demande.
Mai et juillet : cure de trois
semaines : 550 € CC. Décembre :
cure de trois semaines : 500 € CC.
Semaine : 200 € CC.
Tél. : 06 43 43 63 32.

Le Monde

La rubrique Bonnes Adresses :
chaque mercredi *
* dans Le Monde daté du jeudi

La parution 5 lignes
(31 caractères/ligne) :
65€ HT professionnels
65€ TTC particuliers.

Les 3 parutions
de 5 lignes :
130€ HT professionnels
130€ TTC particuliers

appelez le : **01.57.28.38.52**
Envoyer votre texte par e-mail :
nathalie.lavenu@mpublicite.fr

Bonnes Adresses

DEDICACE
Epeda

LE CONFORT ABSOLU

**DEDICACE
LÉONIDES**

CONFORT FERME
32 CM - 7 ZONES DE CONFORT - TECHNOLOGIE MULTI-ACTIF
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

ALLIANCE DE MODERNITÉ, DE TRADITION ET DE SAVOIR-FAIRE À LA FRANÇAISE,
DEDICACE EST LA SIGNATURE DE L'EXCELLENCE EPEDA.

DEDICACE EN EXCLUSIVITÉ À PARIS :
Paris 15^e sur 500 m² : 66 rue de la Convention
01 40 59 02 10 - 7j/7 - M^o Boucicaut, parking gratuit
Paris 12^e sur 300 m² : 56-60 cours de Vincennes
01 43 41 80 93 - 7j/7 - M^o Porte de Vincennes ou Nation
Canapés, armoires lits, dressings CeLio, Steiner et Leolux,
mobilier contemporain : toutes nos adresses sur www.topper.fr

Espace Topper
Maison familiale depuis 1926

LIVRES

ACHÈTE LIVRES ANCIENS

du 16^e au 20^e siècle, bibliothèques
d'érudits, éditions originales,
livres illustrés Chagall, Matisse,
Buffet, Dali, Foujita, Miro etc.

Tél. 06 80 06 54 24

hubert.hoppenot@orange.fr

LIBRAIRE ACHÈTE

Services de presse, livres modernes,
essais, beaux-arts, livres anciens,
Pléiades, successions.

06 80 43 82 70

AUTOMOBILES

VEND PEUGEOT 508, modèle
2012, 77.000 km, moteur diesel

Prix : 9.900€

Tél : 06 07 53 49 73

MUSIQUE

Nous achetons vos disques

vinyles tous genres, toutes quantités.

Réponse assurée. Déplacement immédiat

sur région parisienne.

Rens. : **06 23 76 20 87**

ou 06 52 05 41 50



À l'Espace Topper

le mobilier d'autrefois
n'a jamais été
plus moderne !

Espace Topper

Mobilier contemporain

147 rue St-Charles Paris 15^e

7j/7 • 01 45 75 02 81

M^o Boucicaut, P. gratuit

L'Espace Topper, c'est aussi

3 000 m² de canapés,

de literie, d'armoires lits

et de dressings.

Espace Topper

Maison familiale depuis 1926

Vive l'authentique et le « factory » !

Deux grandes tendances revisitées par
des designers inspirés et servies par une
fabrication française irréprochable,
associant la pure tradition artisanale au
meilleur des nouvelles technologies.

Sur 700 m², tilleul massif et patines
colorées soulignent le charme du naturel,
feronneries et jeux de tiroirs célèbrent
l'esprit de l'atelier.

**Composez l'intérieur qui vous
ressemble** avec l'appui des conseillers
de l'une des plus grandes figures de
l'ameublement parisien.

PRISE D'OTAGES DANS L'AUDE

Quatre morts dans un attentat à Trèbes

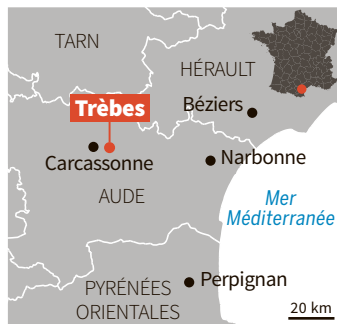
Avant d'être abattu par les forces du GIGN, vendredi 23 mars, le terroriste s'est présenté comme un soldat de l'Etat islamique

CARCASSONNE, TRÈBES (AUDE) - envoyés spéciaux

Il est près de minuit, vendredi 23 mars, et la mairie de Trèbes (Aude), ville de 5 500 habitants à huit kilomètres de Carcassonne et de sa cité médiévale, brille d'une étrange lumière. Police judiciaire, gendarmes, équipes de soutien psychologique aux victimes s'activent encore dans les deux étages du bâtiment bourgeois, alors que les personnels municipaux, sonnés, tentent de réaliser la journée qu'ils viennent de vivre.

« C'est un cauchemar! Ici, c'est une petite ville calme », lâche le maire PS Eric Menassi, solide gars du terroir, la cinquantaine, ébranlé. Dans le prolongement de la porte de son bureau, Samia, sa femme, a le regard hors du temps. C'est elle qui dirige le Super U dans lequel Radouane Lakdim a terminé, en fin de matinée, son itinéraire sanglant, qui a fait quatre morts et quinze blessés, avant d'être abattu par les hommes du GIGN. L'homme de 25 ans, résident à Carcassonne et signalé pour radicalisation, s'était présenté comme un « soldat de l'Etat islamique ».

C'est la plus importante attaque terroriste sur le territoire depuis le début de mandat d'Emmanuel Macron. Et la première depuis l'attaque au couteau du 1^{er} octobre 2017 sur le parvis de la gare Saint-Charles à Marseille, dans laquelle deux jeunes filles avaient été tuées. Dans un contexte de défaites militaires de l'organisation Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, un sentiment d'accalmie commençait à gagner les esprits. Radouane Lakdim y a mis fin. Son



périple meurtrier a été retracé vendredi soir lors d'une conférence de presse à Carcassonne par le procureur de la République François Molins, en charge de la section antiterroriste du parquet de Paris, saisie d'une enquête. C'est la troisième fois que le magistrat se déplace en province, après l'avoir fait en 2012 à Toulouse lors des attentats de Mohamed Merah et, en 2016, à Nice, après la tuerie de la promenade des Anglais.

Il est 10 h 13, vendredi, lorsque Radouane Lakdim attaque deux personnes dans leur Opel Corsa blanche, à la « cité des aigles », tout près des imposants remparts de la cité médiévale. Selon nos informations, il s'agissait d'un père et de son fils. Muni d'une arme de poing, Radouane Lakdim blesse grièvement le fils, au volant, et abat le passager. A bord de la voiture qu'il vient de dérober, il se rend devant la caserne Laperrine du 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMA). « Il a attendu quelques minutes vraisemblablement afin d'attendre des militaires avant de se raviser », a expliqué M. Molins.

Le jeune homme rebrousse chemin et retourne alors dans son propre quartier, deux kilomètres plus loin, aux abords de la caserne

de la CRS 57. Ce lieu de cantonnement borde l'avenue du général Leclerc, un axe très emprunté qui mène vers Trèbes, à l'Est de la ville. Radouane Lakdim connaît parfaitement les lieux. Il vit dans la cité Ozanam attenante, petit ensemble d'habitat social aux bâtiments de quatre étages, dans un appartement au rez-de-chaussée de l'entrée Corbières.

« LIBÉRATION DE FRÈRES »

Depuis le 13 mars, des policiers de la CRS 53 de Marseille sont logés à la caserne, dans le cadre d'une mission de sécurisation de deux semaines qu'ils effectuent à Toulouse, à moins de cent kilomètres. Vendredi, ils n'étaient pas censés commencer leur service avant la fin de journée. Peu avant 11 heures, quatre d'entre eux sont attaqués par Radouane Lakdim, à deux cents mètres de l'entrée principale du cantonnement. Ils rentrent de leur footing matinal, dans des tenues de sport que le jeune homme reconnaît forcément.

Radouane Lakdim tire à plusieurs reprises dans leur direction, et blesse grièvement un policier de 43 ans. « Il cherchait clairement à les tuer », explique Philippe Klayman, directeur central des CRS. Le projectile est passé à quelques millimètres du cœur, lui a endommagé le poumon. Il a aussi des côtes brisées. Il a eu beaucoup de chance. Un de ses camarades, qui se retrace dans l'entrée d'un gîte, donne l'alerte par téléphone. « Six douilles ont été retrouvées sur les lieux des faits », a précisé M. Molins. Sur le sol, en fin d'après-midi, restent leurs emplacements, marqués à la peinture orange, et le verre éclaté d'un pare-brise.

Céline Pelotte, 49 ans, habite

dans une petite maison de l'autre côté de l'avenue. Alertée par les coups de feu, elle est sortie mais n'a pas eu le temps de voir la voiture de Radouane Lakdim partir. « J'ai entendu un crissement de pneus, puis j'ai vu les victimes. L'un d'entre eux m'a demandé l'adresse car, comme il n'est pas de Carcassonne, il ne savait pas quoi dire aux secours », raconte-t-elle. L'agresseur est reparti sur la D6113 qui, quelques centaines de mètres plus loin, s'élargit. Il traverse Trèbes et, juste avant la sortie de la ville, prend à droite dans le parking du magasin Super U, un supermarché de 2000 mètres carrés comme il en existe dans toutes les zones

Le périple meurtrier de Radouane Lakdim a mis fin au sentiment d'accalmie qui commençait à gagner les esprits

périurbaines des petites villes de France. Une cinquantaine de personnes se trouvent à l'intérieur du bâtiment.

D'après les éléments communiqués par le parquet, Radouane Lakdim entre « en criant Allah Akbar et en indiquant qu'il était un soldat de l'Etat islamique se disant prêt à mourir pour la Syrie ». Il a aussi demandé « la libération de frères ». L'assaillant ouvre le feu à plusieurs reprises, abat un client et Christian Medves, le boucher du magasin, un homme d'une cinquantaine d'années, marié et père de deux filles. Il tire aussi sur le vigile qu'il rate. « On a entendu : Couchez-vous, couchez-vous! », a



Radouane Lakdim, un petit délinquant radicalisé suivi par la DGSI

Fiché pour radicalisation, rien ne laissait présager un « passage à l'acte », selon François Molins, le procureur de la République de Paris

Radouane Lakdim, l'auteur de l'attaque terroriste qui a fait quatre morts à Trèbes et Carcassonne, vendredi 23 mars dans l'Aude, était un petit délinquant de 25 ans vivant dans une cité de Carcassonne, né au Maroc et de nationalité française. Condamné pour des délits de droit commun – port d'arme prohibé en 2011 et usage de stupéfiants et refus d'obtempérer en 2016 – il avait aussi été signalé pour sa radicalisation, en raison notamment de son activité sur des forums salafistes.

A ce titre, il était inscrit au Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) et avait fait l'objet d'un suivi par les services de renseignement en 2016 et 2017. « Nous l'avions suivi et nous pensions qu'il n'y avait pas de radicalisation », a déclaré vendredi le ministre de l'in-

térieur, Gérard Collomb, évoquant « un solitaire » qui serait « passé à l'acte brusquement ». Lors d'un point presse, le procureur de Paris, François Molins, a nuancé ce constat, expliquant que son « suivi » pour radicalisation « n'avait mis en évidence aucun signe précurseur laissant présager un passage à l'acte ».

La complexité de la tâche des services antiterroristes tient tout entière dans ces subtiles variations : à partir de quel degré de « radicalisation » un individu peut-il être considéré comme dangereux ? Près de 20 000 personnes sont aujourd'hui inscrites, comme Radouane Lakdim, au FSPRT. Sur ce total, 11 000, les plus sensibles, sont « prises en compte » par les services. Aucun Etat démocratique n'étant en mesure d'assurer la surveillance de plusieurs milliers de citoyens, l'analyse de leur dangerosité constitue dès lors une

étape cruciale pour prévenir les passages à l'acte. Or, selon les informations du Monde, Radouane Lakdim faisait justement partie des objectifs du FSPRT « pris en compte » par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Il correspondait donc au « haut du spectre », qui regroupe les individus potentiellement dangereux, les profils moins lourds étant suivis par le renseignement territorial. Le premier diagnostic sur sa dangerosité a donc été le bon. C'est durant son suivi que cet objectif semble avoir floué les services.

Radouane Lakdim est-il passé à l'acte sur un coup de tête, comme le laisse entendre le ministre de l'intérieur ? Était-il passé maître dans l'art de la taqiya, la dissimulation de sa foi pour duper l'adversaire ? « Il y a encore une incompréhension des profils mixtes, analyse une source proche des services de renseignement.

On semble continuer à penser qu'un petit dealer ne peut pas être un dangereux djihadiste. »

Mutation

D'après nos informations, Radouane Lakdim intéressait notamment le renseignement du fait de sa relation avec un délinquant plus chevronné, un certain Malik M. Originaire du même quartier, Malik M. était connu pour être « un des délinquants les plus actifs du secteur », d'après une fiche de renseignement de 2015 dont Le Monde a pris connaissance. Le renseignement territorial soupçonne alors ce jeune homme – condamné pour trafic de stupéfiants et violences envers des agents de la force publique – de participer à du trafic d'armes.

Lors d'une perquisition de son domicile à l'été 2015, son téléphone est fouillé et des échanges de SMS sont exhumés, qui évoquent des commandes de « cala »

et de munitions de calibre « 7,62 » mm et « 5,56 » mm. Le renseignement territorial souligne surtout que Malik M. a été contrôlé à deux reprises, en 2014 et en 2015, en compagnie de Radouane Lakdim, déjà connu pour être « en relation avec la mouvance islamiste radicale ». Cette association hybride entre un trafiquant d'armes et un islamiste intrigue les services. A compter de 2016, Radouane Lakdim est suivi par la DGSI. Sans succès.

Son profil illustre la mutation d'une menace terroriste endogène, imbriquée dans les milieux délinquants et sans lien avéré avec la chaîne de commandement de l'organisation Etat islamique (EI). Parmi les auteurs des seize projets d'attentat conçus en France depuis juillet 2017, aucun n'avait ainsi mis les pieds en Syrie. Et aucun des deux derniers terroristes à être passés à l'acte – une attaque à la voiture bélier le

9 août contre des militaires à Levallois-Perret, et l'assassinat de deux femmes à Marseille, le 1^{er} octobre – n'était connu des services de renseignement pour ses liens avec la mouvance djihadiste.

L'attaque de vendredi a rapidement été revendiquée par l'organe de presse semi-officiel de l'EI, AMAQ. Le texte, publié en arabe, en français et en anglais pour une visibilité optimale, évoque un « soldat de l'Etat islamique » ayant répondu « à l'appel de l'Etat islamique à frapper les pays de la coalition ». Cette formulation désigne généralement les attentats inspirés par la propagande, et non pilotés depuis la Syrie. Un élément de langage qui confirme un des succès de l'organisation : si l'EI a perdu son projet territorial, il a conquis les esprits et n'a plus besoin de passer ses ordres pour susciter des vocations. ■



La prise d'otages a eu lieu au Super U de Trèbes, vendredi 23 mars (en haut à gauche). Le terroriste vivait dans la cité Ozanam à Carcassonne (en haut à droite). Une cellule de crise a été ouverte au ministère de l'intérieur (en bas à gauche). Emmanuel Macron a salué la mémoire du gendarme Arnaud Beltrame, « tombé en héros » (en bas à gauche). ULRICH LEBEUF/M.Y.O.P POUR « LE MONDE »; LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE » ET HO/AFP

raconté à plusieurs médias André Bivent, un septuagénaire venu faire ses courses. C'est là qu'on s'est dit qu'il y avait quelque chose. Je me suis couché, au niveau des rayons, et en me couchant sous le caddie, j'ai vu un corps au bord des caisses. Puis une personne nous a emmenés vers le frigo. Plusieurs clients s'y réfugient. « On a attendu, on a vu que c'était calme alors on est sorti, un peu courageux, entre deux portes, poursuit le retraité. On a vu les gyrophares (...) et puis les gendarmes nous ont fait sortir » par l'arrière du magasin.

Samia Menassi, la directrice du Super U, appelle son mari, le maire de Trèbes. Elle tente de lui expliquer ce qu'il arrive, mais il entend surtout un coup de feu. Arrivé sur place, il perçoit d'abord la panique : « Tout le monde courait dans tous les sens, mais les gendarmes ont rapidement établi un périmètre de sécurité. » Le terrain de rugby tout proche sert de terrain d'atterrissage aux hélicoptères de la gendarmerie. La concession automobile, voisine, se transforme en premier abri pour les clients libérés. Sur le parking, plusieurs dizaines de gendarmes sont réunis. Parmi eux, le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. Ce militaire de 45 ans est le numéro 3 de la gendarmerie dans le département, en charge de l'opérationnel. Dans des circonstances encore imprécises, le haut gradé parvient à négocier avec Radouane Lakdim et à le convaincre de se substituer à un ou plusieurs otages.

Les deux hommes se retrouvent ensuite seuls au sein du Super U. Radouane Lakdim en sort un bref instant, avec le gendarme Beltrame en otage, pour « solliciter un chargeur » et « menacer de tout faire sauter », a rapporté M. Molins. Selon le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, arrivé sur place dans l'après-midi, le gendarme a réussi à « laisser son téléphone ouvert » sur une table, permettant à ses collègues d'écouter ce qu'il se passe dans le magasin.

Vers 12 h 30, des discussions sont entreprises par le biais de ce téléphone par plusieurs négociateurs de la gendarmerie. En vain.

A l'extérieur, les hommes de l'antenne toulousaine du GIGN, l'unité d'intervention spécialisée compétente sur ce territoire de l'Aude en cas de crise terroriste, sont en attente. A 14 h 20, Radouane Lakdim ouvre le feu sur le lieutenant-colonel Beltrame. C'est en entendant les tirs via le téléphone « que le GIGN est intervenu », a raconté M. Collomb, en saluant l'« héroïsme » du gendarme. Grièvement blessé, il est décédé samedi matin. Deux gendarmes de la colonne d'assaut du GIGN ont aussi été blessés. En fin d'après-midi, les gendarmes et les policiers de la Brigade de recherche et d'intervention de Toulouse investissent la cité Ozanam pour perquisitionner l'appartement où vivait Radouane Lakdim. A l'issue, « une proche, qui partageait la vie » du tueur, selon les termes de François Molins, a été placée en garde à vue. Dans la nuit, un jeune homme né en 2000, très proche de Radouane Lakdim a aussi été placé en garde à vue. ■

YANN BOUCHEZ, JULIA PASCUAL (À PARIS) ET GILLES ROF

Le gendarme Arnaud Beltrame, « un mec bien, humain avec ses troupes »

Le lieutenant-colonel, qui s'était substitué à un ou plusieurs otages du supermarché de Trèbes, a succombé à ses blessures samedi matin

La soutane n'a pas ralenti les grandes enjambées du prêtre. Vendredi 23 mars, la nuit était tombée depuis deux heures déjà lorsque le père Jean-Baptiste est arrivé au pas de course dans le hall moderne de l'hôpital de Carcassonne, comme s'il avait peur qu'il ne soit déjà trop tard. Le religieux, pas loin du double mètre, a demandé à voir Arnaud Beltrame, ce lieutenant-colonel de 45 ans dont le « courage » et l'« héroïsme » ont été unanimement salués par la classe politique et sur les réseaux sociaux pour s'être substitué à l'une des otages du supermarché de Trèbes. Touché par plusieurs tirs du terroriste Radouane Lakdim, le militaire est mort, quelques heures plus tard, samedi matin.

« Sacrement du mariage »

Voilà des semaines que le prêtre préparait l'union religieuse d'Arnaud et de Marielle, déjà mariés civilement. Le couple et l'homme d'Eglise avaient consacré « une trentaine d'heures » à la préparation de la cérémonie, prévue pour début juin. « Je prie pour que ce mariage ait lieu, confiait le père Jean-Baptiste après une heure passée au service de réanimation auprès du militaire et de sa compagne. Je lui ai donné le sacrement du mariage, et le sacrement des malades. »

Le gendarme et le prêtre s'étaient rencontrés à l'été 2016, lors d'une visite guidée du couple dans une abbaye. A l'époque, Arnaud Beltrame travaille à Paris, au ministère de l'écologie, après avoir commandé la compagnie de gendarmerie d'Avranches de 2010 à 2014. Mais il vient régulièrement

Emmanuel Macron a salué la mémoire du gendarme « tombé en héros »

dans le Sud, où il retrouve Marielle, vétérinaire à la réserve africaine de Sigean, tout près de Narbonne. « On a sympathisé, c'est un homme extrêmement intelligent et courageux, et le contact a tout de suite été excellent, résume le père Jean-Baptiste. C'est un homme qui avait retrouvé la foi. »

Diplômé de l'École militaire interarmes Saint-Cyr Coëtquidan en 1999, officier depuis dix-huit ans, le lieutenant-colonel Beltrame était, depuis août 2017, le numéro trois du groupement de gendarmerie de l'Aude, qui réunit près de 600 hommes et femmes dans le département. Il avait demandé sa mutation géographique pour rejoindre sa femme. Ses collègues gendarmes, souvent peu bavards en ces instants dramatiques, saluaient vendredi soir un homme « énergique », « dévoué », « un mec bien, humain avec ses troupes ». « C'est quelqu'un qui croit profondément en l'institution et au service public », résumait le colonel Sébastien Gay, à la tête des gendarmes de l'Aude, qui l'avait déjà croisé sur les bancs de la prépa militaire à Saint-Cyr-l'École, dans les Yvelines, au début des années 1990. « Il fédérait les énergies derrière lui », racontait le lieutenant-colonel Dominique Brajon.

Les circonstances dans lesquelles le lieutenant-colonel Beltrame s'est substitué à un ou plusieurs otages restent encore imprécises. Une chose semble acquise : c'est son téléphone portable, resté allumé, qui a permis aux policiers du GIGN d'intervenir après avoir entendu des coups de feu. Arnaud Beltrame était entraîné aux opérations sensibles. En décembre 2017, il avait d'ailleurs coordonné un vaste exercice de préparation à une attaque terroriste, à Carcassonne. Des gendarmes et des pompiers s'étaient déployés sur un site désaffecté d'EDF et avaient simulé une intervention dans le cadre d'une prise d'otages dans un supermarché. « On veut être au plus proche des conditions réelles », avait expliqué le lieutenant-colonel Beltrame au journal *La Dépêche du Midi*.

« Cœur lourd »

« Le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame nous a quittés », a finalement annoncé le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, sur Twitter, samedi matin, tout en lui rendant hommage : « Mort pour la patrie. Jamais la France n'oubliera son héroïsme, sa bravoure, son sacrifice. Le cœur lourd, j'adresse le soutien du pays tout entier à sa famille, ses proches et ses compagnons de la gendarmerie de l'Aude. » M. Macron a salué la mémoire du gendarme « tombé en héros » et méritant « respect et admiration de la nation tout entière ». Il a fait « preuve d'un courage et d'une abnégation exceptionnels », a souligné le chef de l'Etat. ■

Y. BO., J. PA. ET G. R.

Une première épreuve pour l'exécutif

Emmanuel Macron a rappelé « sa détermination absolue » contre le terrorisme

Au pouvoir depuis bientôt un an, Emmanuel Macron et le gouvernement ont déjà eu à connaître des attaques terroristes, comme le 1^{er} octobre 2017 à Marseille avec la mort de deux femmes sur le parvis de la gare Saint-Charles. Mais les attaques survenues vendredi 23 mars dans l'Aude, et revendiquées par l'organisation Etat islamique (EI), peuvent apparaître comme la véritable épreuve du feu pour le pouvoir face au danger terroriste.

Le temps de quelques heures, le président de la République, Emmanuel Macron, le premier ministre, Edouard Philippe, et le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, ont ainsi reconstitué le trio régalien traditionnellement en première ligne, rappelant celui formé par François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, durant la vague d'attentats des années 2015-2016. « Notre pays a subi une attaque terroriste islamiste », a déclaré le chef de l'Etat, vendredi, à l'issue d'une réunion de crise.

« Moment de deuil »

L'exécutif, informé à tout de suite cherché à montrer qu'il était aux commandes. En visite dans une école de commissaires de police à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), Gérard Collomb s'est immédiatement entretenu par vidéoconférence avec le directeur général de la gendarmerie nationale, le général Richard Lizurey, puis avec M. Macron.

Décision a été prise d'embler d'envoyer le ministre de l'intérieur par hélicoptère à Trèbes. En déplacement à Mulhouse, Edouard Philippe a décidé de son côté d'interrompre la table ronde à laquelle il assistait pour rentrer à Paris. Pas

question de donner le sentiment d'un flottement à la tête du pays alors que le chef de l'Etat, présent à Bruxelles pour un conseil européen, indiquait lors d'une conférence de presse avec la chancelière allemande Angela Merkel que « la menace terroriste demeure élevée » en France. A peine rentré à Paris, le premier ministre s'est rendu à la cellule de crise de la direction générale de la gendarmerie nationale, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), avant de retrouver Place Beauvau le chef de l'Etat, revenu entre-temps en France. De son côté, La République en marche a annoncé vendredi en fin de journée qu'il reportait « dans le respect de ce moment de deuil et de solidarité nationale » le lancement de sa « grande marche pour l'Europe », prévu samedi 24 mars.

Lors de son allocution depuis la Place Beauvau, le président a rappelé « [sa] détermination absolue pour mener la lutte contre le terrorisme ». Il a loué « le professionnalisme et le courage » des forces de l'ordre intervenues sur place, et vanté « la force et la détermination que notre peuple a démontrées chaque fois qu'il a été attaqué ». Et alors que l'assaillant de Trèbes était fiché « S » et sous surveillance des services de renseignement, le chef de l'Etat a tenté également de prévenir les critiques politiques en indiquant que « tous les moyens nécessaires (...) seront mobilisés » pour répondre aux questions posées par le profil du terroriste. « Quand et comment s'est-il radicalisé, où s'est-il procuré cette arme ? », s'est interrogé Emmanuel Macron.

Dans la foulée de l'attentat, seule l'extrême droite a ouvertement critiqué le pouvoir pour sa politi-

« Quand le gouvernement va-t-il comprendre que nous sommes en guerre ? »

MARINE LE PEN
présidente du Front national

que sécuritaire. « Quand le gouvernement va-t-il comprendre que nous sommes en guerre ? », a ainsi tweeté en milieu d'après-midi la présidente du FN, Marine Le Pen, ajoutant : « Si le profil d'étranger fiché pour radicalisation se confirme, ceux qui ont refusé la proposition des députés FN d'expulser immédiatement les étrangers fichés "S" porteront une responsabilité politique dans ce drame. »

Samedi matin, le parti Les Républicains (LR) n'avait pas réagi. Mais le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti a réclamé le rétablissement de l'état d'urgence. Dans un communiqué, Bruno Retailleau, le président du groupe LR au Sénat, a de son côté déclaré : « Le terrorisme qui nous menace est le terrorisme islamiste, c'est le terrorisme de délinquants de droit commun qui basculent dans le fanatisme. Ne pas prendre en compte ces réalités serait une folie. »

« Task force »

Au-delà de l'émotion suscitée par cet attentat, celui-ci interroge la façon dont le chef de l'Etat appréhende la lutte antiterroriste. Jusqu'à présent, la principale innovation du nouveau pouvoir macroniste a consisté en une « task force » directement adossée à l'Elysée : la coordination nationale du

renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT). Son but : améliorer la coordination entre services de police, de renseignements et la justice. L'essentiel des travaux du CNRLT étant classifié, seul le temps permettra de juger de sa pertinence.

Le chef de l'Etat a fait adopter dès octobre 2017 une loi transposant dans le droit commun des dispositions de l'état d'urgence. Cette loi controversée étend les pouvoirs de police administrative des préfets sans nécessairement l'aval d'un juge (périmètres de sécurité, assignation à résidence, fermeture de lieux de culte).

L'exécutif a également avancé ses pions sur la politique pénitentiaire. D'abord en poursuivant le déploiement de dispositifs de détection et d'accompagnement de la radicalisation. Et il y a peu en cédant aux pressions syndicales liées au vaste mouvement de grève qui a suivi l'attaque de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) en janvier : 1500 places pour détenus dangereux seront créées dans des quartiers « étanches ».

Désormais, M. Macron est surtout attendu sur le projet de loi de programmation militaire et sur la création d'un parquet national antiterroriste censé voir le jour d'ici à la fin de l'année. Le président sera aussi observé sur la prévention de la radicalisation. Dans le plan présenté en février, les avancées concernaient avant tout l'éducation nationale. Jugée trop sensible, la question de l'islam avait été écartée. Le dossier est désormais piloté à l'Elysée, plus que jamais en première ligne sur le sujet. ■

BASTIEN BONNEFOUS, CÉDRIC PIETRALUNGA ET ÉLISE VINCENT

Agression à Montpellier : la fac sous pression

Une enquête a été ouverte après l'expulsion violente d'étudiants par des individus cagoulés

Le procureur de la République de Montpellier, Christophe Barrel, a décidé, vendredi 23 mars, d'ouvrir « une enquête pour des faits de violences en réunion et avec arme » après la violente agression par un groupe d'hommes cagoulés dont ont été victimes, dans la nuit de jeudi à vendredi, des étudiants qui occupaient un amphithéâtre de la faculté de droit de l'université de Montpellier.

Cette occupation avait été décidée quelques heures plus tôt, lors d'une assemblée générale qui avait réuni des participants de la manifestation opposés à la loi modifiant les règles d'accès à l'université, dont la nouvelle plate-forme Parcoursup. Ils avaient alors voté la tenue d'une nouvelle AG, vendredi à 8 heures, et choisi d'occuper les locaux dans l'intervalle pour s'assurer d'y avoir toujours accès.

« Cagoulés et armés de bâtons »

Axel Pessemier, étudiant en troisième année de licence de l'université Montpellier-III-Paul-Valéry, faisait partie des occupants. Interrogé par *Le Monde*, il témoigne : « Peu après minuit, nous étions tranquillement en train de manger, d'écouter de la musique. Nous étions encore 40 à 50 sur place, quand un groupe d'une dizaine d'individus, cagoulés et armés de bâtons et de morceaux de palettes de bois brisés se sont introduits dans l'amphithéâtre par les portes annexes, alors que les agents de sécurité de l'université gardaient les portes principales. Ils nous ont bousculés, frappés. Certains d'entre nous sont tombés à terre, ils ont encore été frappés. »

« Les vidéos de la scène sont surprenantes. Je m'en remets à l'autorité judiciaire »

PHILIPPE AUGÉ
président de l'université de Montpellier

Un témoignage qui corrobore point par point ceux de plusieurs étudiants présentes sur les lieux et interrogés par *Le Monde*.

Alors que l'amphithéâtre était calme et sous le contrôle de la sécurité de l'université, « le groupe d'agresseurs est entré sans difficulté », souligne Thomas Levy, qui fait partie du personnel administratif de l'université Paul-Valéry et qui participe à la mobilisation. L'une des vidéos prises durant l'agression montre, en effet, des personnels de sécurité présents dans le haut de la salle alors que les agresseurs évacuent violemment les occupants en partant du bas ou des côtés de l'amphithéâtre.

Selon plusieurs témoins, les grilles de la faculté ont été refermées dès l'expulsion des manifestants. « Une étudiante était blessée, à terre et la grille se baissait sur elle alors que les hommes cagoulés l'électrocutaient avec un Taser », raconte Zoé, étudiante à l'université de Montpellier. Certains étudiants présents ont d'ailleurs accusé le doyen de la faculté de droit de Montpellier, Philippe Pétel, d'avoir laissé faire cette évacuation musclée. Ce dont il s'est défendu avec vigueur, assurant

Devant la fac de droit, à Montpellier, vendredi 23 mars. RICHARD DE HULLESSEN POUR «MIDI LIBRE»/MAXPPP



auprès de CheckNews, le site de fact checking de *Libération* qu'il n'était pas « à l'initiative de la venue de ces hommes en noir » et que « parmi les personnes cagoulées, oui, c'est possible qu'il y ait eu un prof de droit ».

Interrogé par France 3, Philippe Pétel a affirmé qu'il n'avait fait « entrer personne » et évoque « une cinquantaine d'étudiants qui étaient là et qui ont voulu se défendre », avant d'ajouter que les étudiants en droit présents étaient « tous contre l'occupation ». Quant à la tenue des « défenseurs », « si certains étaient cagoulés, je n'en

sais rien. Des cagoulés, j'en ai vu de temps en temps, mais ils étaient dans le clan des occupants. Je suis assez fier de mes étudiants. Je les approuve totalement », a ainsi déclaré le doyen. Plusieurs jeunes ont été blessés et hospitalisés.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. « Comment ces individus ont-ils pu pénétrer dans la faculté, menacer et commettre des actes violents sans que personne intervienne ? », a interrogé dans un communiqué Muriel Ressiguier, députée (La France insoumise) de l'Hérault. Le syndicat Solidaires étudiant.e.s a réclamé dans un

communiqué que « des poursuites judiciaires soient prises », ainsi que le « renvoi » de Philippe Pétel.

Le président de l'université de Montpellier, Philippe Augé, a annoncé qu'il avait porté plainte contre X « afin que la lumière soit faite sur ces événements ». « Les vidéos de la scène sont surprenantes, concède le professeur de droit, je m'en remets à l'autorité judiciaire. » La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a, pour sa part, « condamné avec la plus grande fermeté ces actes de violence ». Elle rappelle que « l'université est et doit rester le lieu de dialo-

gue et du débat » et indique avoir missionné sur place l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR), afin qu'elle débute une enquête.

La présidence de l'université de Montpellier a annoncé la fermeture de l'établissement jusqu'au lundi 26 mars. L'université Montpellier-III-Paul-Valéry (lettres et sciences humaines) avait, de son côté, suspendu les cours jusqu'à la même date, en début de semaine, après le vote d'un blocage en AG d'étudiants. ■

ERIC NUNÈS

TERRORISME

Huit ans de prison pour une conseillère de candidates au djihad

Maeva S., jugée à Paris pour avoir conseillé depuis la Syrie des candidates au djihad, a été condamnée, vendredi 23 mars, à huit ans de prison. Radicalisée, elle avait rejoint la Syrie en 2014 pour y épouser un dji-

hadiste français. Elle avait quitté la Syrie en 2015 et se disait, depuis, repentie. Mais, en janvier, alors sous contrôle judiciaire, Maeva S. avait été réincarcérée alors qu'elle allait épouser civilement un détenu terroriste. Le procureur a dénoncé sa posture de « vic-time » et une « certaine capacité de manipulation ». - (AFP)

La Cour de cassation exclue du champ de compétence de l'inspection générale de la justice

Le Conseil d'Etat, saisi par deux syndicats de magistrats, censure partiellement un décret du gouvernement pris en décembre 2016, au nom de l'indépendance de la justice

La plus haute juridiction administrative vient au secours de la plus haute juridiction judiciaire. Le Conseil d'Etat a décidé, vendredi 23 mars, d'exclure la Cour de cassation du champ de compétence de l'inspection générale de la justice (IGJ) créée par la précédente majorité. Il était saisi par deux syndicats, FO-Magistrats et l'Union syndicale des magistrats, d'un recours en annulation contre un décret du 5 décembre 2016.

En découvrant la nouvelle à la lecture de ce décret dans le *Journal officiel*, le sang de Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation, et celui de Jean-Claude Marin, procureur général, n'avaient fait qu'un tour. Ils avaient, fait rarissime, adressé une lettre ouverte au premier ministre pour s'indigner de voir « la juridiction supérieure de l'autorité judiciaire (...) placée sous le contrôle direct du gouvernement par l'intermédiaire de l'inspection générale de la justice, en rupture avec la tradition républicaine observée jusqu'à ce jour ».

A l'origine de cette crise se trouvait la décision de Jean-Jacques Urvoas, alors garde des sceaux, de fusionner en une inspection générale de la justice les trois services existants : l'inspection des services judiciaires, l'inspection des services pénitentiaires et celle de la protection judiciaire de la jeunesse. Une rationalisation des services du ministère de la justice que personne ne con-

testait. Mais, subrepticement, à l'occasion de cette création, a été glissée dans le décret l'intégration de la Cour de cassation et de ses hauts magistrats dans le champ d'intervention de l'inspection. Ils en étaient exclus depuis un décret de 1965 pris par le général De Gaulle.

« Victoire en demi-teinte »

La section du contentieux du Conseil d'Etat considère que compte tenu de sa dépendance à l'égard du garde des sceaux et donc du gouvernement, l'inspection générale de la justice ne doit pas avoir de droit de regard sur l'institution du quai de l'Horloge sans porter atteinte à l'indépendance de la justice. « Eu égard tant à la mission ainsi confiée par le législateur à la Cour de cassation, placée au sommet de l'ordre judiciaire, qu'aux rôles confiés par la Constitution à son premier président et à son procureur général, notamment à la tête du Conseil supérieur de la magistrature chargé par la Constitution d'assister le président de la République dans son rôle de garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, le décret attaqué ne pouvait légalement inclure la Cour de cassation dans le champ des missions de l'inspection générale de la justice sans prévoir de garanties supplémentaires relatives, notamment, aux conditions dans lesquelles sont diligentées les inspections et enquêtes portant sur cette juridiction ou l'un de ses mem-

« Le Conseil d'Etat montre qu'il est un garant de l'Etat de droit et un défenseur de l'ordre judiciaire », se félicite un conseiller d'Etat

bres », peut-on lire dans la décision du Conseil d'Etat. Il annule en conséquence l'article 2 du décret attaqué.

« Par cette décision, le Conseil d'Etat montre qu'il est un garant de l'Etat de droit et un défenseur de la Cour de cassation et de l'ordre judiciaire », se félicite un conseiller d'Etat. Mais peut-être aussi la section du contentieux a-t-elle été sensible à un commentaire du rapporteur public à l'audience du 16 mars ? Louis Duthillet de Lamothe avait notamment expliqué qu'une validation de cette inspection générale de la justice lèverait tout obstacle constitutionnel à un rattachement au ministère de la justice des inspections des juridictions administratives et financières actuellement attachées au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes. Si à l'avenir une telle réforme survenait, le Conseil d'Etat resterait à l'abri d'une telle inspection par la chancellerie.

En revanche, les syndicats de magistrats n'ont pas obtenu gain de cause sur le reste de leurs demandes alors qu'ils souhaitaient l'annulation de la totalité du décret. Selon eux, le fait qu'une inspection dépendante d'un ministre puisse contrôler non seulement le fonctionnement d'une juridiction, mais également la pratique professionnelle d'un magistrat est une atteinte à l'indépendance de la justice. Le Conseil d'Etat estime que les garanties sont pourtant suffisantes. La France est le seul pays d'Europe dans ce cas de figure. Dans les pays où un service d'inspection existe auprès du ministre, il contrôle l'activité des juridictions, pas celle des magistrats.

Pour Patrice Spinosi, avocat de FO-Magistrats, la décision du Conseil d'Etat est une « victoire en demi-teinte », la distinction faite entre la Cour de cassation et les autres juridictions judiciaires lui paraissant « artificielle ». « Tous les magistrats doivent se voir garantir la même indépendance », souligne l'avocat.

Justifiant le bien-fondé de telles inspections puisque le gouvernement doit pouvoir contrôler les dépenses dont il est responsable devant le Parlement, le rapporteur public du Conseil d'Etat avait néanmoins reconnu que la publication d'un rapport d'inspection par le ministre « pourrait constituer un moyen de déstabiliser une juridiction ». Ce risque persiste. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN



ANALYSEZ 2017 // DÉCHIFFREZ 2018

Le Monde

La direction du MJS rejoint Benoît Hamon

Olivier Faure, le futur premier secrétaire du PS, perd un pan important de l'organisation de jeunesse historique du parti

Il y a vingt-cinq ans, en 1993, dans un sous-sol de la rue de Solférino, Benoît Hamon et Olivier Faure, alors jeunes étudiants, proclamaient l'autonomie des Jeunes socialistes vis-à-vis du parti. En s'affranchissant, ils gagnaient la liberté de désigner leurs dirigeants et de disposer de leur fichier d'adhérents.

Ironie de l'histoire, Roxane Lundy, l'actuelle présidente du MJS, a décidé cette semaine de rejoindre Génération.s, le mouvement de M. Hamon. Une décision prise à cause de désaccords sur la ligne du futur premier secrétaire, un certain Olivier Faure. «*Je fais le libre choix de rejoindre Génération.s pour être à même de transformer la société. Le MJS prend son indépendance du Parti socialiste*», annonce au Monde la présidente de l'association, encore liée au Parti socialiste par ses statuts.

M. Faure, qui pressentait depuis plusieurs semaines ce départ, n'est pas surpris. Il s'étonne en revanche du calendrier choisi par la militante: «*Quel sens des priorités! Le jour d'un attentat qui coûte la vie à nos concitoyens, cela en dit long sur la déconnexion de cette organisation et de sa dirigeante avec ce que vit le pays*», tacle le président du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée nationale, sans autre commentaire sur ce départ. «*Je suis très heureux qu'elle fasse le choix, comme beaucoup d'autres, de Génération.s.*

La direction du PS soupçonne le Mouvement des jeunes socialistes d'avoir en partie financé Génération.s

Nous sommes un cadre politique bienveillant», réagit de son côté M. Hamon, qui refuse d'y voir «*une victoire*». «*Les choses suivent leur cours. Ce qu'il se passe dans la gauche française et européenne dépasse le destin des appareils: c'est la fin de la social-démocratie*», poursuit le chef de file du mouvement.

«Basses manœuvres»

M^{me} Lundy emmène avec elle les trois autres permanents de la Rue de Solferino et 25 membres sur 30 de son bureau national. La jeune femme de 22 ans assure que «*des milliers de militants*» la suivront. «*C'est absolument faux*», conteste Elliott Pavia Ernest, militant, qui affirme que le dernier congrès du MJS, qui s'est tenu le 10 février à Bondy, a été entaché de fraudes. «*Depuis des mois, elle essaie de détourner les moyens humains et financiers du PS vers Génération.s*», estime ce jeune militant de Nancy.

La direction du PS soupçonne en effet le MJS d'avoir en partie financé le mouvement de Benoît Hamon, Génération.s, alors que l'organisation de jeunesse percevait jusqu'à l'année dernière plus de 100 000 euros annuels de la part du Parti socialiste. «*Ce serait fâcheux*», résume le trésorier du PS, Jean-François Debat, qui rappelle que «*les statuts du MJS ne permettent pas de financer un autre mouvement politique*».

Le même jour, sans être encore au courant du départ de M^{me} Lundy, Rachid Temal, le coordinateur du parti, lui a envoyé un courrier intitulé «*Demandes d'explications*». Dans cette lettre à laquelle nous avons eu accès, il soupçonne le MJS de Moselle d'avoir financé un déplacement de Benoît Hamon à l'université de Lorraine en novembre 2017. La présidente du MJS réfute ces accusations. En ce qui concerne la fédération de Moselle, celle-ci «*s'est proposée de porter la facture, mais c'est une collecte qui a été organisée pour financer l'événement*», assure M^{me} Lundy. M. Temal a prévu de lancer très prochainement un audit sur les comptes du MJS.

Comme une provocation de plus, la présidente du MJS va tenir un congrès en région parisienne le week-end des 7 et 8 avril, la même date que celle choisie par le Parti socialiste pour son propre congrès. «*Un hasard de calendrier*», assure la dirigeante, même si la coïncidence s'apparente à un coup politique, alors que Benoît Hamon a suivi de très près ce ralliement.

«*Je ne veux pas rentrer dans ces histoires, je ne m'occupe pas de cela*», réplique le chef de file de Génération.s. «*On voit toujours des grands manitous partout, mais ce n'est pas le cas. Je savais qu'elle réfléchissait, elle est la bienvenue, elle et les gens qui l'accompagnent*», estime l'ancien candidat à la présidentielle.

«*C'est une opération de déstabilisation orchestrée par Benoît Hamon*», déplore un parlementaire proche de M. Faure. «*UNEF un jour, UNEF toujours! Je vois que M. Hamon est reparti dans des basses manœuvres. Cela manque de grandeur pour un ancien candidat à la présidentielle*», poursuit cet élu.

Relations tendues

Rien d'étonnant à ce que le mouvement fondé et dirigé en 1993 par M. Hamon rejoigne aujourd'hui son mentor historique. L'ancien ministre de François Hollande a toujours gardé un œil sur ce qu'il s'y passait, bien des années après son passage. Le mouvement de jeunesse est également historiquement situé à la gauche du parti. Mais les relations se sont tendues au fil du précédent quinquennat. Le prédécesseur de M^{me} Lundy, Benjamin Lucas, président du MJS de 2015 à 2018, a lancé une campagne contre la déchéance de nationalité et a manifesté contre la loi El Khomri. «*On a vécu une guerre de tranchées pendant deux ans*», se souvient celui qui est désormais permanent de Génération.s.

Et l'ambiance ne s'est pas réchauffée avec l'arrivée de Roxane Lundy. Lors de sa première participation au bureau national du Parti socialiste, elle a été accusée de triche par François Rebsamen, qui a refusé de s'asseoir à côté d'elle. Les deux instances cohabitaient dans les mêmes locaux Rue de Solférino, mais ne se parlaient plus.

Jeudi soir, devant les militants du Parti socialiste de Lille, M. Faure, comme s'il anticipait ce départ, a déclaré: «*J'ai été l'un des pères de l'autonomie du MJS, mais ce partenariat suppose des rapports de loyauté réciproques. Le moment de la clarification aura lieu lors du congrès*». Il ne croyait pas si bien dire. ■

ASTRID DE VILLAINES

Edith Scaravetti jugée victime plutôt que meurtrière

Accusée du meurtre de son compagnon, elle a été condamnée à trois ans de prison pour homicide involontaire

L'appel de leur nom, lundi 19 mars, cinq femmes et un homme ont rejoint la tribune pour siéger aux côtés des deux magistrats et du président de la cour d'assises de Haute-Garonne à Toulouse, devant laquelle comparait Edith Scaravetti, 31 ans, accusée du meurtre de son compagnon. Une majorité de femmes – sept sur neuf – allaient donc juger une autre femme. Parmi les jurées – une caissière, une chercheuse au CNRS, une infirmière en psychiatrie, une assistante commerciale, une sans profession –, deux avaient le même âge que l'accusée, une autre dix ans de moins.

Edith Scaravetti encourait la réclusion criminelle à perpétuité, l'avocat général avait requis contre elle vingt ans d'emprisonnement. Vendredi 23 mars, elle a été condamnée à trois ans de prison pour «*homicide involontaire*» et devait quitter dans la foulée la maison d'arrêt où elle est détenue depuis novembre 2014.

La vie d'avant d'Edith Scaravetti, dix ans d'une histoire conjugale marquée par la violence et l'alcoolisme de son compagnon, a pesé plus lourd que le crime qui lui était reproché, la mort d'un homme d'une balle dans la tempe, tirée par une carabine 22 long rifle dans le huis clos d'un pavillon de Toulouse, suivie de trois mois de mensonges pendant lesquels elle a caché le cadavre du père de ses trois enfants sous une tonnelle, puis au fond du jardin, avant de le transporter dans les combles et de le couler sous une dalle de béton.

Deux thèses

Femme humiliée et soumise, tel que l'ont rapporté plusieurs témoins, compagne «*sous emprise et dans l'incapacité psychique d'être animée d'une volonté criminelle*», comme l'ont soutenu ses deux avocats, M^{es} Laurent Bogué et Georges Catala, plus que manipulatrice et dissimulatrice, selon le portrait qu'en ont dressé l'avocat général et les avocats de la famille de Laurent Baca. Victime plus que meurtrière, ont tranché la cour et les jurés.

La motivation du verdict l'indiquait explicitement, qui retient la certitude des violences conjugales subies par l'accusée et lui accorde le bénéfice du doute sur les circonstances de la mort de Laurent Baca. Sur ce qui s'est passé le 6 août 2014, deux thèses se sont affrontées à l'audience.

Celle d'Edith Scaravetti racontant comment, cette nuit-là, elle avait été réveillée à 3 heures du matin par son compagnon complètement ivre, insultée, frappée sur le visage et le corps et menacée d'une carabine, puis projetée dans les escaliers, frappée encore au salon avant qu'il ne s'allonge

L'accusée encourait la réclusion criminelle à perpétuité, l'avocat général avait requis vingt ans de prison

sur le canapé, et lui demande de lui montrer de quoi elle était «*capable*». «*Tire, mais tire donc!*», lui aurait-il dit, en dirigeant lui-même le canon de l'arme contre sa tempe. «*Le coup est parti*», a dit Edith Scaravetti, qui a toujours affirmé avoir ignoré que l'arme était chargée. «*Je n'ai pas voulu le tuer. C'est un accident*», a-t-elle répété à l'audience.

A ce récit, le représentant de l'accusation et les avocats des parties civiles ne croyaient pas. Ils ont soutenu l'incohérence du fracas d'une scène qui s'est déroulée à quelques mètres de la chambre des enfants sans les réveiller et celle d'un déferlement de coups dont le médecin, consulté le lendemain du drame par Edith Scaravetti, n'a pas décelé les traces. Les uns et les autres lui ont opposé une autre thèse, celle d'un meurtre qui serait survenu plus tard dans la matinée, après qu'Edith Scaravetti eût conduit ses trois enfants au centre de loisirs.

L'appréciation portée sur la responsabilité d'Edith Scaravetti ne s'est pas jouée sur ces seuls éléments. A l'appui de ses réquisitions, l'avocat général David Sénat avait exhorté la cour et les jurés à ne pas se laisser emporter par le «*contexte du débat sur les violences faites aux femmes*». Au soutien de sa demande de requalification du meurtre en homicide involontaire, la défense, elle, a convoqué le souvenir de la polémique qui a suivi la condamnation en 2015 de Jacqueline Sauvage à dix ans d'emprisonnement et incité le président de la République de l'époque, François Hollande, à lui accorder une grâce, partielle puis totale, en 2016.

Par le décalage qu'il révèle entre la sévérité d'une accusation exprimée «*au nom de la société*» et la clémence dont a témoigné l'échantillon majoritairement féminin de cette même société, la décision de la cour d'assises de Haute-Garonne est un révélateur qui dépasse le cas d'Edith Scaravetti. Juridiquement, la motivation du verdict qui rappelle que, faute de preuves, le doute doit profiter à l'accusée, est irréprochable. Il serait exemplaire s'il s'appliquait à parité. ■

PASCALE ROBERT-DIARD

3 635

Le nombre d'adhérents revendiqués par la direction du MJS

Un chiffre contesté par ses opposants, qui l'estiment plutôt «*en dessous de 3 000*». Lors du dernier congrès, remis en cause pour de supposées fraudes, notamment avec de fausses cartes d'adhérents, le mouvement n'a recensé que 1 500 votants. «*En réalité, ils sont en dessous de 1 000, avec aucune présence en banlieue. Ils sont déconnectés de la jeunesse*», juge un membre de la direction collégiale du Parti socialiste.

Le Bastion social, groupuscule néofasciste, crée des tensions en s'installant à Marseille

Vingt-neuf associations, syndicats et partis politiques ont appelé à manifester samedi

MARSEILLE - correspondance

Steven Bissuel, président national du Bastion social, n'y voit «*aucune provocation*». Son nouveau mouvement d'inspiration néofasciste inaugure, samedi 24 mars, au 45 de la rue Fort-Notre-Dame (1^{er} arrondissement), un local à Marseille. Dans cette artère qui descend à pic vers le Vieux-Port, l'organisation compte tenir «*conférences, réunions, et des actions sociales comme la collecte et la distribution de denrées alimentaires lors de maraudes ou l'accueil de SDF*».

Après Lyon, Chambéry, Strasbourg et la voisine Aix-en-Provence, Marseille est la cinquième ville à voir, en moins d'un an, s'implanter ce groupuscule. Né d'une «*mise en sommeil*» du GUD, le Bastion social se définit comme «*nationaliste révolutionnaire*» et reconnaît prendre pour modèle les «*fascistes du troisième millénaire*» italiens du mouvement Casa-Pound. Il prône la «*préférence nationale*» et ponctue ses tracts et publications d'un slogan discriminatoire: «*Les nôtres avant les*

autres». «*Il y a une très forte présence de gens issus de l'immigration à Marseille, mais cela n'est pas un frein pour nous y implanter. C'est une volonté symbolique: on ne délaisse aucun territoire*», affirme au Monde le Lyonnais Steven Bissuel, ancien leader du Groupe union défense (GUD), qui se rendra à Marseille samedi 24.

Affrontements depuis 2016

Dans une ville où les associations antiracistes et les mouvements antifascistes sont vivaces, l'arrivée du Bastion social inquiète. A peine l'adresse du local ultranationaliste connue, des graffitis ont marqué la façade du bâtiment. Une vitre a été brisée et de la peinture projetée à l'intérieur. Un collectif de 29 associations, partis politiques de gauche et syndicats, appelle à manifester, samedi 24 mars, contre «*une faction d'extrême droite, aux idées racistes, sexistes et xénophobes*». La journée sera surveillée de près par les services de la préfecture. Un arrêté interdisant toute manifestation publique le jour de l'inauguration dans un large péri-

mètre autour du Vieux-Port a été publié jeudi 22 mars.

Contrairement à Lyon ou à Paris, Marseille n'a jamais connu de forte présence du GUD ou de mouvements néofascistes, mais elle vit, depuis quelques mois, une recrudescence des affrontements entre jeunes militants d'extrême droite et opposants. L'arrêté préfectoral prend comme motif une partie des «*troubles à l'ordre public*» qui se sont déroulés depuis avril 2016 et l'ouverture, rue Navarin (6^e arrondissement) d'un local de l'Action française (AF) Provence.

Depuis, de jeunes communistes et des militants royalistes se sont affrontés en avril et octobre 2016, un engin explosif a été découvert devant le local en juillet 2017 et un militant de l'AF Provence, militaire sur la base d'Istres (Bouches-du-Rhône), a été condamné en novembre à huit mois de prison avec sursis pour agression lors d'une distribution de tracts dans un lycée marseillais. Les antifas locaux évoquent aussi l'affaire Logan N., militant d'extrême droite radicalisé passé un temps par l'AF Provence, arrêté pour

avoir projeté des attentats. A Aix comme à Marseille, le Bastion social a siphonné une partie des militants de l'AF Provence. Jérémie Palmieri, un des propriétaires, par l'intermédiaire de la SCI Le Cochonnet, du local de la rue Navarin, pilote le nouveau site de la rue Fort-Notre-Dame, dont le nom – «*Le Navarin*» – n'a lui non plus pas été choisi au hasard.

Alors que Michel Dantin, maire LR de Chambéry, où le Bastion social s'est installé le 3 février, a officiellement demandé la dissolution de l'organisation, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, LR également, n'a appris son implantation que dans la presse locale. «*J'imagine que la préfecture a épluché le dossier et que les choses se font en légalité*», espère-t-il. Le sénateur FN Stéphane Ravier, déjà candidat à la municipale de 2020 a, lui, fait connaître son soutien dès janvier dernier au Bastion social sur Twitter. «*Certains de nos membres sont à titre individuel proche du Front national, confirme Jérémie Palmieri. Mais aucune aide ne sera apportée à un candidat*». ■

GILLES ROF

TRANSPORTS

La PDG de la RATP défavorable à la gratuité

La PDG de la RATP, Catherine Guillaud, a émis des réserves, vendredi 23 mars, devant la proposition de la maire de Paris, Anne Hidalgo, de réfléchir à la gratuité des transports en commun pour les habitants de la capitale. «*C'est difficile d'être enthousiaste quand on est opérateur, a lancé la PDG de la RATP. On a vu dans ces expériences que le report modal [des automobilistes vers les transports en commun] a été extrêmement modéré et que la qualité de*

service n'est pas toujours au rendez-vous». – (AFP)

PRISONS

La garde des sceaux veut porter plus d'attention aux femmes

En visite au centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, Nicole Belloubet a assuré, vendredi 23 mars, vouloir «*porter une attention particulière aux femmes détenues*». Elle a assuré qu'il n'était «*pas normal*» que les détenues aient moins de chances que les hommes d'obtenir des régimes de semi-liberté et d'aménagement de peine. – (AFP)

Etats-Unis James Mattis, «moine soldat» du Pentagone

Nommé à la défense par Donald Trump, admiratif devant la réputation de dureté et de franc-parler de l'ex-général, James Mattis s'est démarqué, de façon inattendue, par sa personnalité discrète et sa fermeté pour défendre ses convictions, souvent aux antipodes de celles du président américain



GILLES PARIS

WASHINGTON - correspondant

Dans l'atmosphère de guerre intestine perpétuelle que fait régner Donald Trump à la Maison Blanche, la performance relève du prodige. Le marine James Mattis, nommé secrétaire à la défense en janvier 2017, a traversé sans la moindre égratignure quatorze mois de mitraille ininterrompue sur Twitter et de « fuites » produites à une échelle industrielle par une administration minée par les divisions.

L'ancien général quatre étoiles, âgé de 67 ans, sec comme un marbre justement, tient son rang, mais plie sans rompre lorsqu'il ne parvient pas à imposer des vues qui dépassent souvent la seule gestion de la plus puissante armée au monde. Selon une autre échelle de mesure, propre à la gouvernance particulière du président des Etats-Unis, l'hypothèse de son départ du Pentagone n'a jamais été évoquée. Ils sont rares, autour de Donald Trump, à pouvoir en dire autant. Un autre général, H.R. McMaster, limogé jeudi 22 mars de son poste de conseiller à la sécurité nationale, est le dernier en date à pouvoir en témoigner.

Pour le président milliardaire passé par la télé-réalité, la composition de son cabinet a souvent eu des allures de casting. Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat écarté le 13 mars, « faisait diplomate » à ses yeux, par la grâce de sa crinière argentée, même s'il avait passé sa carrière chez ExxonMobil. Dans cette logique, l'évidence voulait qu'un militaire commande le Pentagone, même si, à l'origine, ce poste était réservé à un civil. Le Congrès a donc été contraint de voter une autorisation spéciale, l'une des premières entorses aux règles communément admises de gouvernance de l'Etat fédéral.

Comme le public de ses meetings de campagne a pu le vérifier à de nombreuses reprises, Donald Trump, grand admirateur de l'incommod général George Patton devenu célèbre pendant la seconde guerre mondiale, s'est entiché d'un surnom prêté à James Mattis, *Mad Dog* (« l'enragé »), que ce dernier a pourtant toujours mollement revendiqué. Le président

élu a manifestement arrêté son choix dès la première entrevue avec le général à la retraite. Les récits concernant sa dureté en Irak, notamment dans la ville de Fallouja en 2004, et son départ anticipé du CentCom, le commandement central des Etats-Unis qui englobe le Moyen-Orient, sous la présidence de Barack Obama, en 2013, pour cause de divergences de vues sur l'Iran, n'ont pu que jouer en sa faveur.

James Mattis a bénéficié également du goût pour les militaires d'un fils de famille, réformé pendant la guerre du Vietnam en raison d'une curieuse excroissance osseuse plantaire. Le géopoliticien Walter Russel Mead, qui associe le nationalisme antiélite de Donald Trump au courant qui irrigue la politique américaine depuis les deux mandats d'Andrew Jackson (1829-1837), se l'explique aisément. « Les jacksoniens adorent les généraux. En raison du fonctionnement du Congrès, notamment les auditions par les commissions, les généraux sont d'excellents connaisseurs de Washington, sans être pour autant ces politicards qu'ils ne cessent de dénoncer », assure cet expert du Hudson Institute, un think tank conservateur de Washington.

Les auditions de James Mattis, lors du processus de confirmation par le Sénat, n'ont pu que rassurer le Congrès. En le présentant à ses collègues, le démocrate Jack Reed, élu de l'Etat de Rhode Island, avait souhaité qu'il soit « la soucoupe qui refroidit le café », compte tenu de l'impétuosité prêtée à Donald Trump, ravivant un échange apocryphe entre deux Pères fondateurs, George Washington et Thomas Jefferson, sur les mérites d'un système parlementaire bicaméral.

RÉDUCTION DRASTIQUE D'EFFECTIFS

Pour asseoir rapidement son autorité, James Mattis a bénéficié de sa parfaite connaissance du mastodonte qu'est le Pentagone. Dans le même temps, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson se mettait à dos son administration, en s'efforçant de traduire dans les faits la volonté présidentielle de réduire l'envergure de la diplomatie américaine. Véritable « département d'Etat bis » sous les mandats précédents, le Conseil de sécurité nationale, rattaché à la Maison Blanche, était lui aussi soumis à une réduction drastique d'effectifs, et pénalisé par le départ précipité de son premier responsable,

l'ancien général Michael Flynn, moins d'un mois après son entrée en fonctions.

« A l'opposé, on a vu très vite émerger un axe fort au Pentagone, avec Mattis et le chef d'état-major des armées, Joseph Dunford, un autre marine », explique un expert américain s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. « En théorie, lors des réunions interagences [autrement dit interministérielles], on rend compte au Conseil de sécurité national. Mais quand vous avez, d'un côté, une équipe au complet, face à une autre qui ne l'est pas, cela change pas mal de choses », poursuit-il.

Les relations avec les militaires du commandant en chef précédent, Barack Obama, avaient été marquées par la défiance, des négociations interminables à propos de renforts en Afghanistan, et un micromanagement jugé tatillon. « Ce n'est pas parce qu'on dispose du meilleur marteau qu'on doit considérer tous les problèmes comme des clous », avait assuré le président démocrate devant les cadets de West Point, en mai 2014. De l'avis d'observateurs extérieurs, James Mattis bénéficie aujourd'hui d'une bien plus grande flexibilité. « Il n'est plus question de signaler le moindre déplacement de blindés », résume, dans une allégorie, un expert étranger sous le couvert de l'anonymat.

Le 13 avril 2017, au lendemain de tirs de missiles de croisière sur une base en Syrie, après une attaque chimique imputée au régime de Bachar Al-Assad, et du largage de la bombe la plus puissante jamais utilisée, en Afghanistan, contre des positions supposées de l'organisation Etat islamique, Donald Trump s'est montré clair. « Ce que je fais, c'est que je donne l'autorisation à mon armée », a-t-il dit, revendiquant cette forme de chèque en blanc.

Interrogés, ni le Pentagone ni la Maison Blanche ne sont prêts à s'exprimer sur la latitude dont jouissent aujourd'hui les militaires, difficile à estimer, d'autant que les règles d'engagement sont officiellement les mêmes. Dès les premiers jours de la présidence Trump, un incident a montré que cette latitude avait toutefois un coût.

Donald Trump avait en effet donné son feu vert pour un raid au sol des forces spéciales au Yémen, finalement infructueux, qui s'était soldé par la mort d'un membre du commando, William « Ryan » Owens, et la perte d'un hélicoptère. « C'est quelque chose qu'ils

voulaient faire », avait rapidement réagi le président dans un entretien accordé à Fox News. « Et ils ont perdu Ryan », avait-il ajouté. Le président républicain Harry Truman (1945-1953) avait disposé sur son bureau une plaque portant l'inscription « La responsabilité commence ici ». Donald Trump n'a jamais dissimulé son aversion personnelle pour l'échec.

Le patron du Pentagone a aussi profité du revirement du Parti républicain au sujet des dépenses fédérales, poussé par un président qui avait promis un effort historique. Au nom de la discipline budgétaire, le Congrès, progressivement contrôlé par les conservateurs, avait en effet gelé les budgets précédents. « Les seize dernières années de guerre ont beau avoir été dures, aucun ennemi sur le terrain n'a jamais autant fait pour nuire à la préparation de l'armée américaine » que les tergiversations des élus, a pesté James Mattis devant le Sénat, ce 6 février. En renonçant à réduire la dette fédérale, les élus ont accordé dans la foulée au Pentagone des moyens mirobolants.

DEUX SOURIRES PINCÉS

Mark Cancian, spécialiste des questions de défense au Center for Strategic and International Studies, un think tank de Washington, n'en revient toujours pas. « D'habitude, le président avance tactiquement une somme un peu élevée que celle qu'il vise réellement, pour tenir compte de la négociation avec les élus. Mais cette fois-ci, le budget voté est supérieur à ce qu'il demandait ! », commente-t-il.

James Mattis a été le seul membre du cabinet de Donald Trump à avoir été gratifié d'une standing ovation du Congrès, y compris de la part de démocrates, lors du premier discours sur l'état de l'Union, le 30 janvier. « Il fait du beau travail », venait d'assurer le président. Un hommage accueilli tout en retenue par l'intéressé, le marine ne s'autorisant que deux sourires pincés.

Le style du secrétaire à la défense est bien éloigné des codes du milliardaire devenu commandant en chef. Difficile d'imaginer plus dissemblables que le moine soldat, celtibataire endurci, réputé pour la richesse de sa bibliothèque, passé après son départ de l'armée par un think tank conservateur, la Hoover Institution rattachée à l'université de Stanford, et le joueur impénitent, tout en

**STANDING OVATION
POUR MATTIS,
SEUL MEMBRE
DU GOUVERNEMENT
TRUMP A ÊTRE
AINSI APPLAUDI
PAR LE CONGRÈS,
Y COMPRIS PAR
DES DÉMOCRATES,
LORS DU DISCOURS
SUR L'ÉTAT
DE L'UNION,
LE 30 JANVIER**



Le secrétaire à la défense des États-Unis, James Mattis, s'adressant aux soldats de la base américaine de Guantanamo (Cuba), le 21 décembre 2017.

ROBERT BURNS/AP

première visite en Arabie saoudite, en dépit des liens historiques entre le royaume et les États-Unis. L'ancien militaire aurait préféré qu'une démocratie alliée ait cette faveur. Au pire de la tension avec la Corée du Nord, en août 2017, lorsque le président assurait que « parler n'est pas la solution », son ministre de la défense assurait : « Nous ne sommes jamais à court de solutions diplomatiques. » Pour le militaire, la guerre préventive vantée par le nouveau conseiller à la sécurité intérieure, John Bolton, est autre chose qu'un slogan. James Mattis n'était pas non plus partisan de la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël par le président.

A cette somme de divergences considérable, il faut ajouter une série de désaccords sociaux. James Mattis a ainsi opposé une fin de non-recevoir, discrète mais ferme, à la décision de Donald Trump, le 26 août 2017, d'interdire au Pentagone le recrutement de transgenres « en quelque capacité que ce soit » — l'occasion pour le président de régler de nouveaux comptes avec son prédécesseur, à l'origine de cette ouverture de l'armée.

Au cours du même mois, le secrétaire à la défense a pris ses distances avec le tumulte créé par les propos ambigus de Donald Trump après les violences entre suprémacistes blancs et militants antiracistes à Charlottesville, en Virginie. Le président avait refusé d'incriminer un camp plutôt que l'autre, au grand dam de membres de son entourage. « Notre pays a des problèmes que nous n'avons pas dans l'armée, et vous devez tenir bon (...) jusqu'à ce que notre pays retrouve la compréhension et le respect de l'autre, et qu'il le montre », avait commenté James Mattis, s'adressant à des soldats américains au cours d'une visite en Jordanie.

À REBOURS DU DISCOURS PRÉSIDENTIEL

En février, le secrétaire à la défense a également pris une position ferme sur un autre sujet brûlant : la situation des sans-papiers arrivés enfants aux États-Unis, les « dreamers ». Ces derniers bénéficiaient d'un statut temporaire, créé par Barack Obama mais supprimé par Donald Trump en septembre 2017. Ce statut leur permettait notamment de servir sous les drapeaux. « Ils ne feront l'objet d'aucune expulsion », a indiqué le secrétaire à la défense le 8 février. « Il est clair qu'ils ne sont pas en danger (...), nous serons toujours aux côtés de nos hommes », a-t-il ajouté à propos du millier de personnes concernées, à rebours du discours tenu par les conseillers du président les plus radicaux sur l'immigration. Cet engagement vaudrait également pour les « dreamers » anciens combattants.

La première rencontre entre Donald Trump et James Mattis avait été productive, le général quatre étoiles parvenant à faire changer d'avis celui qui n'était encore que président élu, alors persuadé de l'efficacité de la torture. « Mattis en a sans doute conclu que Trump pouvait être convaincu », estime l'expert étranger, alors que tout porte à croire que les États-Unis resteront en guerre pendant la totalité de ce mandat présidentiel.

Le secrétaire à la défense a d'ailleurs remporté d'autres arbitrages. Il a obtenu l'envoi de renforts en Afghanistan, alors que le premier réflexe de Donald Trump était de retirer les soldats américains de tous les théâtres d'opération ponctionnant le budget fédéral sans gains manifestes. « Il y a plus de continuité qu'on ne le pense entre Trump et Obama en Syrie et en Afghanistan », assure l'expert américain, même si la fin des dates butoirs qui accompagnaient sous Barack Obama chaque déploiement de soldats redonne des marges de manœuvre aux militaires américains.

Ce mariage par nécessité et l'extrême flexibilité dont a pu faire preuve Donald Trump sur de nombreux sujets ne masquent guère une divergence de fond. James Mattis incarne jusqu'à la perfection une tradition d'engagement international des États-Unis, le souci des relations avec leurs alliés, dont le président n'a que faire. Et s'il est possible de convaincre ce dernier, encore faut-il qu'il écoute.

Tour à tour, les départs de Gary Cohn, le principal conseiller économique de Donald Trump, et du secrétaire d'État Rex Tillerson ont privé James Mattis des relais dont il pouvait disposer au sein de cette administration. « On me dit que c'est la première fois depuis très longtemps que les départements d'État et de la défense ont une relation de travail aussi étroite », a assuré l'ancien patron d'Exxon-Mobil dans son dernier discours, le 13 mars, sans mentionner une seule fois le président qui venait de le limoger.

Les rangs des « adultes » — surnom donné par la presse à ces modérés — ne cessent donc de s'éclaircir. James Mattis, rompant avec la tradition, a d'ailleurs préféré ne pas prendre la parole en février lors de la conférence de Munich sur la sécurité, un rendez-vous annuel pourtant particulièrement prisé. Un choix sans doute dicté par la prudence, à l'heure où son influence pourrait être remise en cause. En 2017, un militaire étranger en poste à Washington avait relativisé les marges de manœuvre du secrétaire à la défense : « Un général, in fine, ça obéit », avait-il assuré. ■

G. P. (WASHINGTON, CORRESPONDANT)

fanfaronnades, monstre d'égoïsme fonctionnant à l'instinct qu'est Donald Trump.

On avait pu le vérifier sept mois plus tôt, le 12 juin 2017, lors d'une réunion des principaux responsables de l'administration dans la Cabinet Room de la Maison Blanche. Le président avait donné la parole à chacun d'entre eux, qui, à la suite du vice-président, Mike Pence, passé maître du genre, s'étaient successivement lancés dans un concours embarrassant de panégyriques présidentiels.

Assis à la gauche de Donald Trump, l'ancien général était resté impavide, raide comme un piquet, attendant son tour. Lorsque celui-ci était venu, James Mattis s'était déclaré « honoré de représenter les hommes et les femmes du département de la défense ». Et d'ajouter : « Nous sommes reconnaissants des sacrifices que notre peuple fait pour renforcer nos forces armées, afin que nos diplomates négocient toujours à partir d'une position de force. » L'absence de flatterie n'avait pas semblé contrarier le président.

Absent du théâtre d'opérations que représente Twitter pour le président, le secrétaire à la défense est tout aussi discret dans les médias, préférant l'ombre à une lumière qui peut se révéler mortelle. Lui qui avait été gratifié d'un autre surnom : « Chaos », acronyme de « Colonel [son grade à l'époque] Has An Outstanding Solution » (« le colonel a une solution exceptionnelle »), en référence à son solide sens de la répartie, cultive désormais les vertus du silence.

Il n'a accepté qu'une fois, en mai 2017, une invitation à l'une des émissions politiques dominicales qui rythment la vie politique à Washington, *Face the Nation*, sur CBS. Il boude les conférences de presse formelles qu'il remplace par des rencontres improvisées avec les journalistes, et voyage désormais avec un groupe réduit de reporters. Son unique passage par la salle de presse de la Maison Blanche, en février, a été rondement mené : il avait du mal à masquer son peu de goût pour l'exercice.

« VOUS DEVEZ TENIR BON, JUSQU'À CE QUE NOTRE PAYS RETROUVE LA COMPRÉHENSION ET LE RESPECT DE L'AUTRE, ET QU'IL LE MONTRE »

JAMES MATTIS S'ADRESSANT À DES SOLDATS AMÉRICAINS

Les différences entre les deux hommes sont loin de se limiter à la forme. Au contraire du président, qui a donné l'impression qu'on pouvait réaliser sans dommage des économies sur la diplomatie, James Mattis a défendu publiquement sa conviction, en déclarant : « Si le département d'État n'est pas complètement financé, au final, je devrai acheter plus de munitions. »

Pourtant sans concession lorsqu'il s'agit de l'Iran, qu'une longue histoire sanglante lie au corps des marines, de l'attentat de Beyrouth en 1983 (241 morts dont 220 marines) aux improvisés explosifs, ces mines du pauvre qui les ont décimés en Irak, James Mattis plaide en faveur de l'accord conclu en 2015 sur le nucléaire iranien. Il était également hostile à la sortie de l'accord de Paris sur le climat, et peu favorable à l'imposition de taxes sur les importations d'acier et d'aluminium.

Selon la presse américaine, cet excellent connaisseur du Golfe n'était pas non plus favorable à ce que Donald Trump effectue sa

Autour du président, des généraux divisés et fragilisés

LA PRÉSENCE DE TROIS GÉNÉRAUX aux plus hauts postes de l'administration Trump a surpris autant que rassuré, compte tenu de leurs états de service. Outre le secrétaire à la défense James Mattis, un autre marine ancien général quatre étoiles, né comme lui en 1950, John Kelly, est devenu le principal bras droit du président, remplaçant en juillet 2017 son premier secrétaire général de la Maison Blanche, un apparatchik du Parti républicain, Reince Priebus.

Un autre remplaçant, H.R. McMaster, 55 ans, général d'active trois étoiles, a pris la succession en février 2017 de l'ancien général Michael Flynn à la tête du Conseil de sécurité national, qui dépend directement du président. Son prédécesseur avait été limogé pour avoir menti au vice-président, puis à la police fédérale, à propos de ses conversations avec l'ambassadeur de Russie alors en poste à Washington.

Contrairement à James Mattis, ces deux généraux sont aujourd'hui fragilisés. John Kelly a été affaibli par les départs successifs de Kirstjen Nielsen, son ancien bras droit, devenu secrétaire à la sécurité intérieure, et de Rob Porter, qui a démissionné à la suite d'accusations de violences conjugales. Une série de controverses ont également écorné sa réputation, dont un accrochage avec une représentante démocrate de Floride, Frederica Wilson, et des commentaires sur la guerre civile américaine (1861-1865), qui a décollé selon lui d'une « incapacité à trouver un compromis », comme si la question de l'esclavage avait pu s'y prêter. Sa volonté de mettre de l'ordre à la Maison Blanche a enfin froissé plusieurs proches du président.

Après avoir écarté avec succès du Conseil de sécurité national les ultranationalistes nommés par Michael

Flynn, H.R. McMaster n'a pas su, en revanche, nouer une relation de confiance avec le président. Les longs exposés dont il est coutumier sont notamment peu appréciés par Donald Trump. Le conseiller à la sécurité nationale aurait, par ailleurs, adopté des positions volontiers bellicistes, notamment sur la Corée du Nord, qui l'ont isolé face à l'axe constitué par le secrétaire à la défense, James Mattis, et le secrétaire d'État, Rex Tillerson, jusqu'au limogeage de ce dernier, le 13 mars, par le président.

Lot de consolation

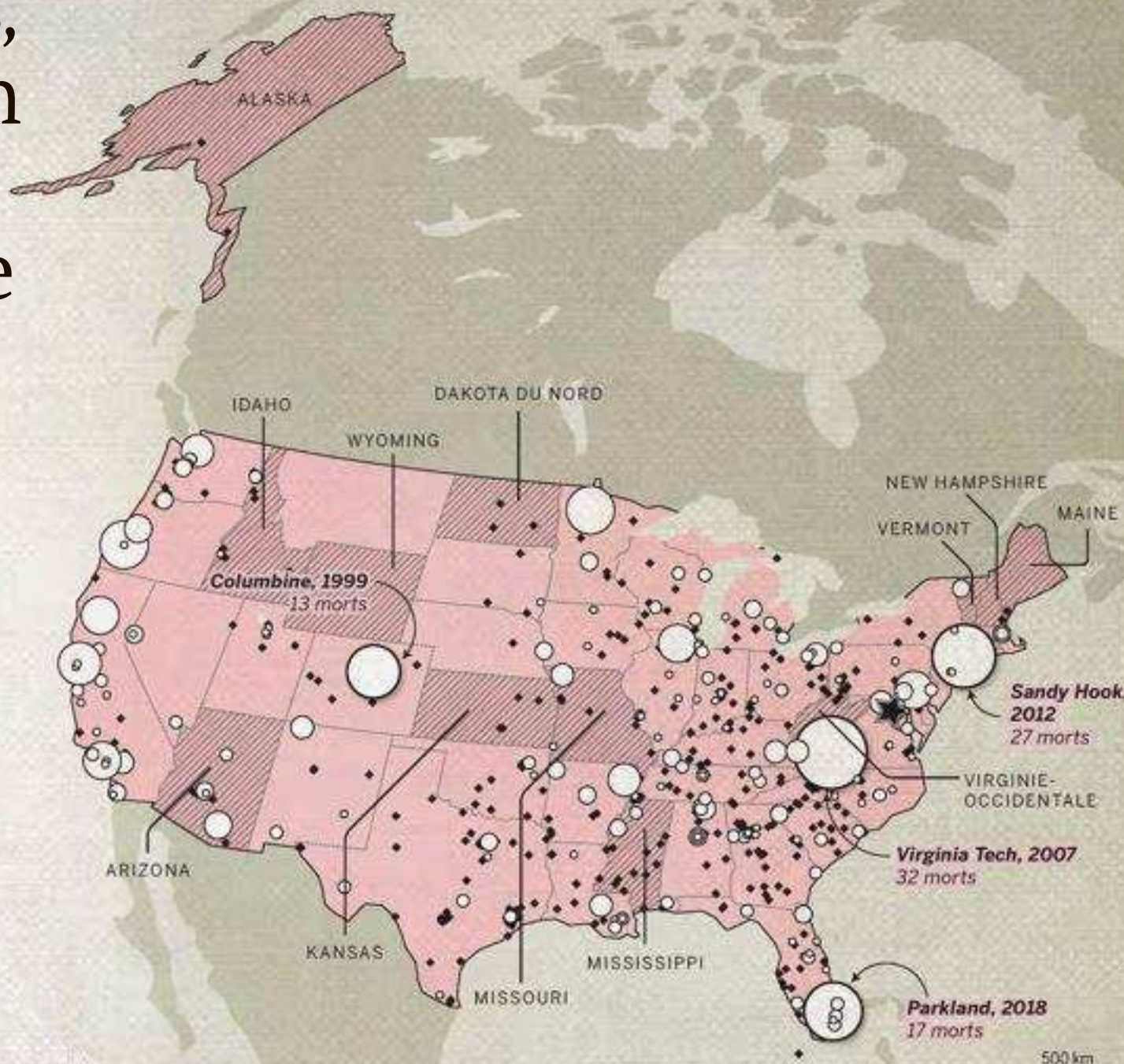
Le départ anticipé de H.R. McMaster, évoqué avec insistance par la presse américaine, s'est concrétisé le 22 mars, par un message du président annonçant la nomination de son successeur, le « faucon » John Bolton, ancien de l'administration de George W. Bush. Le général n'avait

pas rompu avec l'armée en entrant au Conseil de sécurité national et il aurait pu obtenir un lot de consolation à l'occasion du renouvellement prochain de postes de premier plan. Il a cependant annoncé vouloir prendre sa retraite au cours de l'été.

Avec la nomination de Mike Pompeo au département d'État, un autre ancien militaire va accéder à des fonctions de premier plan, après avoir dirigé la CIA pendant un an. Sorti major de sa promotion de West Point en 1986, Pompeo a servi brièvement dans la cavalerie en Allemagne, avant la chute du mur de Berlin, puis au Proche-Orient pendant la première guerre du Golfe, en 1991. Il a cependant rapidement quitté la carrière militaire et n'a donc pas connu les conflits afghan et irakien qui ont façonné la génération d'officiers aujourd'hui à la tête de l'armée américaine. ■

Aux Etats-Unis, une génération qui a grandi sous la menace des armes

Depuis le début de l'année, plus de 30 fusillades ont éclaté dans des établissements scolaires américains. Les jeunes ont appelé à une « Marche pour nos vies », le 24 mars, à Washington



DÉPUIS VINGT ANS, PRÈS D'UNE FUSILLADE MEURTRIÈRE PAR MOIS DANS LES ÉCOLES AMÉRICAINES

Fusillades dans les écoles depuis 1998, selon le nombre de victimes

Parkland, 17 morts (plus de quinze morts)

1 mort

32 morts

EN 2018, UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT DES JEUNES CONTRE LES LOBBYS

1 300 ENFANTS DE MOINS DE 17 ANS MEURENT CHAQUE ANNÉE DE BLESSURES PAR BALLE

• Adolescent tué par arme à feu en 2017 et 2018

Taux de décès par arme à feu (pour 100 000 habitants) parmi les hommes de 15 à 19 ans, en 2014

Blancs 11,2

Noirs 47,1

203 MILLIONS DE DOLLARS DÉPENSÉS PAR LA NRA EN LOBBYING POLITIQUE DEPUIS VINGT ANS

★ Siège de la NRA (National Rifle Association), premier lobby des armes à feu aux États-Unis

▨ Etat où le permis n'est pas nécessaire pour porter une arme

#NEVERAGAIN ET « MARCH FOR OUR LIVES »

Un mois après la tuerie de Parkland, un grand mouvement de débrayage dans les écoles a été organisé à travers tout le pays le 14 mars. Le 24 mars, une grande marche est prévue à Washington pour protester contre la violence armée.



• Manifestation dans les écoles le 14 mars 2018

A Chicago, où la violence est endémique...

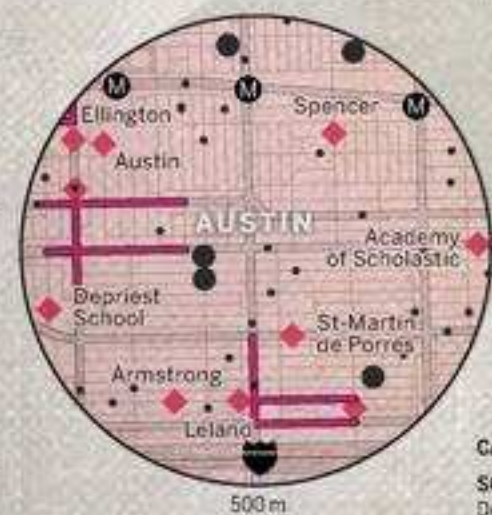
• Homicides en 2017-2018

... et concentrée dans les quartiers défavorisés et ségrégués...

▨ Quartiers défavorisés (plus de 25 % de la population sous le seuil de pauvreté)
▨ Quartiers à majorité noire (plus de 75 % de la population)

... les jeunes vivent quotidiennement dans la peur des armes

• Écoles publiques et privées
• Homicides perpétrés entre 8 heures et 9 heures du matin, ainsi qu'entre 15 heures et 16 heures
▨ « Safe passage » : un cinquième des plus de 650 écoles publiques de Chicago disposent de « passages sécurisés » pour permettre aux enfants de circuler en toute sécurité



CARTOGRAPHIE : Flavio Holzinger et Xomartin Laborde

SOURCES : Census Bureau ; Chicago Data Portal ; FBI Crime Data Explorer ; Gun Violence Archive ; Every Town For Gun Safety ; Child Trends, « Teen Homicide, Suicide, and Firearm Deaths », 2015 ; Clifford Law Center ; American Academy of Pediatrics, « Childhood Firearm Injuries in the United States », 2017 ; Politifact ; neveragaincolleges.com, Le Monde

Jesse Jackson

« Hier, nous avons la ségrégation sociale. Aujourd'hui, elle est économique »

Le révérend, fidèle de Martin Luther King à l'époque de la lutte pour les droits civiques, dresse un constat accablant des Etats-Unis de Donald Trump : davantage de pauvreté, une polarisation accrue de race et de classe, et une augmentation de la violence



ENTRETIEN

CHICAGO (ÉTATS-UNIS) - envoyée spéciale

Le révérend Jesse Jackson, 76 ans, est l'une des figures historiques de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis. Compagnon de route de Martin Luther King, il a toujours privilégié la lutte pour l'égalité économique, n'hésitant pas à prendre des parts dans les grandes compagnies américaines, telles que Coca-Cola ou Apple, pour les confronter à leur absence de diversité devant les assemblées générales d'actionnaires. Représentant de l'Illinois au Congrès, de 1995 à 2012, il a été deux fois candidat à la nomination démocrate pour la Maison Blanche (1984 et 1988). Il nous a reçus, le 6 mars, au siège de son mouvement, Rainbow Push Coalition, dans une ancienne synagogue (1923) du quartier de Bronzeville, dans le South Side de Chicago. Le révérend Jackson ne donne pas d'interview sans commencer par une leçon d'histoire.

Cinquante ans après l'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril 1968, quel regard portez-vous sur son héritage ?

Il y a une tendance à écrire sur les accomplissements ou les événements de cette période, mais il ne faut pas oublier la toile de fond. L'an prochain, nous allons commémorer l'arrivée des premiers Noirs, en 1619, en Virginie. C'est cela qui nous définit : notre voyage, les 244 ans d'esclavage légal. Nous sommes arrivés comme des marchandises. Je souligne d'ailleurs que la France et l'Angleterre ont puissamment bénéficié de notre travail sans salaire. Ces deux pays penchaient pour le Sud esclavagiste. Grâce à Abraham Lincoln, qui nous a libérés en 1863, ils se sont ravisés, d'autant que le Nord commençait à gagner la guerre [de Sécession].

Pendant ces 244 années, nous avons constitué le principal actif économique du pays. Il y a eu énormément d'humiliations mais, au bout du compte, relativement peu de tueries : il était important de nous maintenir en état de travailler. Les enfants étaient vendus comme du bétail. Les hommes blancs utilisaient les femmes noires pour leur satisfaction personnelle. Cela a changé la complexion de notre race. En 1863, nous avons

obtenu la liberté. En 1870, nous avons obtenu le droit de vote [grâce au 15^e amendement de la Constitution]. Pour la première fois, nous avons alors eu le droit de nous marier, d'acheter une terre et de nous pourvoir en justice.

Mais, en 1877, nous avons été trahis. La promesse de la liberté a été trahie [le compromis Tilden-Hayes a mis fin au contrôle fédéral sur les Etats du Sud, qui ont alors instauré le régime de ségrégation « séparés mais égaux », resté en vigueur jusqu'en 1964]. Les Etats qui ne pouvaient plus nous maintenir en esclavage se sont servis du système militaire et de la terreur pour contrôler de nouveau le processus électoral. L'apartheid est devenu légal. Cela a duré 58 ans, jusqu'à la décision de la Cour suprême de 1954. Entre 1880 et 1950, 5 000 Noirs ont été lynchés sans procédure judiciaire.

C'est ce contexte qui a amené à l'émergence de Martin Luther King en 1955, pendant le boycottage des transports à Montgomery, en Alabama. Son objectif était de tester la décision de 1954 éliminant la ségrégation dans l'éducation. Il a fallu encore dix ans pour arriver à une législation qui mette fin à la séparation dans les installations publiques [Civil Rights Act de 1964]. Puis en 1965, le Voting Rights Act a affirmé la protection fédérale pour le droit de vote. Cela a ébranlé le système politique qui fonctionnait en vase clos.

Après quoi, Martin Luther King est venu à Chicago...

Oui, en 1966. Il voulait voir si sa tactique de non-violence pouvait être répliquée dans le Nord, qui avait été antiesclavagiste mais enfermait les Noirs dans des ghettos. Beaucoup pensaient que ce qui avait marché dans les Etats ruraux du Sud fonctionnerait à fortiori dans une grande ville comme Chicago. Au départ, sa priorité était la déségrégation dans l'éducation publique. Et il m'a confié le projet « breadbasket », dont le but était d'utiliser notre levier économique pour faire pression sur le secteur privé et lutter contre les employeurs qui refusaient d'embaucher dans le ghetto.

Parallèlement, un autre groupe dans le West Side se concentrait sur le logement. Nous voulions que cessent les pratiques abusives des *slumlords*, ces marchands de sommeil qui exploitaient les locataires et n'entretenaient pas les bâtiments. On a fait des tests sur l'urine des enfants : toutes les peintures contenaient du plomb. Martin Luther King s'est installé dans un appartement délabré de North Lawn et nous avons lancé la marche pour l'*open housing*, la fin de la discrimination raciale dans l'attribution des logements sociaux. Le projet a suscité beaucoup d'opposition : nous en avons fait notre cheval de bataille. Le 5 août 1966, le Dr King était atteint par une brique [lors d'une manifestation dans une enclave blanche]. En fait, la résistance des Blancs à Chicago était plus violente qu'à Birmingham, en Alabama.

« Souvenir 1 » (acrylique sur toile, 1997), de Kerry James Marshall. NATHAN KEAY/MCA CHICAGO

Kerry James Marshall
Agé de 62 ans, Kerry Marshall a grandi entre Birmingham (Alabama) et Watts (Californie). Une enfance durant laquelle il est témoin de violences raciales et des révoltes des Noirs, à proximité du quartier général des Black Panthers. Par la suite, il étudie le dessin à l'Otis College of Art and Design, à Los Angeles. Aujourd'hui installé à Chicago, le peintre est devenu une figure majeure de l'art contemporain américain. Fortement influencés par l'histoire des Afro-Américains, ses portraits figuratifs ou ses scènes de vie, hauts en couleur, sont parcourus par un leitmotiv : la figure noire. Dans une tentative de réconcilier l'identité afro-américaine et les idéaux occidentaux, Marshall les réunit dans ses peintures, montrant ainsi la détermination d'une communauté dans un cadre historique et dans le contexte sociopolitique. En 2017, une première grande rétrospective au Musée d'art contemporain de Los Angeles a présenté près de 80 œuvres de l'artiste. Plusieurs livres lui sont consacrés, dont la monographie *Kerry James Marshall: Mastry* (Skira Rizzoli, 2016).

Le mouvement a abouti à un accord avec le Bureau du logement de Chicago, qui a promis de cesser de s'opposer à l'interdiction de la discrimination. En échange, King a arrêté les marches et quitté la ville...

Il fallait réfléchir à la suite. Nous avons obtenu la déségrégation dans les endroits publics et la protection fédérale du droit de vote. Nous avons alors décidé de nous attaquer aux injustices économiques, en lançant la Poor People's Campaign, la « campagne pour éliminer la pauvreté ».

Encore aujourd'hui, 55 % des Noirs gagnent moins de 15 dollars [12 euros] de l'heure, et 50 % moins de 12 dollars. La discrimination reste substantielle dans l'accès au capital, dans les prêts financiers. Il n'y a pas un seul immeuble construit par des Noirs dans les centres-villes, que ce soit à Memphis, New York ou Miami. Un Blanc muni d'un simple projet peut obtenir un prêt supérieur à celui qu'obtient un Noir qui donne un bien en garantie.

Est-ce un échec du mouvement des droits civiques ?

Hier, nous avions la séparation sociale. Aujourd'hui, c'est une ségrégation économique. Nous socialisons, nous allons aux matchs ensemble, fréquentons les mêmes parcs, mais nous avons ce fossé économique, cette concentration extrême de richesses entre les mains de quelques-uns. De moins en moins de gens possèdent de plus en plus, et de plus en plus de gens possèdent de moins en moins.

Le résultat, c'est davantage de pauvreté, une polarisation accrue de race et de classe, et une augmentation de la violence. Nous sommes, de loin, le pays le plus violent du monde. Nous produisons le plus grand nombre d'armes et nous les vendons. Nous fabriquons le plus grand nombre de bombes et nous les larguons. Notre budget [de dépenses discrétionnaires, par contraste avec les dépenses obligatoires (retraites, service de la dette, etc.)] est consacré, à 54 %, à la défense.

Le Dr King a posé les fondations d'une nouvelle Amérique. Il nous a sortis des lois Jim Crow qui ont permis la ségrégation. Il nous a apporté le droit de vote. En treize ans d'action, il a changé le cadre social. Mais rien, à la fin de la ségrégation, ne nous a apporté l'égalité économique, l'accès au capital. Martin Luther King prêchait la défense des pauvres, or ceux-ci sont de plus en plus nombreux. Il prônait la non-violence, or la violence augmente. Cela ne signifie pas qu'il a échoué : il nous a laissé le vote en héritage.

Estimez-vous que ce droit est menacé ?

Le Voting Rights Act de 1965 est attaqué. Jeff Sessions [le ministre de la justice de Donald Trump] travaille comme un forcené pour l'affaiblir. Ce n'est pas le premier assaut. Depuis la décision de la Cour suprême

« Citizens united » [qui permet la participation financière des entreprises aux campagnes électorales], en 2010, quelques individus peuvent acheter massivement des votes. Cela corrompt le processus électoral. Si on remonte dans l'histoire, c'est à cause du collège électoral qu'Al Gore et Hillary Clinton ont perdu la Maison Blanche, alors même qu'ils avaient remporté le plus grand nombre de voix. Il ne faut pas oublier que l'institution du collège électoral est issue d'un compromis avec les Etats esclavagistes.

L'élection de Barack Obama, en 2008, a-t-elle été l'accomplissement du « rêve » de Martin Luther King ?

Obama a rencontré une résistance acharnée, mais il a fait un travail extraordinaire. Il a surmonté la crise financière ; l'industrie automobile était au bord de l'effondrement, il a pris le risque de lui accorder un prêt, et elle a rebondi. Vingt-cinq millions d'Américains ont eu une assurance-santé pour la première fois : c'était historique. Il a renoué avec Cuba. Il a signé l'accord de Paris sur le climat. Il est parvenu à un accord avec l'Iran qui a ralenti le programme nucléaire. Il a nommé des juges. Bien sûr, il aurait pu faire plus.

Notamment à Chicago, où beaucoup de quartiers sont toujours, de fait, dans un état de ségrégation...

Nous avions fait appel à Obama pour organiser ici une conférence de la Maison Blanche sur la violence, ses causes et ses remèdes, et la reconstruction urbaine. Le projet n'a jamais vu le jour. Il a fait savoir qu'il ne pouvait pas, mais il n'a pas explicitement dit pourquoi. Résultat : davantage de zones abandonnées, davantage de fermeture d'écoles. Dans neuf quartiers de Chicago, le taux de chômage est supérieur à 20 %. Mais la question n'est pas ce qu'Obama a fait ou n'a pas fait. C'est ce que Trump essaie de faire. Trump est en train de saboter cinquante ans de travail. Il cherche à défaire les protections des consommateurs contre les banques. Il rend l'Amérique isolationniste dans un univers mondialisé, où la majorité des habitants sont noirs, asiatiques ou latinos. Mais nous résistons. Nous survivrons à Trump. L'héritage du Dr King, c'est aussi cela : une vision du monde qui nous a préparés à cette résistance.

Vous aviez 26 ans quand Martin Luther King a été assassiné, pratiquement sous vos yeux, au Lorraine Motel de Memphis (Tennessee). Il avait 39 ans. Vous considérez-vous comme son héritier ?

(Rires.) Je fais partie de l'équipe. Il y a une génération d'héritiers qui n'ont jamais cessé de lutter, parfois dans le désert. Il y a eu beaucoup d'actions et de vociférations. Mais pour nous, il n'était pas question de laisser une balle tuer un mouvement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CORINE LESNES



REBECCA COOK/REUTERS

L'ANNÉE DEBUSSY

Claude Debussy, ce moderne méconnu

Cent ans après sa mort, le compositeur pose toujours problème, dans la perception qu'en a le public et dans la mise en perspective de sa musique par les interprètes et les institutions

MUSIQUE CLASSIQUE

Le 19 janvier, Emmanuel Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel, se tenaient côte à côte dans l'auditorium de la Philharmonie de Paris à l'occasion d'un récital Debussy par Daniel Barenboim, pianiste. Lancée à l'initiative personnelle du président, cette inauguration de l'«année Debussy» laissait espérer que la commémoration du centenaire de la mort du «plus universel des musiciens français» – dit Pierre Boulez –, coïncidant avec celui de la fin de la Grande Guerre, nourrirait également des réflexions d'ordre historique sur le rayonnement posthume de celui qui, à compter de 1914, signait volontiers «Claude de France». Le même soir, la ministre de la culture, Françoise Nyssen, suivant le mouvement, avait souhaité que la musique de Claude Debussy (1862-1918) entre désormais «dans la vie de tous les Français».

Deux mois après son prélude diplomatique, l'année Debussy connaît en fait son véritable coup d'envoi ce week-end du 25 mars, date anniversaire de la mort du musicien à l'âge de 55 ans. Dimanche, sa musique résonnera dans les salles de concerts, entre autres, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, avec l'Orchestre Lamoureux, formation qui, jadis, assura plusieurs créations symphoniques du compositeur, mais aussi sur les ondes (point d'orgue d'une semaine d'émissions sur France Musique). Création de dernière minute à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), un festival, Le Monde de Debussy, prend place, du 23 au 25 mars, dans la maison natale

d'«Achille-Claude», qui vient d'être labellisée «Maison des illustres». La seconde édition de cette manifestation viendra clore en 2019 les festivités d'un centenaire délibérément à cheval sur deux saisons. Une nouvelle chance pour les grandes institutions, qui ont globalement raté le coche, comme en 2016 pour le centenaire de la naissance d'Henri Dutilleul, autre grand nom du XX^e siècle français.

En attendant, il y aura fort à faire pour que Debussy entre dans les mœurs des mélomanes comme ce fut le cas à Radio France avec l'intégrale de l'œuvre pour piano par Alain Planès (lequel remettra le couvert en musique de chambre le 25 mars), le grand public restant le plus souvent à distance d'objets sonores tels que les *Études*, dont il ne perçoit que l'étrangeté. C'est donc un défi qui attend les interprètes, lesquels, pour atteindre leur objectif, doivent commencer par prendre de la distance avec les panneaux prétendument indicateurs de Debussy.

L'impressionnisme? «Sur le plan de la synesthésie, la correspondance entre sons et couleurs, pourquoi pas?», reconnaît Vanessa Benelli Mosell, dont Decca vient de publier la «vision» (au propre et au figuré) des *Préludes* pour piano. L'originalité de Debussy, qui «combine l'architecture et le rêve», impose aux pianistes de «sculpter un son qui soit à la fois ferme et évanescant, abstrait et subjectif». La jeune Italienne n'hésite pas à rattacher le compositeur aux découvertes scientifiques de son temps, estimant que «la fragmentation de la forme et l'imprévisibilité du discours» peuvent avoir été influencées par la psychanalyse. Autre point à aborder, selon elle, avec prudence, celui de l'identité nationale: «A mes yeux d'Italienne attirée par la modernité,



«C'EST UNE MUSIQUE QUI RÉINVENTE LES PARAMÈTRES PHYSIQUES DU SON»

FRANÇOIS-XAVIER ROTH
chef d'orchestre

Debussy représente la France. Mais, à l'époque, il n'était que lui-même face à d'autres, moins novateurs, les Charpentier, Poulenc, Saint-Saëns et Fauré.»

Le compositeur Hugues Dufourt rejoint l'interprète dans l'appréciation du paradoxe debussyste: «Le pianiste doit faire en sorte qu'on entende distinctement toutes les notes et qu'on n'en entende aucune. Cela vaut aussi pour l'orchestre: tout entendre et ne rien discerner. Si on n'a pas cette qualité primordiale, on n'a rien du tout.» Aux yeux du philosophe qu'est aussi Dufourt, «Debussy pose un problème global de mutation de la pensée comme le fit, en sciences, Copernic. Il change les centres de gravité de la musique, ce qui n'a pas été compris par ses contemporains et pas beaucoup plus par les générations qui ont succédé». Les tenants de l'avant-garde qui, dans les années 1950, l'ont pris comme porte-drapeau, de Boulez à Barraqué, se seraient donc «engouffrés dans une seule des voies ouvertes par Debussy, celle du formalisme». Que l'auteur de *Pelléas et Mélisande* n'ait pas encore la place qu'il mérite ne le surprend pas, car, «d'une part, c'est le dieu des Français; de l'autre, c'est un dieu maudit, car il est sarcastique». Erik Satie, aussi prompt à lancer des piques que l'auteur de *La Mer*, qui l'avait surnommé «le Précurseur», n'avait-il pas été prémoniteur en martelant pour premier commandement de son catéchisme du Conservatoire un malicieux: «Dieubussy seul adoreras?»

Debussy n'a pas à son actif une œuvre aussi emblématique que Ravel son *Boléro*. Pas plus qu'il n'appartient à l'une des catégories de musiciens habituellement consacrés. «Il n'est ni pianiste virtuose ni compositeur d'opéras à succès et n'occupe aucune vraie fonction officielle et, quand il lui arrive de diriger ses œuvres, c'est un peu la catastrophe, comme le 27 février 1909, au Queen's Hall, à Londres, alors que les premiers effets de la maladie qui l'emportera, un cancer du côlon, lui avait fait perdre le fil de ses Nocturnes»,

rappelle le musicologue et directeur de recherche au CNRS Denis Herlin, spécialiste de Debussy, dont il est le rédacteur en chef des *Œuvres complètes* et coéditeur de la correspondance générale.

Quant au chef d'orchestre François-Xavier Roth, il confesse volontiers qu'une première lecture du *Prélude à l'après-midi d'un faune* ou de *La Mer* revient, quel que soit l'orchestre, y compris les plus grands, à produire une sorte de cacophonie. «On n'a jamais ce problème avec Ravel, dont la musique rutille avec arrogance, précise le chef invité permanent du London Symphony Orchestra. Il y a chez Debussy une fragilité qui suscite l'appréhension. C'est une musique extrêmement difficile à mettre en place, car elle réinvente les paramètres physiques du son, créant en quelque sorte une nouvelle manière de percevoir la musique, à l'instar de Webern.» Cet aspect expérimental et novateur, Debussy, qui se disait «simple comme une herbe», avec ce génie de la formule qui caractérisera les écrits critiques de son double en littérature, Monsieur Croche, le revendiquait. N'avait-il pas prophétisé que sa musique ne serait comprise que par «les petits-enfants du XX^e siècle»?

«FOU D'HARMONIE»

«Debussy est indéniablement considéré comme un des pères fondateurs de la musique d'aujourd'hui, poursuit François-Xavier Roth, qui a enregistré, en 2013, *La Mer* et la *Première suite d'orchestre* de 1883 jusqu'alors inédite, avec son orchestre Les Siècles. *L'héritage de ce rythmicien hors pair, de ce fou d'harmonie, est revendiqué par des compositeurs d'esthétiques opposées. Si Pierre Boulez est un fils de Debussy, on peut aussi le dire d'Olivier Messiaen, de Karlheinz Stockhausen, d'Henri Dutilleul ou des minimalistes américains comme Steve Reich.*» La reconnaissance tardive de ces héritiers aurait-elle contribué à la relative méconnaissance du grand public?

S'il est une publicité dont Debussy se serait bien passé, c'est le scandale causé

CENTRE DE PRODUCTION LYRIQUE
HAUTS-DE-FRANCE

THÉÂTRE IMPÉRIAL
DE COMPIEGNE

OPÉRA
6 AVRIL - 20H30
8 AVRIL - 16H

L'Odyssée

D'APRÈS HOMÈRE
MUSIQUE JULES MATTON - LIVRET MARION AUBERT
DIRECTION MUSICALE QUATUOR DEBUSSY
MISE EN SCÈNE DAVID GAUCHARD
CHEF DE CHANT YOAN HÉREAU

UN ÉVÈNEMENT EN CRÉATION MONDIALE

AVEC JEANNE CROUSAUD, LAURENT DELEUIL, FABIEN HYON, QUATUOR DEBUSSY, CHEUR D'ENFANTS
PRODUCTION THÉÂTRE IMPÉRIAL ET ESPACE JEAN LEGENDRE / COPRODUCTION OPÉRA DE LIMOGES

03 44 40 17 10 / theatresdecompiagne.com



JEAN-FRANÇOIS MARTIN

en 1904 par le suicide manqué de sa première femme, Lilly Texier, après qu'il l'eut quittée pour Emma Bardac. Une affaire qui lui vaudra de nombreuses défécions amicales. « Il a été victime de l'hypocrisie sociale, qui voulait qu'un homme puisse avoir une double vie à condition qu'elle reste secrète, analyse Denis Herlin. Et puis on lui a aussi fait payer son nouveau statut social en disant qu'il épousait avec Emma la fortune que possédait en fait son mari. Le couple connaîtra d'ailleurs d'importantes difficultés finan-

cières. » Lorsqu'ils convolent en 1908, la petite Emma-Claude, dite « Chouchou », a déjà 2 ans et Debussy n'a plus les moyens de passer, comme chaque été, un mois au bord de la mer. Ses dernières années, minées par la maladie, le condamneront à courir les concerts en Europe et jusqu'en Russie « pour combattre une mouise obstinée ».

Une expression qui semble s'appliquer au poussif démarrage d'un « centenaire » au compte-gouttes, alors que les Anglo-Saxons notamment sont au taquet : un

colloque à Manchester et à Glasgow, une saison Debussy à Birmingham... Dans un an, la France devrait se réveiller debussyste. On veut bien souscrire à ce rêve de rédemption. Si l'on en croit le compositeur, cela ne devrait pas être si terrible : « Je ne vois pas la nécessité de se mettre les méninges en révolution pour devenir "debussyste" : je crois seulement qu'il s'agit d'avoir un peu de goût ! »

■ MARIE-AUDE ROUX
ET PIERRE GERVAISONI

Le musicien de toutes les guerres

LE 25 MARS 1918, À 6 H 50, le premier obus de la journée tombe sur Paris. Un autre suit, puis un deuxième, un troisième. « Le gros canon boche n'est plus qu'un ennuyeux personnage de faits divers », commente *Le Figaro*. Vers 22 heures, Claude Debussy pousse son dernier soupir, terrassé par un cancer, à l'âge de 55 ans. La nouvelle est rapportée dans les journaux, qui consacrent l'essentiel de leurs maigres pages à la bataille qui fait rage en Picardie. L'hommage prend un tour antigermanique. « C'est la musique de Debussy qui nous a délivrés du prestige maléfique de Wagner, assure Louis Laloy, à une heure où nos meilleurs artistes en étaient victimes. » Le critique d'*Excelsior* fait aussi le lien entre la mort de Debussy et celle de Rodin (intervenue quelques mois plus tôt), deux artistes renouvelant « la plus pure tradition française ».

Nombreux sont les chroniqueurs à exacerber la dimension nationale de celui qui avait manifesté, deux ans plus tôt, son patriotisme par un mélodramatique Noël des enfants qui n'ont plus de maison. Nombreux sont aussi les analystes persuadés que le « Verlaine de la musique » n'aurait pas de descendance. « Il parut de plus en plus évident que ce qu'il apportait

de nouveau dans la musique lui demeurerait éternellement personnel », estime *Le Figaro*, gageant que les œuvres de Claude Debussy ne sont pas « de celles à la suite desquelles se peut développer une tradition durable ».

Crucifix bleu-blanc-rouge

Un constat que Théodore Lindenlaub formule, dans *Le Temps*, par une jolie métaphore : « Sa musique fait songer à sa Mélisande, qui a laissé glisser dans l'eau du souterrain l'anneau précieux. » Avec, à la clef, une question cruciale : « Qui retrouvera jamais le joyau mystérieux ? »

Personne assurément, dans l'entre-deux-guerres, où Debussy fut un peu éclipsé par Ravel, l'idole des jeunes compositeurs. La période de l'Occupation lui valut d'être de nouveau exhibé comme une sorte de crucifix bleu-blanc-rouge face à la présence envahissante de l'Allemagne. *Pelléas et Mélisande* n'est pas choisi par hasard pour la réouverture de l'Opéra-Comique, en septembre 1940, et, encore moins, en 1942, pour le tour de force phonographique de Pathé-Marconi (enregistrement intégral en vingt disques). Roger Désormière (le chef) et Irène Joachim (Mélisande) sont alors membres

d'un organe de résistance, le Front national des musiciens...

Après 1945, paix des armes mais combat d'idées. Les avant-gardistes se cherchent un modèle dans l'histoire. Le maître Olivier Messiaen considère l'auteur de *Pelléas* comme « le grand libérateur de la musique moderne » tandis que son élève Pierre Boulez vénère, chez le compositeur de *Jeux*, « une pulvérisation alla Webern » (à la manière de Webern). L'Allemand Wagner, dans la première moitié du XX^e siècle, l'Autrichien Webern, dans la seconde... le nom de Debussy sort toujours d'un chapeau quand il s'agit de contester la suprématie germanique. Alors que c'est lui le magicien et qu'il s'est plu à entretenir le mystère de la création. En rappelant sa dette à l'égard de la nature, dont il avait « scrupuleusement écouté les mille bruits », et en refusant d'assimiler la musique à « un jeu complexe qu'on ne peut suivre qu'après un dur entraînement ».

Avide de « simplicité », Debussy confessait avoir mis douze ans à éliminer de son opéra « tout ce qui pouvait s'y être glissé de parasitaire ». Un siècle n'aura pas suffi à en faire de même pour accéder à l'essence de son art. ■

P. G.

SÉLECTION

LIVRES

« **Claude Debussy** » de Philippe Cassard
Ed. Actes Sud, 147 pages, 16,50 €
« **Claude Debussy. Le plaisir et la passion** » de Gilles Macassar et Bernard Mérigaud.
Ed. Découvertes Gallimard/Télérama, Paris, 1992.
« **Monsieur Croche et autres récits** » de Claude Debussy.
Ed. Gallimard.

OPÉRA

« **Pelléas et Mélisande** » Christian Schiaretti (mise en scène), Jean-Claude Malgoire (direction). Atelier lyrique de Tourcoing (Nord), le 25 mars à 20 heures, le 27 mars à 15 h 30. Tél. : 03-20-70-66-66. De 6 € à 45 €. Atelierlyriquedetourcoing.fr

CONCERTS

Concert du Centenaire Debussy
Orchestre Lamoureux, Michel Plasson (direction), le 25 mars, à 17 heures. De 5 € à 40 €. Théâtre des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 0-49-52-50-50. Theatrechampselysees.fr
Orchestre national de France
Emmanuel Krivine (direction), le 24 mars, à 20 heures (*Printemps, Images pour orchestre*), le 5 avril, à 20 heures (*La Mer*). De 10 € à 65 €; Orchestre philharmonique de Radio France, Alain Planès (piano), le 25 mars, à 16 heures. De 10 € à 25 €. Auditorium de Radio France, Paris 16^e. Tél. : 01-56-40-15-16. Maisondelaradio.fr
Festival Debussy
Quatuor Akilone, le 25 mars, à 11 heures. 15 €. « Autour des dernières œuvres de Debussy », le 25 mars, à 17 heures. De 15 € à 22 €.

Debussy 360

Orchestre des Champs-Élysées, Louis Langrée (direction), le 2 mai à 20 h 45. 30 €. Théâtre Alexandre-Dumas, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Tél. : 01-30-87-07-07. Tad-saintgermainenlaye.fr

DISQUES

Claude Debussy : « The Complete Works »
Ce coffret de 22 CD contient l'intégralité des œuvres du compositeur, des premières mélodies de 1879-1880 aux dernières sonates de la première guerre mondiale, sans oublier les transcriptions debussystes (Schumann, Gluck, mais aussi son propre ballet, *Jeux*) et les arrangements par d'autres (*Le Martyre de Saint-Sébastien* par André Caplet). Un album consacre aussi Debussy interprète : quelques *Préludes* et extraits de *Children's Corner*, et, en duo avec la créatrice de *Mélisande*, Mary Garden, trois *Ariettes oubliées* et la « Chanson de la tour ». Parmi les interprètes, Martha Argerich, Natalie Dessay, Yehudi Menuhin, Aldo Ciccolini, Samson François, Gérard Souzay, Barbara Hendricks, Philippe Jaroussky, Jean Martinon, André Cluytens (version complète du *Martyre de Saint-Sébastien*), sans oublier Delphine Seyrig, récitante de la musique de scène des *Chansons de Bilitis*. Si l'enregistrement par Kent Nagano d'un premier opéra inachevé, *Rodrigue et Chimène*, reste à ce jour le seul, les fragments avec piano de *La Chute de la maison Usher* (dernier opéra, également inachevé) achève le tableau lyrique sous les doigts de Jean-Pierre Armengaud. 1 coffret de 22 CD Warner Classics Centenairedebussy.culture.gouv.fr

Rue de Valois, la musique sans la pompe

Soupir : ce vendredi 23 mars, Laurence Tison-Vuillaume, directrice de cabinet de Françoise Nyssen, continue de plancher, la nuit venue, sur le dossier « pass culture ». Sourire : de l'autre côté de la cloison filtre la *Sonate n° 1 pour violoncelle et piano en ré mineur* de Claude Debussy. Pour son plus grand bonheur, une phalange d'élèves du Conservatoire national supérieur de musique y donne concert devant une assemblée hétéroclite. Ici comme ailleurs, on fête Debussy. On inaugure surtout une formule que la ministre voudrait renouveler chaque mois : Les Nocturnes du ministère de la culture. « *Inscription gratuite via les réseaux sociaux* », disait le communiqué. La vérité, c'est que la chose s'est faite « à l'arrache », mais que « la ministre a demandé à ce qu'on ne pioche pas dans la liste convenue des institutionnels, explique un membre du cabinet. On a contacté un centre d'aide sociale de la porte Montmartre, une association de quartier... »

Chaque locataire du ministère y a imprimé sa marque. Celle de Françoise Nyssen s'est construite à Arles, et ce soir la Rue de Valois a des faux airs de Méjan, ce lieu où Actes Sud, sa maison d'édition (dont elle s'est mise en retrait), brasse livres, concerts, expositions, projections de films...

« OUVRIR LES PORTES DU MINISTÈRE », RÉPÊTE À SATIÉTÉ FRANÇOISE NYSSSEN

Ainsi, au début du mois, dans le salon Jérôme qui jouxte son bureau, Françoise Nyssen a fait recouvrir le portrait du plus jeune frère de Bonaparte par une toile monumentale de Louise Bourgeois. Hier, les jeunes élèves chanteurs danseurs du CREA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), pieds nus, s'entraînaient sur ses

épais tapis. Il y a encore quelques semaines, on a entendu déclamer ici. Et si d'aventure quelque négociateur s'inquiète d'entendre violon ou clarinette, on lui expliquera que ce sont des élèves de conservatoire qui répètent.

Le Méjan way of life. Fêter la culture et se méfier du faste. Chaque année au Salon du livre, le stand d'Actes Sud grossit mais on continue d'y privilégier le vin blanc au champagne et les tranches de saucisson aux petits fours. Comme ce soir un buffet en forme de manifeste. « *Ouvrir les portes du ministère* », répète à satiété celle qui, dans son agenda de ministre, continue de noter le programme des concerts arlésiens : « *Ce soir ? La pianiste Marie-Joséphine Jude*. » A Paris, le concert se termine. *Sonate n° 2 pour flûte, alto et harpe*, de Debussy. Kadiatou, 16 ans, a adoré. Même si elle n'a pas quitté ses écouteurs. « *Mais ça, c'est parce que j'ai froid aux oreilles* », dit-elle, tout sourire. ■

LAURENT CARPENTIER

Les racines vivaces de Baloji

Le rappeur belgo-congolais défend en concert son bel album-fleuve, qui mêle satire politique, récits fictionnels et tourbillons introspectifs

RENCONTRE

Doit-on le qualifier de précurseur de Stromae? D'éclairer de la foisonnante scène rap belge (Damsa, Roméo Elvis...)? De pionnier des croisements de l'afro-trap? Si Baloji peut revendiquer un peu de tout cela, le chanteur belgo-congolais a surtout tracé une route de franc-tireur, façonnant une musique – « *Trop noire pour les Blancs/Trop blanche pour les Noirs* » –, en phase avec les contours mouvants de son identité « *afropéenne* ».

Le parcours fut parfois accidenté, mais, dix ans après son premier opus solo (*Hotel Impala*), la singularité de cet artiste opiniâtre resplendit dans un album-fleuve, *137 avenue Kaniama*, charriant tourbillons introspectifs, récits autobiographiques ou fictionnels, satires politiques et sociales, bouillonnant de créativité musicale et scénaristique.

La dimension cinématographique de ces chansons à la croisée du rap, des danses congolaises, de la soul ou de l'électro ne doit rien au hasard. Depuis longtemps investi dans le tournage de ses clips, Baloji s'est essayé à la réalisation d'un court-métrage – une parodie d'émissions de télévision, outils de propagande d'Etat –, avant de s'attaquer à un projet de film relatant les destins croisés d'enfants congolais. « *Je pensais que ce scénario me prendrait quelques mois* », confie le longiligne et élégant apprenti cinéaste, « *cela m'a pris trois ans!* ».

Un travail pendant lequel le musicien a reçu l'aide de professionnels de l'écriture. « *Ces "script doctors" m'ont appris à structurer mon récit*, insiste Baloji. *J'ai ensuite eu envie d'appliquer ces méthodes à mes chansons.* » Sa vie ne fournit-elle pas matière à de multiples types de narration?

L'adresse donnant le titre de l'album fait ainsi référence à un épisode central de son existence. Baloji Tshiani est né, il y a trente-neuf ans, dans cette avenue Kaniama aux allures de ruelle, dans un quartier délabré de Lubumbashi, capitale du cuivre, dans le sud de l'ex-Zaïre. C'est là où habite encore sa mère, dont il reçut, en novembre 2005, une lettre tentant de renouer une relation, après vingt-cinq années de séparation.

Fils d'une aventure d'un soir entre un homme d'affaires et une fille du peuple, Baloji a été enlevé par son père, à l'âge de 3 ans, pour être élevé en Belgique, à Liège,



Baloji, en République démocratique du Congo, en 2018. LEE MOOLMAN

avec la femme et les enfants de celui-ci. Peu à l'aise dans sa nouvelle famille, bientôt abandonnée, elle aussi, par le paternel, l'adolescent flirte avec la petite délinquance, avant de croiser la route des rappeurs du groupe Starflam, qu'il intègre, en 1998, sous le nom de MC Balo. « *Ils m'ont donné une conscience politique et une nouvelle motivation* », se souvient celui dont le prénom signifie « sorcier » en tshiluba, l'une des langues parlées en RDC.

Retrouvailles maternelles

Après trois albums, Baloji quitte Starflam en 2004, désireux de s'éloigner de la musique. Quelques mois plus tard, la lettre de sa mère le replonge dans la soif d'écriture. « *J'étais bouleversé. Je voulais lui raconter toutes ces années. J'ai choisi de le faire en chansons.* » Premier chapitre de sa carrière solo, *Hotel Impala* (2008) n'aura pas l'effet escompté au moment des retrouvailles maternelles. Dans *La Dernière Pluie – Inconnu à cette adresse*, l'un des titres de son nouvel album, Baloji fait revivre ce terrible moment d'incompréhension. « *Je me revois invitant ma mère au restaurant, avec mon disque, emballé comme*

un cadeau de Noël, comprenant la voyant lire les prix du menu et re-fuser de commander, que tout cela était complètement déplacé. Plus qu'un acte d'amour, sa lettre était un appel au secours financier. »

La gifle de cette réalité, son expérience européenne confrontée aux espoirs fous des Africains rêvant d'Occident nourrissent bien d'autres morceaux, comme le funky *Soleil de volt*, ou *L'Hiver indien – Ghetto mirador*, dont le rythme enjoué contraste avec l'évocation de la quête désespérée des immigrés. Une description dont l'acuité doit beaucoup aux quarante-cinq jours d'angoisse passés, en 2001, par Baloji, dans un centre de rétention avec d'autres illégaux et demandeurs d'asile.

« *Je m'étais toujours senti belge, explique le rappeur. Là, tout me rappelait que je n'étais pas chez moi.* » « *Repris de justesse* » grâce à l'intervention de la mère de sa petite amie, le chanteur naturalisé belge dit depuis se refuser « *le droit à l'oisiveté* ».

Si les maladroites, d'un côté comme de l'autre, ont fait basculer les retrouvailles maternelles dans « *le cycle du rejet* », Baloji n'en a pas moins renoué artistiquement avec ses racines. *Hotel Impala*,

puis son retour manqué à Lubumbashi l'avaient fait reprendre langue avec des musiques dédaignées au profit du rap et du R'n'B. Tombé amoureux de l'œuvre de Tabu Ley Rochereau (1940-2013), l'un des orfèvres de la rumba congolaise, il n'a cessé depuis de dérouler le fil d'un patrimoine infini. D'abord en réenregistrant son premier album à Kinshasa avec des musiciens locaux – *Kinshasa succursale* (2010) –, puis en s'appropriant cet héritage, lors de fusions de plus en plus audacieuses, bien aidé par la virtuosité de son guitariste Dizzy Mandjeku, 71 ans.

Multipliant les concerts à l'étranger, celui qui possède aussi une large culture indie pop (le mélancolique *Ciel d'encre* construit autour d'un sample de Chilly Gonzales) a fini par signer un contrat avec le prestigieux label britannique Bella Union (Fleet Foxes, Beach House...), après un rendez-vous manqué avec la branche africaine d'Universal, lancée par Vincent Bolloré (dénoncé dans le piquant *Bipolaire – Les Noirs*).

Souvent mordant avec les dirigeants africains (*Tropisme – Start-up*), dénonçant les rapports postcoloniaux ou l'absurde atrocité de guerres comme celle martyrisant le nord-est du Congo (la fresque finale de *Tanganyika*, partagée avec l'un de ses cousins, le chanteur lyrique Serge Kakudji), Baloji célèbre aussi l'incroyable vitalité du continent. Il constate le dynamisme du Ghana, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal, désenclavés par la révolution Internet (*Spotlight*). Il dit aussi s'inspirer d'une scène sud-africaine « *totalelement désinhibée* », à l'instar d'artistes comme les BLK JKS, Petite Noir ou Die Antwoord. Une liberté qui ne cesse de résonner dans un album dont le morceau de bravoure érotique, *Peau de chagrin – Bleu de nuit*, consacre ses fascinantes neuf minutes à la solitude de l'homme après « la petite mort ». Illustré, dans un clip envoûtant, par la créativité baroque d'un collectif d'artistes, le Cercle d'art des travailleurs de plantation congolaise, s'activant dans la brousse, à Lusanga, à plus de 500 km à l'est de Kinshasa. ■

STÉPHANE DAVET

137 avenue Kaniama, de Baloji (Bella Union/Pias). Concerts : le 30 mars, Les Etoiles, Paris 10^e, à 19 h 30. Tél. : 01-47-70-60-56, 22 euros ; le 4 avril, à Toulouse, au Métronum.

Retour au Roxy avec Frank Zappa

Un coffret rassemble les concerts mythiques donnés par le guitariste avec son groupe, les 9 et 10 décembre 1973, à Los Angeles

MUSIQUE

Mort le 4 décembre 1993, à l'âge de 52 ans, des suites d'un cancer de la prostate, Frank Zappa, dans les derniers mois de sa maladie, avait indiqué à sa famille et des collaborateurs proches un plan de publication d'albums sur lesquels il travaillait (dont *Civilization Phase III, Läther, Dance Me This*). Dans le même temps, il laissait à ses ayants droit le soin de sélectionner dans les archives de son œuvre pléthorique de futures sorties. Des enregistrements de studio et de concerts qui ont constitué, au cours des ans, une importante discographie posthume du guitariste, chanteur, auteur-compositeur, chef d'orchestre et producteur américain. Début 2018, elle a atteint une cinquantaine d'albums (dont une bonne partie de doubles ou triples, voire plus) venus s'ajouter à la soixantaine d'opus publiés entre 1966 (*Freak Out!*) et 1993 (*The Yellow Shark*).

Dernier recueil en date, *The Roxy Performances*, petit coffret de sept CD, qui rassemble les quatre concerts de Zappa et son groupe The Mothers of Invention les 9 et 10 décembre 1973 dans la salle du Sunset Strip, à Los Angeles, une répétition publique le 8 décembre et quelques séances en studio. Le Roxy avait ouvert ses portes, fin septembre, avec une série de concerts de Neil Young, et était devenu, en quelques semaines, un lieu réputé. Capacité d'accueil, 500 personnes. Zappa a décidé de filmer et enregistrer les quatre concerts prévus en vue d'un film. Lequel, en raison de problèmes techniques de synchronisation des images et du son, de manque de temps et d'argent – Zappa finance toute l'opération –, ne verra le jour... que fin 2015.

Fin octobre 1973, Zappa a remanié son groupe. Le violoniste Jean-Luc Ponty et le trompettiste Sal Marquez sont partis. Restent George Duke aux claviers, Bruce Fowler au trombone, son frère Tom à la basse, Ruth Underwood aux percussions, Ralph Humphrey à la batterie, et sont arrivés deux nouveaux, Napoleon Murphy Brock au saxophone, flûte et au chant, et Chester Thompson à la batterie. C'est cette formation, à peu près constante jusqu'à fin 1974, avec de temps à autre quelques aménagements, qui est devenue l'une des plus appréciées des amateurs de Zappa. Et dont

les concerts du Roxy ont pris une dimension mythique.

Musicalement, le kaléidoscope de blues, funk, rock, rhythm'n'blues, jazz et traces de musique contemporaine qui anime alors Zappa est enjoué, enthousiasmant. Avec, certes, des complexités d'écriture, notamment dans les parties rythmiques, et pourtant une accessibilité d'écoute qui peut constituer une porte d'entrée aisée vers l'univers artistique de Zappa. De ces journées au Roxy, l'artiste avait déjà tiré une partie de l'album *Roxy & Elsewhere*, sorti en septembre 1974. Certaines compositions sont jouées deux ou trois fois, et Zappa monte différentes parties pour constituer un morceau idéal. Le film et une sélection d'autres extraits de ces concerts, eux aussi parfois montés, dans l'album *Roxy by Proxy*, en mars 2014, sont venus en complément.

Un document passionnant

Avec *The Roxy Performances*, c'est l'ordre des concerts, tels qu'ils ont été enregistrés, sans montage ou ajouts en postproduction, qui est à découvrir. Tout ce qui a pu être préservé et restauré. Si certains thèmes n'ont été joués qu'une fois – *I'm the Slime* ou *Big Swifty*, par exemple –, d'autres ont été deux ou trois fois au répertoire des concerts. Sans qu'un effet de redite ne se fasse sentir. Les interventions solistes diffèrent, leur place dans le thème, leur construction, les sons de guitare ou de claviers.

On peut suivre aussi, à quelques heures d'intervalle, l'évolution d'une même composition. *Pygmy Twylite*, par exemple, dont le tempo augmente nettement entre le premier concert et le troisième, qui bénéficie, dans un cas, d'un long solo de guitare, ou qui, lors de la répétition publique, a été l'occasion de parties parlées-chantées improvisées de Napoleon Murphy Brock, quasi comme un rap. Ou *Cheepnis*, délirante histoire de science-fiction avec monstres, précédée, dans sa troisième version, d'une interprétation de ses seules parties de percussions et batterie. Le tout constitue un document passionnant sur un travail musical en progression, dans un temps ramassé. Et le témoignage de l'impressionnante assurance musicienne du groupe. ■

SYLVAIN SICLIER

The Roxy Performances, de Frank Zappa, 1 coffret de sept CD Zappa Records/Universal Music.

Clacfilm présente Sa transformation bouleversé la vie de tous ceux qui l'aiment

COBY

un film de Christian Sonderegger

Un documentaire étonnant LES INROCKS

Une œuvre essentielle MEDIAPART

28 MARS

Le Monde LA SEPTIÈME OBSESSION

www.apicentrefilms.com

ARTS

Enchères record pour des dessins anciens

Trois records du monde dans des enchères pour des dessins anciens ont été atteints mercredi 21 mars lors d'une vente chez Artcurial, dont un pastel de Simon Vouet (1590-1649). Un pastel inédit intitulé *Portrait de chien assis* a atteint 337 600 euros. Une feuille de l'artiste hollandais Samuel Van Hoogstraten (1627-1678), réalisée juste après son apprentissage dans l'atelier de Rembrandt, *La Crucifixion*, s'est envolée à 319 000 euros, tandis qu'une *Etude pour le Christ mort*, dessin de Paul Delaroche (1797-1856), est partie à 49 400 euros. Le château de Versailles a préempté un portrait de Charles Perrault par Charles Le Brun (1619-1690) à 91 000 euros. On avait perdu la trace de cette œuvre au pastel représentant l'écrivain, qui « *joua un rôle majeur dans l'élaboration de la politique*

artistique de Louis XIV », selon la maison de ventes aux enchères Artcurial. – (AFP)

MUSIQUE Michel Sardou reporte ses concerts pour raison médicale

Michel Sardou, contraint au « repos vocal forcé », a reporté en avril les deux derniers concerts de sa tournée d'adieu, programmés vendredi 23 et samedi 24 à La Seine musicale, près de Paris. Le chanteur, qui avait commencé en octobre sa tournée d'adieu à la chanson baptisée « *La Dernière Danse* », est venu lui-même sur scène annoncer qu'il était dans « *l'incapacité d'assurer un spectacle digne d'un dernier spectacle pour son public* ». Les deux concerts sont reportés aux 11 et 12 avril. Après sa tournée, qui a fait salle comble partout en France, le chanteur de 71 ans souhaite retourner au théâtre, « *par là où tout a commencé* ». – (AFP)

SÉLECTION ALBUMS

ARSYS BOURGOGNE
Naissance de Vénus



Œuvres françaises du XX^e siècle pour chœur a capella. Arsys Bourgogne, Mihaly Zeke (direction). Le chant choral a compté il n'y a pas si longtemps comme un des principaux moyens d'expression de la musique française. Ce somptueux programme consacré au XX^e siècle en témoigne par un parcours où les compositeurs se succèdent dans un esprit janusien. La projection intemporelle de Claude Debussy (*Trois chansons de Charles d'Orléans*) s'oppose à la stylisation archaïsante de Maurice Ravel (*Trois chansons*). La sophistication distinguée de Florent Schmitt (*A contre-voix*) tourne le dos au dépouillement presque sacré de Francis Poulenc (*Un soir de neige*). Et l'incantation charmelle d'Olivier Messiaen (*Cinq rechants*) se situe à mille lieues de la célébration translucide de Darius Milhaud (*Naissance de Vénus*). Dans toutes ces pages, Arsys Bourgogne déploie une infinité de nuances et une souplesse de texture qui impressionnent avant la note finale, servie tout en fraîcheur, de Joseph Canteloube (*Cinq chants paysans de Haute Auvergne*). ■ **PIERRE GERVASONI**

1 CD Paraty.

FABIEN MARY

Left Arm Blues (And Other New York Stories)



Groupe de premier ordre, un octette réuni par le trompettiste Fabien Mary, qui signe des compositions impeccables, dans les sources du bop et du jazz cool, arrangements du même Fabien Mary qui donnent par moments une ampleur de big band... Tout dans l'album *Left Arm Blues* est un grand plaisir de jazz, classique, tout en swing. Un disque aussi fort bien construit dans son déroulé, de *Don't Look Back*, en ouverture rapide et tendue, à la seule reprise d'un standard, *All the Things You Are*, qui avance en un lent mouvement, dans un traitement de musique de chambre. Autour de Fabien Mary, les saxophonistes Pierrick Pedron (alto), David Sauzay (ténor, flûte) et Thomas Savy (baryton, clarinette basse), le tromboniste Jerry Edwards, le guitariste Hugo Lippi, le contrebassiste Fabien Marcoz et le batteur Mourad Benhammou. Une réussite de bout en bout, par sa sincérité, son déploiement musical et l'interprétation. ■ **SYLVAIN SICLIER**

1 CD Jazz & People/PIAS.

ERLEND APNESETH TRIO

Ara



Erlend Apneseth n'a pas 30 ans, mais il est l'un des joueurs de violon Hardanger (huit ou neuf cordes, dont quatre ou cinq sympathiques) les plus renommés de Norvège. Il présente avec son trio (Stephan Meidell, guitare acoustique baryton, samples et électroniques, et Oyvind Hegg-Lunde, batterie et percussions), qui compte parmi les fleurons de la scène néo-folk norvégienne, un deuxième album remarquable. La musique folk n'y est évoquée que d'une manière très allusive (un bout de mélodie traditionnelle, au violon, par-ci par-là). L'essentiel tend plus vers un terrain contemporain et expérimental, sans contours ni repères précis. Onirique et délicate, cette musique fait entendre le vent et parler le brouillard. Elle provoque des sensations visuelles, dessine des paysages enneigés, fait surgir l'infini d'un ciel sahélien, ou entraîne dans les profondeurs abyssales d'une mer hantée par une sirène explorée. ■ **PATRICK LABESSE**

1 CD Hubro/Outhere.

GALERIES

CLAIRE MOREL

Galerie Martine Aboucaya

Claire Morel dessine des livres. Non qu'elle soit graphiste pour l'édition, mais parce que les livres sont son sujet. Avec une impeccable minutie, à la mine de plomb et aux crayons de couleur, elle reproduit à leur format, mais sur une feuille plus grande, les couvertures des ouvrages qui lui importent. Typographie, illustrations, sigles des collections, tout est imité parfaitement, si ce n'est que les noirs sont moins noirs, les bleus moins bleus que s'ils étaient imprimés. Aussi l'œil se détrompe-t-il vite. Mais l'essentiel est moins cette dextérité que le processus mental. Il y a le choix des livres et des auteurs : Artaud, Borges, Perec, Daumal, Blanchot, Bataille et quelques philosophes aussi, Sartre, Wittgenstein, Foucault, Guattari. Bibliothèque substantielle, qui aide à vivre. Il y a cette affirmation ensuite qu'être artiste, ce n'est pas seulement produire et se montrer, mais d'abord lire et s'interroger. Il y a la lenteur enfin. Il faut du temps pour parachever chaque dessin et du temps pour circuler de l'un à l'autre dans la galerie. A l'instantanéité futile et à la précipitation amnésique, Claire Morel oppose la défense de ses feuilles légères, juste fixées au mur. Un barrage contre la bêtise pour plagier Duras, une autre de ses lectures. ■ **PHILIPPE DAGEN**

Apologie du plagiat, de Claire Morel. Galerie Martine Aboucaya, 5, rue Sainte-Anastase, Paris 3^e. Tél. : 01-42-76-92-75.

Du mardi au samedi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 avril.

DIEGO BIANCHI, SANTIAGO DE PAOLI, ANNA HULAČOVÁ, JOÃO QUEIROZ, RUDOLF SAMOHEJL

Galerie Jocelyn Wolff

C'est une ville abandonnée qui s'offre ici au regard. Au sol, des octogones de béton se souviennent d'hier. Ils sont jonchés de fragments de céramique et de boussole, scie et tuyaux, cactus, pneu... Une foule de petits objets, enchâssés dans la matière par le Tchèque Rudolf Samojehl. Cette sculpture donne le « la » de « Dormir au soleil », une frappante exposition collective qui relève plus du sommeil que de la lumière. Une toile d'herbes folles de João Queiroz semble l'un des rares fragments de nature à être préservé dans cette fin d'un monde. Quant à l'être étrange façonné par Anna Hulačová, il semble au-delà de l'animal, et au-delà de l'humain. Pour parfaire le désastre, une parabole de Diego Bianchi : un ballon de basket dégonflé flotte dans un aquarium jonché de débris, sacs plastique et canettes. Allusion ironique à l'une des premières œuvres de Jeff Koons, elle vient parfaire le sentiment de naufrage. ■ **EMMANUELLE LEQUEUX**

Dormir au soleil, galerie Jocelyn Wolff, 78, rue Julien-Lacroix, Paris 20^e. Tél. : 01-42-03-05-65. Du mardi au samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 avril.



« Al Tasslim, Capitulation », du peintre égyptien Hamed Abdalla (1917-1985). MARK HACHEM

A la foire Art Dubai, l'Arabie saoudite monte en puissance

La 12^e édition du salon dubaïote d'art contemporain reflète les crispations avec l'Iran et le Qatar

ARTS

DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS)

Le commerce de l'art étant aussi affaire de géopolitique, la 12^e édition de la foire Art Dubai, qui s'est tenue jusqu'au samedi 24 mars, a fait écho aux nouveaux équilibres de la région. Montée en puissance de l'Arabie saoudite, allégeance des Emirats arabes unis au grand voisin wahhabite, mise au ban du Qatar et tensions avec l'Iran se sont donc invités aux discussions des VIP.

Depuis sa création en 2007, le mois même où fut signé l'accord du Louvre Abu Dhabi, cette initiative dubaïote s'est toujours posée en contre-feu aux logiques d'affrontement qui grèvent le Moyen-Orient. En onze ans, Art Dubai a exposé sans distinction des artistes iraniens, saoudiens, qataris, libanais ou syriens, concentrant dans un même lieu des nationalités et confessions qui se toisent ou se font la guerre.

Preuve en est le stand de la galerie Agial, qui présente simultanément Gebran Tarazi et Shakir Hassan Al Said, un Chrétien libanais et un Irakien musulman qui ont pour seul point commun un certain mysticisme.

Melting-pot du monde arabe, Art Dubai avait toutefois un accent dominant iranien au point qu'au vernissage on entendait parler autant persan qu'arabe. Normal : selon le quotidien *Khaleej Times*, la communauté irannienne représente actuellement 10 % de la population émiratite. Et elle fait tourner son économie.

Sur le plan artistique aussi, Dubaï apparaissait comme l'avant-poste de l'Iran. Les entrepreneurs iraniens Farhad Farjam et Ramin Salsali y ont ouvert leurs centres d'art privés. Et deux des meilleures galeries locales, Third Line et Carbon 12, ont été fondées par des Iraniens.

Quand ils se sont sentis en danger à Téhéran, les deux frères Rokni et Ramin Haerizadeh, ainsi que leur complice Hesam Rahmani, connus pour leur art flamboyant et provocateur, ont également élu domicile à Dubaï. Ils s'y sont si bien intégrés que l'exposition « Ishara » sur les artistes émiratis actuellement organisée dans le bâtiment flambant neuf de Rem Koolhaas dans le quartier d'Al Serkal, les présente comme

des mentors de la scène locale. Ainsi, Dubaï a été pour l'Iran ce que la Californie fut pour les Coréens ou les Chinois : un lieu où ils pouvaient prospérer quelles que soient les tensions entre leurs pays.

Pourtant, depuis les crispations entre l'Arabie saoudite, les émirats arabes unis et l'Iran autour du Yémen, la donne a quelque peu changé. Comptes fermés, visas non renouvelés, difficulté pour envoyer du cash en Iran : on ne compte plus les Iraniens qui ont plié bagage, cherchant fortune à Oman ou en Turquie.

Une OPA notable

Cette situation trouve une traduction sur Art Dubai, où une autre puissance régionale a fait une OPA notable : l'Arabie saoudite. La fondation Misk, fraîchement créée par le prince héritier Mohammed Ben Salman, est le sponsor de la section moderne de la foire. Cette même fondation a créé un film de propagande pur jus en réalité virtuelle au nom éloquent *Reframe Saudi*. Le King Abdulaziz Center y dispose d'un stand pour annoncer le lancement du prix Ithra.

Quant à la fondation privée saoudienne Art Jameel, elle ouvrira, en novembre, un espace de 10 000 m² à Dubaï. « La première fois qu'on a participé à la foire, voilà neuf ans, les gens n'arrivaient pas à croire qu'il y ait de l'art en Arabie saoudite. Les deux mots semblaient incompatibles », se souvient encore Mohammed Hafez, cofondateur de la galerie Athr de Djeddah.

Reconnaissons-le, le parrainage financier de l'Arabie saoudite n'a pas d'impact sur le contenu de la section moderne, où l'on trouve notamment un artiste égyptien audacieux, Hamed Abdalla, qui,

« La foire n'a jamais accueilli de galeries du Qatar. Et, admettons-le, il y a très peu d'artistes dans ce pays »

PABLO DEL VAL
directeur artistique
d'Art Dubai

dans les années 1960, a inventé un alphabet plastique, dessinant des mots parfois osés comme « admettre » avec des silhouettes aux poses assurément suggestives... Le *soft power* saoudien s'accompagne d'ailleurs d'un discours presque lénifiant. « Nous ne sommes pas une organisation politique et nous sommes ouverts aux débats », affirme Antonia Carver, directrice de la fondation Art Jameel. Et d'ajouter : « Nous avons dans notre collection des artistes qataris et iraniens. »

« L'art transcende la politique », martèle de son côté la directrice du salon, Myrna Ayad. La trans-

endance a ses limites. Le Qatar était totalement absent des cimaises, cette année. « La foire n'a jamais accueilli de galeries du Qatar, ce n'est pas nouveau », réplique Pablo del Val, directeur artistique d'Art Dubai. Et admettons-le, il y a très peu d'artistes dans ce pays. »

La rupture des relations diplomatiques avec le Qatar pose toutefois un problème de taille : l'absence des gros acheteurs qataris, comme l'entrepreneur Tarik Al-Jaidah, ou le Musée Mathaf, qui, en matière de *soft power*, a plusieurs longueurs d'avance sur les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. ■

ROXANA AZIMI

LE CHEF-D'ŒUVRE OUBLIÉ DE MARIVAUX

LE PETIT-MAÎTRE CORRIGÉ

MARIVAUX / CLÉMENT HERVIEU-LÉGER

EN EXCLUSIVITÉ AU CINÉMA

DU 25 MARS AU 31 MAI

COMÉDIE FRANÇAISE

INFORMATIONS ET RÉSERVATION SUR PATELIVE.COM

« Max et Maestro » : quand le classique a droit de cité

Avec sa nouvelle série d'animation, France 4 entend sensibiliser les plus jeunes à ce registre musical

FRANCE 4
LUNDI 26 - 17H 15
SÉRIE D'ANIMATION

Du rap au classique, il n'y a qu'un pas. Max en fait l'expérience. Bassiste d'un groupe de hip-hop, Les Ninjas VNR, c'est un garçon populaire et apprécié dans la cité tranquille où il vit avec ses parents. A 11 ans, il jongle entre matchs de basket et concerts de rap.

Un jour, alors qu'il joue avec ses amis, le jeune garçon rencontre inopinément le Maestro, un vieil homme qui habite dans le grand manoir niché au milieu des barres d'immeubles. Tout le monde se méfie de ce « vieux fou » un peu toqué qui n'a cependant rien d'un détraqué. Il s'agit d'un chef d'orchestre de renommée internationale, à l'image de celui qui lui prête sa voix et son image : Daniel Barenboim. Max se découvre alors une passion et un talent certain pour le registre classique (et la musique en général). Petit bémol : cette nouvelle vocation doit rester secrète, car il ne tient pas à devenir la risée de la cité.

Et pour cause. Qui écoute cette musique de « vieux », de « croquemort », comme la définissent les amis de Max ? Pas grand monde dans l'entourage du garçon, et sans doute parmi les téléspectateurs du programme diffusé



Extrait du dessin animé de Christophe Pinto. MONELLO

dans la case des « Minikeums » de France 4. Sensibiliser les plus jeunes à la musique classique tout en parlant de leur quotidien : tel est le pari de la chaîne avec *Max et Maestro*.

« S'écouter les uns les autres »

Les enseignements que délivre le Maestro ont autant leur place sur une partition que dans la vie de Max, ce Billy Elliot de la cité.

« S'écouter les uns les autres » : voilà un adage valable lors d'un concert tout comme dans un groupe d'amis. Aussi, qu'on soit d'humeur joyeuse ou morose, il suffit d'un rien pour changer de tonalité, passer du mode mineur au mode majeur. Chaque épisode propose ainsi une pratique musicale qui s'accorde à la vie de chacun.

La série offre un savant mélange de musique classique et de culture

urbaine. Un peu comme dans *La Haine*, le film de Mathieu Kassovitz, quand les *punchlines* de NTM se mêlent aux vibratos du *Non, je ne regrette rien*, d'Edith Piaf, sur les platines du DJ Cut Killer. Un « mix » que l'on retrouve ici dans la bande originale, signée par le rappeur Akhenaton, qui avait déjà participé à la musique de « Foot 2 rue », autre programme de France Télévisions aux tonalités rap.

Lors de la conférence de presse présentant cette série d'animation, Akhenaton a rappelé que le rap a toujours été lié à la musique classique, notamment grâce à la technique du sampling, qui permet de mêler tous les styles de musiques. « *Les gens du classique ont le regret que leur musique ne soit pas connue ; nous, on aimerait que la nôtre soit reconnue* », expliquait-il, tout en reconnaissant n'écouter de la « grande » musique que lorsqu'il veut sampler. Ce type de programme, selon lui, est nécessaire dans une période « où les gens sont placés dans des cases qu'il faut chercher à déconstruire ».

D'ailleurs, le propos de *Max et Maestro* n'est pas de cloisonner les deux styles musicaux. Au contraire, ils s'enrichissent à travers le personnage de Max, qui perçoit la complémentarité de ces genres communément présentés comme antithétiques.

« Il s'agit d'offrir à beaucoup d'enfants l'occasion de découvrir une musique qu'ils entendent très peu chez eux », résume Tiphaine de Ragueneil, la directrice des programmes de France 4. Avec *Max et Maestro*, elle entend ainsi démocratiser un genre souvent qualifié d'élitiste en lui donnant une place de choix dans sa grille jeunesse. ■

CAMILLE LANGLADE

Max et Maestro, réalisé par Christophe Pinto (52 x 11 min 30).

« The Lost City of Z », le rêve perdu de l'homme blanc

Entre action, épopée historique et biopic, une adaptation élégante signée James Gray du livre de David Grann

CANAL+
LUNDI 26 - 23H 30
FILM

Adapté d'un ouvrage de David Grann, lui-même inspiré des exploits de l'explorateur Percival Harrison Fawcett, *The Lost City of Z* procède d'un discret mais implacable travail critique de ce qui fut peut-être, longtemps, un des rêves de l'homme blanc occidental.

Officier déclassé en raison d'une généalogie imparfaite (son père était joueur et alcoolique), Percy

Fawcett est envoyé en Bolivie, aux sources de l'Amazonie, par la Société royale géographique londonienne pour y pratiquer un relevé de frontières. L'expédition prend, au terme d'un voyage périlleux, une autre dimension.

Convaincu d'avoir trouvé les vestiges d'une civilisation perdue, se heurtant à l'incrédulité des autorités, Fawcett va tenter d'en apporter la preuve aux cours d'une seconde expédition qui, là encore, ne comblera pas ses attentes.

The Lost City of Z devient le récit d'une obsession dont la significa-

tion n'est sans doute pas tout entière réductible à la psychologie du personnage central. Car la quête de Fawcett va se nourrir de la frustration engendrée par l'inaboutissement autant qu'elle va bousculer les prescriptions de la société et de sa vie de famille ; celle-ci étant réduite aux moments que passe chez lui l'homme, entre deux expéditions, découvrant ses enfants grandis, se heurtant à l'insatisfaction d'une épouse cantonnée à la place que la société lui impose.

L'élégance du film de James Gray réside dans cette manière, unique,

de faire ressentir les forces contradictoires qui entraînent le désir d'aventure et de savoir de Fawcett et s'y opposent tout autant. L'expression rentrée, voire coincée, des sentiments y souligne paradoxalement la mégalomanie d'un personnage espérant conjurer le sort de sa paternité honteuse et qui, pour cela, peut-être, entraînera son fils dans ce qui n'aura sans doute été (le doute demeure) qu'un songe fatal.

On pourrait citer une lignée cinématographique pour définir *The Lost City of Z* : Stanley Kubrick

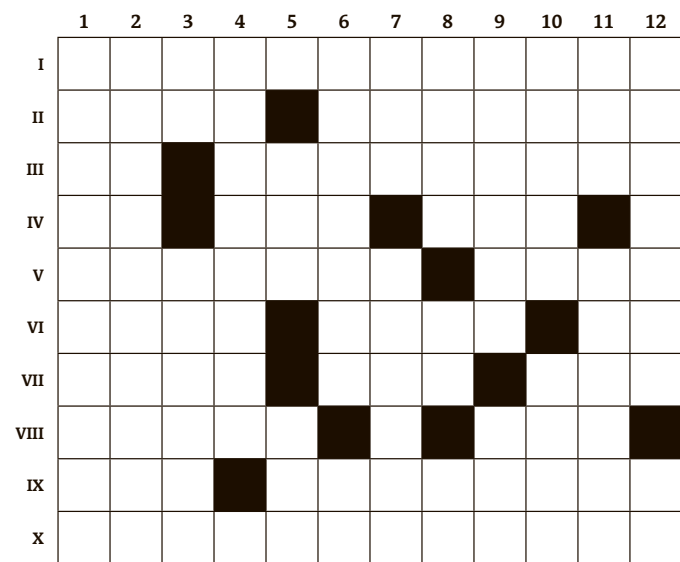
pour la description de mécanismes abstraits qui meuvent les individus, David Lean pour le goût de l'épopée, Luchino Visconti pour cette intelligence des forces sociales confrontées à la malédiction des liens du sang. Mais ce serait peut-être passer à côté de la singularité du travail de Gray, qui combine avec une subtilité inouïe toutes ces préoccupations. ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

The Lost City of Z, de James Gray. Avec Charlie Hunnam, Robert Pattinson (EU, 2016, 140 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 18 - 072
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 18 - 071

HORIZONTALEMENT I. Epouvantable. II. Cannelier. Am. III. Orteil. Tenté. IV. Ut. Slices. Tt. V. Lis. Lear. Lai. VI. Ecrement. Mets. VII. Mir. Utiles. VIII. Epias. Notion. IX. Nénies. Iront. X. Transparente.
VERTICALEMENT 1. Ecoulement. 2. Participer. 3. Ont. Surina. 4. Unes. Ain. 5. Veilleuses. 6. Allient. Sp. 7. Ni. Catin. 8. Téter. Loir. 9. Arès. Métré. 10. Lésion. 11. Lattât. Ont. 12. Emétisante.

HORIZONTALEMENT

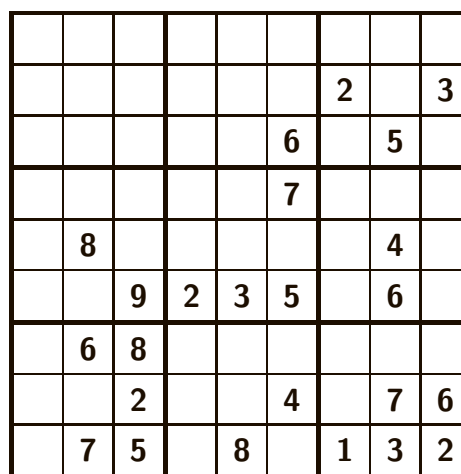
I. Inspiré mais pas suivi par les autorités en place. II. Franchir le pas. Elle connaît la musique et même la danse. III. On le connaît en musique. Engagement au journal. IV. En amont de la rivière. Plume américaine née en France. Ouverture sur *Le Monde*. V. Sans respect pour le sacré. Le ciel divin des Sumériens. VI. Ont repris la route avec Macron. On devrait pouvoir compter dessus. Morceau de sucre. VII. Dans l'ensemble. Dit vrai. Oublie parfois qu'elle gère aussi des hommes. VIII. Garnit les plus belles doudounes. Richesse égyptienne. IX. Chez Victor, il s'amuse. Mise en circulation. X. Plus moelleuses une fois piquées.

VERTICALEMENT

1. Elaborée et tendue par les poulets. 2. Appréciation de base. 3. Personnel. Annonce pour plus tard. 4. Devrait éviter les guerres religieuses. 5. Ville aux bulles d'or. Crie chez les porteurs de bois. 6. Fis le malin. En bleu et en blanc. 7. Réserve en cave. Parti dans l'espoir de trouver mieux ailleurs. 8. Egalement à l'ancienne. Romains. Fond de cour. 9. Bloques les issues. Répare de frelons. 10. Renvoie à l'œil. Bien décidée. 11. En préparation. Finement repliée. 12. Nous a entraînés derrière *Un homme et une femme*. Préposition.

SUDOKU

N°18-072



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

5	2	7	8	4	1	3	6	9
6	4	3	9	2	7	8	5	1
1	9	8	5	6	3	4	2	7
4	1	2	3	7	9	6	8	5
8	6	9	1	5	2	7	4	3
3	7	5	4	8	6	1	9	2
2	8	4	7	3	5	9	1	6
9	3	6	2	1	8	5	7	4
7	5	1	6	9	4	2	3	8

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS). Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00 Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €. Courrier des lecteurs blog : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr Médiateur : mediateur@lemonde.fr Internet : site d'information : www.lemonde.fr/ ; Finances : <http://finance.lemonde.fr/> ; Emploi : www.talents.fr/ ; Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr/> Documentation : <http://archives.lemonde.fr/> Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60 La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037

Publicité
Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le N°FI/37/001.
Environnement : P10t = 0,009 kg/tonne de papier

Sens & santé
Face aux allergies
Et si votre santé devenait un art de vivre ?
NOUVEAU
N°7 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde en vente actuellement

En kiosque

DANS LA TÊTE DES ROBOTS
Hors-série

ELLES
bousculent le monde
Hors-série

LE BILAN DU MONDE
Hors-série

Collections

GÉNIES MATHÉMATIQUES
Dès jeudi 22 mars, le volume n°1 GAUSS
Une révolution de la théorie des nombres

Le Monde
Dès mercredi 21 mars, le volume n°9 LOUXOR ET KARNAK

PINK FLOYD LA COLLECTION REMASTERISÉE
Dès mercredi 21 mars, l'album n°10 THE PIPER AT THE GATES OF DAWN

Nos services

Lecteurs

Abonnements
3289 Service 0,30 € / min + prix appel
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde
www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde
Tél. : 01-57-28-28-28

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.doufcreme.fr

Le Monde Le Carnet

Vous pouvez nous transmettre vos annonces chaque dimanche, de 9 heures à 12 h 30, pour la parution du lendemain.

Tarif à la ligne, réduction pour nos abonnés : nous consulter.

Pour toute information Carnet :
☎ 01 57 28 28 28
☎ 01 57 28 21 36
✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Thomas Audo et son épouse, Amélie Antoine Audo, leurs enfants, Violette et Octave Audo, Matthieu Audo et sa compagne, Laetitia Doumeng, et ses enfants, Flore, Nils et Jules Balleydier,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel AUO,

survenu le 20 mars 2018, à Sèvres, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 26 mars, à 11 heures, à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).

Alice Ballan, née Dupuy, sa femme, Marie Cécile et Jean-Claude, Noémie, Pauline, Sabine et Thierry, Corentin, Lucas, Madeleine, Claire et Olivier, Garance, Etienne et Vanessa, Gabriel, Suzanne, Lisa, ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques BALLAN,

survenu le 20 mars 2018, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 26 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, Paris 17^e.

L'inhumation aura lieu mardi 27 mars, à 10 h 30, au cimetière de Bouliac (Gironde).

Eric et Maria, ses enfants, Paloma et Raphaël, ses petits-enfants, Alma, Gabriel, Honoré et Basile, ses arrière-petits-enfants, Suzanne, sa sœur Et toute la famille,

ont l'immense peine de faire part du décès soudain de

Augustin DUMAGE, photographe,

survenu le 17 mars 2018, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

89, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

La famille de

Philippe ELLEC

a l'immense douleur de faire part de son brutal décès, survenu le 9 mars 2018, dans sa cinquante-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu le 20 mars.

Sa famille, très touchée par la sympathie dont vous avez fait preuve à la suite de ce deuil qui vient de l'affecter vous remercie sincèrement.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Franck Johannes, Marie-Pierre Lannelongue, Virginie Malingre, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtios, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Philippe Lecœur, Michael Szadkowski
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenkoff
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papi
Médiateur Franck Nouchi
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Befla, président, Sébastien Carganico, vice-président

Diane et Michaël, ses enfants, leurs conjoints, Sonia et Anton, Naia, Matvei et Gricha, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marlyse LESCOT, veuve de **Roger LESCOT,**

le 21 mars 2018, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Elle s'en est allée paisiblement mais restera dans nos cœurs.

Assia Quyyollet, son épouse,

Emmanuelle et Matthieu, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude QUYYOLLET, préfet de région honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 21 mars 2018.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris 17^e, le mercredi 28 mars, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sa famille Et ses amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

Jacqueline SERGENT, âgée de quatre-vingt-dix-huit ans.

La célébration des adieux a eu lieu en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Ivry-sur-Seine, le vendredi 23 mars 2018.

Anniversaires de décès

Il y a un an, le 23 mars 2017,

Mario BETTATI, professeur émérite à l'université Panthéon-Assas, ancien doyen de la Faculté Jean-Monnet, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

nous quittait.

Avec toute leur affection. Ses enfants Et ses petits-enfants.

Il y a vingt ans,

François MANENTI nous a quittés.

Il est toujours dans nos cœurs et nos pensées.

Gorana, Alexis et Vladimir.

Pour Guy et Sylvie, ses parents Et leur famille.

Vingt ans que notre ami,

Pierre SABBAH nous a quittés.

Nous sommes nombreux à nous souvenir.

Il y a vingt-trois ans, le 26 mars 1995, disparaissait

Raymond WEIL, helléniste, membre de l'Institut.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Commémoration

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France » et le Memorial de la Shoah, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des 1 008 déportés du convoi n° 53 partis, il y a 75 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination de Sobibor.

Dimanche 25 mars 2018, 12 heures.

Lecture des noms des déportés du convoi n° 53.

Mémorial de la Shoah, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 17 18.
Email : lieux@memorialdelashoah.org

Colloques

MUSÉE DU QUAI BRANLY JACQUES CHIRAC

Musée du quai Branly - Jacques Chirac

Colloque international « Archéologie et matérialités du pouvoir avant l'Empire »

en hommage à Santiago Uceda, archéologue, directeur du musée Huacas de Moche (Pérou) et commissaire de l'exposition « Le Pérou avant les Incas ».

Ce colloque, qui s'adresse à un large public, exposera les résultats scientifiques des fouilles présentées dans le cadre de l'exposition « Le Pérou avant les Incas » et abordera les questions soulevées par des fouilles similaires dans d'autres régions du monde.

Jeudi 29 mars 2018
• 9 h 30 - 13 heures : **Archéologie du pouvoir au Pérou**

• 14 h 30 - 18 heures : **Perspectives comparatives**

Au Théâtre Claude Lévi-Strauss, musée du quai Branly - Jacques Chirac, Paris, 37, quai Branly, Paris 7^e.

Entrée libre et gratuite, dans la limite des places disponibles

En anglais, espagnol et français avec traduction simultanée

www.quaibrantly.fr

Conférence

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE

Rencontre de la société des lecteurs « La géométrie des flocons de neige - Auditorium Le Monde »

A l'occasion du lancement de la nouvelle collection du Monde « Génies des mathématiques », Le Monde et la Société des lecteurs ont le plaisir de vous inviter à une conférence d'Etienne Ghys, animée par Hervé Morin, journaliste au Monde.

En 1611, le mathématicien et astronome Johannes Kepler fut peut-être le premier à jeter un regard scientifique sur les flocons de neige. Pourquoi ont-ils six branches, pourquoi sont-ils plats, pourquoi sont-ils tous différents, tout en se ressemblant ? Quatre siècles plus tard, on comprend mieux, mais on ne comprend pas tout. Il aura fallu le travail d'artistes, de physiciens et de mathématiciens.

Etienne Ghys, membre de l'Académie des sciences et directeur de recherche au CNRS et parrain de la collection, vous raconte cette aventure scientifique.

le jeudi 29 mars 2018, à 19 heures,

Auditorium du journal Le Monde, 80, boulevard Auguste-Blanqui Paris 13^e.

Réservation obligatoire par mail uniquement et dans la limite des places disponibles à sdl@lemonde.fr

Communication diverse

S.O.S Amitié

SOS AMITIE
Envie d'être utile ? Venez nous rejoindre dans un centre proche de chez vous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et par internet ceux qui souffrent de solitude, mal-être et pensées suicidaires.

Nous ne répondons qu'à 1 appel sur 7 et recherchons des écoutants bénévoles. L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre.

Horaires flexibles, formation assurée. RDV sur www.sosamitieidf.asso.fr

Nominations

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

Le vendredi 23 mars 2018 ont été élus à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres deux nouveaux associés étranger

• **M. Frankwalt Möhren,** linguiste, spécialiste de la lexicologie de l'ancien français, professeur émérite à l'université de Heidelberg, directeur émérite du Dictionnaire étymologique de l'ancien français, né à Kalisz (Pologne), le 16 juillet 1942, de nationalité allemande.

• **M. Salvatore Settis,** archéologue et historien de l'art italien, professeur émérite à l'École normale supérieure de Pise dont il a été aussi le directeur, président du conseil scientifique du musée du Louvre, membre de l'Accademia dei Lincei, né à Rosarno (Italie), le 11 juin 1941.

Le Monde partout tout le temps avec vous

Formule Intégrale

6 mois 169€

BULLETIN D'ABONNEMENT 173EMQAD6M

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

OUI, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde pendant 6 mois pour **169€** au lieu de **434,20€** (prix de vente en kiosque). L'accès à l'**Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7 + **6 quotidiens + tous les suppléments** + **M le magazine du Monde.**

Je règle par :
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
 Carte bancaire : Carte Bleue Visa Mastercard

Expire fin : _____ Date et signature obligatoires

Noter les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

Je révoque de la possibilité pour nos porteurs de se servir votre adresse

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Localité : _____ E-mail : _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires OUI NON

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

Maison individuelle Interphone : oui non Dépôt chez le gardien/accueil Dépôt spécifique le week-end
 Immeuble Boîte aux lettres : _____
 Digicode N° _____ Nominative Collective Escalier N° _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2018. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.

Lauréate du prix Goncourt 2016 pour son deuxième roman, *Chanson douce*, vendu à 600 000 exemplaires et traduit en 40 langues, l'écrivaine franco-marocaine a été nommée, en novembre 2017, représentante personnelle d'Emmanuel Macron pour la francophonie, et présidera en juin le prix du Livre Inter.

Je ne serais pas arrivée là si...

Si mon père n'était pas mort quand j'avais 22 ans, dans des circonstances assez tragiques. Ce qui lui est arrivé nous a prouvé à ma mère, mes sœurs et moi qu'en réalité rien ne protège. Nos parents avaient voulu pour nous de très bonnes études, des métiers sûrs, l'indépendance financière. Mais tout s'est écroulé, on s'est rendu compte qu'un malheur est toujours possible, qu'il faut donc essayer de faire ce qu'on a envie de faire. Ma mère, qui était très anxieuse, a compris mon envie de faire du théâtre, d'écrire, elle m'a soutenue. Et puis je pense aussi que je n'aurais pas pu écrire ce que j'ai écrit si mon père avait été vivant. Peut-être qu'au fond sa mort m'a désinhibée.

Votre père, Otmane, était banquier, au Maroc. Il a été accusé de détournement de fonds, c'est cela ?

Papa a connu une ascension professionnelle et sociale assez fulgurante. Il venait d'un milieu modeste, à Fès, avec une maman analphabète. Il a fait des études d'économie en France, il est devenu professeur à la fac de Rabat au retour, puis secrétaire d'Etat à l'économie, dans les années 1970, et président d'une grande banque, le Crédit immobilier et hôtelier (CIH). Il a été mis dehors quand j'avais 13 ans et n'a plus jamais retravaillé. Il s'est retrouvé au cœur d'un scandale de détournement de fonds. Ça a été une longue descente aux enfers. Il n'a jamais voulu fuir le Maroc parce qu'il se savait innocent. Il a été incarcéré alors que j'avais 21 ans. Il est mort en sortant de prison. Quelques années après, il a été entièrement innocenté, à titre posthume. C'était une erreur judiciaire, il avait servi de bouc émissaire. Cela a bouleversé notre vie.

Vous avez vécu une adolescence avec un père à la maison, un père que vous voyiez déchoir ?

Oui, c'était une déchéance. D'un côté, c'était très dur. Je le sentais qui souffrait. Il attendait, je ne sais quoi. Que ça se résolve. Que la vie reprenne. Ma mère devait faire vivre le foyer, payer nos études, s'occuper de tout. Je lui voue une admiration extraordinaire ! Elle a beaucoup contribué à mon envie d'indépendance, à mon féminisme. En même temps, mon père était d'une intelligence et d'une érudition hors du commun, il lisait deux livres par jour. Le côté positif, c'est que j'ai rencontré ce père. Il ne travaillait plus douze heures par jour. Les circonstances agissaient comme un filtre, il n'y avait plus d'apparences, juste les amis fidèles, la vie familiale. Mon père regardait des séries qu'on aimait, il riait avec nous, s'intéressait à notre génération, à notre féminité, on discutait beaucoup. Ce n'était pas que triste. Il m'a transmis l'amour des livres et son intérêt pour la philosophie et la politique.

Son emprisonnement a dû être un cataclysme...

C'était très, très violent. On l'a vécu à quatre, avec ma mère, encore plus extraordinaire que l'extraordinaire habituel. Ma mère, ce superhéros. Son soutien à mon père, sa dignité, son courage, sa force physique, même. Sa façon de nous protéger... Avec mes sœurs, on était d'un milieu bourgeois, très doux, on pensait que ce genre de choses n'arrivait qu'aux autres. La prison marocaine de droit commun, on n'imaginait pas en France ce que c'est, vous entrez dans une autre dimension ! Mon père y a passé quatre mois alors qu'il avait déjà 61 ans... Ça m'a donné très jeune une forme de lucidité sur le statut social, le succès, l'amitié, qui ne me quitte pas même quand je reçois le Goncourt.

Devez-vous votre double nationalité franco-marocaine à vos grands-parents maternels ?

Oui, ma grand-mère était une jeune fille de la bourgeoisie alsacienne. Elle a rencontré mon grand-père quand il a libéré son village, à la fin de la guerre. C'était un officier de l'armée française, un spahis avec le turban et tout l'apparat, d'une beauté extraordinaire. Elle est tombée sous son charme, lui aussi. Elle l'a suivi, elle avait un tempérament d'aventurière. Elle a débarqué dans une maison traditionnelle de la médina de Meknès, dans une belle-famille où l'on parlait à peine les français...

C'est un roman !

Ce sera un roman, bien sûr ! Ma grand-mère a tout de suite appris à lire et écrire l'arabe. C'était la femme blanche mariée à un indigène... Vous imaginez, dans la société coloniale raciste de Meknès ! Les Fran-

çais ne voulaient pas la fréquenter. Elle se battait aussi contre le machisme de la société marocaine. Elle n'a jamais négocié avec ses convictions. Le couple a traversé la colonisation, l'indépendance, de grosses difficultés financières sur son exploitation d'oliviers... Je viens vraiment d'une lignée de femmes assez coriaces ! Et extrêmement bonnes.

Ma grand-mère avait créé un dispensaire. Ma mère a consacré sa vie à la médecine. Elle était ORL et n'a jamais fait payer les pauvres, elle était connue pour ça. Elle nous enseignait ce que c'était de faire face à la grande pauvreté, à la dureté de la société marocaine, à ses inégalités criantes. Nous, on vivait dans une bulle, de manière totalement marginale, selon nos propres codes, valeurs, au milieu des livres et des films.

Avec toute une scolarité effectuée au lycée français de Rabat...

On était très protégées, avec mes sœurs, très loin de la société, dans une bourgeoisie un peu hors sol. Adolescente, j'étais même révoltée par rapport à ça. J'avais envie d'un destin collectif, d'appartenir à un groupe. Je ne me sentais ni marocaine ni française – d'ailleurs c'est un peu toujours le cas.

Ce que je retiens de l'enfance, c'est l'ennui. On vivait dans un quartier éloigné du centre-ville où le cinéma et le théâtre n'étaient pas terribles, on se sentait à la périphérie du monde. L'ennui a nourri mon envie de lecture et d'écriture. J'étais très solitaire. Et travailleuse, mais j'adorais ça ! Ma première prise de conscience sur la société marocaine, ça a été une conscience de la misère. Grâce à ma mère, à ma nounou dont je voyais la vie, à



ED ALCOCK/M.Y.O.P.

Leïla Slimani « La mort de mon père m'a désinhibée »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité avec, comme point de départ, un moment décisif pour la suite de sa vie. Cette semaine, l'écrivaine franco-marocaine lauréate du Goncourt en 2016

LA MISE EN EXAMEN DE NICOLAS SARKOZY

Avec Kadhafi, une relation tumultueuse

Les liens entre la France et la Libye ont toujours été un inextricable écheveau, et ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui a simplifié les choses, estime le politiste américain Ronald Bruce St John

Par RONALD BRUCE ST JOHN

Cinquante millions d'euros de contribution à une campagne électorale, d'énormes marchés pour l'industrie française, l'assassinat d'un tyran : la relation entre l'ancien président Sarkozy et le dirigeant libyen Kadhafi est rapidement devenue un écheveau embrouillé de vérités, de demi-vérités et de mensonges.

Au cours de sa première année de mandat, Nicolas Sarkozy signa avec le régime Kadhafi un plus grand nombre d'accords commerciaux que n'en avaient conclu l'ensemble des gouvernements français de 1969 à 2007. Moins de quatre ans plus tard, il se démenait pour faire adopter à l'ONU une résolution instaurant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Cette politique évolua très vite vers des actions militaires visant à un changement de régime. En 2013, les soupçons de financement illégal de la campagne de Sarkozy par la Libye entraînaient l'ouverture d'une enquête. Ce 21 mars 2018, Sarkozy a été mis en examen pour « corruption passive », « financement illégal de campagne électorale » et « recel de détournement de fonds publics libyens ». Comment faire pour débrouiller cet écheveau ?

Le mieux est de commencer par examiner les relations franco-libyennes au cours des quarante-deux années pendant lesquelles Kadhafi a dirigé son pays. Durant cette période, les relations bilatérales n'ont cessé de connaître des hauts et des bas. En janvier 1970, la France acceptait de vendre 110 Mirage à la Libye. C'était la plus grosse vente d'armes française de tous les temps. Dix ans plus tard, en février 1980, le gouvernement libyen laissait des manifestants incendier l'ambassade de France à Tripoli et le consulat français à Benghazi.

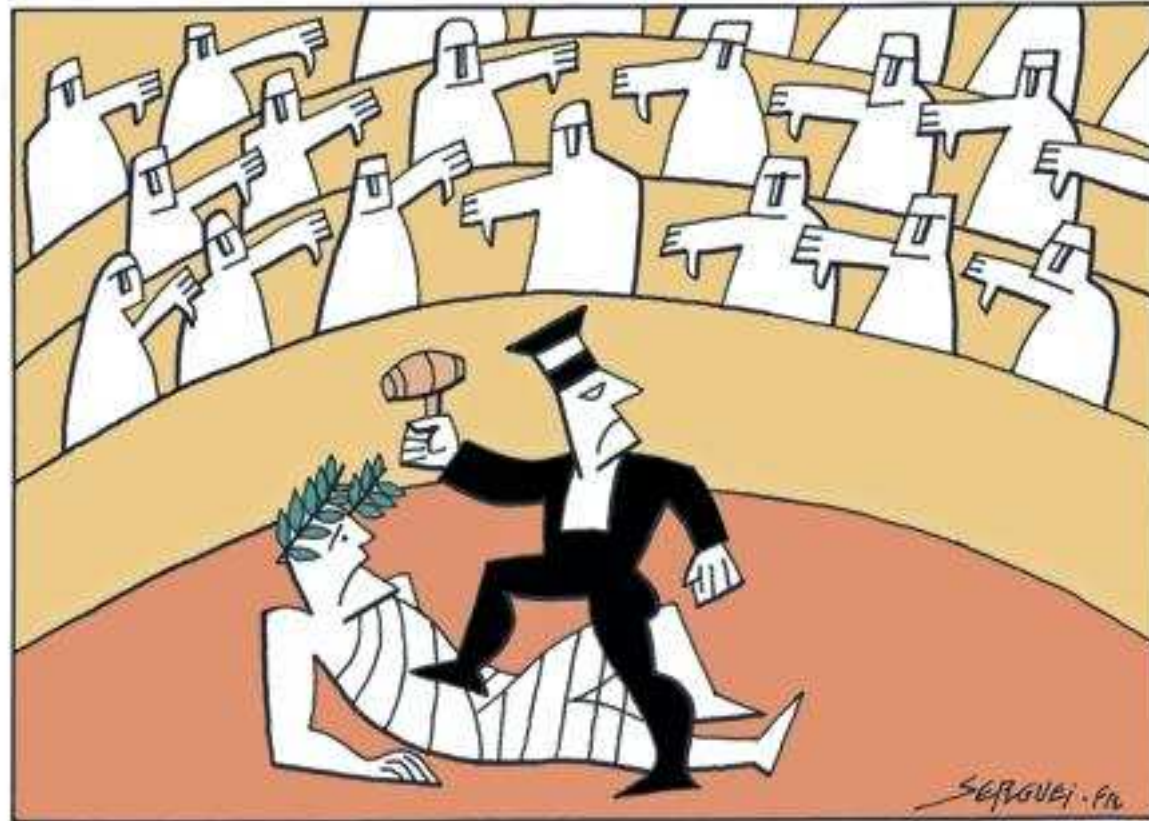
La France et le régime de Kadhafi se trouvèrent à nouveau brouillés, à la fin du XX^e siècle, en raison de l'implication libyenne dans l'attentat de 1989 contre le vol UTA 772 reliant Brazzaville à Paris. En mars 1999, six ressortissants libyens, jugés responsables de l'attentat, étaient condamnés par contumace à la réclusion à perpétuité par un tribunal parisien. Quatre mois plus tard, Kadhafi acceptait de verser 200 millions de francs

aux familles des victimes. Fin 2000, les relations bilatérales s'étaient à nouveau détériorées. Toutefois, les relations commerciales et diplomatiques s'améliorèrent au cours des années suivantes. En février 2002, les liaisons aériennes entre Paris et Tripoli furent rétablies après dix ans d'interruption. En janvier 2004, la Libye acceptait d'augmenter les compensations financières versées aux familles des victimes de l'attentat du DC-10 d'UTA. En novembre 2004, Jacques Chirac se rendait à Tripoli. C'était la première visite d'un président français en Libye depuis plus de vingt ans.

UNE VISITE À PARIS CONTROVERSÉE

Avec la levée du régime de sanctions imposées par les Nations unies, les principales puissances européennes se précipitèrent en Libye pour profiter des opportunités commerciales ainsi ouvertes. Dans cette folle ruée, le réusite de Sarkozy apparut comme particulièrement remarquable. Le président et sa femme, à l'époque, Cécilia Attias, jouèrent, en juillet 2007, un rôle éminent public dans la libération de six infirmières bulgares emprisonnées en Libye pour avoir prétendument propagé le virus du sida. Un mois plus tard, la France et la Libye annonçaient une énorme vente d'armes pour un montant approximatif de 300 millions d'euros. Ce marché était le premier contrat d'armement conclu par la Libye avec un pays occidental depuis la levée de l'embargo international sur les armes, qui lui avait été imposé, en 2004.

L'intérêt soutenu du président Sarkozy pour le régime de Kadhafi tendrait à accréditer la mise en examen pour corruption annoncée cette semaine. En 2007 déjà, des voix s'élevaient pour affirmer que la libération des infirmières et la conclusion du contrat d'armement étaient liées. Le président Sarkozy s'attira de nouvelles critiques lorsqu'il invita Kadhafi à Paris, dans ce qui apparut comme un remerciement pour la libération des infirmières. C'était la première visite du dirigeant libyen dans une grande capitale européenne depuis la levée des sanctions de l'ONU. Cette visite d'Etat procura à Kadhafi ce qu'il convoitait le plus – la respectabilité et la légitimité. Après que Sarkozy l'eut autorisé à planter sa tente chauffée dans les jardins



de l'hôtel Marigny, Kadhafi apposa sa signature au bas de contrats dont le montant frisait les 10 milliards d'euros.

Pendant sa visite officielle, de nombreuses personnalités françaises refusèrent de rencontrer Kadhafi. Les médias aussi se montrèrent extrêmement critiques, accusant Sarkozy de subordonner la morale publique à des gains commerciaux. Aux Etats-Unis, la grande majorité des Américains accueillirent la visite parisienne de Kadhafi avec le même sentiment d'indignation. La plupart estimèrent que la présidence française et la France elle-même étaient rabaisées par la présence de Kadhafi.

En 2011, la révolution du 17 février en Libye eut comme point d'orgue la mise à mort de Kadhafi. Alors que l'administration Obama, selon la célèbre formule, « dirigeait de l'arrière », le président Sarkozy fut l'actif initiateur d'une alliance militaire contre le régime. Les forces aériennes françaises jouèrent un rôle de premier plan dans la campagne militaire qui suivit. Le mandat des forces de l'OTAN opérant en Libye était de « prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils (...) sous la menace d'attaques ». Toutefois, les forces de l'OTAN outrepassèrent rapidement cette mission et entreprirent de cibler Kadhafi lui-même. A la fin du printemps 2011, les responsables internationaux admettaient ouvertement qu'il était hors de question de permettre à Kadhafi de rester au pouvoir. A ce mo-

ment-là, il n'y avait aucune raison de penser que l'appui apporté par Sarkozy au changement de régime était motivé par le souhait d'éliminer un rival qui susceptible de le gêner.

En mars 2011, Saïf Al-Islam Kadhafi, le fils aîné du Guide, déclara que la Libye avait financé la campagne électorale de Sarkozy en 2007. Alors que Sarkozy s'activait pour rassembler des soutiens en vue d'instaurer une zone d'exclusion aérienne en Libye, la plupart des observateurs considérèrent à l'époque cette affirmation comme une fausse nouvelle. Un an plus tard, le site d'investigation français *Mediapart* reprenait l'accusation en se fondant sur des documents ayant fuité. L'enquête officielle pour soupçons de « financement illégal de campagne électorale » par le régime Kadhafi fut ouverte en 2013.

UNE CONVICTION VALIDÉE

La mise en examen du président Sarkozy suscite des réactions mitigées aux Etats-Unis. La majorité des Américains ne connaissent pas grand-chose à l'affaire et ne s'y intéressent guère. Cela est dû en partie au passage des années. Mais surtout, depuis quatorze mois, l'administration Trump offre aux Américains le spectacle hebdomadaire, sinon quotidien, d'un comportement scandaleux. Les fautes présumées commises par un président français il y a plus d'une dizaine d'années n'émeuvent tout simplement pas l'Américain moyen,

confronté jour après jour à des exemples de mauvaise conduite. L'affaire Sarkozy suscite en revanche un vif intérêt dans les milieux universitaire, journalistique et politique. Une petite minorité de leurs membres avait, à l'époque, critiqué quasiment chaque étape de l'intervention de l'OTAN. Ceux-là se sentent donc réconfortés par la mise en examen de Sarkozy, car elle valide leur conviction.

Un nombre beaucoup plus grand d'Américains bien informés estiment au contraire qu'intervenir était la bonne décision. Mais ils sont en désaccord avec la modification de l'objectif de la mission, qui a progressivement glissé vers le changement de régime. Ils critiquent également le fait que les Occidentaux n'ont formulé pour l'après-conflit aucun projet susceptible d'assurer la stabilité économique et la gouvernance démocratique. Les opinions de ce vaste groupe d'Américains informés n'ont guère de chances d'être modifiées par les soupçons de financement libyen de la campagne de Sarkozy ou par l'impact de ce financement sur la politique de Sarkozy à l'égard de la Libye en 2007 ou en 2011. ■ (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Ronald Bruce St John est docteur en science politique. Il a participé au groupe de travail sur la Libye mis en place par l'Atlantic Council et collabore régulièrement au « Journal of Libyan Studies »

LES FAUTES PRÉSUMÉES D'UN ANCIEN PRÉSIDENT FRANÇAIS N'ÉMEUVENT PAS L'AMÉRICAIN MOYEN

Rony Brauman « La Libye, c'est l'Irak de la France »

Pour le cofondateur et ancien président de Médecins sans frontières, l'éventuelle condamnation de Nicolas Sarkozy éclairerait d'un jour nouveau l'intervention militaire française

Entretien

Directeur de recherche à la Fondation Médecins sans frontières et professeur à l'IEP de Paris, auteur de *Guerres humanitaires? Mensonges et intox* (Textuel, 128 pages, 15,90€), Rony Brauman revient sur l'intervention militaire française en Libye, à laquelle il était opposé.

Comment considérez-vous la mise en examen de Nicolas Sarkozy ?

Une mise en examen n'est pas une déclaration de culpabilité, donc je me garderais bien de conclure avant que le jugement soit prononcé. Il n'en demeure pas

moins que c'est une occasion de revisiter les circonstances dans lesquelles cette guerre a été conduite, car il est manifeste que les présidences libyenne et française ont noué des liens étroits, qui se sont rompus à partir de février 2011. La vérité juridique, qui s'appuie sur des éléments probants, est une chose. La vérité historique et politique, elle, même si elle recoupe la vérité juridique, ne s'y réduit pas. On se souvient que, en janvier 2011, quelques semaines avant que Kadhafi ne devienne ce nouvel ennemi de l'humanité, une entreprise française livrait à son régime un système d'espionnage des communications, prétendument pour traquer les pédophiles – qui, d'un seul coup, semblaient devenir le problème majeur de la Libye –, mais en réalité pour

surveiller les opposants et les dissidents au régime. Autrement dit, la France continuait à soutenir Kadhafi, car un tel logiciel ne pouvait être fourni sans l'aval des autorités françaises. On est donc frappé par cette bascule soudaine du président français qui, du jour au lendemain, fait passer Kadhafi d'ami à ennemi, à la suite d'allégations mensongères de massacres.

L'intervention de l'OTAN n'était-elle pas justifiée afin de protéger la population libyenne ?

Les menaces du régime de Kadhafi sur la ville de Benghazi ont été considérablement et opportunément surévaluées. Elles auraient pu être jugulées par la présence militaire navale déjà sur place, annonçant que le bombardement de Benghazi ne resterait pas sans réplique. Or non seulement la France a envoyé ses Rafale sur Benghazi, mais elle a largement débordé la résolution 1973 de l'ONU, arrachée dans l'urgence par Alain Juppé. Or l'urgence disqualifie tout esprit critique. C'est ce qui était sans doute

voulu et c'est ce qui arriva. Du bouclier offert à la population de Benghazi, on est passé à l'attaque au sol, jusqu'à aller traquer Kadhafi à Syrte, et à l'abattre au moment où il fuyait dans un convoi non armé. Il a été délibérément éliminé et cette histoire pourrait être éclairée d'un jour nouveau lors de ce procès.

Comment éviter ces erreurs ?

Il faut commencer par établir les faits. Les parlementaires français feraient bien de suivre l'exemple de leurs homologues britanniques, qui ont enquêté sur les circonstances du déclenchement de cette guerre désastreuse, comme ils l'ont fait pour l'Irak. Leurs conclusions sont sans appel : cette guerre a été engagée sur des imputations mensongères et menée pour des raisons sans rapport avec les motifs invoqués. En 1990, la France est intervenue au Rwanda pour sauver un régime qui a dérivé vers le génocide, sans qu'aucun contrôle parlementaire ne soit exercé. Un minimum de sens de la responsabilité politique nous invite à

attendre du Parlement qu'il exerce son rôle de contrôle démocratique face à des décisions d'une gravité immense. Une enquête parlementaire sur le déclenchement de cette guerre en Libye est absolument nécessaire.

Emmanuel Macron considère que la France a « eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye ». Est-ce un changement de doctrine salutaire ?

Même si je suis loin d'être macroniste, j'ai été heureux de savoir qu'Emmanuel Macron – dont on qualifie pourtant la présidence de « jupitérienne » – a jugé cette intervention comme une erreur et qu'il soit critique à l'égard de la doctrine des néoconservateurs. L'intervention en Libye, c'est l'Irak de la France. Mais les guerres sont des choses trop importantes pour que leur décision soit laissée aux seules mains des dirigeants. Lorsque Jupiter déclenche la foudre, il faut que le Parlement soit présent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

Contre la corruption, mieux vaut une sanction civique des élus

Le rôle des opinions publiques est plus déterminant que celui des juges pour forcer les responsables politiques à renoncer à leurs pratiques, estime la spécialiste de la lutte anticorruption

Par ALINA MUNGIU-PIPPIDI

Comment expliquer qu'un pouvoir judiciaire, qui semble à moitié endormi pendant de nombreuses années dans un pays où la culture de l'impunité pour les puissants a toujours régné en maître, se réveille tout à coup ? C'est ce que j'ai demandé il y a quelques mois à Sergio Moro, le juge brésilien déjà entré dans la légende pour avoir mené l'opération « Car Wash », qui a conduit à la destitution d'un chef d'Etat et à de nombreuses condamnations de politiciens pour corruption. Après tout, le dossier judiciaire existait déjà depuis un certain temps et les magistrats brésiliens ont aussi des salaires élevés. Rien n'avait entre-temps changé au Brésil, m'a-t-il dit, absolument rien : pas de nouvelle loi, pas de ruse institutionnelle, seule la volonté du peuple avait changé. Les gens en avaient assez. Les attentes étaient très différentes de celles d'il y a dix ans, quand la corruption d'un président, par ailleurs grand champion de la justice sociale, n'intéressait personne. Du coup, un jour où un cas clair se présenta, les magistrats bougèrent.

La garde à vue de Nicolas Sarkozy pourrait-elle être le moment brésilien de la France ? Après tout, il suffit de regarder au-delà des Pyrénées où, entre juillet 2015 et septembre 2016, 137 fonctionnaires ou élus ont été jugés pour des accusations de corruption, selon le Conseil espagnol de la magistrature. Pour quoi ? Pour les actes perpétrés au cours des deux dernières décennies, qui ont entraîné jusqu'à ce qu'ils aient atteint la date à laquelle ils ne sont plus devenus supportables. L'austérité en Europe a contribué à rapprocher cet instant – et en fait, à le créer –, de la même manière que la crise économique mondiale a bouleversé les Brésiliens et mis en branle leur demande de responsabilité de la classe politique.

On aurait cru qu'en France, où au moins Emmanuel Macron a compris depuis longtemps que l'on ne peut combattre le populisme des masses que par une sorte de populisme des classes moyennes, il n'y a pas besoin d'une opération « Mani pulite » (« Mains propres ») à l'italienne (surtout quand cela produit un Silvio Berlusconi). On aurait pu croire que, par la suite, les responsables politiques cesseraient de se placer au-dessus des lois et de faire l'objet de conflits d'intérêts. Tout au moins que ce qui avait si longtemps dominé deviendrait une exception.

Mais ce n'est pas si simple. Les anciens politiciens n'étaient pas tous individuellement corrompus – loin de là –, mais ils faisaient tous partie de pratiques généralisées infâmes, notamment dans le financement des partis. L'introduction – encore incomplète selon les meilleurs standards internationaux – de règles sur les conflits d'intérêts des élus est arrivée si tardivement que beaucoup se défendent en affirmant qu'ils n'ont rien fait d'illégal. Cela implique que nous devons poursuivre un long chemin – introduire plus de lois et de restrictions, criminaliser le népotisme et augmenter les incompatibilités entre diverses fonctions, etc.

Mais est-ce la voie la plus efficace à suivre ? Les sociétés qui contrôlent le mieux la corruption dans le monde n'ont pas davantage de lois, mais au contraire en ont moins. Ce ne sont pas les lois formelles qui dissuadent les puissants de s'engager dans un comportement égoïste, mais la peur de l'opinion publique et le contrôle des collègues. Vous rappelez-vous combien d'heures il a fallu au premier ministre islandais pour démissionner après que son nom fut apparu dans les « Panama Papers » ? Toute la ville de Reykjavik était sur la place principale en apprenant la nouvelle. Il a dû partir alors qu'il était en train de rédiger sa première déclaration affirmant que rien d'illégal n'avait été commis.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE HYPOCRITE

Si l'on se borne à entreprendre des poursuites judiciaires contre des politiciens européens continentaux pour leur responsabilité dans la manière de financer la politique durant les deux dernières décennies, on peut s'attendre à autant d'années de problèmes. Alors que les magistrats prennent heureusement de l'assurance, c'est cependant la sanction de la société civile et des médias – qui en France et en Italie continuent de rendre compte de la corruption bien plus qu'ils ne la révèlent grâce à leurs investigations – qui doit être déterminante et envoyer le signal que les politiciens mis en cause pour leur intégrité doivent mettre fin à leur carrière, nous permettant de parler du futur et non du passé.

Nous ne voulons pas les voir en prison, comme en Roumanie où dix-huit ministres ont été placés derrière les barreaux les cinq dernières années au prix d'une terrible instabilité politique. Nous voulons qu'ils se retirent, voilà tout. La société civile doit signaler clairement qu'il est inacceptable de permettre aux élites d'optimiser, même légalement, leurs recettes fiscales, alors que les citoyens ordinaires paient de leur poche quand les banques font faillite, tout comme il est inacceptable de collecter des fonds de campagne en argent liquide auprès d'amis et de dictateurs qui ont besoin de faveurs.

Une réponse civique plus intolérante face à la corruption politique constitue la meilleure défense contre les nouveaux responsables qui cherchent seulement à remplacer l'ancienne classe politique pour profiter de ses privilèges, comme nous l'avons vu en Hongrie ou en Grèce. Anciens ou nouveaux, les politiciens doivent ainsi apprendre que c'est aussi la fin d'une époque hypocrite, quand des pays européens imposaient aux nouvelles démocraties des pratiques qui, malheureusement, n'étaient pas à la hauteur chez certains d'entre eux, notamment en France. Mieux vaut une sanction civique de la corruption qu'une sanction populiste. Les Français semblent l'avoir compris en votant pour Emmanuel Macron. ■



Alina Mungiu-Pippidi dirige un centre de recherche sur la corruption (Againstcorruption.eu) à la Hertie School of Governance, à Berlin. Elle est l'auteure de « *The Quest for Good Governance. How Societies Develop Control of Corruption* » (Cambridge University Press 2015)

Union autour du « rêve chinois »

Analyse

BRICE PEDROLETTI
PÉKIN - correspondant

Le spectacle de l'unanimité quasi absolue avec laquelle les « députés » du Parlement chinois ont, le 17 mars, élu ou réélu les principaux dirigeants communistes à la tête du pays – 100 % pour Xi Jinping, une voix contre pour son nouveau vice-président, Wang Qishan – et entériné des amendements à la Constitution qui suppriment, pour ces deux postes, la limite des deux mandats en dit long sur le pouvoir accumulé par M. Xi en cinq ans. Face à une telle « assemblée d'hommes constamment d'accord, soyez sûr qu'il y a despotisme ou que le despotisme sera le résultat de l'unanimité, s'il n'en est pas la cause », aurait dit Germaine de Staël.

M. Xi et ses compagnons d'armes, comme Wang Qishan, Li Zhanshu, son ex-bras droit, et Wang Huning, le théoricien du « rêve chinois », ont consolidé leurs positions une à une, en muselant l'opposition libérale, en purgeant le Parti communiste chinois (PCC) de tout opposant et en parachevant leur conquête par un véritable coup constitutionnel lors de cette session parlementaire. La nouvelle Constitution a inscrit dans le marbre la prééminence absolue du parti, et l'a doté, dans la nouvelle commission nationale de supervision, d'une arme de soumission massive envers des dizaines de millions d'agents de l'Etat.

Le phénomène politique qu'est Xi Jinping n'est pas complètement déconnecté des aspirations de la société chinoise. Il représente un « pouvoir fort et incarné [...] face à un monde dorénavant dangereux et perçu comme de plus en plus instable », rappelle le sociologue Jean-Louis Rocca dans *L'Humanité*. La prestance du chef d'Etat chinois, sa confiance en lui, la succession d'événements prestigieux qu'il organise flattent l'orgueil des Chinois.

Son irrésistible ascension est aussi le produit d'une biographie particulière, celle d'un « prince rouge » franc-tireur animé d'un sentiment de revanche par procuration pour un père grand révolutionnaire qui n'a pas eu la carrière qu'il mérite. Celle d'un ancien « jeune instruit » endurci par les multiples épreuves traversées par sa famille au nom du PCC pendant la révolution culturelle, et qui justifieraient de défendre celui-ci sans états d'âme. Enfin, celle d'un politicien matois doté d'une conscience aigüe du caractère implacable des luttes de pouvoir au sein du PCC.

Le phénomène Xi reflète aussi une forme d'union sacrée derrière un « guide et timonier » – deux des cinq qualificatifs suprêmes prononcés les uns après les autres sur un ton martial, mardi 20 mars, par Li Zhanshu, le président de l'Assemblée populaire, lors d'un discours de clôture, pour désigner Xi Jinping – au nom d'un projet partout claironné de « grande renaissance » de la nation chinoise. Auteur de

« DES MIRACLES SURGISSENT SUR LA TERRE CHINOISE, ET NOUS AVONS CONFIANCE DANS L'AVENIR »

XI JINPING
président chinois

CEO, China: The Rise of Xi Jinping (I.B. Tauris, 2016, non traduit), le sinologue britannique Kerry Brown, dont les nouvelles recherches interrogent le « centre réel » du pouvoir en Chine, tend à penser que celui-ci n'a pas tant son origine dans la personne du secrétaire général, mais dans le « récit de la mission moralisatrice et rédemptrice » dont le PCC serait investi.

Un Parti communiste, expliquait-il à Pékin lors d'une conférence le 16 mars, « abîmé par les souffrances et les malencontreuses expériences du passé, mais près enfin de livrer le grand résultat attendu » : le rêve d'un retour de la Chine à la place qu'elle mérite. M. Xi et ses disciples sont des communistes « born again », nés de nouveau, estime-t-il. « *Des miracles surgissent sur la terre chinoise, et nous avons confiance dans l'avenir* », a déclaré le président chinois lors de son allocution farouchement nationaliste du 20 mars. Avant de marteler plusieurs fois comme message central : « *Seul le Parti communiste peut sauver la Chine.* »

« FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ UNIQUE »

Cette promesse de renaissance « émotionnellement très puissante » explique en partie, selon M. Brown, l'absence d'opposition au sein du parti, alors qu'il y en avait même sous Mao. Et l'adhésion d'une population à qui l'on annonce le Graal. « *Il y a une utilité stratégique à cette union*, poursuit le sinologue. *C'est l'idée que la Chine est dans un moment parfait de chance, d'opportunité, que c'est un pays chanceux et que son dirigeant l'est. Et que personne ne doit mettre cela en danger.* »

La direction chinoise est tout entière mobilisée par l'idée que la Chine doit profiter d'une « fenêtre d'opportunité stratégique unique », selon les termes des médias officiels, ouverte par la crise financière de 2008 et qu'ont élargie les ennuis du projet européen et le chaos trumpien. Même si la Chine n'est pas en lice pour remplacer les Etats-Unis comme gendarme du monde, mais est plutôt dans une quête, mercantile, de statut et d'influence. Pour M. Brown, le centenaire du PCC, en 2021, « *donne une qualité visionnaire et fervente à l'équipe de direction qui sera au pouvoir à ce moment.* »

C'est dans ce contexte que prend toute sa signification la consécration de Wang Qishan, désigné vice-président faute de pouvoir rester au comité permanent à cause de son âge. La passion de M. Wang pour l'histoire fait de lui un éclaircisseur de cette voie unique que prêche le numéro un chinois : sans le PCC, point de salut. La dernière lecture que l'on prête à Wang Qishan, connu pour recommander les livres qui l'inspirent, ne serait autre que *Les Très Riches Heures de l'humanité*, de Stefan Zweig (1927). L'auteur autrichien y évoque l'alignement d'étoiles qui fait que se réalisent des moments historiques d'une « *grande concentration dramatique porteurs de destin, où une décision capitale se condense en un seul jour, une seule heure et souvent une seule minute.* » Comme celui dont rêvent Xi Jinping et ses apôtres. ■

pedroletti@lemonde.fr

Le français, la langue des migrants

Le livre



J'APPRENDS LE FRANÇAIS
de Marie-France Etchegoin
JC Lattès, 200 pages,
17 euros

C'est une histoire de mots et de maux ; la fable d'un apprentissage réciproque dans le Paris de l'exil. Pendant dix-huit mois, la journaliste et écrivain Marie-France Etchegoin est devenue professeure de français langue étrangère (FLE). Chaque semaine, elle s'est rendue au lycée Jean-Quarré, à Paris, dans le 19^e arrondissement, et y a offert des mots en guise de bienvenue à Sharokan, Abdou ou Ahmed.

Ses élèves sont des demandeurs d'asile en attente d'un statut, qui ont trouvé l'énergie d'apprendre la langue française, sans savoir si la France voudrait d'eux. Les cours de « Marie » ont ponctué des vies en suspens le temps d'en finir avec les papiers, et d'obtenir la protection de l'Etat français. Ou pas. Ses leçons du soir ont réinscrit dans un lieu, la France, des hommes en grande souffrance, chassés de leur terre natale. « *Est-ce que je peux ressentir ce qu'ils ressentent* », se demande très tôt l'enseignante, qui a conscience qu'être privés de la langue de leur terre d'accueil les empêche aussi d'accéder au sens de leur nouveau quotidien. Sans mots, le réel disparaît, observe la narratrice, car « *la langue n'est pas juste un moyen de communiquer. Elle nous protège, nous solidifie de l'intérieur.* »

C'est donc elle qui (comme les autres enseignants bénévoles) donne aux nouveaux venus

la première grille de lecture de leur pays d'accueil, quand l'Etat, lui, diffère ses cours. La meilleure des grammaires, car la France ne se raconte jamais aussi bien que par ses mots, ses structures et sa conjugaison. Tout cela, M^{me} Etchegoin le savait avant, forte de ses écrits et enquêtes antérieures.

Ce qu'elle ignorait, c'est la force de ce qu'elle recevrait. Par une mystérieuse alchimie, qui veut que celui qui donne reçoive souvent plus encore en retour, l'enseignante a entendu des récits, des interrogations, et surtout une envie de vivre, de se rebâtir. Avec des étapes sur ce chemin... En maniant la conjugaison au passé, Marie-France Etchegoin n'a pas échappé aux horreurs vécues par ses élèves, recevant comme des gifles des histoires qui laissent sans voix. Heureusement, il y avait la leçon sur le futur... En ouvrant sur les lendemains, elle a touché du doigt cet espoir qui fait survivre les exilés en dépit des malheurs, celui d'un lendemain de paix.

L'originalité du livre réside dans l'analyse de cette entrée dans la langue française, pas à pas, où chacun s'inscrit dans le niveau de lecture qui lui sied. On peut y voir le récit d'un enseignement de la langue doublé d'un fort plaidoyer pour l'accueil. On peut y lire une belle analyse de ce que la langue française offre comme vision du monde. Mais *J'apprends le français* est aussi et d'abord le récit d'une femme qui découvre une grammaire du monde que ses expériences antérieures lui avaient cachée. ■

MARYLINE BAUMARD



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR FRÉDÉRIC POTET

Ode à l'économie solidaire

French Impact» n'est ni le pseudonyme d'un catcheur français exilé aux Etats-Unis ni le nom d'une société d'import-export travaillant avec le monde anglo-saxon. Peu aimable aux oreilles des défenseurs de la langue de Molière, ce slogan émane, étonnamment, de l'Etat, en l'occurrence du ministère de la transition écologique et solidaire, qui s'est inspiré de « French Tech », label national regroupant les start-up les plus innovantes. Il n'est pas question, ici, de nouvelles technologies, mais d'économie sociale et solidaire (ESS), un secteur dont on a tendance à oublier le poids, en France: 2,3 millions de salariés, 10 % du produit intérieur brut (PIB).

Porté sur les fonts baptismaux en janvier, French Impact prévoit de lever un milliard d'euros en cinq ans auprès d'investisseurs privés et publics afin d'accompagner le développement de structures œuvrant dans des domaines tels que la réussite éducative, la cohésion des territoires, l'économie inclusive... Il lui faut, pour cela, une vitrine. Un appel à projets, « Pionniers French Impact », a été lancé en collaboration avec la Caisse des dépôts. Son but: sélectionner dix à quinze entreprises de l'ESS, dont le modèle et le fonctionnement mériteraient d'être dupliqués à l'échelon national.

L'Association pour générer l'insertion et la réussite (AGIR) fait partie des 200 structures ayant envoyé un dossier de candidature au ministère de Nicolas Hulot. Représentative du secteur, cette association créée en 1992 à Châteauroux opère dans la filière du recyclage textile. Doublement vertueuse est sa vocation. Ecologique d'un côté: 1200 tonnes de textile y sont collectées, réemployées et recyclées chaque année. Sociale de l'autre: 150 personnes en réinsertion, dotées de contrats aidés de deux ans (payés au smic, à raison de 24 heures par semaine), y travaillent en permanence. AGIR, qui possède aussi un atelier de confection et une blanchisserie, estime être le sixième pourvoyeur d'emplois de l'Indre, tous secteurs confondus.

L'association a développé un modèle assez classique. Trois cents conteneurs, appelés Vêti Box, ont été disséminés dans cinq départements, principalement sur des parkings. Les dons – vêtements, linge de maison, chaussures... – sont alors collectés et triés quotidiennement à Châteauroux. Une partie sera ensuite broyée et effilochée, afin d'être transformée en chiffons d'essuyage, feutres isolants ou granulats. L'autre partie, composée de vêtements encore utilisables, ira rejoindre les deux boutiques de l'association, à Châteauroux et à Brive (Corrèze), ou sera vendue à des grossistes sillonnant l'Afrique et l'Europe de l'Est. Simple « vestiaire » à l'origine, créé par des bénévoles du Secours catholique qui croulaient sous les dons, AGIR a doublé son budget de fonctionnement en dix ans. Son chiffre d'affaires atteint le million d'euros aujourd'hui.

Tout irait merveilleusement bien dans le meilleur des mondes

« LES FEMMES ARRIVENT CHEZ NOUS LE DOS VOÛTÉ. ELLES EN REPARTENT LA TÊTE HAUTE »

ALICE GOMEZ
Association pour générer l'insertion et la réussite

LE SECTEUR PÈSE EN FRANCE 2,3 MILLIONS DE SALARIÉS ET 10 % DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

solidaires si l'association, agréée « atelier et chantier d'insertion », n'était pas confrontée à un mal endémique: le « regard oblique des passants honnêtes », comme disait Brassens. On comprend la démarche ministérielle de vouloir dé-poussiérer l'image de l'ESS en la dotant d'un label à consonance marketing. Le secteur souffre de l'utilisation d'un néologisme bien installé dans le langage: « cassos », abréviation de « cas social ».

La grande majorité des salariés sont des femmes issues de quartiers défavorisés qui cumulent les difficultés en matière d'emploi, de logement et de mobilité. Des femmes souvent seules avec des enfants. « Des gens qui sont considérés comme des "cassos", des "pas capables", par ceux de l'extérieur », se désole Alice Gomez, la directrice de la plate-forme de tri de l'association. Il y a un fossé énorme entre la perception qu'ont notamment certaines entreprises et le degré de professionnalisation auquel accède notre public. »

« Aucune erreur n'est permise »
Il faut franchir la porte de ce grand hangar sans charme situé en bordure d'aéroport – équipement laissé par l'armée américaine, qui y avait installé une base de l'OTAN – pour se rendre compte qu'on est ici « dans une entreprise comme une autre ». Peu, voire pas, qualifiés, les salariés sont formés au maniement de chariots élévateurs à pince rotative et de presses à balles verticales. Ils apprennent à reconnaître, à la vue et au toucher, les étoffes circulant sur le tapis roulant. Certains manipulent un logiciel de gestion des stocks. D'autres passent leur permis de conduire. Tous sont accompagnés par des conseillers d'insertion qui les aideront, à l'issue de leur contrat, à trouver du travail à l'extérieur. AGIR estime à 20 % le taux de « sorties positives », formule désignant ceux qui ont obtenu un CDD ou un CDI dans les six mois.

Mais l'emploi n'est pas tout. « Ce que l'on travaille surtout ici, c'est l'estime de soi, la confiance, indique Alice Gomez. Les femmes arrivent chez nous le dos voûté, le regard vers le bas, persuadées de ne plus être bonnes à rien. Elles en repartent le visage dégaîné et la tête haute. » Une consigne leur sera répétée tout au long de leur séjour: « Ne montrez pas aux autres ce qu'ils attendent de voir », martèle Brigitte Bigot, la directrice générale de l'association. A la boutique d'AGIR, l'accent est mis sur l'accueil: « Aucune erreur n'est permise. Le public doit se voir proposer le même service que dans toute autre boutique du centre-ville. »

Etonnant magasin au demeurant que ce local situé au fond d'une cour, capable d'organiser une opération « tout à 90 centimes » pendant un week-end et, une semaine plus tard, une vente spéciale « luxe ». Sont alors mis en rayon des vêtements de grandes marques (Jean Paul Gaultier, Givenchy...) – neufs, certains dépassent 2000 euros – ayant été trouvés dans les conteneurs de l'association, incubateurs de richesse, dans tous les sens du terme. ■

potet@lemonde.fr

DJIHADISME : UN PROJET ET UNE IDÉOLOGIE MORTIFÈRES

ÉDITORIAL III

Trois ans après les terribles attentats de Paris, contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher puis le Bataclan, deux ans après la tuerie de la promenade des Anglais à Nice, l'assassinat du père Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray et celui de deux policiers à Magnanville, l'on pouvait espérer que la menace du terrorisme djihadiste s'était estompée. L'on pouvait croire que la défaite militaire de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, en 2017, face à la coalition internationale, dont la France était partie prenante, aurait coupé les racines de la « guerre sainte » que le djihadisme voulait porter contre l'Occident en général et la France en particulier.

L'attentat commis, vendredi 23 mars, dans la banlieue de Carcassonne (Aude), les

quatre morts et les quinze blessés qu'il a laissés derrière lui avant que le terroriste qui en était l'auteur ne soit abattu par les forces de gendarmerie, démontrent, hélas, qu'il n'en est rien. L'EI a perdu une bataille en Syrie et en Irak. Mais le djihadisme, lui, n'a pas renoncé à la guerre contre les « infidèles », les « juifs », les « croisés » et contre les libertés des sociétés démocratiques qu'il excère.

La chute de l'entité territoriale fondée par l'Etat islamique, le « califat » autoproclamé à cheval sur la Syrie et l'Irak, a certes tari le mouvement des départs vers le Levant et les ressources du mouvement, donc la capacité à former des combattants aguerris, à l'instar du réseau complexe et étendu qui a commis les attentats de Paris, Saint-Denis et Bruxelles. Mais la force de l'EI, contrairement à Al-Qaïda, est de savoir transformer ses défaites – comme il l'a fait par le passé de ses victoires – en puissant moteur de recrutement et de passage à l'action.

La chute de Mossoul, en Irak, puis de Rakka, en Syrie, les deux « capitales » du « califat », accompagnées de destructions considérables, alimentent désormais le martyrologe du groupe et le désir de vengeance de ses adeptes. L'EI avait anticipé ses défaites militaires sur le terrain syro-irakien et adapté son discours en appelant ses sympathisants à le venger partout où ils le pourraient.

Il ne suffira pas, pour venir à bout de l'idéologie et du projet mortifères de l'EI, de le priver de son territoire et de le défaire militairement au Moyen-Orient. Le combat se jouera désormais, pour ce qui nous concerne, en France. Et ce sera un combat de longue haleine. Il passe évidemment par une vigilance incessante des forces de sécurité. Si le dispositif antiterroriste a été constamment renforcé depuis trois ans, si la surveillance a permis de déjouer une dizaine de projets d'attentats ces derniers mois, il n'empêche – et ce n'est pas s'y résigner – que le risque zéro n'existe pas en la matière.

Après celui de la gare Saint-Charles à Marseille (qui a fait deux victimes en octobre 2017) et les tentatives, entre février et août 2017, à Levallois-Perret, Notre-Dame de Paris, Orly, les Champs-Élysées ou le Carrousel du Louvre, l'attentat de Carcassonne démontre que le terrorisme artisanal, si l'on ose dire, suffit pour tuer.

Ce combat passe également par l'organisation de l'islam de France. Il est urgent de l'encourager à dénoncer vigoureusement le djihadisme – cette maladie dégénérative de l'islam –, de lui donner les moyens de l'isoler, avant de l'éradiquer. Cette entreprise, annoncée par le président de la République, est complexe. Mais elle doit être menée sans relâche. C'est une des clés de la sécurité du pays. ■

**ON NE PLAISANTE PAS
— AVEC LE GOÛT —**

Affligem

La recette d'Affligem Cuvée Carmin à l'arôme naturel de framboise/cerise/fraise est approuvée avec soin par l'Abbaye d'Affligem.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Cambridge Analytica - Facebook : la justice entre en scène

► Le siège londonien de Cambridge Analytica a été perquisitionné, vendredi 23 mars. Les enquêteurs ont saisi du matériel

► L'entreprise est accusée d'avoir siphonné les données de 50 millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement

► L'affaire suscite des débats sur la protection des données et l'utilisation des réseaux sociaux

PAGES 6 À 8



« Nos données, pas les siennes. Va tout droit en prison », peut-on lire sur une affiche représentant le PDG de Cambridge Analytica, Alexander Nix, à l'entrée des bureaux de la société britannique, à Londres, le 20 mars. DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP

COMMERCE

LA LIVRAISON URBAINE, TERRAIN DE CHASSE DES ENSEIGNES

PAGE 4

INDUSTRIE

BERLIN S'INQUIÈTE DE L'APPÉTIT CROISSANT DE LA CHINE

PAGE 4

MATIÈRES PREMIÈRES

EN TUNISIE, L'HUILE D'OLIVE SE POUSSE DU COL

Quel est le point commun entre le lablabi, la chakchouka et la salade méchouia ? Ce sont des spécialités culinaires tunisiennes, direz-vous sans hésiter. Avec raison. Mieux encore, ces plats nécessitent une bonne rasade d'huile d'olive. Et pour cause. La délicieuse cuisine du pays du jasmin et de la harissa ne peut guère se passer de cet ingrédient précieux. Mais le bon coup de fourchette de la population et des touristes ne suffit pas à tarir la source. Il est vrai que l'arbre aux feuilles argentées prend ses aises sur 1,8 million d'hectares. De quoi positionner la Tunisie comme troisième exportateur mondial d'huile d'olive cette année, derrière l'Espagne et l'Italie.

Selon les chiffres du Conseil oléicole international, la Tunisie pourrait en écouler 180 000 tonnes sur la saison 2017-2018. Oubliée, la récolte maigrelette de l'année précédente, quand le flux avait été réduit de moitié. Dame Nature avait aussi frappé durement l'Italie, faisant flamber le prix du jus pressé en Toscane, en Ombrie ou dans les Pouilles.

Une culture capricieuse

Cette année, si l'Italie et la Tunisie ont fait tourner les moulins à plein régime, la potion est plus amère pour l'Espagne. Même si le pays de Don Quichotte reste le premier producteur mondial, avec 1,09 million de tonnes, le niveau des citernes a baissé de 15 %.

L'olivier est une culture capricieuse. Les fortes variations de niveau d'une année sur l'autre ont contribué au

jeu des vases communicants entre les pays. En France, Puget, la marque la plus connue, s'abreuve essentiellement en Espagne. Il est vrai que la production hexagonale ne représente qu'une goutte de la collecte mondiale. Soit 2 800 tonnes estimées pour 2018. La rareté des oliveraies en France dope les prix. Les AOP - Corse, Nyons, vallée des Baux-de-Provence ou Aix-en-Provence - se négocient à 20 euros le litre. De l'or en bouteille...

La carte du bio

La Tunisie, elle, a longtemps alimenté les marchés en vrac. « C'est un héritage. Déjà, dans l'Antiquité, Carthage livrait Rome en "huile africaine" », explique Khalil Kammoun, directeur du développement de la société CHO. Ce groupe familial illustre la volonté de la Tunisie de mieux valoriser le jus de l'olive.

Avec la marque Terra Delyssa, elle met la pression dans les rayons de la grande distribution. Aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne, mais aussi en France. Avec un positionnement sur le prix à 6,60 euros le litre, contre 7,80 euros pour Puget, elle a déjà grappillé 6 % de part de marché. Elle joue maintenant la carte du bio pour valoriser au mieux le made in Tunisia.

Mais la route est encore longue pour rejoindre le clan des nectars les plus prisés. Comme l'italien Il Fornacino, sélectionné par Eric Verdier, dégustateur émérite d'huiles d'olive et sélectionneur des meilleurs crus de la planète pour Oliviers & Co. Un grand cru commercialisé à 34 euros les 500 millilitres... ■

LAURENCE GIRARD

RECHERCHES | CHRONIQUE PAR BÉATRICE CHERRIER

Comment estimer le coût d'une marée noire ?

Mars, mois des marées noires : après les 50 ans du naufrage de l'Amoco-Cadiz, le 16 mars 1978, voici les 39 ans de celui de l'Exxon-Valdez, le 24 mars 1989. Le rôle joué par les économistes dans l'estimation des dommages provoqués par cette deuxième catastrophe illustre parfaitement les difficultés que rencontrent les experts scientifiques quand ils pénètrent l'arène publique, comme le montrent les historiens Harro Maas (université de Lausanne) et Andrej Svoencik (université de Mannheim) - « Fraught with Controversy: Organizing Expertise against Contingent Valuation », *History of Political Economy* n°49/2, 2017.

Le problème était de savoir quelle valeur donner aux eaux touchées par la marée noire. En général, les économistes évaluent la valeur d'un bien à l'aune de ce que les consommateurs dépensent pour l'acquérir et s'en servir. Mais comment estimer la valeur d'étendues d'eau dont on ne paye pas l'utilisation et, plus encore, qu'on n'utilise pas ?

Dans les années 1960, les économistes de l'environnement développèrent une méthode pour évaluer cette « valeur d'existence ». Il s'agissait de demander à un échantillon de citoyens combien ils seraient prêts à payer pour qu'un parc naturel ou un monument auquel ils n'ont parfois pas même accès continue à exister.

Cette méthode, dite de « l'évaluation contingente », fut très critiquée. Certains économistes considéraient que la valeur déclarée par les citoyens interrogés n'était pas sincère, d'autres que les seules expérimentations valides étaient celles menées sur de vrais marchés, avec de vraies incitations, de vraies dépenses. L'enjeu était de taille : soit les résultats étaient faux, soit les citoyens se comportaient de manière erratique - ce qui mettait à mal des modèles économiques construits autour de l'hypothèse que les agents économiques sont rationnels, bien informés et bon calculateurs.

Ce fut néanmoins cette méthode qui fut imposée par une loi pour l'évaluation des dommages causés par l'Exxon-Valdez, votée juste après la marée noire. Le total

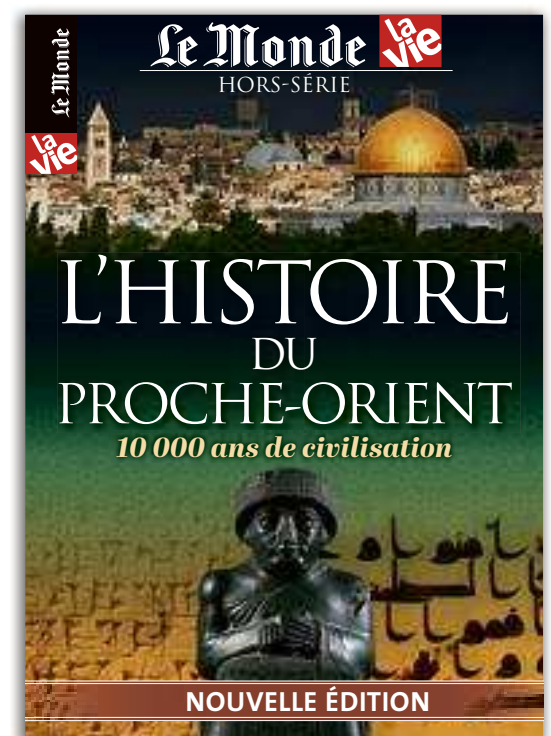
promettait d'être lourd : 2,5 milliards de dollars. Plutôt que de proposer une évaluation alternative, la major pétrolière choisit d'instrumentaliser les désaccords entre économistes pour jeter le discrédit sur la méthode d'évaluation elle-même, et donc sur ses résultats. L'entreprise passa commande à deux chercheurs d'une évaluation d'un parc naturel de l'Idaho, puis finança un séminaire où les économistes les plus prestigieux furent invités à débattre des résultats obtenus. Les attaques, comme prévu, furent virulentes. « *L'économie environnementale est à l'économie ce que la musique militaire est à la musique* », dira plus tard Jerry Hausman, l'influent économiste du Massachusetts Institute of Technology, très critique.

Technique scientifique contestée
D'autres économistes notèrent que, si la méthode n'était pas totalement fiable, elle ne l'était pas moins que les estimations de niveaux de pollution proposées par les chimistes, ou encore qu'estimer la valeur d'existence d'un paysage était peut-être compli-

qué pour un citoyen lambda, mais pas moins qu'estimer les valeurs respectives de deux voitures ou de deux maisons. D'autres panels ont depuis été organisés par l'administration américaine... sans qu'il soit possible d'aboutir à un consensus.

Les économistes se déchirent en fait sur deux questions de fond : les évaluations des experts sont-elles plus fiables que les évaluations des citoyens eux-mêmes ? Et est-il souhaitable d'utiliser une technique scientifique contestée dans un cadre légal ? Ni les juristes ni les pouvoirs publics n'ont eu ces scrupules. L'affaire a été jugée et rejugée avant d'aboutir... à une solution négociée : Exxon a versé 500 millions de dollars. Si la science économique est parfois capable de produire des vérités, elle ne semble pas pouvoir le faire à la vitesse réclamée par les politiques, les juges et les citoyens. ■

Béatrice Cherrier est économiste à l'université de Cergy-Pontoise et à l'Institut for New Economic Thinking (INET).



L'HISTOIRE DU PROCHE-ORIENT

Un hors-série **Le Monde** 188 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

« Le service public doit être l'acteur d'une société moderne »

L'AUDIOVISUEL PUBLIC EN EUROPE 5/15

Jean-Paul Philippot, patron de la radio-télévision belge francophone depuis 2002, estime qu'un effort d'adaptation est nécessaire, à l'heure où les formats et les usages se transforment



A Bruxelles, le 11 janvier. DANNY GYS/REPORTERS-REA

ENTRETIEN

BRUXELLES - correspondant

Ingénieur de formation, Jean-Paul Philippot, âgé de 57 ans, est administrateur général de la radio-télévision belge francophone (RTBF) depuis 2002 et président de l'Union européenne de radio-télévision (UER), la plus grande alliance de médias de service public au monde, depuis 2009.

En Europe, l'audiovisuel public est sous pression. Quelle est votre analyse de cette situation ?

Dans certains pays, les contraintes budgétaires prédominent ; ailleurs, c'est la question de l'indépendance par rapport au pouvoir qui est posée. Lors de la crise financière de 2008, par exemple, l'audiovisuel public a été durement frappé au Portugal, à Malte, en Grèce et aux Pays-Bas. Pour d'autres raisons [plus politiques], les débats sont vifs en Hongrie et en Pologne. A différents moments – et nous en vivons un –, les soubresauts ou les crises ont aussi été liés à l'adaptation du service public à sa valeur ajoutée, ainsi qu'à sa capacité à revoir son modèle d'organisation. Aujourd'hui, l'audiovisuel public a l'obligation de se moderniser.

A-t-il toujours une place dans la grande mutation actuelle, caractérisée par l'émergence de plates-formes comme Netflix ?

Il est indispensable de se poser la question. Le service public est fort là où il peut démontrer son rôle. Il faut d'ailleurs redéfinir sa « valeur culturelle ajoutée », alors que les formats et les usages se transforment. Nous assistons à une crise de confiance généralisée envers les médias d'information qui est d'autant plus forte dans les pays où le service public est faible ou inexistant.

Nous observons parallèlement la naissance d'un espace dans lequel on peut colporter des rumeurs, désinformer, faire de la propagande sans le filtre d'un média, ce qui endommage le tissu social. Historiquement, c'est pour empêcher ce cas de figure qu'on a inventé le journalisme, qui s'appuie sur des professionnels et des règles déontologiques. Les plates-formes numériques refusent ce cadre, considérant qu'elles sont de simples intermédiaires, pas des médias. Face à cela, le service public est l'un des acteurs, mais pas le seul, qui peut assurer une information indépendante, pluraliste et de qualité.

Quel doit être son rôle dans la création ?

Il doit continuer d'investir massivement dans la production propre et les contenus originaux. C'est une nécessité. D'autant plus que les GAFA [Google, Apple, Facebook, Amazon] n'investissent que 2 % dans la création, tandis que les membres de l'UER y consacrent entre 50 % et 55 % de leurs revenus.

Faut-il réglementer l'activité de ces grands acteurs internationaux ?

C'est sans doute difficile pour des démocraties. Mais nous réclamons en vain un cadre européen qui s'appliquerait de manière identique aux acteurs locaux et internationaux. La Commission européenne, qui craignait un phénomène de concentration, a retoqué il y a quelques années un projet allemand – réunissant public et privé – de développement d'une plate-forme commune de vidéo à la demande. Netflix, arrivé peu après, a été autorisé : il s'agissait d'un acteur unique... L'Europe perd actuellement sur trois plans : fiscal, économique et culturel. Parler au nom des opérateurs publics européens, c'est souvent s'exposer à des accusations injustes de ringardise et d'inadaptation à un monde qui change.

Le vieux modèle de la BBC, à savoir « informer, éduquer, divertir », reste-t-il valable ?

Oublier l'une de ces trois exigences, c'est se couper un membre. Le service public doit

être l'acteur d'une société moderne, démocratique, plurielle, plaçant l'émancipation humaine au cœur de ses valeurs. Il doit être aussi le miroir des hommes et des femmes qui composent cette société, un mélange d'intelligence et d'émotion, de volonté d'apprendre et de légèreté, voire d'un peu de futilité...

Rejetez-vous donc l'idée d'un service public « de niche », cantonné par exemple à la culture ?

Le mandat et la mission du service public doivent être pleins, entiers, et non construits en fonction d'un tiers. Comment les Etats-Unis ont-ils imposé leur modèle culturel ? Par des films, des shows, des séries, à savoir du divertissement. Le service public doit donc l'inclure dans son offre, en s'imposant toutefois des choix rigoureux. La chaîne privée sélectionne un public « commercialisable », qu'il faut fidéliser au maximum. Le service public, lui, doit s'adresser au plus grand nombre et savoir prendre des risques, afin d'entretenir l'éclectisme de son offre.

Que faire pour attirer le public jeune ?

C'est l'un des grands chantiers européens. Ce public n'a jamais consommé autant d'audiovisuel, mais nous avons des difficultés à le toucher. Peut-être parce que les investissements ont été insuffisants dans ce domaine. Peut-être parce qu'il est la cible principale des grands opérateurs internationaux, qu'il ne connaît pas la barrière de

la langue ou qu'il rejette parfois par principe les corps intermédiaires.

Comment percevez-vous le débat français sur l'éventuelle fusion de la radio et de la télévision publiques ?

A la RTBF, qui est un modèle intégré, nous nous réformons pour nous améliorer dans la production multimédia de contenus et pour diffuser ceux-ci en fonction de publics cibles – les jeunes, notamment. Nous nous demandons aussi quelle plate-forme est la plus adéquate pour toucher tel ou tel public. Les PC, portables ou tablettes sont des objets multimodaux. Il est donc vain de rester cantonné à un domaine particulier, ce qui pénalise la diffusion la plus large de nos contenus.

Comment envisagez-vous la question de la redevance ?

La redevance est le modèle majoritaire en Europe et sans doute le mieux adapté à la mission du service public, car il évite de mêler la question des revenus de l'audiovisuel à la discussion budgétaire annuelle. De plus, il impose le respect d'une relation active et critique avec le public. L'autre modèle est celui de la dotation publique, en vigueur à la RTBF, pour des raisons essentiellement liées au profil institutionnel de la Belgique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PIERRE STROOBANTS

Fin

« NOUS ASSISTONS À UNE CRISE DE CONFIANCE GÉNÉRALISÉE ENVERS LES MÉDIAS D'INFORMATION »

Outre-Quévrain, la transformation réussie de la RTBF

JADIS, ON L'APPELAIT la « Casa Kafka », pour souligner sa complexité, ou « l'église des frères prêcheurs », en raison du ton docte adopté par bon nombre de ses journalistes, « gauchistes » et « donneurs de leçons », selon ses contempteurs. Certes, la radio-télévision belge francophone (RTBF) occupe toujours le même bâtiment bruxellois, caricature de la Belgique fédérale : deux entrées, l'une pour les néerlandophones, l'autre pour les francophones.

Mais, pour le reste, elle s'est profondément transformée, sous l'impulsion de Jean-Paul Philippot, son administrateur général depuis 2002. Ce haut fonctionnaire étiqueté socialiste a su habilement gommer cette référence, aussi nécessaire pour accéder à une haute fonction qu'encombrante pour qui veut adopter le style managérial. Fort de son idée de base, selon laquelle le service public a « un devoir d'adaptation et de modernité », il a lancé dès 2002 un vaste plan, dit « Magellan », censé fixer le cap : une radio et une télévision s'adaptant à la concu-

rence du secteur privé – la chaîne RTL-TVI, filiale du groupe Bertelsmann –, mais aussi à celle des chaînes françaises, TF1 en tête. Depuis, les effectifs de la RTBF ont été réduits d'environ 30 %, et la direction a misé sur le développement d'une production propre, le renouvellement complet des outils, un marketing judicieux et une offre se démarquant de celle du privé, sans renier l'élément « divertissement ».

Clarification de l'offre

Jean-Paul Philippot et ses équipes sont peut-être en train de remporter leur pari. Même si TF1 a lancé sa propre régie sur le marché belge, aspirant une partie de ses ressources publicitaires et même si RTL-TVI accapare une partie de l'audience, sans toutefois engranger autant de bénéfices que le voudraient ses actionnaires... Le groupe RTL-TVI, qui compte trois chaînes de télévision et deux radios, traverse une période délicate. Il est en train de licencier plusieurs dizaines de ses collaborateurs.

En donnant une identité plus transparente à ses trois chaînes de télévision et ses six radios, et en évitant qu'elles se cannibalisent, la RTBF a clarifié son offre. Elle a également réinvesti une partie des économies réalisées dans la production locale, l'information en direct, des plates-formes et outils numériques et la création Web.

Le patron de la RTBF ne dit mot de ses échanges avec la ministre française de la culture, Françoise Nyssen. Mais il a sans doute expliqué à ses interlocuteurs comment les Belges francophones nomment le dirigeant de leur service public : après un appel à candidatures, celles-ci sont examinées par quatre personnalités indépendantes, désignées par le conseil d'administration de la RTBF. Ses membres sont eux-mêmes élus par le Parlement, à l'aune de la représentativité de chaque parti. Le candidat présélectionné présente ensuite son plan au CSA et le gouvernement s'appuie sur cet avis pour choisir. ■

J.-P.S.

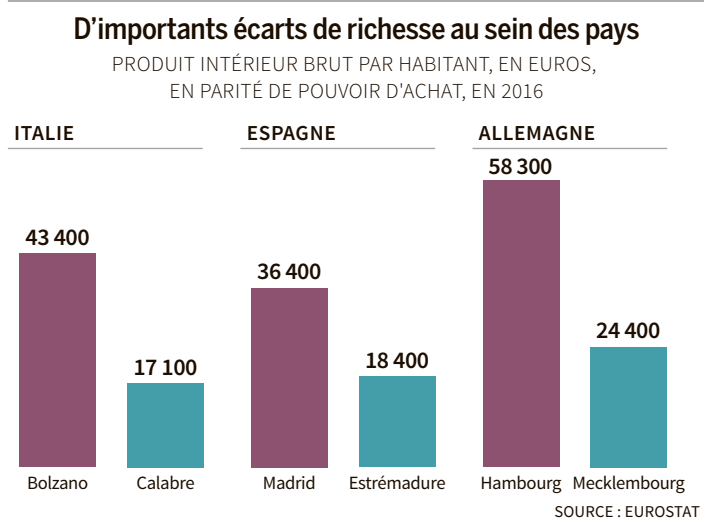
Les disparités régionales se creusent en Europe

Si la convergence économique des pays européens est réelle, localement, les déséquilibres peuvent s'aggraver

Nord contre Sud. Les législatives italiennes du 4 mars ont, une fois encore, mis en lumière le fossé entre le nord industriel de la Péninsule et les régions pauvres du Mezzogiorno, où les populistes du Mouvement 5 étoiles ont battu des records. Quelques mois auparavant, le oui en faveur d'une autonomie financière renforcée l'avait emporté lors du référendum consultatif organisé en Lombardie et en Vénétie. « *L'argent gagné en Vénétie doit rester en Vénétie* », déclarait alors Matteo Salvini, le dirigeant de la Ligue du Nord.

Réduire la part des recettes locales reversées à l'Etat central, remettre en question une solidarité jugée excessive avec le Sud : en Espagne, les indépendantistes catalans, en pleine épreuve de force avec Madrid, ne souhaitent pas autre chose...

L'Europe a-t-elle un problème avec ses régions? Peut-être bien. Début mars, dans un rapport consacré au Vieux Continent, la Banque mondiale résumait les choses ainsi : si l'Union européenne (UE) a été une formidable machine à fabriquer de la convergence entre les pays ces six dernières décennies, « *le fossé entre les régions à l'intérieur des pays se creuse* ». Dit autrement : la richesse moyenne des Etats les plus pauvres rattrape peu à peu celle de plus riches, et c'est un succès pour l'Europe. Mais, localement, les disparités n'ont pas disparu. Et, parfois, elles s'aggravent. Le phénomène est, bien sûr, très contrasté selon les Etats. Il



n'empêche, les indicateurs économiques de richesse, d'emploi et de développement économique racontent tous la même histoire.

A l'exemple des chiffres publiés, jeudi 22 mars, par Eurostat. Ils révèlent qu'en 2016 – les données locales sont longues à traiter –, grâce à la reprise, 231 régions sur un total de 275 ont vu leur taux d'emploi augmenter, la palme revenant à la voïvodie des Basses-Carpates polonaises (+ 7,9 %). En revanche, il a baissé dans le nord-est de la Roumanie (- 3,8 %).

Si le taux de chômage battait des records en Grèce – notamment en Macédoine-Occidentale (31,3 %) –, la Basse-Bavière allemande, elle, était déjà au plein-emploi (2,1 %). Enfin, le rapport entre le nombre de personnes ac-

tives et la population locale, jugé comme un bon baromètre du dynamisme économique, s'établissait à 52 % en Ile-de-France, contre 34 % en Picardie et 19 % à Mayotte. Au Royaume-Uni, il frisait 170 % à Inner London West, dans le centre de Londres, où beaucoup de Britanniques viennent travailler, contre 42 % dans le comté du Lincolnshire, dans l'est de l'Angleterre. En Italie, il était de 54 % à Bolzano, dans le nord du pays, contre 30 % en Sicile.

Les écarts sont tout aussi frappants lorsqu'on se penche sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant. En 2016, celui de la République tchèque équivalait à 88 % de celui de la moyenne européenne. Mais le niveau montait à 182 % dans Prague, trois fois plus

élevé que celui du Severozápad (63 %), dans le nord-est du pays. En Allemagne, les écarts vont de 84 % dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale à 200 % à Hambourg. En Espagne, les habitants de Madrid (125 %) sont presque deux fois plus riches que ceux de l'Estrémadure, dans le sud-est (63 %). L'écart est tout aussi important entre la Calabre (59 %) et la Lombardie (122 %).

La vue d'ensemble de ces données révèle trois types de disparités régionales en Europe. « *On constate d'abord que la richesse productive se concentre sur la dorsale européenne, allant des Pays-Bas au nord de l'Italie en suivant l'axe Rhénan par l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse* », détaille Laurent Chalard, docteur en géographie à Paris-IV-Sorbonne.

Défaillances nationales

De plus, la convergence vers la moyenne européenne est au point mort depuis une décennie dans les régions à faible croissance du sud de la zone euro, comme le Mezzogiorno, tandis que dans certaines zones pauvres de Bulgarie, Roumanie, Pologne et Hongrie, le rattrapage est trop lent. « *S'ajoute à cela ce que l'on appelle les phénomènes d'agglomération* », précise Per Yann Le Floch, économiste au think tank indépendant BSI Economics.

En Europe centrale et de l'Est, notamment, les activités économiques se sont concentrées dans les grandes villes – souvent les capitales –, au détriment des zones

En Europe centrale et de l'Est, l'activité s'est concentrée dans les grandes villes

rurales. « *C'est aussi le cas en Espagne : le PIB par habitant moyen a augmenté fortement depuis l'entrée dans l'UE, mais au prix d'une augmentation des inégalités locales, la majorité du surplus de croissance ayant été généré par les métropoles de Madrid et de Barcelone* », illustre Per Yann Le Floch. Convergences nationales, divergences régionales : un échec pour l'Union européenne? C'est un peu plus compliqué. Il est vrai que le marché commun, en permettant des économies d'échelle et en supprimant les barrières commerciales, a encouragé la concentration des activités dans les capitales et la dorsale européenne.

Les zones périphériques et isolées sont, de fait, désavantagées par leur position géographique. « *Les fonds structurels européens ont permis de muscler les infrastructures dans les coins les plus pauvres, mais cela ne s'est pas toujours traduit par le développement du tissu industriel* », remarque M. Chalard.

Mais il serait dangereux de blâmer uniquement l'UE. Car les défaillances nationales sont au moins autant responsables. « *Les*

disparités en Espagne et en Italie existaient avant l'entrée dans l'UE, et tiennent d'abord aux structures économiques locales », souligne Nadia Gharbi, économiste chez Pictet. A savoir, le faible niveau d'innovation et de qualification, la spécialisation uniquement agricole et, parfois, le clientélisme et le haut niveau d'économie informelle. Le délaissement des politiques d'aménagement du territoire dans certains pays, notamment en Italie, n'a pas aidé.

Sans surprise, la crise de 2008 a contribué à accentuer ces divergences, en particulier en termes de chômage. « *La reprise contribue à les estomper, notamment en Espagne et en France, où les écarts sont moins importants* », explique M^{me} Gharbi. Si ces disparités sont en partie atténuées par la redistribution et les transferts sociaux, elles alimentent aussi le sentiment de déclassement des Européens qui vivent dans les régions moins dynamiques. « *Et, peut-être aussi, une plus faible acceptation du "vivre-ensemble", si l'on prend l'exemple de la Catalogne, de l'Italie du Nord ou des Flandres belges* », ajoute Per Yann Le Floch.

Comment gommer ces disparités? « *Lereur serait de tout attendre de l'UE* », dit M. Chalard, car la plupart des réponses relèvent, de fait, du champ d'action des Etats. A l'exemple du soutien à l'éducation et à la formation, de l'investissement dans l'innovation ou des financements susceptibles de développer le tissu productif local. ■

MARIE CHARREL

Eurozone, GAFA : la politique des petits pas de Macron à Bruxelles

Lors du Conseil européen, le président français a tenté d'avancer sur la nouvelle architecture de la zone euro et sur la taxe digitale

BRUXELLES - bureau européen

Preuve que le couple « Merkel » (pour Merkel et Macron) et sa capacité à entraîner le reste des Européens suscitent encore des espoirs : la conférence de presse commune entre la chancelière allemande et le président français, vendredi 23 mars, en clôture d'un conseil européen de deux jours à Bruxelles, a fait le plein de journalistes.

Emmanuel Macron, qui avait déjà rencontré Angela Merkel, tout juste intronisée pour un quatrième mandat la semaine dernière, s'y est déclaré « *confiant* » dans sa capacité à parvenir à une « *feuille de route européenne de réformes* » commune avec Berlin en juin. En décembre 2017, il avait déjà promis de « *converger* » avec Berlin sur la poursuite de l'intégration de la zone euro dès ce conseil de mars.

Mais les difficultés de l'Allemagne à se doter d'un gouvernement de coalition, à la suite des élections fédérales de septembre 2017, ont eu raison de cet agenda hexagonal. Et dans l'intervalle, certaines de ses idées les plus ambitieuses – un ministre des finances de la zone euro, un Parlement de la zone euro, un budget conséquent de la zone euro – ont été battues en brèche par les moins enthousiastes des Etats membres, Pays-Bas en tête.

Paris semble en avoir déjà tiré les conséquences. A l'issue d'une discussion de deux heures sur ces réformes macroniennes « de long terme », vendredi, le président français n'a pas mentionné une fois le terme « budget européen » lors de sa conférence. La chancelière a, pour sa part, surtout insisté sur les priorités allemandes :

« C'est le bon moment pour fixer nos ambitions à long terme »

DONALD TUSK
président du Conseil européen

l'achèvement de l'union bancaire, une réforme pourtant sur la table depuis... 2013, à propos de laquelle elle a jugé nécessaires « *des progrès très rapides* ». Et l'évolution du Mécanisme européen de stabilité (MES, mis en place pendant la crise pour éviter la faillite à la Grèce ou l'Irlande), vers un véritable Fonds monétaire européen.

Trop tôt pour crier victoire

Même si le peu d'entrain pour révolutionner l'architecture de la zone euro était manifeste vendredi, M. Macron n'a pas complètement prêché dans le désert. Donald Tusk, le président du Conseil européen, qui insiste pourtant depuis des mois sur les réformes de « court terme » (union bancaire, MES) plutôt que sur l'agenda français, a ainsi estimé que « *la situation n'a jamais été aussi favorable depuis la création de l'euro. C'est le bon moment pour fixer nos ambitions à long terme* ». « *La capacité fiscale [une forme de budget de la zone euro] et d'autres sujets sont controversés mais on fixera des orientations en juin* », a ajouté l'ex-premier ministre polonais.

« *Le président français a déjà obtenu qu'on parle de ses sujets aujourd'hui. Il a aussi obtenu qu'on continue d'en parler dans les mois qui viennent, ce n'est pas si*

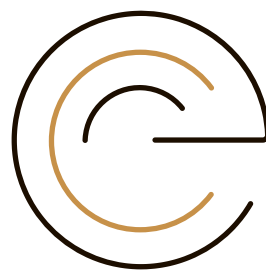
mal », juge une source proche des discussions du Conseil. La taxe digitale, un projet français, n'a pas non plus suscité autant de crispations entre dirigeants de l'Union que redouté, notamment par la Commission européenne.

Cette dernière, répondant aux demandes pressantes de Paris, a proposé mercredi que ce nouvel impôt représente 3 % du chiffre d'affaires européen des plateformes du numérique et des réseaux sociaux. Ces derniers jours, Irlandais et Luxembourgeois étaient montés au créneau pour exprimer leur réprobation.

Mais jeudi, Xavier Bettel, le premier ministre du Grand-Duché, est apparu beaucoup plus ouvert face à ses pairs, reconnaissant qu'il était illusoire d'attendre, avant de taxer les géants du Net, que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec sa grosse trentaine de membres (dont les Etats-Unis), se soit elle-même prononcée.

Vu le contexte géopolitique avec des Américains désormais prêts à déclencher une guerre commerciale contre l'Union, « *les capitales qui continuent à insister sur l'OCDE deviennent ridicules : ses travaux n'aboutiront pas avant longtemps. Par ailleurs, tout le monde reconnaît qu'il y a un vrai problème avec les groupes du numérique, qui ne paient pas assez d'impôts* », glissait vendredi une source bruxelloise. Les dirigeants européens ont même convenu de reparler de la taxe lors de leur prochain rendez-vous au sommet, en juin. Trop tôt, certes, pour crier victoire à Paris, mais, au moins, le projet n'est pas tombé aux oubliettes. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET **JEAN-PIERRE STROOBANTS**



LE CLUB DE L'ÉCONOMIE

Le Monde

Un rendez-vous mensuel de débats et d'échanges sur les grandes mutations économiques.

Retrouvez le compte rendu des interventions des invités de la séance du 22 mars.

VALÉRIE PÉCRESSE

Présidente de la région Ile-de-France

ANTOINE FRÉROT

Pdg de Veolia et président de l'Institut de l'entreprise

sur lemonde.fr/le-club-de-l-economie

CLIFFORD
CHANCE

enedis
L'ÉLECTRICITÉ EN RESEAU

Google

Berlin s'inquiète de l'insatiable appétit des groupes chinois

La confiance dans les bienfaits des échanges avec la Chine est en train de s'effondrer en Allemagne

BERLIN - correspondance

Jusqu'où l'Allemagne acceptera-t-elle les investissements chinois dans les bijoux de son économie? Deux ans après la prise de contrôle de l'emblématique constructeur de robots allemand Kuka par Midea, Berlin hésite sur l'attitude à adopter face à l'insatiable appétit chinois.

Les dernières semaines ont donné un aperçu de l'accélération des ambitions chinoises outre-Rhin : fin février, au terme d'une opération financière peu transparente, dans laquelle Pékin pourrait avoir joué un rôle déterminant, Li Shufu, patron du groupe automobile Geely, a pris le contrôle de près de 10 % du capital de Daimler, symbole du savoir-faire automobile allemand. Un investissement de 7 milliards d'euros. Mardi 20 mars, Tencent, un des géants de l'Internet chinois, dont la messagerie WeChat a récemment passé le cap du milliard d'utilisateurs, s'est invité au capital de la start-up berlinoise N26. Tencent a été l'un des deux principaux investisseurs (avec le fonds d'investissement de l'assureur Allianz) de la collecte de 160 millions d'euros effectuée par cette néobanque sur mobile, qui est considérée comme une des réus-

Les Allemands dépendent du marché chinois : en 2017, Daimler y a vendu 600 000 véhicules, soit près du tiers de sa production

sites de la fintech allemande, ces nouvelles technologies numériques du secteur financier.

N26 s'est « réjouie », mardi, de l'arrivée dans son capital du groupe chinois, « passé de pionnier à leader dans les domaines des réseaux sociaux, du jeu en ligne, de l'e-commerce et du paiement mobile en Chine ». Le patron de Kuka, Till Reuter, a, lui, souligné « l'extrême importance du marché chinois », lors d'une conférence de presse du groupe, jeudi 22 mars. Deux exemples qui illustrent la montée en puissance de la Chine, qui a, en 2016, racheté 100 entreprises allemandes, pour un total de 11 milliards d'euros.

Jusqu'ici, les Allemands voyaient dans leurs partenaires chinois des alliés précieux pour se développer, en leur offrant un accès privilégié à un marché gigan-

tesque en forte croissance, très consommateur d'automobiles et de biens d'équipements. Autant d'investisseurs peu avertis sur les dépenses de recherche, qui leur permettent de batailler face aux acteurs de la Silicon Valley sur les secteurs de la mobilité autonome, de la robotique ou des services sur mobile dans le cas de N26.

Du reste, les industriels allemands sont devenus ultradépendants du marché chinois : Daimler y a vendu 600 000 véhicules en 2017, soit près d'un tiers de sa production. C'est presque la moitié pour Volkswagen, présent en Chine depuis 1986. En d'autres termes, sans le marché chinois, l'industrie allemande ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

« Un moment critique »

C'est ce qui explique les réticences à mettre des barrières aux échanges. La prise de contrôle de Kuka par Midea avait suscité des protestations de Berlin et une tentative du ministre de l'économie de l'époque de trouver un investisseur européen. Initiative bien vite abandonnée : les industriels étaient divisés et le prix bien trop élevé. Midea a racheté Kuka pour 4,5 milliards d'euros, bien au-dessus de sa valeur de marché. « On ne peut pas, d'un côté, faire des affaires florissantes en Chine et, de l'autre, restreindre leurs investissements en Allemagne. C'est la mon-dialisation », résume un cadre d'une grosse PME allemande installée en Chine depuis 1996.

Mais cette confiance dans les bienfaits des échanges avec la Chine est en train de s'effondrer. « Nous vivons un moment critique, dit une source proche des milieux industriels allemands, installée en

Chine. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, nous subissons des conditions de plus en plus difficiles. L'accès au marché ne s'est pas amélioré, les entreprises se demandent si elles peuvent conserver des données sur place. Ceux qui exploitent des infrastructures dites "critiques", dont la définition est suffisamment vague, doivent présenter leurs données. Ça peut être le cas pour le secteur de l'électromobilité. »

La stratégie d'Etat dite « made in China 2025 », qui veut faire de la Chine un pays leader sur les industries de pointe, a changé les règles du jeu. Pour les Allemands, la situation s'est particulièrement dégradée depuis le congrès du parti, à l'automne 2017. « Nous sommes en train de nous dire que nous n'avons plus ce partenaire avec qui nous avons jusqu'ici toujours trouvé des solutions. Nous réfléchissons actuellement à la manière de répondre à ces problèmes », poursuit cette source.

En Allemagne, les appels à un plus grand contrôle des investissements se font de plus en plus pressants. « Le programme "made in China 2025" dit explicitement que des entreprises chinoises doivent remplacer à terme les entreprises étrangères. Il suffit de voir la stratégie avec laquelle certaines entreprises européennes ont été rachetées. On commence à se rendre compte qu'il y a un risque réel de transfert de technologie », redoute Max J. Zenglein, économiste à la fondation Mercator pour les études chinoises, qui plaide pour un renforcement des contrôles sur les investissements chinois et une plus grande transparence sur l'origine des fonds. ■

CÉCILE BOUTELET

La livraison en ville, nouveau terrain de jeu des distributeurs

Face à la concurrence d'Amazon, les enseignes élargissent leur offre de services

Après la guerre des prix, la livraison à domicile alimentaire en zone urbaine est devenue le nouveau terrain de jeu des enseignes de la grande distribution alimentaire. Leclerc entre dans la danse à Paris, le 26 mars, après avoir effectué une phase de test pendant quinze jours auprès de ses salariés.

Son nouveau service à domicile, « Leclerc chez moi », sera d'abord lancé dans le nord de Paris, puis dans le sud de la capitale, à partir du 15 mai. Il promet des tarifs inférieurs de 15 % à 20 % à la concurrence, pour des courses alimentaires livrées en vingt-quatre heures, et compte générer le chiffre d'affaires d'un grand hypermarché dès la première année. Les commandes seront livrées depuis un nouveau site logistique de 6 000 m², situé à Pantin (Seine-Saint-Denis). Mais Leclerc a aussi l'ambition d'ouvrir des magasins dans la capitale. Après un premier point de vente ouvert en 2016 dans le 19^e arrondissement, un deuxième sera inauguré en avril 2020 dans le centre commercial du quartier de la Gaité-Montparnasse, à deux pas de la gare.

Après avoir adopté le système du drive, où les consommateurs viennent récupérer eux-mêmes les courses commandées par Internet, les enseignes cherchent à compléter l'éventail de leurs services, avant que le géant américain Amazon ne se développe massivement. Pour le moment, ce dernier propose, depuis juin 2016, un service de livraison express de courses alimentaires sur Paris, baptisé Prime Now, qui repose sur un entrepôt situé dans le nord de Paris.

Habités à la gratuité

Mais, en plus de construire une nouvelle offre, les distributeurs doivent rivaliser avec l'image d'Amazon. Dans une étude pour le Generix parue mi-février, 52 % des Français interrogés par OpinionWay estiment que le champion de l'e-commerce tient la ponctualité des délais de livraison. Et 48 % d'entre eux jugent le montant des frais de livraison comme étant le critère le plus important. Habités à la gratuité par le géant américain, les consommateurs veulent de moins en moins payer la livraison, ce qui rend le service difficile à rentabiliser pour les acteurs traditionnels. Ils évoquent un coût compris entre 15 et 18 euros pour livrer dans

« Leclerc chez moi », lancé à Paris à partir du 15 mai, promet des tarifs inférieurs de 15 % à 20 % à la concurrence

Paris à partir d'un entrepôt situé en périphérie. L'un des prestataires d'Amazon facturerait ainsi 15 euros le service. Une course que le groupe américain fait payer 5,90 euros à ses clients abonnés au programme de fidélisation Amazon Premium, s'ils veulent être livrés en une heure, et qui est gratuite pour une livraison en deux heures.

Le créneau attire les enseignes. Franprix livre, depuis novembre 2017, à Paris et en région parisienne, en trente minutes, avec les coursiers de Stuart, les commandes faites à partir d'une application sur téléphone mobile. Le service, gratuit au-delà de 30 euros d'achats, est aujourd'hui rentable, assure-t-on chez Franprix, dont l'application a été téléchargée 600 000 fois.

Carrefour a, de son côté, lancé, il y a un an et demi, Carrefour Express dans 15 villes de France, également avec Stuart. Monoprix (groupe Casino) s'est rapproché, en décembre 2017, de la start-up Epicery, qui livre dans l'heure des produits issus de commerces de bouche de proximité. D'ici dix-huit à vingt-quatre mois, le groupe livrera ses commandes à partir d'un nouvel entrepôt automatisé, avec la technologie du distributeur alimentaire sur Internet Ocado. En attendant ce nouveau site logistique, Monoprix serait, selon le magazine LSA, sur le point de s'allier avec Amazon pour utiliser son service Prime Now de livraison express.

Chez Casino, on relativise l'arrivée de Leclerc, estimant que si celui-ci parvenait à récupérer 10 % du marché parisien, cela ne toucherait pas plus que 1 % du chiffre d'affaires de Monoprix et de Franprix. S'ils se disent sereins, les distributeurs cherchent néanmoins à occuper le terrain de la communication, à l'image de Carrefour et sa vaste campagne de publicité rappelant sa présence auprès des habitants de la capitale. ■

CÉCILE PRUDHOMME

54

C'est le nombre de transactions – acquisitions ou investissements – réalisées en 2017 par des entreprises chinoises sur des sociétés allemandes. Le tout, pour un montant record de 14 milliards de dollars (11,3 milliards d'euros), selon le cabinet EY.

Ye Jianming, l'étoile montante du pétrole en Chine, a disparu

Le fondateur du conglomérat CEFC, qui fait l'objet d'une enquête, va quitter ses fonctions

Le conglomérat China Energy Fund Committee (CEFC) n'ayant jamais été transparent, il ne fallait pas s'attendre à la clarté, lorsque son flamboyant patron, Ye Jianming, est tombé. « Il y a des rumeurs sur lui, mais je n'ai pas le droit de vous dire où il est », se contentait de répondre, vendredi 23 mars, un cadre du groupe au sujet du fondateur de CEFC.

Ce sont plus que des rumeurs, en vérité. Après le magazine financier chinois *Caixin*, l'agence britannique Reuters écrivait, début mars, que Ye Jianming, 40 ans, est « suspecté de crimes économiques » par les autorités chinoises.

Puis, vendredi, la confirmation est venue non pas de Chine, mais de République tchèque. L'homme d'affaires voyait Prague comme une porte d'entrée bienveillante en Europe sous la présidence de Miloš Zeman, particulièrement favorable aux investissements russes et chinois. CEFC y détient un club de football, un brasseur et est actionnaire de trois groupes de médias et de communication.

Le président Zeman a dépêché une délégation à Shanghai, au siège du groupe, pour savoir ce qu'il était advenu du Chinois que le chef de l'Etat tchèque avait nommé « conseiller ». Ses envoyés ont été informés sur la place que M. Ye est bien sous le coup d'une

enquête et devrait abandonner ses fonctions et ses actions dans l'entreprise qu'il a créée.

Ye Jianming, pour grimper, s'est appuyé sur la politique des « nouvelles routes de la soie » du président chinois, Xi Jinping, et n'a cessé de chanter les louanges du Parti communiste. Il porte le même nom de famille, « Ye », qu'un maréchal de l'Armée populaire de libération, Ye Jianying, qui avait mené la Longue Marche au côté de Mao. Sans que l'on sache s'il existe un lien de parenté. Mais, en Chine, être associé – même par homonymie – à la « noblesse rouge » ouvre de nombreuses portes. Jouant un peu plus de l'ambiguïté, l'homme d'affaires a acquis à Hongkong une société en partenariat avec la petite-fille de cette figure historique pour le parti, mais son pedigree rouge n'est, pour autant, pas établi. Une source proche du clan juge qu'il est « très bon pour faire croire qu'il fait partie de la famille ».

Dans le viseur des Etats-Unis

Le patron, soutenu par le pouvoir, a été le premier à bénéficier de l'ouverture au privé de la gestion des réserves pétrolières nationales – un stock stratégique en cas de crise internationale –, décidée par Pékin en 2016. Ses cuves sont en construction sur la côte ouest de l'île de Hainan (Sud).

CEFC s'est rapidement retrouvé dans le viseur des Etats-Unis. Face à l'opposition du Comité sur les investissements étrangers, l'entreprise a dû renoncer, fin novembre 2017, à acquérir 20 % d'une banque d'affaires de New York, Cowen, contre 275 millions de dollars (223 millions d'euros).

Pot-de-vin

Au même moment, l'annonce de l'arrestation, à New York, de Patrick Ho, directeur d'un mystérieux institut de recherche se présentant aussi parfois comme une ONG, mais rattaché au groupe CEFC, venait salir la réputation du « premier acteur privé chinois du pétrole ». Cet ancien ministre de l'intérieur de Hongkong est accusé de corruption par la justice américaine. Il aurait versé 400 000 dollars à un ancien ministre des affaires étrangères sénégalais, Cheikh Tidiane Gadio, afin d'avoir un accès à Idriss Déby, le président du Tchad, dont les puits de pétrole intéressaient vivement CEFC. Le groupe se serait engagé à verser un pot-de-vin de 2 millions de dollars à M. Déby.

M. Ho, jouant de ses connexions au siège des Nations unies pour faire avancer les intérêts de CEFC, aurait également contacté le chef de la diplomatie ougandaise, Sam Kutesa, lorsque ce dernier a accédé à la présidence de l'Assem-

blée générale de l'ONU, en 2014, et lui aurait fait miroiter un bénéfice personnel si un projet pétrolier de CEFC dans ce pays de l'Afrique des grands lacs devait aboutir.

Ces accusations portées par la justice américaine ont jeté une lumière crue sur les méthodes qui ont permis l'ascension fulgurante de CEFC et de son dirigeant. Ces trois dernières années, le groupe, auparavant inconnu, s'est offert une filiale de la compagnie pétrolière du Kazakhstan, la plus grosse concession sur le premier champ pétrolier d'Abou Dhabi et une zone portuaire de Géorgie sur la mer Noire. Mais son plus gros fait d'arme est l'acquisition, annoncée en septembre 2017, de 14 % des parts du géant pétrolier russe Rosneft, jusqu'alors détenues par le suisse Glencore et le fonds souverain qatari, pour 9,1 milliards de dollars.

L'opération est en suspens depuis que Ye Jianming a disparu. Elle n'est, pour l'heure, pas annulée, puisque CEFC a déjà effectué un premier versement. Mais elle bien loin d'être conclue. Le groupe russe a envoyé des représentants en Chine s'enquérir de l'avancé de leur accord, mais ils sont rentrés sans explications claires, constatant uniquement, selon Reuters, que l'autre partie s'est « volatilisée ». ■

HAROLD THIBAUT

TRANSPORTS Siemens et Alstom signent leur rapprochement dans le ferroviaire

Le constructeur ferroviaire français Alstom et la division transport de l'industriel allemand Siemens ont signé, vendredi 23 mars, leur accord de rapprochement, dévoilé en septembre 2017, ont annoncé les deux groupes dans un communiqué commun. Siemens, qui aura la majorité du capital de la nouvelle entité, proposera la nomination de Roland Busch, membre du directoire de Siemens, à la présidence du conseil d'administration de la nouvelle société.

AUTOMOBILE Bosch : reprise du travail à Rodez

Les 1600 salariés de Bosch Rodez ont voté, vendredi 23 mars, la fin du blocage du

site aveyronnais mis en place en milieu de semaine afin d'obtenir de l'équipementier automobile « un nouveau projet industriel » et des « garanties de volumes » pour les trois années à venir. – (Reuters.)

AGROALIMENTAIRE Doux risque la liquidation judiciaire

La direction du volailler Doux, qui emploie 1200 personnes, a, vendredi 23 mars, annoncé aux délégués syndicaux qu'elle allait prochainement demander le placement du groupe en liquidation judiciaire. Le tribunal de commerce de Rennes étudiera cette demande le 3 avril. Les discussions se poursuivent avec le géant de la volaille ukrainien MHP pour une reprise partielle du groupe avec une date limite pour le dépôt d'une offre fixée au 28 mars. – (Reuters.)

L'américain Dropbox signe une entrée réussie en Bourse

Le spécialiste du stockage de documents en ligne a 500 millions d'inscrits

SAN FRANCISCO - correspondance

Débuts boursiers réussis pour Dropbox. Vendredi 23 mars, pour son premier jour de cotation au Nasdaq, son action a grimpé de 36 %. Signe de l'intérêt des investisseurs, la plateforme américaine de stockage de documents en ligne avait, cette semaine, relevé par deux fois son prix d'introduction, le portant à 21 dollars contre une fourchette initiale allant de 16 à 18 dollars. Un signe encourageant pour les autres sociétés technologiques qui espèrent suivre la même voie. Grâce à cette opération, Dropbox a récolté 756 millions de dollars (612 millions d'euros), auxquels s'ajoutent les 100 millions investis par Salesforce, l'éditeur de logiciels de relation clients. La société compte utiliser ces fonds pour «continuer d'investir dans [sa] croissance». Sa capitalisation boursière s'élève à 12,4 milliards de dollars. Mais le plus dur reste à faire : satisfaire les exigences de Wall Street, ce que Snapchat, entré en Bourse il y a un an, n'a pas encore réussi. L'introduction de Dropbox était attendue depuis plusieurs années. Mais au lieu de se précipiter, la société a pris le temps de bâtir son activité, notamment pour les entreprises. Elle revendique plus de 500 millions d'inscrits – sans

En 2017, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars, soit une progression de 31 % sur un an

préciser toutefois combien sont encore actifs –, dont 11 millions d'utilisateurs payants. En 2017, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars, soit une progression de 31 % sur un an. Parallèlement, Dropbox s'est lancé dans un contrôle de ses dépenses, par exemple en réduisant les nombreux avantages en nature qu'elle accordait à ses salariés. Le groupe explique aussi avoir économisé en deux ans 75 millions de dollars en construisant ses propres centres de données, au lieu d'utiliser ceux d'Amazon Web Services. Résultat : elle affiche des flux de trésorerie positifs depuis deux ans. Et ses pertes ont été divisées par deux en 2017, passant de 210 millions à 112 millions de dollars. Ses dirigeants préviennent cependant que la rentabilité n'est pas attendue dans un avenir proche. Fondé en 2007, Dropbox a ga-

gné en popularité à partir de 2011, surfant sur l'attrait du cloud computing (informatique dématérialisée) auprès des consommateurs. A l'ère des smartphones, les documents et photos doivent en effet être accessibles partout, tout le temps. En 2012, l'entreprise passe le cap des 100 millions d'utilisateurs. Puis des 200 millions l'année suivante. Elle attire également les investisseurs, levant plus de 950 millions de dollars. Et sa valorisation atteint 10 milliards de dollars en 2014.

Une nouvelle dynamique

Le succès de Dropbox repose sur son modèle freemium : un service de base gratuit et un abonnement payant pour bénéficier d'une capacité de stockage plus grande. Mais ce modèle est aussi limité. Sur le marché grand public, qui a d'abord été la priorité de la société, très peu d'utilisateurs paient, ce qui ne permet pas d'être rentable. Ce problème a été accentué par la concurrence de Google, Microsoft ou encore Apple, qui ont augmenté la capacité des offres gratuites et cassé les prix des offres payantes.

Ces dernières années, Dropbox a donc cherché à se développer sur le marché des professionnels. Là aussi, la concurrence est rude, face à Box et surtout Microsoft et Google, qui ont lancé les grandes manœuvres sur ce segment. « Dro-

pbox et Box ont mieux résisté que prévu », souligne Jeffrey Mann, du cabinet Gartner. *Le marché semble assez important pour permettre à tous les acteurs de croître.*

Pour séduire les entreprises, la plate-forme mise notamment sur ses utilisateurs particuliers. « Ils sont nos meilleurs commerciaux », se satisfait-elle. Elle a également introduit de nouveaux abonnements, aussi bien destinés aux start-up qu'aux grandes sociétés. Et elle a conçu de nouveaux outils de collaboration entre employés, comme Paper, qui permet de créer des documents à plusieurs. « La compétition n'a plus lieu sur la capacité de stockage mais sur les fonctionnalités collaboratives et l'intégration avec des outils extérieurs », indique M. Mann.

L'accueil réservé à Dropbox est le signe d'un climat plus favorable pour les sociétés high-tech souhaitant rejoindre Wall Street. Après plusieurs années moroses, le nombre d'opérations a progressé en 2017. Mais peu de grands noms du secteur ont franchi le pas car leur valorisation élevée peut être difficile à justifier par leurs performances financières. Une nouvelle dynamique pourrait s'amorcer. Début mars, la plate-forme suédoise de streaming musical Spotify a lancé la dernière phrase pour rejoindre le New York Stock Exchange. ■

JÉRÔME MARIN

Aux Etats-Unis, les cheminots ont la phobie des drones

En décembre 2017, une entreprise japonaise avait suscité une forte désapprobation en annonçant son intention de confier à un drone la mission d'inciter ses salariés zélés à quitter leur poste de travail. Aux Etats-Unis, c'est la décision de la compagnie ferroviaire Union Pacific de superviser le travail de ses cheminots qui fait aujourd'hui polémique. La société a entrepris d'utiliser des drones « afin de contribuer à l'objectif visant à opérer dans un environnement exempt d'accidents ». Les appareils survolent les lignes afin de repérer les comportements contraires aux règlements de sécurité. Par exemple, ceux-ci interdisent de sauter d'un train qui ne serait pas à l'arrêt ou de traverser une voie à moins de 30 mètres d'un wagon en mouvement.

Cette sollicitude n'est pas du goût de l'Association des salariés des transports, qui assure représenter 1600 cheminots du sud des Etats-Unis. Selon son président, Steve Simpson, la présence d'un drone va à l'encontre de l'objectif recherché, car elle fait courir un risque supplémentaire. « Les cheminots ne regardent

plus devant eux et ne se concentrent plus sur ce qu'ils sont en train de faire ; ils regardent en l'air », fait-il valoir dans un article du *Wall Street Journal*. Il subodore que le véritable objectif est de multiplier les amendes imposées aux salariés dont le comportement ne serait pas jugé conforme, voire de les licencier. « Les drones sont des outils utiles, mais ils sont exploités à des fins disciplinaires, et c'est cela

LES APPAREILS D'UNION PACIFIC SURVOLENT LES LIGNES AFIN DE REPÉRER LES COMPORTEMENTS CONTRAIRES AUX RÈGLEMENTS DE SÉCURITÉ

qui me préoccupe », explique Steve Simpson.

Face aux nombreuses réactions négatives du personnel, qui a saturé de messages l'assistance téléphonique en ligne de la compagnie destinée à signaler les problèmes de sécurité, l'Union Pacific a suspendu ses opérations de surveillance afin d'ouvrir des discussions. L'entreprise a néanmoins fait savoir qu'en tout état de cause, elle entendait reprendre les vols de drones dans les prochaines semaines.

Les opérateurs ferroviaires américains – comme la SNCF en France – utilisent de plus en plus de drones pour assurer la surveillance des lignes et effectuer l'inspection de certaines installations. Union Pacific a reçu de la Federal Aviation Administration (l'équivalent de la direction générale de l'aviation civile) l'autorisation d'utiliser ces appareils depuis 2015. Elle dispose aujourd'hui de 126 employés qualifiés pour faire voler des drones et prévoit d'en compter deux fois plus à la fin de 2018. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Gîtes & Chambres d'hôte

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/18

	1 parution	3 parutions
Forfait 10 lignes + photo	149 € HT	298 € HT
Modules	80 H x 69 L	198 € HT
	80 H x 141 L	452 € HT

Tél. : 01 57 28 39 11 audrey.belliot@mpublicite.fr

SÉJOURS ET HÉBERGEMENTS INSOLITES



L'ÉLÉPHANT DE VAUGINES

Maison d'hôte de prestige avec son panorama à 360° sur les plaines et contreforts du versant sud du Luberon. Prendre son brunch Bio dans le calme et la sérénité du lieu, plonger dans la piscine chauffée à 27°, découvrir la Provence authentique. www.vaugines.com
elephantdevaugines@gmail.com
Tél. : 04 90 77 15 85



La ferme ELHORGA, maison d'hôte d'exception sur la côte Basque

A 6 km de Saint Jean de Luz et de ses plages, à 11 km de Biarritz, la ferme Elhorga vous propose 5 chambres d'hôte d'exception dont 2 suites (5 épis aux gîtes de France) et 2 gîtes de charme (4 épis aux gîtes de France), dans une ferme du XVII^e siècle entièrement rénovée. Au charme des poutres et pierres d'antan se mélange une décoration contemporaine et raffinée. Cette belle ferme est équipée d'une grande piscine chauffée et d'un jacuzzi, le tout dans un grand jardin, entouré de prairies où paissent brebis et pottoks (petits chevaux Basques). Elue comme une des plus belles maisons d'hôte de France par la presse nationale depuis 6 ans... La ferme Elhorga, une âme ! une atmosphère ! une étape de charme incontournable sur la côte Basque.
Plus d'infos sur : www.elhorga.com
Tél. : 05 59 85 18 35 - contact@elhorga.com



BASTIDE AVELLANNE

Cette charmante maison provençale du 17^e siècle, vous accueille avec neuf chambres romantiques, une piscine, un bar d'été, un jeu d'échecs géant, un court de tennis et un terrain de pétanque. Située dans un parc privé où les couleurs des oliviers et des chênes centenaires se mélangent aux parfums de lavande et de romarin, créant un petit paradis méditerranéen. Seulement à 30 minutes de la mer et de la Côte-d'Azur entre Cannes, Saint-Tropez et Hyères, est aussi proche du parc national des Gorges du Verdon et des villages et villes typiquement provençales.
www.bastideavellanne.eu/fr



LAGUNA LODGE RESIDENCE

10 villas de luxe, situées près de La Rochelle et de l'Île d'Oléron en Charente-Maritime proche de la Côte Atlantique. La lagune naturelle de 1 000 m², dépayse grâce à son eau turquoise et à sa plage de sable fin avec ses pavillons balinais. En étant résident à Laguna Lodge, vous bénéficiez d'un accès privilégié aux prestations du camping 5 étoiles Séquoia Parc, situé à 3 km. Laguna Lodge est un endroit idéal pour passer des vacances tranquilles en couple, en famille ou entre amis.
www.lagunalodgeresidence.com - info@lagunalodgeresidence.com
Tél. 05.46.85.01.02



CATLANTE CATAMARANS

Les plus belles îles du Monde se découvrent par la mer Corse, Grenadines, Seychelles...

Catlante vous accueille à bord de ses catamarans, véritables maisons d'hôtes des mers, pour des croisières alliant convivialité, confort et évasion. Une cabine ou tout le bateau, seul, en couple ou entre amis, profitez de nos prestations tout-inclus.

www.catlante-catamarans.com
01.55.20.90.90 - 7j/7 - 9h-20h



VOTRE GÎTE & CHAMBRE D'HÔTE
DANS *Le Monde*

CONTACT : audrey.belliot@mpublicite.fr - Tél. : 01 57 28 39 11 - Fax : 01 57 28 21 36

FORFAIT 10 LIGNES SUR 1 COLONNE + PHOTO

30 caractères/ligne
CAPITALES : 24 caractères/ligne

1 parution : 149 € HT
3 parutions : 298 € HT

Modules
80 H x 69 L : 198 € HT
80 H x 141 L : 452 € HT

La révélation de l'affaire Cambridge Analytica suscite des débats autour de l'usage des données, du poids et de l'avenir des réseaux sociaux

Facebook : le scandale de trop ?

Dis-moi qui tu « likes », je te dirai pour qui voter

Pour l'économiste Michael Wade, les méthodes utilisées par Cambridge Analytica apportent un changement majeur dans le domaine du marketing

Par MICHAEL WADE

L'association entre Cambridge Analytica et Facebook a tous les attributs d'un polar hollywoodien – un PDG méchant digne d'un film de James Bond, un milliardaire solitaire, un lanceur d'alerte à la fois naïf et conflictuel, un spécialiste des données tendance qui devient politicard, un professeur tordu et, bien sûr, un président triomphant et son influente famille. La grande majorité des articles de presse de ces derniers jours s'est concentrée sur la manière dont Cambridge Analytica avait été en mesure d'obtenir des données portant sur plus de 50 millions d'utilisateurs Facebook ; puis, sur la façon dont elle fut incapable de supprimer ces données lorsqu'on lui a demandé de le faire. Mais très peu d'intérêt a été porté sur ce que l'entreprise britannique a réellement fait avec ces données une fois celles-ci acquises.

La manière dont Cambridge Analytica a utilisé les données au cours de la dernière campagne présidentielle américaine est en réalité la partie la plus intéressante de l'histoire. Son approche de la segmentation et de l'analyse des données constitue un changement majeur dans la manière dont le travail analytique peut être utilisé pour générer des connaissances et exercer de l'influence.

Les sondeurs utilisent depuis longtemps la segmentation pour cibler des

LES DONNÉES PSYCHOGRAPHIQUES RÉALISENT UNE SEGMENTATION EN FONCTION DE LA PERSONNALITÉ

groupes spécifiques d'électeurs selon des catégories telles que le sexe, l'âge, le revenu, le niveau d'éducation, le nombre de personnes dans le ménage, l'affiliation politique, les préférences d'achats... La machine d'analyse des données d'Hillary Clinton utilisait des techniques modernes de segmentation pour cibler des groupes d'électeurs pertinents selon la même méthode adoptée par Barack Obama quatre ans plus tôt.

Or, Cambridge Analytica a fourni par contrat de toutes nouvelles armes à la machine électorale de Donald Trump. Lui aussi a fait appel à des segments mais, outre le recours aux données démographiques comme ce fut le cas pour M^{me} Clinton, il a aussi procédé à une segmentation en utilisation des données « psychographiques ». Les données démographiques ont un caractère informatif, alors que les données psychographiques sont comportementales et réalisent une segmentation en fonction de la personnalité.

PUBLICITÉ CIBLÉE

Nous savons tous que deux personnes qui ont le même profil démographique peuvent avoir des personnalités manifestement différentes. Il n'y a que deux manières classiques d'apprécier la personnalité de quelqu'un : soit vous fréquentez sur une longue période une personne pour la connaître parfaitement, soit vous lui faites faire un test de personnalité et vous lui demandez d'en partager les résultats. Mais aucune de ces méthodes ne peut être utilisée pour sonder des électeurs.

Jusqu'à ce que Cambridge Analytica arrive...

L'entreprise a trouvé une troisième méthode grâce à deux professeurs de l'université de Cambridge. Le premier, Aleksandr Kogan, lui a vendu l'accès à 270 000 tests de personnalité qui avaient été remplis par des utilisateurs de Facebook au travers d'une application en ligne créée pour réaliser des recherches. La vente des données était, en fait, contraire au code de conduite interne de Facebook.

En outre, les données de M. Kogan étaient accompagnées d'un bonus – il avait collecté les données Facebook des amis des participants au test et, avec une moyenne de 200 amis par per-

sonne, avait ajouté quelque 50 millions de personnes à l'échantillon initial.

Mais ces 50 millions de personnes n'avaient pas toutes participé au test de personnalité. Et c'est là qu'intervient le second professeur de Cambridge, Michal Kosinski. Ce dernier a trouvé une manière de décompiler un profil de personnalité depuis une activité Facebook, notamment par rapport aux « like ». Le fait de choisir des images de « like » telles que des couchers de soleil, des bébés animaux ou certaines personnes en dit apparemment long sur votre personnalité. Sur la base de 300 « like », le modèle de M. Kosinski est en mesure de prédire le profil de personnalité de quelqu'un avec la même précision que son conjoint. Cambridge Analytica a repris les idées de M. Kosinski, les a améliorées et les a commercialisées.

Armé de cet atout et en combinaison avec des données supplémentaires glanées ailleurs, Cambridge Analytica a construit les profils de personnalité de plus de 100 millions d'électeurs américains inscrits. Puis, la société a utilisé ces profils pour réaliser de la publicité ciblée car, sur Facebook, chacun peut voir une publicité élaborée sur mesure afin d'obtenir le comportement désiré : voter pour tel candidat, ne pas voter pour l'autre candidat, verser des fonds... Cambridge Analytica a travaillé dur pour développer des myriades de variantes de messages politiques sur l'immigration, l'économie, le droit de porter des armes, toutes adaptées aux différents profils de personnalité.

Quel que soit l'avenir de Cambridge Analytica, ce mode d'analyse comportementale et de profilage psychographique va perdurer. Il ne fait qu'industrialiser ce que de bons vendeurs font sans discontinuer depuis des millénaires : ajuster leurs messages et leurs canaux selon la personnalité de leurs clients. Cette approche en matière électorale, et surtout en marketing, restera dans l'histoire l'héritage ultime de Cambridge Analytica. ■

Michael Wade est professeur à l'IMD (Lausanne), où il dirige le Global Center for Digital Business Transformation

Juges et régulateurs à l'offensive

L'évolution de la réglementation et des décisions juridiques menace le socle économique des géants du numérique, selon l'avocate Muriel Assuline

Par MURIEL ASSULINE

Le scandale Cambridge Analytica relance le débat juridique sur la nécessité de renforcer la protection des données personnelles, à deux mois de l'application du règlement européen sur la protection des données (RGPD), le 25 mai.

L'utilisation par l'élite politique du big data lors des campagnes électorales n'est pas nouvelle. Mais les données personnelles des utilisateurs Facebook ont été utilisées en violation du droit au respect de la vie privée et à la protection des données personnelles. Facebook et Cambridge Analytica font ainsi l'objet d'enquêtes de la part des autorités politiques et de contrôle, autant en Europe qu'aux Etats-Unis. La Federal Trade Commission a ouvert une enquête le 20 mars.

ACTION COMMUNE

En Europe, l'Information Commissioner's Office (l'ICO, la CNIL du Royaume-Uni) a déjà ouvert en 2017 une enquête sur le rôle d'entreprises comme Cambridge Analytica dans le référendum sur le Brexit. Au niveau de l'Union européenne (UE), le G29, qui regroupe les autorités nationales de protection des données, a déclaré le 20 mars que ces dernières enquêtraient en concertation avec l'ICO. Giovanni Buttarelli, le contrôleur européen de la protection des données, a indiqué qu'une action commune est nécessaire. Bien que le Parlement européen ne dispose pas d'un pouvoir de sanction dans ce type d'affaires, il a invité Mark Zuckerberg à venir s'expliquer devant les députés.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a déjà donné son point de vue dans les affaires concernant Facebook. Son « arrêt Schrems » du 6 octobre 2015 a inva-

lidé la décision de la Commission européenne de 2000, dite « Safe Harbor », qui permettait le transfert des données personnelles des citoyens européens vers des entreprises américaines. La Cour a notamment invoqué la violation par les autorités américaines du droit au respect de la vie privée et à la protection des données personnelles consacré par les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union. L'examen par la CJUE d'autres violations de la réglementation européenne par Facebook n'est pas exclu. L'affaire « Schrems 2 », en cours devant la CJUE, montre que des citoyens comme Max Schrems sont prêts à agir en justice contre les géants du numérique.

La question la plus décisive reste de savoir si l'écosystème de Facebook est compatible avec le RGPD. Celui-ci imposera notamment aux entreprises, y compris hors UE, de recueillir le consentement libre et éclairé de l'utilisateur à la collecte de ses données personnelles. Les entreprises devront aussi préciser à quelles fins seront collectées les données et pour quelle durée – la collecte et le traitement à des fins de profilage étant particulièrement encadrés. De plus, le transfert de ces données à des tiers, comme en l'espèce, devra faire l'objet d'une autorisation de la CNIL.

Outre la chute de l'action Facebook et l'éventuelle sanction financière de 4% du chiffre d'affaires mondial instaurée par le RGPD, c'est la réputation du réseau social, voire de l'ensemble des sociétés technologiques, qui est battue en brèche. ■

Muriel Assuline est avocate spécialisée en droit des nouvelles technologies au sein d'Assuline & Partners Avocats

Les réseaux sociaux génèrent la moitié du revenu de 9% des ménages

Eva Delacroix-Bastien, chercheuse en management, a enquêté sur l'utilisation de Facebook par des femmes isolées et précaires de quartiers populaires

Par EVA DELACROIX-BASTIEN

Au sein des populations les plus pauvres, les échanges de biens et services entre particuliers par le biais d'Internet ont fortement augmenté ces dernières années, sans attirer l'attention. Les réseaux sociaux et l'économie dite collaborative étaient en effet beaucoup plus associés dans les esprits au monde des geeks, des diplômés, des citadins. Mais ces réseaux ont aussi engendré la création, dans les zones défavorisées, d'une multitude de petites entreprises informelles. Sur Facebook, de nombreuses communautés virtuelles, géographiquement très localisées, ont écloso sous la forme de groupes de vente.

Notre recherche dans les Hauts-de-France montre par exemple comment des jeunes femmes au faible niveau d'études, souvent seules avec plusieurs enfants, généralement sans permis de conduire, parviennent régulièrement à compléter les minima sociaux et à « finir les mois » en vendant de petits objets faits main, mis en valeur ou réparés par leur soin – des biens dont elles n'ont plus l'usage –, ou en proposant des services (couture, traiteur, ongles, coiffure, etc.). Pour 9% des ménages français, ce type d'échanges par le truchement des plates-formes collaboratives représente plus de la moitié du revenu disponible.

Dans les pays pauvres, ces menues activités de subsistance sont très fréquentes. Mais de tels échanges entre pairs

étaient devenus beaucoup plus difficiles dans les quartiers populaires français. En effet, monter par exemple une échoppe à ciel ouvert exige ici une série d'autorisations.

OFFRE PLUS ADAPTÉE AUX BESOINS

Par ailleurs, les relations de voisinage, qui facilitaient autrefois les échanges informels, se sont considérablement affaiblies. Les fermetures d'usine ont vidé les quartiers ouvriers traditionnels, éparpillant les familles déracinées dans des cités où la méfiance est souvent la règle. Dans les petites villes, les commerces de proximité qui permettaient des rencontres entre voisins ferment les uns après les autres. Les femmes, devenues mères précocement, ayant quitté tôt l'école et n'ayant souvent jamais travaillé en entreprise, sont particulièrement isolées.

Dans un tel contexte, les réseaux sociaux comme Facebook jouent un rôle clé. La mise en relation avec d'autres membres d'une même communauté permet de sortir du cercle des très pro-

ches, de se lancer dans des échanges avec des personnes vivant à proximité, mais qu'on ne connaît pas.

Certes, vendre et acheter à des personnes aux profils assez similaires peut être considéré comme une forme d'enfermement. Mais ces échanges entre pairs permettent à ceux qui y participent de profiter d'une offre plus adaptée à leurs besoins, car les offreurs, très proches, connaissent à la fois leurs goûts et leurs contraintes mieux que des spécialistes du marketing éloignés de leurs réalités.

Les pouvoirs publics combattent de fait cette économie souterraine, puisque la réglementation impose de déclarer presque tous les revenus tirés de l'économie collaborative. Pour beaucoup des personnes que nous avons interrogées, la crainte de devoir payer des taxes, de perdre certains avantages sociaux ou de faire face à des tracasseries administratives les conduit à restreindre volontairement leurs activités.

Il faudrait davantage de flexibilité pour éviter de tuer dans l'œuf des initia-

tives entrepreneuriales qui, pour certaines, peuvent favoriser la réinsertion économique de personnes durablement éloignées du marché du travail. Le seuil d'exonération de 305 euros par an mériterait d'être relevé, en tout cas sur une durée donnée, de manière à laisser les microentreprises les plus prometteuses se déployer.

Une tolérance affichée permettrait également à ces populations fragiles de parler de leurs activités aux travailleurs sociaux et aux conseillers Pôle emploi, qui pourraient jouer un rôle déterminant dans l'accompagnement et la mise en valeur des compétences ainsi développées. ■

EVA DELACROIX-BASTIEN

Eva Delacroix-Bastien, chercheuse à Paris-Dauphine, recherches en management

L'Europe doit investir dans ses propres plates-formes

La riposte réglementaire et fiscale aux Gafam ne servira à rien si des concurrents européens ne surgissent pas à court terme, estime Thomas Fauré, entrepreneur du numérique

Par THOMAS FAURÉ

Le scandale Cambridge Analytica oblige Facebook à dévoiler aujourd'hui son vrai visage. Ce qui est présenté comme une fuite de données personnelles par son fondateur relève bien plus certainement du modèle économique de l'entreprise : l'exploitation de ces données à des fins commerciales. Pour autant, l'enjeu est-il exclusivement économique ? C'est davantage sur le terrain politique qu'il faut agir, en développant des plates-formes européennes souveraines.

Nous autres, Européens, sommes condamnés à œuvrer tels les métayers des Etats-Unis. Les data que nous cédon *no lens volens* sont collectées sur les plates-formes des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), puis nous sont revendues comme par magie sous forme de propositions de biens ou de services personnalisés. Nos choix, nos comportements, nos achats, nos échanges, nos convictions politiques et religieuses alimentent constamment leurs gigantesques bases de données d'où émergeront un jour des formes d'intelligence artificielle (IA) – suggestions pertinentes ou intrusives. Nous sommes la matière première d'une économie de l'attention qui peut virer assez rapidement au viol des consciences.

NOUS SOMMES LA MATIÈRE PREMIÈRE D'UNE ÉCONOMIE DE L'ATTENTION QUI PEUT VIRER ASSEZ RAPIDEMENT AU VIOL DES CONSCIENCES

L'Europe s'est, tardivement, mise en ordre de bataille. Mais, au lieu d'investir massivement dans de potentiels champions, elle s'est contentée de jouer la carte défensive des fourches Caudines du règlement général sur la protection des données (RGPD). Tout bon connaisseur de ces enjeux sait pertinemment qu'aucun des puissants acteurs sciemment visés par ces règles n'aura finalement à s'en inquiéter.

« RÉSEAUX DE RÉSEAUX »

Parallèlement, les pouvoirs publics français et européens ont glosé pendant des mois pour déterminer le montant approprié d'une taxe applicable aux ventes des Gafam. Est-il vraiment cohérent de taxer le fruit d'une activité considérée comme répréhensible ou déloyale, ou de traduire leurs auteurs en justice quand, dans le même temps, on en favorise par ailleurs l'exercice ? Car le tapis rouge est déroulé, notamment en France, devant les missi dominici de Google et de Facebook...

Et pourtant, en matière de recherche fondamentale sur l'IA, la France n'est-elle pas la meilleure ? Elle le serait incontestablement si elle ne laissait pas fuir aux Etats-Unis ses plus brillants cerveaux. On ne sait qui blâmer en premier : ceux qui partent ou ceux qui les laissent s'enfuir. Facebook vient ainsi de confier un tout nouveau poste à un Français, Jérôme Pesenti, qui va désormais chapeauter l'intelligence artificielle au sein de l'entreprise. Le Français Yann LeCun, « père » du « deep learning » et jusqu'ici personnalité phare de l'IA chez Facebook, conserve son poste de directeur de FAIR (Facebook AI Research), consacré à la recherche fondamentale. Aux échecs, nous dirions que nous nous sommes fait voler des pièces maîtresses.

Oui, la France serait la meilleure si elle n'ouvrait pas l'enceinte de ses grandes écoles, de ses universités ou de ses bassins

d'emplois à ses concurrents, si elle n'en acceptait pas les « formations gratuites » ou les dizaines de millions de dollars, cadeaux à l'intention douteuse. Depuis quelques mois, nous voyons fleurir les initiatives philanthropiques de « Google en France » et « Facebook France ». L'acculturation « gratuite » à un produit n'est-elle pas la forme la plus pernicieuse de la conquête commerciale ?

Aujourd'hui, le high-tech a rendez-vous à la Station F, avec, figurez-vous, la bénédiction de Facebook. Comme c'est amusant... Mais parlez encore de plates-formes à tous ces faiseurs d'avenir, ils vous expliqueront avec une moue condescendante que le low-tech ne les intéresse pas. Quelle ironie...

L'étape primordiale de notre affranchissement technologique, c'est bel et bien le déploiement urgent de plates-formes numériques à l'échelon européen. Ces plates-formes, il faut les imaginer comme un immense tissu technologique, une « surcouche » d'Internet. Elles permettront toutes les formes d'organisations et d'interactions administratives, sociales, économiques, culturelles. Ce seront des réseaux de réseaux, véritables miroirs mais aussi supports de l'organisation de la cité. La smart city ne reposera durablement que sur des plates-formes liées à son propre territoire. Sans plates-formes, il est vain de développer nous-mêmes des technologies, high ou non, qui seront de toute façon greffées ailleurs, sur d'autres plates-formes que les nôtres.

L'Europe doit investir massivement dans ses plates-formes. Fut un temps où les colons investissaient un territoire étranger en l'occupant physiquement. Aujourd'hui, le rapport est inversé. Ceux qui utilisent des plates-formes non domestiques dépendent « virtuellement » de colonisateurs extra-européens. Au regard des choix de société qui sont actuellement effectués aux Etats-Unis, en Chine ou en Russie, nous pouvons nous poser la question : avons-nous envie de dépendre du bon vouloir d'un tiers ? Si la réponse est non, l'Europe doit de toute urgence investir massivement capitaux publics et privés dans ses propres plates-formes numériques. ■

J Thomas Fauré est président fondateur du réseau social Whaller et membre du bureau de l'Open Internet Project.

Le troisième âge d'Internet

Pour Denis Barrier, PDG du fonds d'investissement Cathay Pacific, la nouvelle décentralisation du réseau permise par les développeurs d'applications, les capteurs et la blockchain permettra de se passer des plates-formes numériques

Par DENIS BARRIER

L'idéal initial de l'Internet était d'apporter la connaissance de façon transparente et collaborative. De la seconde moitié des années 1990 jusqu'à l'arrivée de l'iPhone, nous avons pu avoir accès de façon ouverte à un ensemble de connaissances beaucoup plus important qu'avant, et à une foule de nouveaux services. Cependant, le succès des smartphones a ensuite changé la donne, et a concentré la valeur sur quelques plates-formes fermées qui disposent aujourd'hui de moyens humains, technologiques et financiers exceptionnels, et représentent une puissance jamais détenue par des entités privées dans l'histoire de l'humanité.

La puissance des plates-formes, alliée à la perspective de la révolution industrielle induite par l'intelligence artificielle, amène les acteurs économiques et étatiques à reconsidérer leur positionnement par rapport à ces enjeux perçus comme vitaux. Sans la capacité d'anticiper et de comprendre les évolutions futures de la technologie, les décideurs sont des joueurs de casino forcés de faire rouler les dés.

Or, une troisième forme de l'Internet est en train d'émerger rapidement, fondamentalement différente et encore plus transformante que la précédente.

De la même façon que Microsoft a été bousculé par la concurrence à un moment où sa puissance monopolistique semblait inébranlable, le cœur technologique du nouvel Internet actuellement en gestation devrait significativement avoir un impact sur les équilibres actuels et créer un nouvel ordre. Si l'interface mobile a transformé la nature de l'Internet, le changement actuel des interfaces d'accès, par le biais de tous les types de capteurs, a le potentiel d'entraîner un bouleversement de plus grande ampleur encore que celui créé par l'iPhone. Et la « blockchain », qui permet de relier entre eux les différents acteurs d'un même processus sans avoir besoin d'un tiers de confiance, a déjà enclenché un mouvement de mise en place d'une infrastructure numérique de nouvelle génération.

NOUVEAUX ÉCOSYSTÈMES MASSIFS

A titre d'exemple, la vague des cryptomonnaies montre comment l'ordre établi par les grands acteurs économiques et les Etats peut être bousculé en moins de cinq ans par de nouveaux réseaux opérant de façon transparente, décentralisée, et sans le recours aux acteurs historiques.

Même les plates-formes aujourd'hui dominantes comme Facebook n'auront d'autre choix que d'accompagner cette évolution, car les acteurs privés les plus puissants et technologiquement avancés

ne pourront lutter victorieusement contre la mise en place de nouvelles collaborations auxquelles peuvent potentiellement participer tous les développeurs du monde.

Porté par la nouvelle vague technologique, l'Internet pourrait redevenir décentralisé, transparent et ouvert. Si la deuxième vague de l'Internet poussait naturellement à se retrancher en élevant des murs, il faut dès à présent comprendre que la révolution en cours sera collaborative. L'enjeu principal devient alors pour chaque acteur de participer aux nouveaux écosystèmes massifs en formation pour en être à la fois acteur et bénéficiaire.

Ces écosystèmes globaux vont relier de façon intime et automatisée des industries qui opéraient auparavant en silos, et qui devront bientôt s'échanger des données stratégiques de façon instantanée, partager des processus communs, définir entre elles de nouveaux modèles économiques, investir lourdement dans de nouvelles infrastructures technologiques compatibles avec celles des partenaires, et travailler avec des start-up selon une approche différente.

Les entreprises doivent désormais ciseler avec beaucoup de précision ce qu'elles doivent garder pour elles – afin de préserver données et indépendance – et ce qu'elles doivent partager afin de participer aux écosystèmes numériques et collaboratifs qui se mettent en place au niveau mondial. ■

J Denis Barrier est PDG du fonds d'investissement Cathay Pacific



SOS CONSO

CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAÏS

Quand l'assurance auto ne veut plus de vous

Jusqu'en 2016, Bernard X., cadre retraité, est un conducteur apprécié de son assureur, la Macif : non seulement il ne cause jamais d'accidents, mais, en outre, il ne déclare que très rarement de « sinistres », c'est-à-dire de faits dommageables couverts par son contrat – juste une rayure, due à une main malveillante, sur sa petite Toyota Yaris, au cours des trois années qui précèdent. Du coup, il a droit à un « bonus » et ne paie que la moitié de sa prime.

Cela change le jour où il décide de voyager, avec sa compagne, Liliane. Il achète un luxueux camping-car, au prix de 67 000 euros. Le véhicule, qui, selon Bernard X., « suscite une certaine jalousie », est victime de nombreux actes de vandalisme, partout où il stationne (on le raie, l'accroche, l'emboutit...). A Rome, des cambrioleurs forcent sa porte et le dévalisent, s'emparant d'une télévision. La malchance s'y ajoute : au Maroc, un fort coup de vent projette un objet sur le pare-brise et le casse ; une fuite se produit sous l'évier et détruit le système électronique qui commande le chauffage.

En deux ans, Bernard fait donc... sept déclarations de sinistres. Le 19 janvier, la Macif l'informe qu'elle va résilier son contrat à sa date anniversaire, le 31 mars. « Nous devons préserver l'équilibre de la mutuelle dans l'intérêt de l'ensemble de ses sociétaires », lui indique-t-elle. Bernard saisit la commission de recours, explique qu'il n'est responsable que d'un seul des sept sinistres : en se déportant sur la gauche pour éviter un cycliste, en Italie, il a renversé un scooter, qui tentait de le doubler ; les dégâts, seulement matériels, n'ont été que légers. Peine perdue : pour l'assureur, qu'il soit l'auteur ou la victime des dommages, il coûte désormais trop cher.

Bernard rejoint les « radiés des assurances », dont le magazine *60 millions de consommateurs* a dénoncé le « scandale », en janvier 2017. S'ils coûtent plus cher qu'ils ne rapportent, ils sont mis dehors. Et ne retrouvent pas de couverture à un prix raisonnable, car ils sont enregistrés comme tels sur le fichier de l'Association pour la gestion des informations sur les risques en assurance (Agira), que consultent toutes les compagnies. En 2016, dernière année dont l'Agira a exploité les chiffres, ils étaient environ 480 000 dans ce cas (soit 12 % des quelque 4 millions d'assurés dont le dossier a été résilié).

CONTRAT EXORBITANT

La GMF, à laquelle Bernard X. transfère pourtant la plupart de ses garanties (voiture, maison, appartements), le renvoie ainsi sur un partenaire, April, qui lui propose un contrat exorbitant : prime de 1500 euros (au lieu de 486 euros à la Macif), franchise de 1500 euros (au lieu de 20 % à la Macif) et simple assurance responsabilité civile, le couvrant contre les seuls dommages que causerait son véhicule (au lieu d'une formule tous risques à la

S'ILS COÛTENT PLUS CHER QU'ILS NE RAPPORTENT, LES ASSURÉS SONT MIS DEHORS. ET NE RETROUVENT PAS DE COUVERTURE À UN PRIX RAISONNABLE

Macif). Il refuse d'y souscrire. La GMF l'adresse alors à Joker Assur, qui lui propose une prime de 1100 euros, avec l'assurance tous risques. Il refuse encore de signer.

Bernard X. envisage de s'adresser au Bureau central de tarification automobile (BCTA), censé faire respecter l'obligation d'assurance de responsabilité civile : mais il lui faudrait au préalable démarcher une compagnie et obtenir d'elle un refus (écrit ou implicite, après quinze jours d'attente). Le BCTA prendrait alors « un ou deux mois » pour instruire son dossier et fixer le montant de sa prime. Pressé par le temps, Bernard X. ne peut se satisfaire de « tels délais ».

SOLUTIONS ALTERNATIVES

Il préfère contacter des courtiers, et trouve ainsi un contrat « correct » auprès de la Mutuelle de Poitiers : prime de 737 euros, franchise de 450 euros. Les courtiers lui conseillent de ne « jamais déclarer, à l'avenir, les petits sinistres » dont il serait responsable. En cas d'accrochage avec un tiers, voici la procédure à suivre, lui indiquent-ils : rédiger un constat amiable et faire estimer le coût des réparations par un garage ; s'il est inférieure à 1000 euros, déchirer le constat et rembourser le conducteur adverse. L'assureur ne pourra ainsi pas comptabiliser de sinistre, alors que la dépense ne représentera qu'un peu plus du double du montant de la franchise.

En cas d'accident non responsable (véhicule endommagé en stationnement, percuté par l'arrière, ou accroché lors d'un refus de priorité), avec un tiers identifié, les courtiers préconisent le « recours direct » : il consiste à saisir directement l'assureur du conducteur adverse, pour lui réclamer une indemnisation – au lieu de saisir son propre assureur, afin qu'il se retourne contre celui-ci. Pour cela, il faut, dans un délai de cinq jours, faire estimer le coût des réparations par un garagiste, puis demander à un expert indépendant d'envoyer un rapport à cet assureur.

Sur notre blog Sosconso, certains internautes donnent d'autres « tuyaux », pour trouver facilement une nouvelle couverture : demander à l'assureur qu'il transforme la radiation en résiliation. Ou, lorsque ça sent le roussi, prendre les devants, en résiliant soi-même son contrat. ■

<http://sosconso.blog.lemonde.fr>

Cambridge Analytica au cœur de la tempête politique, médiatique et judiciaire

Une perquisition a eu lieu dans les locaux londoniens de l'entreprise britannique

LONDRES - correspondance

Les autorités britanniques ont mené une perquisition dans les locaux londoniens de Cambridge Analytica vendredi 23 mars dans la soirée. Après de longs débats judiciaires, un juge a finalement accordé un mandat de perquisition un peu après 19 heures, à la demande de l'Information Commissioner's Office (ICO), l'équivalent britannique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Une vingtaine d'employés de l'ICO sont repartis avec du matériel saisi sur place.

Cambridge Analytica, une société britannique qui a travaillé pour la campagne électorale numérique de Donald Trump, est prise dans un tourbillon politique et médiatique depuis qu'un lanceur d'alerte a révélé dans le *Guardian* le 18 mars qu'elle avait si-phonné en 2013 les données de 50 millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement.

L'état judiciaire se resserre donc sur l'entreprise, et ce sur deux fronts. Le premier est cette enquête de l'ICO. Elle a été ouverte en mai 2017 et concerne l'utilisation des données personnelles dans les campagnes électorales. « Plus de trente entreprises » sont concernées, mais le régulateur se concentre actuellement sur Cambridge Analytica, et en particulier

Un procès pourrait avoir lieu pour violation de la loi britannique sur la protection des données

son rôle potentiel lors de la campagne du Brexit.

Le second front judiciaire a été ouvert par David Carroll, un professeur d'université new-yorkais qui a commencé sa lutte il y a plus d'un an, bien avant que le sujet ne survienne sur la scène médiatique. Le 16 mars 2018, son avocat, Ravi Naik, a déposé devant la Haute Cour de justice de Londres une demande officielle pour forcer Cambridge Analytica à révéler l'ensemble des données que l'entreprise possède sur M. Carroll.

S'il est le premier à mener cette procédure, « plusieurs douzaines » de plaignants potentiels ont contacté M. Naik. « Je sers de cobaye », plaisante M. Carroll, qui enseigne à la Parsons School of Design. L'affaire pourrait servir de précédent pour les centaines de millions de personnes dont les données sont possédées par Cambridge Analytica : « Si David gagne, tout le monde gagne », estime M. Naik.

Le dossier porté par M. Carroll est un passionnant concentré de droit sur la protection des données. Pour le comprendre, il faut remonter à fin 2015. Paul-Olivier Dehaye, un mathématicien belge qui vit en Suisse, cofondateur d'une entreprise spécialisée dans la protection des données privées, PersonalData.io, entend alors parler pour la première fois de Cambridge Analytica.

A l'époque, l'entreprise britannique – filiale de SCL, une société issue des domaines de la défense – travaille sur la campagne électorale de Ted Cruz, le sénateur républicain du Texas, et se vante d'utiliser les profils « psychographiques » des utilisateurs de Facebook : non seulement elle cible leurs données démographiques et sociales (âge, sexe, historique de leurs achats...), mais aussi leurs profils psychologiques.

L'idée initiale vient de chercheurs de l'université de Cambridge, qui ont découvert que les « like » de chaque utilisateur permettent de comprendre leurs aspirations et leurs désirs les plus profonds. Selon eux, à partir de 10 « like », un ordinateur comprend le profil psychologique d'une personne mieux que son propre collègue de bureau ; à 300 « like », il excède la compréhension de son propre époux ou épouse.

En 2015, Cambridge Analytica se vante de posséder « jusqu'à 5000

données par personne sur plus de 230 millions d'électeurs américains ». M. Dehaye s'inquiète de cette gigantesque base de données et de son pouvoir d'influence. Il enquête et son travail débouche finalement sur une série d'articles, d'abord dans la presse suisse allemande, puis anglo-saxonne. M. Carroll découvre l'information, s'en inquiète, et les deux hommes entrent en contact.

Problème : dans la loi américaine, il est impossible à un citoyen de demander aux entreprises de communiquer les données que celles-ci possèdent sur eux, contrairement à l'Europe. Mais M. Dehaye voit la faille juridique : Cambridge Analytica a beau travailler sur la campagne présidentielle américaine, elle est de droit britannique.

Obtenir sa fiche

En janvier 2017, M. Carroll demande donc à Cambridge Analytica de lui envoyer toutes les données qu'elle possède sur lui. Trois mois plus tard, il reçoit une réponse. Il y trouve notamment un tableau qui détaille ses préférences politiques : « Très peu probable qu'il soit républicain », note l'analyse ; « très probable » qu'il aille voter le jour de la présidentielle ; « l'économie » et « la santé » sont ses deux principales préoccupations, loin derrière « les valeurs sociales traditionnelles » et la « dette

nationale ». M. Carroll blêmit : alors qu'il n'a jamais rempli de questionnaire, le tableau est « à peu près correct ».

Mais il s'interroge : pourquoi l'entreprise ne lui envoie qu'une douzaine de données sur lui, loin des « 5000 » qu'elles auraient sur d'autres citoyens ? « Je veux obtenir ma fiche complète. » D'où sa procédure judiciaire. Celle-ci aura lieu en deux temps. D'ici au 6 avril, l'entreprise peut fournir les données. Si elle ne s'exécute pas, un juge devra trancher.

Ensuite, un procès pourrait avoir lieu pour violation de la loi britannique sur la protection des données. A terme, M. Carroll peut obtenir une réparation financière, mais ce n'est pas son objectif. Il espère lever un débat aux Etats-Unis, où la protection des données est moins sévère qu'en Europe. « Je veux savoir comment l'entreprise a eu mes données. Avec qui elle les a partagées. Est-ce que j'ai le droit de refuser ? »

Il célèbre comme une victoire la controverse provoquée ces derniers jours. Sur CNN, Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, a avoué qu'une régulation aux Etats-Unis était désormais inévitable : « La question est plutôt de savoir quelle est la bonne régulation », a expliqué le milliardaire. Pour M. Carroll, « ce virage à 180 degrés » est déjà une victoire. ■

ÉRIC ALBERT

INTERNET

Naspers vend ses parts de Tencent pour près de 8 milliards d'euros

Le groupe de presse sud-africain Naspers a vendu, vendredi 23 mars, 2 % de sa participation dans le géant de l'Internet chinois Tencent. L'opération lui a rapporté 7,8 milliards d'euros. Selon l'agence d'informations économiques et financières Bloomberg, l'investissement réalisé par Naspers dans Tencent constitue « un des plus profitables jamais réalisés » : sa participation acquise en 2001 pour 32 millions de dollars (25,9 millions d'euros) en 2001 est aujourd'hui estimée à 175 milliards de dollars. Après l'annonce de cette cession, l'action Tencent a perdu 4,4 %. – (AFP)

Craigslist ferme la section « rencontres » de son site de petites annonces

Le site de petites annonces, très populaire aux Etats-Unis, a annoncé, vendredi 23 mars, la fermeture de sa section consacrée aux rencontres. Cette décision intervient après l'adoption par le Congrès d'une loi instaurant de lourdes amendes et des peines de prison à l'encontre des sites faisant la promotion ou facilitant la prostitution. « Nous ne pouvons pas prendre le risque de mettre en péril nos autres services », fait valoir le site dans un communiqué, avant de conclure : « Aux millions de conjoints, partenaires et couples qui se sont rencontrés à travers Craigslist, nous vous souhaitons tout le bonheur ! »

En Turquie, le gouvernement renforce son contrôle sur les médias

Un milliardaire proche du président Recep Tayyip Erdogan a racheté Dogan Holding, le plus grand groupe d'information du pays

ISTANBUL - correspondance

A vide de contrôler la totalité du paysage médiatique à un peu plus d'un an et demi des élections de novembre 2019 – législatives et présidentielles –, le gouvernement turc (islamo-conservateur) vient de jeter son dévolu sur Dogan Holding, le plus important groupe de médias de Turquie. Ce dernier vient d'être racheté par le milliardaire Erdogan Demiroren, un proche du président Recep Tayyip Erdogan.

Désormais, « 90 % des médias [du pays] sont entre les mains de l'exécutif », constate la journaliste Aysenur Arslan, une ancienne collaboratrice de Dogan Holding.

Après des négociations discrètes, le groupe Demiroren, présent dans l'énergie, la construction, le tourisme, a acquis pour 1,1 milliard de dollars (890 millions d'euros) les quotidiens *Hürriyet*, *Posta*, *Fanatik*, ainsi que l'agence de presse Dogan et les chaînes de télévision Kanal D et CNN-Türk. Selon le site d'information T24, pour finaliser son acquisition, la holding de M. Demiroren a bénéficié d'un crédit venu d'un consortium bancaire, dont l'établissement public Ziraat Bank.

Dans le viseur des autorités

Après avoir dominé la scène médiatique turque pendant quelque quarante ans, le milliardaire Aydin Dogan, fondateur du groupe du même nom, a tiré sa révérence, jeudi 22 mars. « J'ai 81 ans. A ce stade, j'ai décidé, de mon propre chef, de cesser mes activités dans les médias », a-t-il déclaré, lors d'un discours d'adieu à ses salariés. En insistant sur le caractère volontaire de la cession, le

magnat comptait visiblement faire taire les rumeurs selon lesquelles il aurait finalement cédé ses actifs sous la pression du gouvernement.

« S'il ne vendait pas la branche médias de son groupe, il risquait d'être emprisonné dans le cadre d'une enquête sur les événements du 28 février [le 28 février 1997, les militaires avaient évincé le gouvernement dirigé alors par l'islamiste Necmettin Erbakan]. On lui a montré le bâton, il a compris le message », a assuré, un peu plus tôt, jeudi, Aysenur Arslan sur la chaîne de télévision Halk TV.

Longtemps dominant en termes d'influence et de parts de marché, le groupe Dogan s'est retrouvé dans le viseur des autorités en 2009, quand il a dû s'acquitter d'une amende de 3,3 milliards de dollars pour des taxes impayées. Ses ennuis avaient commencé juste après la publication par le quotidien *Referans*, par la suite fermé, d'une enquête sur le népotisme en vigueur au sein du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur). Endetté, en butte aux pressions, Dogan Holding avait dû céder à Demiroren, en 2011, deux de ses quotidiens (*Milliyet* et *Vatan*) pour 74 millions de dollars.

« 90 % des médias du pays sont désormais entre les mains de l'exécutif »

AYSENUR ARSLAN
journaliste

Las des disputes avec les autorités, Aydin Dogan a fini par jeter l'éponge. Ses relations avec le président turc étaient compliquées. Aux yeux des islamo-conservateurs, lui et son groupe symbolisent « la vieille Turquie », dont l'élite laïque et pro-occidentale a été aux affaires depuis l'avènement de la République, en 1923, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Erdogan, en 2003. « La presse soutenue depuis deux siècles par l'Allemagne, c'est fini. Place à la nationalisation », s'est aussitôt félicité Yigit Bulut, l'un des conseillers du Palais, à l'annonce de la cession.

La fin du pluralisme d'opinions

Pour les Turcs libéraux, c'est la fin du pluralisme d'opinions. D'autant que, dans le même temps, un nouveau tour de vis annonce une plus large censure sur Internet. Mercredi 21 mars, le Parlement a adopté une loi qui oblige les organisations diffusant des contenus audiovisuels en ligne à obtenir une licence auprès du Haut Conseil de la radio et de la télévision, qui pourra dorénavant les interdire.

Depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016, une répression drastique s'est abattue sur la société turque. Près de 150 médias ont été fermés, environ 160 000 personnes ont été arrêtées et 152 000 fonctionnaires ont été limogés. Des milliers d'internautes sont par ailleurs actuellement poursuivis pour « insulte au président », tandis que plusieurs journalistes des médias d'opposition – *Cumhuriyet*, *Sozcu*, *OdaTV*, *Evrensel*, *Birgun* – ont été emprisonnés ou attendent leurs procès. ■

MARIE JÉGO

UNE COLLECTION


GÉNIES des MATHÉMATIQUES

Le Monde L'OB

Nous irons sur Mars grâce à la théorie des nombres de Gauss




Découvrez les esprits d'exception et les théories mathématiques qui ont révolutionné le monde



Une révolution de la théorie des nombres

Gauss



LE VOLUME 1

3,99 €

SEULEMENT

Une collection présentée par **Etienne Ghys**
Membre de l'Académie des sciences et directeur de recherche au CNRS

LE N°2, LAPLACE, DÈS LE 29 MARS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

www.CollectionMathsLeMonde.fr

2

ENQUÊTE

Merci mon chien

Dépassé en nombre par le chat dans les foyers français, Médor reprend du poil de la bête grâce à ses talents insoupçonnés



6 **APOCALYPSE NOW ?**
Kit de survie

Les survivalistes tiennent désormais Salon. Certains semblent attendre la fin du monde avec impatience... au coin du feu

7 **ROSÉ**
Jus de tavel

Ce vin défie la mode des robes pâlottes en imposant sa nuance incarnate et ses arômes puissants

8 **UN APÉRO AVEC...**
Salvatore Adamo

Le crooner romantique tient à préciser qu'il n'est pas l'homme de ses chansons. Il a en effet plus d'humour

N'évoquez pas leur soi-disant vie de chien. Cette année, Snoopy, Tina, Sam, Ulysse, Chipie ou Rocky tiennent leur revanche. Depuis le 16 février, le zodiaque chinois nous a fait basculer dans le règne du Chien de Terre. Et si, en 2018, les porcs sont mis à l'index, les chiens sont, eux, à l'honneur. Et pas seulement aux Oscars canins, les Crufts, où 22 000 beautés de tout poil et de tous pays, se sont pressées début mars, à Birmingham (Royaume-Uni).

On les retrouve, bâtards et galeux, stars du nouveau film de Wes Anderson, *L'île aux chiens*, qui sortira le 11 avril. Ou dans la fable absurde *Chien*, de Samuel Benchetrit, actuellement sur les écrans, mettant en scène un Vincent Macaigne réduit à se mettre à quatre pattes afin de capter l'attention de ses semblables. Vedettes du défilé automne-hiver de la marque italienne de luxe Tod's, au bras des mannequins, transformant le « catwalk » en « dogwalk ». Mais aussi objet d'étude en sciences sociales dans plusieurs ouvrages, dont le dernier en date, *Chiens* (PUF, 144 p., 9 €) du philosophe Mark Alizart.

« On est en train de redécouvrir cet animal qui était jusque-là un héros très discret de notre histoire, souligne l'auteur. Aucun pays n'a le chien pour symbole national, il n'est pas un animal merveilleux dans les œuvres majeures de la littérature ou de l'histoire de l'art. Sans compter que le mot "chien" est une

ENQUÊTE



Extension du domaine du chien

Grâce à ses compétences multiples, il a trouvé du boulot en crèche, en médiathèque et même à l'hôpital, quand il ne traque pas la punaise. Comme son maître, il va au bureau et s'est mis au sport

insulte dans presque toutes les cultures.» Sa soudaine réhabilitation tiendrait à ses qualités, en phase avec les valeurs montantes du moment. Pour Mark Alizart, « sa surprenante dureté au mal mais aussi son extraordinaire délicatesse renvoient à la résilience, à l'empathie, à un idéal de sagesse, des aptitudes au bonheur que les humains recherchent en ces temps troublés ».

L'époque est au chien multicarte, assaisonné à toutes les sauces, et notamment à celle du quotidien. Car l'animal n'est pas que de compagnie, il est devenu aussi, grâce à son flair hors pair, sa présence bonhomme et sa capacité à saisir les émotions, un auxiliaire de santé, un ambianqueur d'open space ou encore un passeur de savoir. « Il y a de moins en moins de réticences à l'admettre dans des lieux collectifs qui lui étaient auparavant fermés, comme les établissements pour personnes âgées ou handicapées, les prisons, l'entreprise, confirme Natacha Harry, la présidente bénévole de la SPA. Sa présence crée du lien, offre un sujet neutre de conversation, ravive des souvenirs, fait surgir des émotions. »

Depuis plus de quinze mille ans, l'homme et son chien vivent l'un à côté de l'autre. Premier animal domestiqué, bien avant les bovins, les porcs et même les chats, son compagnonnage s'est fait d'abord sur le mode utilitaire. « Il nettoyait les poubelles, donnait l'alerte, gardait le troupeau, chassait... », détaille le sociologue Christophe Blanchard, maître de conférences à l'université Paris-XIII et maître-chien, auteur d'un ouvrage sur les relations homme-animal (*Les maîtres expliqués à leurs chiens*, La Découverte,

2014). On le fit ensuite entrer dans le foyer, devenant un quasi-membre de la famille, à la fidélité à toute épreuve et à la présence rassurante.

« Pendant longtemps, le chien a été l'animal de compagnie préféré des Français, affirme Natacha Harry. Beaucoup de gens continuent à rêver de ce compagnon fidèle. » Certes, depuis les années 2000, les chiens se sont vu dépasser en nombre par les chats : 13,5 millions de félins vivent dans les foyers français, contre 7,3 millions de canidés, selon l'enquête de la Fédération des fabricants d'aliments pour chiens, chats et oiseaux Facco (2016). Une remontée spectaculaire réalisée au détriment du meilleur ami de l'homme, et qui fait de la France le deuxième pays du continent européen avec la plus large population féline, après la Russie (étude GFK, mai 2016). Mais, pour la première fois en quinze ans, selon l'enquête précitée, la population canine a repris un peu du poil de la bête, en légère augmentation de 1,1 % par rapport à 2014.

Eponge émotionnelle, très dépendant de l'homme, il est un animal docile et maniable, capable de comprendre et de s'adapter aux attentes permanentes de son maître. Ce dernier ne lui en est pas toujours reconnaissant. La constance des abandons de chiens dans les refuges de la SPA (6 637 en 2017) et surtout le record de signalements de maltraitances sur animaux (9 000, soit plus de 36 % par rapport à 2016), dont beaucoup concernent les chiens, prouvent que cette relation tient aussi de l'amour... vache.

« On est en train de redécouvrir cet animal qui était jusque-là un héros très discret de notre histoire »

Mark Alizart, philosophe



Catherine Rollot

Cabot, boulot, dodo

A l'heure de l'embauche, au milieu de la nuée d'employés en tenue de travail, une vingtaine de collaborateurs débarquent chaque jour au siège social de Purina dans le plus simple appareil. Ou plutôt avec leurs poils. Depuis deux ans, la filiale de Nestlé, spécialisée dans la nourriture pour animaux, autorise et encourage ses salariés à venir travailler accompagnés de leur chien. Une pratique bien plus admise aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne qu'en France.

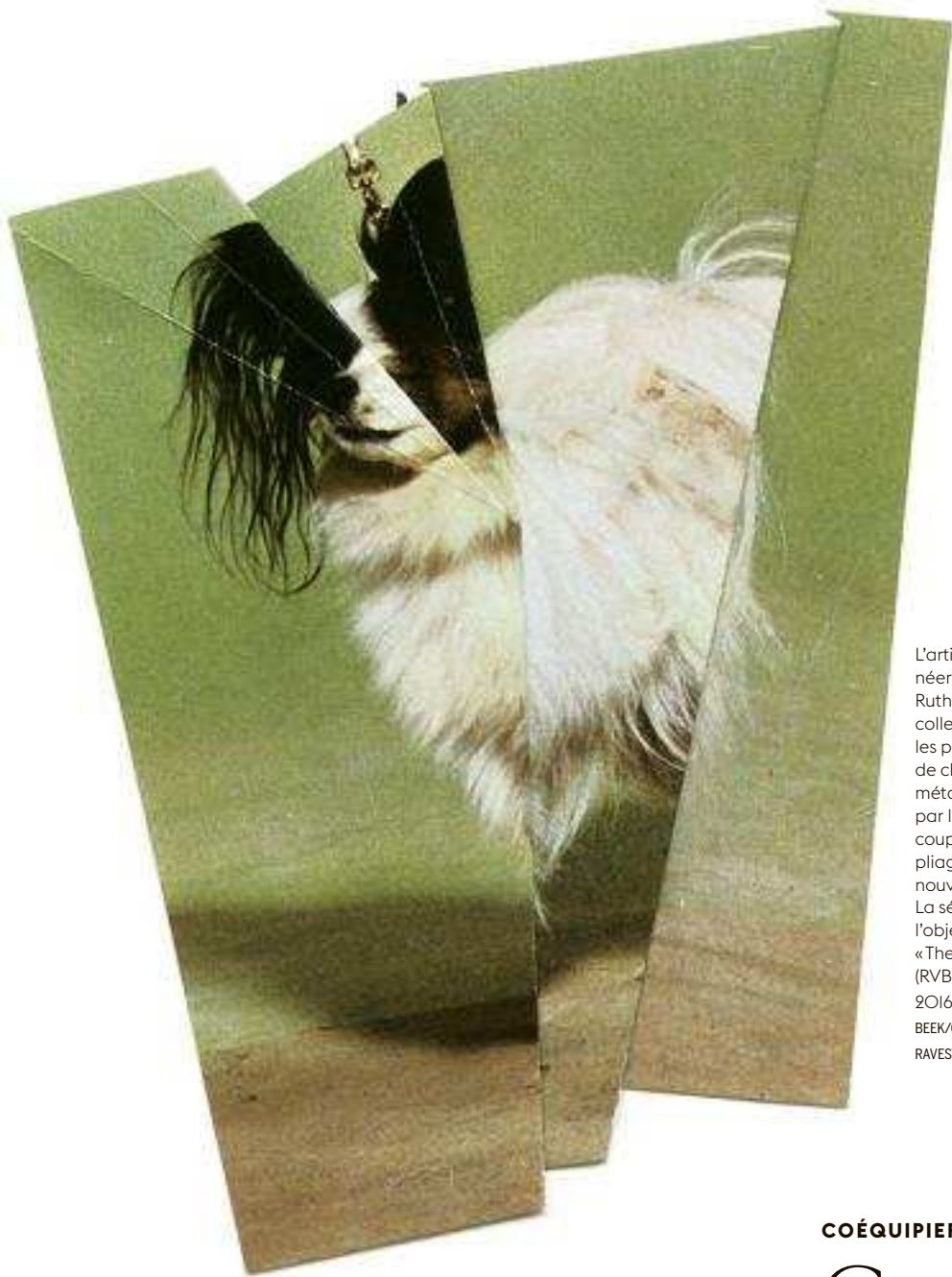
Les Anglo-Saxons ont même instauré une journée annuelle, Bring Your Dog to Work Day – la prochaine aura lieu le 22 juin –, pour promouvoir l'idée. La démarche commence cependant à intéresser quelques entreprises françaises, qui estiment que la présence d'animaux de compagnie peut contribuer à augmenter le bien-être des salariés, voire à renforcer la cohésion des équipes. Débarrassés du souci de laisser leur chien seul et rassurés

par sa présence au pied de leur bureau, ces salariés seraient alors plus engagés dans leur travail. Médor ou Chouquette parviendraient même à faire baisser la tension dans l'open space. « La présence d'un chien désamorce pas mal de conflits, car ils sont d'humeur égale », souligne Brigitte His, fondatrice des trophées Pet Friendly, un concours qui récompense depuis deux ans les entreprises favorisant la présence des animaux. « Beaucoup d'artisans,

d'autoentrepreneurs, de professions libérales travaillent avec leur chien, rappelle Brigitte His. Mais c'est encore marginal dans des entreprises plus importantes, même si certains secteurs comme la communication, les médias ou encore les start-up sont plus ouverts à cette pratique. » Plus que des objections d'hygiène, de nuisances ou d'allergies, la première réticence viendrait d'un manque d'information. « La plupart des dirigeants ont l'impression que c'est une montagne à mettre en place », déplore-t-elle. Dans la loi, aucune disposition n'interdit pourtant la présence d'un animal sur le lieu de travail. A l'exception des bêtes accompagnant les personnes handicapées, les animaux de compagnie sont prohibés dans les établissements de santé, l'administration publique ou l'alimentaire. Au sein des entreprises privées, c'est donc le règlement intérieur qui statue sur la question. Si aucune clause n'est prévue, l'autorisation de l'employeur comme l'approbation des collègues sont plus que conseillées pour garantir une cohabitation harmonieuse. Avant de pouvoir s'installer sur la moquette du département marketing, les compagnons à quatre pattes doivent remplir certains critères. « Le chien doit être propre, avoir ses vaccinations à jour et être apte à vivre en communauté », explique Magali Gavaret, responsable communication Purina France, chargée du programme Pets at Work. Les chiens d'attaque,

classés 1 et 2, comme le rottweiler et le pitbull, sont proscrits. Pour assurer le succès de l'opération, une charte et un code de bonne conduite ont été mis en place. L'accès aux toilettes et à la cantine leur est, par exemple, interdit. « Ils peuvent en revanche venir en salle de réunion à condition que tous les participants soient d'accord », poursuit Magali Gavaret. Car certaines personnes sont moins à l'aise avec les animaux. Pour cela, nous avons aussi développé une signalétique pour signifier la présence potentielle d'un chien dans un bureau. » A chaque étage, un petit espace leur est réservé avec des jouets, gamelle et point d'eau. Un enclos à l'extérieur est prévu pour qu'ils puissent faire leurs besoins. Le reste du temps, les chiens restent sans laisse, aux côtés de leurs maîtres. Le spécialiste de la nutrition animale a lancé, en septembre 2017, l'Alliance Pets at Work pour créer au niveau européen une communauté d'entreprises ouvrant leurs portes aux chiens. Objectif : 200 sociétés d'ici à 2020 qui pourront bénéficier de l'expérience de Purina, grâce, notamment, à un kit d'accompagnement. Une quinzaine d'entreprises, principalement allemandes, italiennes ou britanniques, auraient déjà intégré cette alliance. La première française devrait signer d'ici quelques semaines. En espérant que les facéties de Rantanplan arrivent à déridier l'humeur de dogue du N + 2.

C. Ro.



L'artiste néerlandaise Ruth van Beek collectionne les photos de chiens qu'elle métamorphose par le biais de coupages et de pliages, créant de nouvelles espèces. La série a fait l'objet d'un livre, « The Levitators » (RVB Books, 2016). RUTH VAN BEEK/COURTESY OF THE RAVESTIJN GALLERY

COÉQUIPIER SPORTIF

Cours Forrest, cours!

RECONNAISSANCE DU VENTRE

« Le chemin du cœur est le même pour un chien que pour un homme. Au bout de deux semaines, Stupide a compris qu'il dépendait de moi pour la nourriture, dès lors, j'ai été son maître »

« Mon chien Stupide », de John Fante (Christian Bourgois, 1987)

Marcher, courir, pédaler ou skier en tirant la langue ensemble. Dans les chemins forestiers, il est de plus en plus courant de croiser de drôles de duos à six pattes, unis dans un même effort et liés par une ligne de trait élastique. Canimarche, canicross, caniVTT, canitrottinette, toutes ces disciplines, encore peu connues mais en plein essor, font du chien un coéquipier sportif de premier plan.

A la tête de la Fédération des sports et loisirs canins (FSLC), Yvon Lasbleiz mesure l'engouement, depuis deux ans, pour le canisport, cette grande famille d'activités « qui se sert de la traction d'un chien, parfois de deux, pour aller plus vite et avoir des sensations différentes ». A sa création en 2007, la FSLC réunissait trois clubs et 90 licenciés. Onze ans plus tard, ils sont près de 2000 à s'entraîner avec leur animal au sein d'une centaine de clubs. « En ce moment, il y en a un qui se crée par jour, s'enthousiasme Yvon Lasbleiz. Et les adeptes du canisport ne sont pas tous licenciés. Beaucoup de gens s'y mettent tout seuls », notamment des femmes, rassurées par la présence d'un animal à leur côté pendant leur jogging.

Sur le papier, cette activité peut être pratiquée sans formation. Un minimum de matériel est cependant nécessaire pour que maître et chien ne soient pas blessés. L'animal doit être muni d'un harnais spécifique en fonction de sa morphologie et est relié à son partenaire humain par une longe en partie élastique, attachée à une ceinture abdominale qui permet d'amortir les chocs et de garder toute liberté de mouvement. Prix de l'équipement : une centaine d'euros pour le canicross, la discipline la plus pratiquée.

L'investissement serait minime au regard des sensations. « Tout le plaisir est dans l'effort partagé, la symbiose qui s'opère entre vous et votre animal », explique Laurine Gagniac, 27 ans, qui fait équipe avec Oscar, un croisé griffon de 10 kg. Comme beaucoup de pratiquants, la jeune femme, thésarde en biologie, courait seule avant de découvrir le canisport.

« J'avais adopté un chien à la SPA qui avait énormément besoin de se dépenser. Quant à moi, j'ai toujours été très compétitive. Courir avec mon animal me motive pour aller plus loin, car je sais que le chien ne ménage jamais ses efforts », poursuit la jeune femme, licenciée depuis deux ans à Cani Folie Association, un club toulousain.

« Le chien oblige à faire de plus grandes foulées, à se donner à fond. Il fait augmenter la vitesse de course jusqu'à 30 % », précise Baptiste Lauer, 34 ans, chef de projet dans le digital et créateur de Musher-experience.com, un site consacré aux sports monochien et d'attelage. A la différence du « mushing », l'attelage avec chiens de traîneau, le canisport se pratique partout et avec tout type de chiens. Seule réserve, l'animal doit être adapté aux capacités de son maître. Les compétitions qui fleurissent un peu partout et tous les week-ends sont obligatoirement supervisées par une équipe vétérinaire, les chiens doivent être vaccinés et âgés de 12 mois, voire 18 mois selon la discipline, et ne peuvent participer qu'à une seule course par jour.

A 15 ans, Gauthier Cambien fait partie des jeunes cadors de la discipline. Ce lycéen de seconde à Béthune dans le Pas-de-Calais, déjà champion de France de caniVTT, a remporté la médaille de bronze au dernier championnat d'Europe. Plusieurs fois par semaine, il s'entraîne avec Joy, un bouvier des Flandres, une race particulièrement endurante. « J'ai commencé après avoir arrêté le tennis, raconte l'adolescent. Au début, mes copains rigolaient : toi et ton vélo avec ton caniche ! Depuis mes titres et mon passage à la télé, ils me prennent au sérieux. »

A côté de ces mordus, beaucoup de pratiquants sont des sportifs du dimanche, qui courent ou marchent avec leur cabot ou reprennent goût à l'exercice grâce à lui. A la clé, un bénéfice pour leur santé et celle de leur bête. A condition, toutefois, que leur bon gros toutou daigne quitter sa place préférée sur le canapé familial.

C. Ro.

LE LIT ET L'ODEUR

Chasseur de punaises

Colt en a dans les pattes. Ou plutôt dans la truffe. Voilà déjà six ans que ce petit lévrier travaille à détecter les punaises de lit, ces nuisibles qui infestent appartements, hôtels, salles de cinéma et même hôpitaux. Colt fait partie des sept chiens renifleurs de la société toulousaine Eco-Flair. Cette fine équipe d'experts n'a pas sa pareille pour dénicher ces bestioles quasi invisibles à l'œil nu, que l'on croyait disparues depuis les années 1950 et qui font un retour en force dans les villes.

Venue des Etats-Unis, un pays très touché par le fléau, la détection canine des punaises de lit commence à être proposée en France par une douzaine de professionnels, qui interviennent sur tout le territoire. La méthode serait particulièrement efficace. « Un chien peut inspecter une pièce en quelques minutes avec une efficacité à 95 %, là où un homme aurait besoin de trois quarts d'heure avec une fiabilité de 30 % », explique Marie Effroy, fondatrice et directrice d'Eco-Flair.

Dotés d'un odorat 10 000 fois plus développé que celui des humains, les cabots sentent à distance et même à travers murs, gaines techniques ou faux plafonds, la présence d'œufs, de larves ou d'insectes adultes. Il faut les voir renifler à tout-va les recoins d'une pièce, d'une valise ou d'un placard potentiellement infestés puis s'asseoir tout d'un coup, sans aboyer, dès qu'ils ont reconnu les effluves du parasite, pour être convaincu de leur redoutable pouvoir.

Autre avantage : un seul passage suffit pour un diagnostic complet et précis. « Le chien cible les punaises. Il n'est pas nécessaire de traiter toute la surface de la pièce, seules les zones d'infestation le sont, ce qui limite l'utilisation de produits chimi-

ques et revient moins cher », indique Marie Effroy, dont la société n'intervient que dans la phase de détection, facturée autour de 200 euros selon la taille de l'appartement. La désinsectisation et le traitement sont assurés par d'autres prestataires.

En région parisienne, Kristina Pankus, une ancienne graphiste américaine, s'est reconvertie dans la chasse aux punaises, aidée par l'un de ses trois chiens, spécialement dressé aux Etats-Unis. Il y a cinq ans, elle a monté, avec son associé Aldo Massaglia, Doggybug, une société qui se targue de faire certifier chaque année maîtres-chiens et chiens renifleurs par une association américaine agréée de contrôle pour les chiens de détection. Comme les autres, Thunder, un de leurs « cockers de travail », parfait sa formation quotidiennement et fait régulièrement des séjours aux Etats-Unis. « Il faut entraîner les chiens tous les jours pour qu'ils gardent l'envie de trouver, la capacité de concentration sur leur objectif, et leur rapidité », précise Kristina Pankus. Et ce, en toute discrétion. Car chez les particuliers comme chez les professionnels, les fins limiers de Doggybug savent quitter sur la pointe des pattes les locaux avant l'intervention des sociétés de traitement. L'art de chasser se conjugue aussi avec l'art de disparaître.

C. Ro.

QUATRE PATTES & CIE

Une nounou pas comme les autres

S'il y a bien deux intervenants dont la directrice de la crèche municipale de Plonéour-Lanvern (Finistère) aurait « du mal à [se] passer », ce sont ces deux-là. Deux chiens qui, depuis 2014, rendent régulièrement visite aux petits. « Ils font partie de la vie de la crèche. »

La venue de ces bergers des shetland chez Patouille et Compagnie, univers ouaté et hygiéniquement normé de la petite enfance, est l'aboutissement d'un gros travail et d'un concours de circonstances. Claire Dhorne-Corbel, la psychomotricienne qui intervient de longue date dans les lieux, a passé un diplôme de médiation animale. Elle travaille avec ses chiens Dune et Garenn auprès d'enfants handicapés, et s'en ouvre à la crèche.

Au même moment, dans la commune de Plonéour-Lanvern (6 000 habitants), une petite fille est mordue par un chien. L'idée d'éduquer les enfants au bon comportement avec l'animal ne semble pas farfelue. Le personnel de la crèche élabore un projet pédagogique, lève une à une les réticences parentales, obtient le soutien des élus et l'accord de la puéricultrice responsable du secteur : aucun texte n'interdit l'accès ponctuel des animaux à une crèche. Coup de chance final, Patouille et Compagnie dispose d'une salle à part, facilement nettoyable, idéale pour installer l'atelier chiens.

Depuis quatre ans, donc, deux heures par mois (pour un coût de 150 euros), les tout-petits qui le souhaitent, et seulement ceux-là, peuvent aller s'installer aux côtés de Dune et Garenn, par groupes de quatre ou cinq. Après la léchouille de rigueur sur la main, ils peuvent jouer avec eux à la balle, dans des tunnels et cerceaux, les brosser et, bien sûr, tenter de verbaliser les nombreuses émotions qui surgissent. Evolutions du corps dans l'espace, motricité fine,

langage, peurs à surmonter, tout progresse, et de manière ludique. « Les chiens sont dynamisants », observe la directrice. Les enfants les imitent, tout simplement, sans se poser la question de ce qu'ils peuvent faire. Ces sympathiques peluches vivantes qu'ils apprennent à caresser en douceur, à laisser en paix lorsqu'elles boivent ou se reposent, les poussent au même comportement vertueux avec leurs voisins de berceau. Pendant la sieste, le silence règne. « Plein de choses sont transposables, c'est d'une grande richesse », se réjouit la propriétaire des deux shetlands, qui « n'avait même pas tout anticipé ! ». Au moment de l'inscription, certains parents prennent désormais soin de vérifier : « C'est bien la crèche avec les chiens ? »

P. Kr.



« The Levitators », RUTH VAN BEEK/COURTESY OF THE RAVESTIJN GALLERY

LES SAINTS-BERNARDS DE L'HOSTO

La truffe contre le cancer

Tout, absolument tout, sur terre, a une odeur. Aucune n'échappe à une truffe de chien. Pas même celle du cancer. C'est ce que compte démontrer Didier Valentin, ancien capitaine de l'armée, maître-chien devenu expert de la détection d'explosifs. Il éduque pour ce « beau projet susceptible de sauver des vies » trois jeunes chiens de chasse springer dans son chenil de Champvoisy (Marne). Par le passé, déjà, il a mis ses springers à contribution pour traquer les maladies de la vigne. « Ils ont mille fois plus de capacités olfactives que nous. Nous, nous voyons, puis touchons pour confirmer. Eux sentent, puis regardent pour vérifier. »

Ce projet on ne peut plus sérieux a démarré il y a deux ans grâce à un autre maître-chien, Jacky Experton. Persuadé que les millions de récepteurs olfactifs présents dans le museau de ses chiens pouvaient détecter certaines maladies, M. Experton adresse des courriers tous azimuts aux hôpitaux. Une seule personne prête attention à cette offre de services apparemment farfelue : Isabelle

Fromantin, infirmière et chercheuse de l'Institut Curie, à Paris.

Elle est déjà sur la même piste. Spécialiste de la cicatrisation des plaies tumorales, souvent malodorantes, elle a soutenu une thèse de sciences sur les composés odorants volatils qui s'en dégagent et le repérage de leur signature olfactive. Avec 80 000 euros récoltés par financement participatif, l'aide de l'Institut Curie et de diverses fondations, un premier test de six mois est mené en 2016-2017, en collaboration avec le maître-chien.

Dans une salle d'analyse cynophile, deux bergers malinois spécialement dressés par Jacky Experton détectent en deux passages toutes les 79 lingettes posées, une nuit durant, sur la poitrine de femmes atteintes du cancer du sein, parmi les 130 qui leur sont présentées. Une réussite pour « ce projet aux allures quelque peu étranges » mais dont « le rationnel scientifique est fort », souligne le site de l'Institut Curie. Ces résultats prometteurs sont présentés à l'Académie de médecine en février 2017.

Auditeur de bon poil

Pour les enfants qui avaient un mal de chien à lire, le golden retriever a été la solution. A la médiathèque d'Illkirch-Graffenstaden, au sud de l'agglomération strasbourgeoise, il s'est mené en 2016-2017 une expérience qui a marqué les esprits et que la directrice, Sophie Jacques, espère renouveler au plus vite : un chien pour lire. C'est en rencontrant des collègues bibliothécaires tchèques qu'elle a découvert cette pratique qui se diffuse dans les pays baltes, anglo-saxons et scandinaves : ouvrir les portes des médiathèques aux chiens pour stimuler les apprentis lecteurs à la peine. Pendant toute une année scolaire, une douzaine d'enfants ont eu droit à des séances d'une heure, dans une pièce spéciale, avec une bibliothécaire, une professionnelle de la médiation animale, Céline Eichenberger, et sa chienne Flora. Temps de relaxation pour

l'enfant, d'abord, puis lecture de l'histoire soigneusement choisie à la chienne aux longs poils blonds placidement allongée sur un matelas, tête entre les pattes. Le principe, selon Sophie Jacques ? « Le chien est une présence vivante qui, contrairement à l'être humain, ne juge pas, ne corrige pas. Lorsqu'on est sans cesse arrêté par l'enseignant, le parent, l'orthophoniste, cela n'encourage pas à poursuivre. Le chien offre une écoute bienveillante, chaleureuse, l'enfant est soutenu dans l'effort. » Au fil des séances, il prend confiance, puis plaisir, et l'habitude d'associer la lecture à autre chose de bien plus sympathique que l'obligation scolaire. Une étude menée par l'université Tufts, aux Etats-Unis (mai 2017), a démontré que les aptitudes des enfants qui lisaient à voix haute aux chiens augmentaient. En douze séances (gratuites pour les enfants), avec un budget global de 1000 euros, l'équipe de la médiathèque a vu s'accomplir des progrès inespérés. Les enfants avaient hâte de revenir raconter des histoires, les parents, des enseignants ont écrit leur satisfaction. Il en est, parmi ces derniers, qui suggèrent désormais aux familles de mettre à contribution le chat ou le chien de la maison.

Pascale Krémer

Il faut ensuite passer à l'étude clinique. Obtenir 1 000 lingettes imprégnées de la sueur de femmes malades, de différents pays et ethnies, les présenter à d'autres chiens dressés, sous diverses conditions climatiques... « Nous démarrons progressivement, au gré des dons que nous recevons sur la plate-forme Kdog. Pour l'instant, il nous manque 350 000 euros », précise Isabelle Fromantin. Seris, spécialiste de la sécurité professionnelle, met gracieusement à disposition tout le soutien logistique, locaux, chiens et éducateurs.

L'étude durera deux ans. Deux nouveaux chiens sont actuellement éduqués par Didier Valentin. Des chiens de chasse « pugnaces, ayant du nez, et joueurs, puisqu'on travaille à la balle ». Celle-ci est glissée dans une boîte à trous contenant une compresse imprégnée de l'odeur d'une malade, afin que les springers associent les deux. Le jouet est rendu quand ils s'assoient devant le bocal. Ensuite, la balle devient superflue, habitude est prise de marquer l'arrêt devant l'odeur mémorisée. « On n'a pas fini d'exploiter le nez des chiens, assure leur maître. Les gendarmes les utilisent pour rechercher des billets de banque, et la police scientifique pour confronter l'odeur d'une scène de crime à celle de suspects. »

Evidemment, l'odorologie canine n'ambitionne pas de remplacer la mammographie, qui doit confirmer cette première alerte. Mais elle peut permettre un dépistage à moindres frais et précoce, donc susceptible d'accroître les chances de guérison. Précieuse dans les pays, d'Afrique notamment, où les appareils de mammographie demeurent peu répandus, cette primo-détection animale pourrait aussi intéresser la Sécurité sociale : son coût ne dépasse pas les 20 euros, et elle impose pour seule contrainte de dormir une nuit avec un linge sur la poitrine. Aujourd'hui, seule la moitié des femmes concernées se présente à la mammographie préventive qui leur est proposée.

P. Kr.

AMOUR

« Je me demande toujours s'il n'a pas un grain »

La journaliste et réalisatrice Stefania Rousselle a sillonné les routes de France pour entendre des histoires de cœur. Elle a rencontré Marie



BUREAU-TICS

Bienvenue au Fight Club

Par Nicolas Santolaria

Aujourd'hui, dans la sphère du discours, l'égalité homme-femme est une évidence largement partagée. Malgré cette unanimité de façade, une phallocratie souterraine perdure dans l'entreprise, parfois assortie de rituels censés en renforcer la consistance.

Si une poignée de cadres à barbe de trois jours se réunit régulièrement sous l'appellation de « club barbecue », vous pouvez être à peu près sûr que vous avez affaire à un collectif de l'ombre cultivant discrètement, plus qu'un amour de la viande rouge, un entre-soi masculin aux allures de Fort Alamo. On appelle *male bonding* cette façon particulière de faire réseau en discutant football autour d'une pinte ou bien en parlant moteurs dans la fumée de cigare. Ces valeurs censément masculines partagées entre pairs cachent en réalité une implacable mainmise sur les réseaux de cooptation.

Si les femmes ne sont pas exclues de manière explicite de ce type d'activités, elles restent le plus souvent mises à l'écart ou cantonnées au rôle de caution « diversité ». Cette économie informelle du pouvoir ne semble finalement tirer sa raison d'être que de son sexisme structurel. Si l'on faisait un peu de psychanalyse de comptoir, on pourrait même y déceler une peur panique de la castration. Non contente de s'arroger les meilleures places, la gent masculine se vit sur le mode de la citadelle assiégée, comme si elle était sous la menace d'une paire de ciseaux géants.

On appelle « male bonding » cette façon de faire réseau en discutant football ou moteurs dans la fumée de cigare

Le film *Fight Club*, de David Fincher (1999), constitue une illustration paroxystique de cette inclination à la privauté défensive. « On est une génération d'hommes élevés par des femmes », professe, sur le ton du regret, le personnage de Tyler Durden. Alors, que faire ? Eh bien, tout simplement créer un club exclusivement réservé aux hommes où ceux-ci pourraient se taper joyeusement sur la

figure, histoire de cultiver en secret un essentialisme velu attaqué de toutes parts. Citée dans *Les Echos*, Ruoxing Liu, une jeune ingénieure chinoise qui travaille dans la Silicon Valley, résume à la fois les effets et l'esprit de ce virilisme clandestin : « Dans mon entreprise, toute l'équipe est composée d'hommes. Ils se surnomment "the brotherhood" [la fraternité]. »

Prolongeant, au travail, les relents misogynes d'une certaine culture universitaire, cette camaraderie de genre s'accompagne de la montée en puissance d'un sociotype à fort taux de testostérone : les *brogrammers*. Ces – littéralement – « frères de programmation » se retrouvent soudés par une passion normative pour les lignes de code, les parties de *beer pong* et les blagues sur les blondes à forte poitrine.

Pour prendre le contre-pied de cette tendance, la journaliste américaine Jessica Bennett, dans son ouvrage *Le Fight Club féministe : manuel de survie en milieu sexiste* (Autrement, 2017), détourne avec humour les motifs cryptiques du *male bonding*. Afin de lutter contre cette endogamie silencieuse, elle milite pour une sororité ouverte aux hommes et transparente. Contrairement à sa version masculine, la règle n°1 du Fight Club féministe est donc : il faut parler du Fight Club féministe.



Marie Devey, 55 ans, factrice, Les Houches, près de Chamonix (Haute-Savoie).

Retrouvez la série sur Instagram : @stefaniarousselle



Je suis factrice. Ça faisait des années que je lui livrais son courrier, à Christian. Quand il me voyait dans la rue, il garait son camion et venait de l'autre côté du trottoir me dire bonjour : « Alors, vous passez comme ça, sans m'embrasser ? »

Il ne me plaisait pas. Mais je l'observais. Et je me disais qu'il était vraiment gentil. On est devenus amis. On allait faire des randonnées tout là-haut, sur le glacier, ramasser les restes du « Malabar Princess » [nom du vol d'Air India reliant Bombay à Londres dont le crash en 1950 sur le glacier des Bossons, près du mont Blanc, fit 48 morts]. Il marchait toujours avec moi. Les hommes, normalement, ils vous attendent pas.

Et cet été, c'est arrivé. Il est menuisier. Il est venu à la maison pour installer une pièce de bois sur une de mes portes. Il ne voulait pas que je le paie, évidemment. Parce que Christian, il est comme ça : il donne, il donne, il donne. Et puis, il est revenu manger, plusieurs fois, à la maison, et en partant, un jour, il m'a fait un petit bisou.

J'étais dans un état d'excitation... Ça faisait des années que l'on ne m'avait pas embrassée.

Mon ex-époux, il ne m'aimait pas. Dès le premier jour de mon mariage, je l'ai compris. Il ne m'embrassait pas. Même pas sur la joue. Pas de tendresse. Moi, je l'avais choisi parce que c'était quelqu'un de sérieux. Pas de bars, pas de femmes. Très travailleur. Ça me rassurait. Je voulais des enfants de lui, pas d'un autre. Mais il était trop dur. Toujours à me demander d'être un peu plus comme ci, un peu plus comme ça. Il ne me parlait pas bien. Je l'ai quitté.

J'ai mis vingt ans à trouver Christian. C'est un bonheur de vie, où j'ai l'impression de faire l'amour pour la première fois, où on se promène nus à la maison. On n'a jamais trop fait ça, ni l'un ni l'autre, auparavant.

D'être avec lui, c'est si bon. Il m'englobe. Je suis comme dans le ventre de ma mère. Il me prépare à manger. Il lui arrive même de m'apporter un repas pendant ma tournée. Il est ouf. Il est *too much*. Je suis encore à me demander s'il n'a pas un grain.

Il est tellement gentil avec tout le monde que ça me donne mal au ventre. Il est toujours en contact avec ses ex-femmes. Il va me parler d'une jolie fille qu'il a croisée dans la rue : « T'as vu la boulangère, elle est hyper sympa, elle est mignonne ! » Mais pourquoi il me dit ça ? Et s'il est si gentil avec tout le monde, alors, avec moi, ce n'est pas une attention particulière ? J'ai du mal à lâcher prise. Il est juste foncièrement bon. Et c'est lui qui a raison.

Je ne lui ai toujours pas dit que je l'aimais. Je vais attendre encore un peu, je crois. Je me dis qu'à mon âge tomber amoureuse d'une personne comme lui, c'est très doux. Avant lui, je ne savais pas ce que c'était d'être aimée.



LES MOTS DU SEXE

Levrette

Par Maïa Mazaurette

Le bestiaire sexuel est-il universel ?

Si l'animalisation des rapports sexuels traverse les continents, chaque culture adopte pourtant ses propres références. Côté levrette, la langue française semble avoir la logique de son côté – comment ne pas associer la femelle du lévrier, aux pattes avant plus courtes que les pattes arrière, à la célèbre position sexuelle ?

L'anglais, avec le *doggy style*, nous accompagne dans les plaisirs canins, quoique de manière moins spécifique.

Dans la Rome antique, on parlait de *coitus more ferarum*, le « sexe à la manière des bêtes sauvages ». Et, dans l'Italie moderne, la levrette est une brebis (*pecorina*) – moins dangereuse que la lionne proposée par Aristophane. Le Kama-sutra décrit le « congrès de la vache » (*congress of a cow*). On l'aura compris : la levrette, ça n'est pas pour nous autres humains, censés faire l'amour de manière civilisée, donc de face, en déclamant du Baudelaire. La levrette garde d'ailleurs, aujourd'hui encore, sa mauvaise réputation : mettre à quatre pattes une femme, une équipe de foot ou une nation... est-ce dégrader ? (Y compris si, pour ce faire, le pénétrant doit lui-même se mettre à genoux ?) A l'heure du triomphe

végane, doit-on continuer à considérer l'animalisation comme une insulte ? C'est compliqué : la levrette n'est objectivement pas égalitaire. Le pénétrant a tout contrôle sur les opérations, il peut imposer une pénétration anale et, sans surprise, la pornographie lui adjoint volontiers des fessées et autres tirages de cheveux – comme marques de domination et d'humiliation. La personne pénétrée est traitée comme un chien et qualifiée de même – une logique qui se heurte pourtant à l'irrationnel du désir : la sulfureuse levrette reste la position préférée des Français (enquête Zava, 2017).



Tom Hanks est « Seul au monde » (Robert Zemeckis, 2000) et sans allumettes. RUE DES ARCHIVES

SCOUT TOUJOURS

Demain, l'apocalypse

En cas de catastrophe, ils seront prêts. Les survivalistes pensent à tout, même à lancer leur salon

Patricia Jolly

Et si nous nous préparions à la fin du monde? Clément Champault, John Herbert-Karlsson et Pierre Nicolas n'ont rien d'émules de Rambo, mais ce trio d'entrepreneurs, issus d'écoles de commerce et âgés de 25 ans, entend bien nous guider au cas où le ciel nous tomberait sur la tête. Du 23 au 25 mars, ils organisent au Paris Event Center, porte de La Villette, le premier Salon du survivalisme.

Combat et survie en montagne, initiation à la permaculture, sensibilisation aux plantes sauvages comestibles et médicinales ou aux comportements animaliers, art de la navigation ancestrale, gestes de premiers secours, dépassement de soi, télécommunications en situation de crise, autonomie dans la vie quotidienne... De l'écolo sincère au cadre d'entreprise en mal de frissons, il y en a pour tous les goûts dans les thèmes des ateliers et conférences que déclinera ce salon sur trois jours.

« Nos besoins primaires et notre mode de vie sont dépendants d'infrastructures, de chaînes d'approvisionnement ou de réseaux en apparence stables et sécurisés, mais un certain nombre d'événements sont susceptibles de les perturber, explique très sérieusement Clément Champault. Ça peut être une catastrophe naturelle mais aussi une perte d'emploi, un acte de malveillance, une crise sanitaire ou sociale, un attentat. Et, comme une entreprise touchée par une crise, les gens doivent être préparés à absorber le choc et à y survivre, pour rebondir et se relancer. »

Soucieux de rompre avec la caricature qui présente le survivaliste comme « un mec terré dans son bunker avec trois ans de stock de nourriture et des armes » et de toucher un public bien plus large que la communauté survivaliste – entre 100 000 et 150 000 personnes s'en revendiquent en France sur les réseaux sociaux –, les organisateurs ont accolé à leur événement un sous-titre : « Autonomie et développement durable ». Ainsi, sur les 5 000 m² d'exposition, une centaine de stands proposeront un éventail de produits allant du stage de survie au kit d'évacuation, en passant par le sac à dos, la tente, le couteau multifonction ou les systèmes de purification d'eau.

Pour la prochaine édition, Clément Champault aimerait encore élargir la cible en invitant « des concepteurs de bâtiments d'agriculture verticale dédiés à la production urbaine de fruits et légumes. Si cette première édition est un succès, rien ne nous interdira de consacrer un hall à l'autosuffisance et un autre à l'outdoor-survie », s'enthousiasme-t-il. Le jeune entrepreneur ne nie pas la « logique commerciale » de l'opération. « Il y a un marché potentiel énorme, déclare-t-il. Nous toucherons aussi bien des gens convaincus par la nécessité de prévenir le risque, d'être résilient, que le grand public adepte des émissions de télévision sur la survie comme "Man vs Wild". »

Denis Brogniart aurait fait un parrain idéal, mais l'animateur de « Koh-Lanta » n'a pas répondu aux sollicitations des organisateurs. Quant à l'aventurier suisse Mike Horn, « sa fille nous a dit qu'il aurait sûrement été intéressé, mais il n'était pas disponible », affirme Clément Champault, qui avoue la difficulté de fédérer autour du seul thème du survivalisme. Si la cellule de recrutement de l'armée de terre – consciente du vivier que représentent les 8 000 à 10 000 visiteurs attendus – s'est rapidement associée au salon, tout comme de grandes enseignes de matériel outdoor, d'autres partenaires et exposants potentiels ont fait la fine bouche. « Beaucoup nous ont répondu qu'ils préféreraient attendre avant d'accoler leur image au salon », regrette Clément Champault.

Pas sûr qu'ils goûtent la présence de Piero San Giorgio dans le casting des conférenciers de cette première édition... Dans *Survivre à l'effondrement économique*, publié en 2011 (Retour aux sources) et vendu à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, cet auteur survivaliste suisse de 47 ans, proche des milieux d'extrême droite, développe la thèse d'un effondrement énergétique, écologique, financier, politique, social et économique menant à un état de guerre généralisé d'ici à 2025. Selon lui, la guerre civile est inéluctable. Il prône le développement de zones rurales autosuffisantes pour pouvoir y survivre. Il a récemment réédité son ouvrage en l'estampillant « édition de combat », car, se justifie-t-il, la couverture est « moins fragile » que celle de l'édition originale... Et il ne désespère pas d'en faire une version de poche.

« Piero San Giorgio est très connoté, mais il est l'auteur de best-sellers qui font référence dans le milieu du survivalisme. Il ne dispose pas d'un temps de parole supérieur à celui des autres conférenciers, et le visiteur a le choix d'aller l'écouter ou non », se défend Clément Champault, rappelant que le Salon du survivalisme est « apolitique ».

Guillaume, 28 ans, survivaliste des Ardennes et futur papa, est impatient d'entendre Piero San Giorgio. « Il représente une tendance extrême que je n'affectionne pas, mais j'ai lu ses livres et j'adhère à son concept de "base autonome durable" qui implique, notamment, d'avoir un potager, d'être autonome en eau, raconte ce jeune boucher, qui a souhaité garder l'anonymat, joint par téléphone. Je ne crois pas à l'apocalypse, mais il faut être préparé face aux problèmes qui peuvent profondément changer notre quotidien. » Sur sa page Facebook baptisée « No Man's Land 08 », Guillaume partage ses tuyaux, qui vont de l'art de la bouture en bocaux pour multiplier ses petits arbres fruitiers, et donc ses vivres, au transport d'une tronçonneuse dans sa voiture les jours de tempête afin de pouvoir dégager une route en cas de chute d'arbres.

« Le survivalisme, c'est avant tout du bon sens, rappelle le jeune homme. Ça consiste à être conscient qu'il existe des risques, à être le moins possible dépendant des secours et des services de l'Etat, et donc davantage capable de venir en aide à son prochain. » Son attachement à l'autonomie lui inspire cependant la crainte de voir se développer avec ce type de salon une forme de « prêt-à-porter » du survivalisme. « Le contenu d'un sac d'évacuation, par exemple, dépend de notre environnement, de nos habitudes. Je n'aimerais pas voir émerger un marché de produits uniformes relevant du gadget. »

David Manise, lui, a décidé de « boycotter » l'événement. Biceps plein les manches et tatouages jusqu'aux coudes, ce Belgo-Canadien de 43 ans, père de trois enfants, est pourtant un précurseur des stages de survie en France depuis le début des années 2000 et l'auteur du *Manuel de (sur)vie en milieu naturel* (Amphora, 2016). « C'est sûrement un suicide commercial de ne pas y être, mais je ne me reconnais pas dans ce gros coup marketing qui affiche en plus une tolérance à l'ultra-droite », souligne l'homme qui vit pieds nus dans un hameau en cul-de-sac adossé aux préalpes drômoises. Près du poêle à bois qui chauffe la grande maison de pierre qu'il occupe en échange de travaux forestiers et de bricolage, il désigne une machette qu'il possède depuis ses 7 ans, vestige de son enfance au Québec. « Pas besoin de matériel coûteux et sophistiqué, assure-t-il. Une machette, un bon pull en laine et un poncho de pluie, c'est la base du survivalisme, qui prend tout bêtement racine dans le scoutisme. »

Selon David Manise, plus que les ouragans, les inondations ou les pannes d'électricité généralisées, le véritable danger serait que « les gens cessent de se serrer les coudes dans ces situations-là ». Mais la bonne nouvelle, « c'est que ça n'arrive quasiment jamais. Parce qu'être ensemble, échanger et coopérer donne aux humains un sentiment de sécurité, se réjouit-il. On a beau être la personne la mieux préparée du monde pour une attaque du yéti ou une nouvelle ère glaciaire, on n'est vraiment pas faits pour vivre seuls ». Le survivaliste dit l'avoir d'autant mieux compris que sa compagne l'a quitté il y a un peu plus d'un an. Et pour l'amour, plus dévastateur qu'un raz de marée, on n'a pas encore inventé de kit de survie.

« Les gens doivent être préparés à absorber le choc et à y survivre, pour rebondir »

Clément Champault, organisateur du Salon du survivalisme

« Le plus grand danger, pour le survivaliste, c'est qu'il n'y ait plus de dangers »

Bertrand Vidal, enseignant-chercheur en sociologie à l'université Paul-Valéry de Montpellier, spécialisé dans l'imaginaire des catastrophes et membre du Laboratoire d'études et de recherches en sociologie et en ethnologie de Montpellier, analyse le mouvement survivaliste, qu'il étudie depuis 2012.

D'où vient le survivalisme ?

C'est un terme inventé dans les années 1960 par un libertarien américain d'extrême droite, Kurt Saxon, ancien membre du parti nazi américain, aujourd'hui âgé de 86 ans. Il désigne la préparation d'un futur effondrement de la société et/ou d'une catastrophe majeure. Cette mouvance rassemblait des « anti-État ». A cette époque, la peur de l'avenir s'incarnait dans la menace d'une guerre nucléaire et dans le spectre de l'immigration. Pour inviter les gens à s'y préparer, Kurt Saxon distribuait des livrets de survie et d'autodéfense et animait des séminaires. Il était assisté de Don Stephens, un écoarchitecte qui, partant du principe que les villes seraient visées en priorité par une attaque nucléaire, prônait notamment la « survival retreat », consistant à s'éloigner le plus possible des mondes urbains et à survivre dans la nature. Il s'agissait, entre autres, de créer une architecture durable, au sens défensif.

Comment ce mouvement a-t-il évolué ?

Depuis le début des années 2000, pour se démarquer de l'image négative de Kurt Saxon, les survivalistes se font appeler *preppers*, « ceux qui se préparent ». Les peurs collectives évoluant, ils redoutent désormais une catastrophe écologique ou technologique. Ils investissent dans les énergies renouvelables, se réapproprient des savoir-faire anciens, tels que la permaculture et l'agriculture biodynamique. Ils vivent dans l'imaginaire d'un avenir négatif, au contraire des écologistes, qui s'efforcent de construire un avenir meilleur. Pour les *preppers*, demain sera nécessairement pire qu'aujourd'hui.

Existe-t-il un profil type du survivaliste ?

On pourrait dire, à traits grossiers, que c'est un

Occidental qui vit en sécurité et qui aime se faire peur. Le plus grand danger, pour le survivaliste, c'est qu'il n'y ait plus de dangers. Mis à part quelques imprévus, nous vivons un quotidien si harassant de sécurité et de prévisibilité qu'il en devient presque ennuyeux. Imaginer l'imminence d'une catastrophe crée une échance dans laquelle le credo « autonomie et résilience » trouve une résonance. C'est pourquoi il y a un certain désir de catastrophe chez les survivalistes. Un espoir méphitique que les choses changent radicalement, que la société devienne palpitante avec une lutte pour la survie. L'idée qu'on pourrait avoir à jouer sa vie pour aller se ravitailler permet de se sentir plus vivant que d'aller tout bêtement au supermarché. Le survivaliste tente de faire des émules dans sa communauté. Pas par altruisme, mais pour ne pas risquer de se faire bouffer par elle. Il n'est pas fou, c'est un hyperrationnel qui met du doute partout. Il est sceptique et pessimiste, et n'a aucune confiance dans le cours des choses.

Y a-t-il un business du survivalisme ?

Il existe un Réseau survivaliste francophone (RSF), dont les groupes les plus actifs se trouvent dans des régions urbanisées comme Paris et l'Occitanie. Ces *preppers* sont structurés, hyperconnectés et consomment paradoxalement beaucoup, sous prétexte que la fin du monde pourrait les anéantir. Des influenceurs émergent, qui indiquent sur les réseaux sociaux le meilleur couteau, le meilleur kit de survie, voire la race de poules la plus performante pour contribuer à la vie en autonomie. *L'Homo œconomicus*, qui raisonne en coût-avantage, est dépassé, on est là face à des fans qui pratiquent une consommation tribale. C'est le même principe que pour les adeptes d'Apple contre ceux de Microsoft.

Propos recueillis par P. J.

Le boléro de Tavel

Longtemps, ce cru a subi la disgrâce, sous l'effet de la mode des robes plus claires. Il n'a pourtant pas à rougir de son rosé

Ophélie Neiman

Il y a le vin que tout le monde connaît parce que tout le monde en a bu : muscadet, beaujolais... et puis il y a le tavel. Il y a le côtes-du-rhône pas cher, ce petit vin rouge sympa qui assomme en traître comme le barbecue en terrasse de juillet... et puis il y a le tavel. Il y a le rosé de Provence, tellement clair qu'il évoque quelqu'un qui se serait entaillé un orteil dans la piscine... et puis il y a le tavel. Il y a le rosé qui rafraîchirait un four en mode pyrolyse... et puis il y a le tavel. Il y a le rosé qui est fichu l'été suivant, avec une date de péremption proche de la faïsselle... et puis il y a le tavel. Le tavel est une exception qui à la fois réjouit et plonge dans la perplexité.

En plein royaume des côtes-du-rhône, entre le pont du Gard et le pont d'Avignon, là où le vin voit rouge, voici le tavel. C'est l'une des premières appellations d'origine, née en 1936. Avec une singularité : les vignerons ne peuvent y produire que du vin rosé. Dans tout le vignoble français, une seule autre appellation peut se prévaloir de ce particularisme, c'est le méconnu rosé-des-riceys, en Champagne (à ne pas confondre avec le champagne rosé, puisqu'il n'a pas de bulles). Partout ailleurs, le rosé partage l'affiche avec l'une ou l'autre couleur. Même un côtes-de-provence peut aussi bien être rosé que rouge ou blanc.

Il y a une autre norme au tavel, encore plus contraignante peut-être : le rosé est obtenu par saignée ou par une macération de douze à quarante-huit heures. En langage profane, cela signifie : dans le verre, le rosé de Tavel est très foncé. Framboise, grenadine, mandarine ou fuchsia, sa robe revêt diverses nuances, mais il ne s'aventure jamais dans le blême. Impensable, donc, de l'imaginer surfer sur la mode des rosés pâlots, presque gris. Tant mieux. Le tavel est un vin qui assume sa personnalité atypique, qui ne triche pas avec son identité. Mais c'est également sa fatalité : quand la couleur groseille passe de mode, que faire, sinon le dos rond ?

Voici exactement ce qui est arrivé. Les consommateurs séduits par les cigales provençales ont oublié sa robe vive. Tavel, considéré autrefois comme l'un des seuls grands rosés, voire comme un rouge léger, a déserté les tables gastronomiques. Majoritairement



REIN JANSSEN POUR « LE MONDE »

TROIS NUANCES DE ROSÉ

► **DOMAINE DE LA MORDORÉE, « REINE DES BOIS », 2016**
Merveilleux. Un rosé qui sent le brugnon, les fleurs et le litchi, avec une structure en bouche splendide. Un vin élégant qui vieillira au moins cinq ans, par un des domaines fleurons de l'appellation. **15,50 € (bio)**

► **CHÂTEAU D'AQUERIA, « TAVEL », 2016 ET 2017**
On adore les deux derniers millésimes. Le 2016 est apaisé, avec une bouche fine, beaucoup de longueur, une tenue pas facile dans ce millésime parfois un peu lourd. Le 2017 gagne en richesse et embaume les fleurs. **11,80 €**

► **DOMAINE LA ROCALIÈRE, « LE CLASSIQUE », 2017**
On adore ce rosé vineux, puissant, sérieux et séveux, taillé pour la gastronomie. Son aîné de 2016 révèle un côté viandé qui rappelle les vieux bourgognes. **10 € (bio)**

vendu chez les cavistes et en restauration il y a quinze ans, il est devenu un vin de grande distribution.

Comment inverser la tendance aujourd'hui ? Thomas Giubbi, coprésident du Syndicat des vins de Tavel, se choque qu'on puisse résumer son vin au rosé : « Tavel est un cru du Rhône avant d'être une couleur. Nous produisons un cru qui se trouve être un rosé, mais c'est d'abord un vin de terroir ! » Pas question de réformer ou de transformer ce cru, donc.

Les trente-deux domaines et les quatre caves coopératives qui le façonnent préfèrent mettre l'accent sur ses atouts. Car ils sont bien réels. D'abord le goût. Oui, ce rosé a du goût et pas qu'un peu. Il est même très puissant. Et tant pis si cela choque celui qui veut sentir la crème solaire de son poignet davantage que le contenu de son verre : le tavel se boit à table, avec du veau ou du homard, des plats qui en jettent. Et qui n'attendent pas la chaleur ; les salades de tomates, très peu pour lui, on le boit maintenant. Et puis une chose, qui va ravir les étourdis : le rosé de tavel peut vieillir ! L'été s'est terminé trop rapidement et vous n'avez pas bu votre bouteille de 2016 ? Tant mieux, c'est maintenant qu'elle est meilleure. Alors que les supermarchés ont déjà reçu le millésime 2017 de leurs rosés passe-partout, tavel vend encore fièrement son 2016. Voilà un vin qui ralentit la course du temps, bouscule le calendrier et les dates de l'été. Il n'y a plus de saisons !

LES ENFANTS D'ABORD

« Je suis trop nul(le) »

Marlène Duret

Qui ne s'est jamais exclamé qu'il se trouvait nul, en dessous de tout, ou tout au moins pas doué ? Occasionnellement, passe encore. D'ailleurs cette auto-dévalorisation n'épargne personne et sévit à n'importe quel âge. Mais lorsque c'est à tout bout de champ ? Ce garçon de 6 ans « n'arrête pas de se dévaloriser », témoigne, sur le forum de Parent-solo.fr, ce papa en quête d'un coup de pouce pour remédier à « l'état de tristesse et d'énerverment » dans lequel se met son fils dès « qu'il n'y arrive pas ou ne fait pas aussi bien ce qu'il veut ». Et ça se produit pour tout et n'importe quoi, s'inquiète-t-il.

« Lorsqu'un enfant ou un ado dit qu'il est nul, il a la conviction de l'être – tout au moins sur le moment – mais ce n'est pas pour autant un appel au secours. Le parent doit toutefois être vigilant si la réflexion est récurrente et l'aider à dépasser ce sentiment d'in-

capacité. C'est un sentiment à prendre au sérieux et à ne pas banaliser », explique la psychologue Isabelle Filliozat. La dévalorisation intervient le plus souvent à partir de 8 ans, à un âge où le regard de ses pairs est essentiel. Plus que la peur de l'échec, c'est l'acceptation par autrui qui se joue là. Pour la psychologue, « c'est, dans ce cas, davantage un problème d'attachement qu'un problème de performance ».

Comment aider un enfant qui ne se trouve pas à la hauteur, en phase d'apprentissage ou face à une situation, à surmonter ses craintes et (re)prendre confiance en lui ? Certains expriment aisément leurs difficultés, d'autres non. Ces derniers peuvent ainsi se dérober ou ne pas faire un travail demandé : plutôt que de dire « Je suis nul », ils vont systématiquement attribuer le tort à autrui. Ainsi, c'est le prof, le sport ou le jeu qui est nul... pas

« EN RÉALITÉ, LE PARENT DOIT ENTENDRE "MON ENFANT SE SENT NUL" ET S'INTERROGER SUR LA MANIÈRE DE LE VALORISER »

Isabelle Filliozat, psychologue

déployés par leurs enfants », souligne la psychologue qui propose de décrire le processus dans lequel est inscrit l'enfant – préférer « J'ai vu comment tu t'es hissé à bout de bras, tu sens tes muscles ? » au « Tu as réussi à escalader cet obstacle » – et de le complimenter sur les moyens mis en place plutôt que de focaliser sur l'objectif atteint, ou à atteindre. Ce qui lui évitera d'être obnubilé par cet intransigeant « Ai-je atteint le résultat ou pas ? »

Si un enfant persiste à dire qu'il est nul, sa détresse peut être immense. « "Tu as l'impression que tu n'y arrives pas, c'est bien ça ?", lui demande-t-on, et on ajoute ce petit mot absolument génial qui est le mot ENCORE, qui va lui donner une perspective d'ouverture positive », préconise Isabelle Filliozat. Oui, c'est vrai, il n'y arrive pas ENCORE ! Mais rien n'est moins arrêté, et moins nul encore, que la palette infinie de ses potentiels à venir.

eux ! « En réalité, le parent doit entendre "Mon enfant se sent nul" et s'interroger sur la manière de le valoriser », suggère Isabelle Filliozat, auteure, notamment, de *La Confiance en soi* (pour les 5-10 ans, Nathan, 2017).

« Les parents ont tendance à s'intéresser davantage aux résultats qu'aux efforts

UN APÉRO AVEC... SALVATORE ADAMO

Chaque semaine «L'Époque» paie son coup. Le chanteur à la voix de velours, qui tourne à l'eau pétillante, se confie sur son art de la composition

«Je ne suis pas uniquement celui qui se languit d'amour»



MARCO CASTRO
POUR «LE MONDE»

Par Philippe Ridet

Soixante-quinze ans, et toujours là. Soixante-quinze ans, et un peu las. «Vous vous rendez compte, je suis allé trente-huit fois au Japon... A chaque fois pour trois semaines ou un mois. Je n'ai pas assez vu mes enfants. Aujourd'hui, je chante encore à l'étranger. Mais je réduis les séjours. Quinze jours au Chili en mai. On voudrait que j'aille au Québec. Mais pendant un mois. C'est trop...» Salvatore Adamo nous a donné rendez-vous au bar de l'Hôtel de Sers, rue Pierre-I^{er}-de-Serbie, dans le 8^e arrondissement de Paris, à deux pas des Champs-Élysées. Un palace comme il y en a tant, dans les parages. «C'est un endroit qu'il aime bien», nous avait assuré son attaché de presse. Adamo : «Oui, c'est tranquille, cosy. En fait, j'ai un pied-à-terre à deux pas. J'y viens quelquefois pour des rendez-vous. Autrefois, j'habitais place des Vosges. Mais c'était loin du quartier des radios. Un matin, j'ai raté un rendez-vous avec Michel Drucker sur Europe 1 à cause des embouteillages. Du coup, j'ai décidé de me rapprocher, mais les radios n'invitent pratiquement plus de chanteurs en direct...» A quoi ça tient, le choix d'un lieu, parfois.

Pour l'ambiance, il faudra repasser. Plus tard, peut-être. Alors pourra-t-on goûter au charme «à la fois raffiné et branché du S'Bar» que vante le site Internet de ce 5-étoiles. Il «vous accueille dans un décor intimiste, récite-t-il encore, sur fond de musique jazzy. Du mobilier dans des tonalités chaleureuses de brun avec de larges canapés (...) donnant lieu à une atmosphère magique». Evidemment, comme il est 4 heures de l'après-midi ce jeudi-là, ce n'était pas tout à fait ça. Salvatore Adamo, qui venait d'en finir avec le photographe, buvait une eau de Badoit. Nous avons opté pour une San Pellegrino.

On a tout dit de la voix de Salvatore Adamo. Rauque et douce à la fois, comme du papier de verre double zéro, celui avec lequel, à la fin des opérations de ponçage, on

donne au bois la douceur du satin. Mais c'est quelque chose de l'entendre en vrai, même si c'est pour vous parler de *Si vous saviez...*, son 25^e album sorti tout chaud chez Polydor. Un disque tout en douceur, comme s'il pouvait chanter autre chose que des chansons de sucre filé depuis son premier tube en 1963, influencé par Domenico Modugno, qu'il écoutait sur Radio-RAI (ondes courtes), et Cliff Richard, sur RTL. «Il y a cinquante-cinq ans», fait-il remarquer mine de rien en nous filant un violent coup de vieux. J'ai toujours le super 45-tours acheté en 1968 sur lequel il interprète *Valse d'été, Et sur la mer et F... comme femme*. Sur la pochette, il pose, guitare à la main, chemise azur, pantalon blanc et espadrilles. Mes parents l'aimaient bien, celui-là, avec sa discrétion et ses bonnes manières (*Vous permettez, Monsieur?*), ses cheveux bruns de sicilo-belge, ce fils de mineur qui, dans le baraquement où il avait vécu enfant, entendait sonner le tocsin pour ceux qui ne remontaient pas.

Pourtant, sur son album – agrémenté d'un joli duo avec Camille –, une chanson, «*Méfie-toi (Y'a pas plus gentil que moi)*», prévient qu'il n'est pas tout à fait ce qu'il paraît être : «*Suis-je celui que l'on croit?*», s'interroge-t-il. Un psy trouverait dans d'autres textes une récurrence insistante du thème du dédoublement. Schizo, Adamo ? «*Il ne faut pas me confondre avec les personnages que j'interprète dans mes chansons*, indique-t-il, comme s'il nous parlait de la différence entre auteur et narrateur dans *A la recherche du temps perdu*. Le «je» des chansons n'est pas moi. Je me mets dans la peau des autres. Ce sont des nouvelles que j'écris. Comme du Salinger, enfin, à mon niveau. Et le public le sait très bien, il sait que je suis espiègle et pas uniquement celui qui se languit d'amour. Pour moi, l'humour est capital. Mes amis les dessinateurs belges Tibet et Franquin n'en manquaient pas. On riait beaucoup ensemble.»

Puis la conversation a glissé sur les liens profonds entre la Sicile, où il est né, et la Belgique, où il vit la plupart du temps. «*Ce lien, c'est le surréalisme*, nous a expliqué Salvatore Adamo. *Il y a beaucoup de similitudes, de passerelles entre les univers des dramaturges Michel de Ghelderode et Luigi Pirandello.*» Et pour ne pas nous arrêter en si bon chemin, il nous a donné, l'air de rien, une petite clé sur l'art de ses compositions. «*La musique, c'est une promenade sur quelques accords. Le texte, c'est du travail. Je reste fidèle à la métrique et à la rime, car ces contraintes ouvrent parfois de nouvelles portes.*» «*Comme chez Georges Perec?*», avons-nous relancé. «*Oui, c'est cela.*» Il vient de finir *Les Jours, les Mois, les Années*, d'Yan Lianke (Editions Philippe-Picquier, 2009). Se plaint de ne pas avoir assez de temps pour lire.

En décembre 2017, il était présent en l'église de la Madeleine pour accompagner son copain Hallyday. «*Dans ces moments-là, on se dit : à qui le tour? Je me suis rendu compte de l'affection que j'avais pour lui. En 1965, je lui avais fait écouter La Nuit. Cette chanson lui allait comme un gant. Mon agent de l'époque m'a dit : "Tu es dingue, garde-la pour toi!" J'ai bien fait de l'écouter.*» Adamo en a fait un tube dans toutes les langues qu'il maîtrise (français, flamand, italien, espagnol, allemand). C'est peut-être l'une de ses meilleures chansons. Il y a tout ce qu'on aime chez lui : amour aveugle, violence rentrée et violons lâchés. Il pense que dans sa version italienne, *La Notte*, la chanson est encore plus expressive. L'Italie, la Sicile, sa deuxième maison où il est à la fois chez lui et ailleurs. Dans les hit-parades transalpins, il était classé avec les chanteurs étrangers... «*J'y retourne une fois par an. Je me ressource, je sens comme un appel intérieur, toujours plus fort avec le temps qui passe.*»

Salvatore Adamo n'a pas d'autre choix que d'être Salvatore Adamo. Pas question d'arrêter. De lâcher le public qui vient toujours à ses rendez-vous sans qu'il ait besoin de se joindre à une tournée de promotion de vieilles gloires. Il vient de remplir l'Olympia à lui tout seul pour la 300^e fois au moins. Il a perdu le compte. «*Mon moteur, c'est l'enthousiasme. Ce reste d'adolescence que les artistes ont le privilège de garder.*» Bien sûr, ça l'ennuie un peu d'avoir sacrifié sa vie de famille pour complaire à ses fans japonais, dont certains croient toujours que *Tombe la neige* est un haïku né au pays du Soleil-Levant. «*Yuki wa furu/Anata wa konai/Yuki wa furu...*» C'est vrai qu'on pourrait s'y tromper... A la place d'un nouveau voyage, il préférerait voir ses petits-enfants qui vivent à Londres. «*Enfin, dit-il en prenant congé, il faudra bien que j'y retourne. Ne serait-ce que pour faire mes adieux.*» Il paraît que le barman du S'Bar confectionne un ginger mojito du tonnerre de Zeus. On reviendra.

> 1^{ER} NOVEMBRE 1943
Naissance à Comiso (Sicile)

> 1947
Sa famille s'installe en Belgique

> 1963
Tombe la neige

> 1965
Mes mains sur tes hanches

> 2018
Si vous saviez... (Polydor), son 25^e album

PENDANT CE TEMPS-LÀ... À CHÉMERY

Les camions de l'angoisse

Par Frédéric Potet

L'automobiliste égaré sur la départementale 956 du Loir-et-Cher ne saura pas où donner de la tête en traversant Chémery, village de 1 000 habitants situé à 30 km de Blois. Confectionnés à partir de palettes, de cartons et de bâches, des dizaines de panneaux artisanaux lui sauteront aux yeux pour l'informer des vertus et des vices – au choix – d'un projet de déviation, appelée à contourner le bourg d'ici quelques années. La commune est divisée en deux camps, les «pros» et les «antis», et aucun ne fait vraiment dans la sobriété. «*Protégeons nos enfants, vite une déviation*», clament les uns. «*Déviation = génocide des zones rurales*», affichent les autres.

Le drame de Chémery est d'être placé entre une autoroute (l'A85) et une zone d'activité nantie d'entreprises (à Contres). Cinq cents camions empruntent quotidiennement son artère centrale, la rue Nationale. La limitation à 30 km/h n'empêche ni le bruit ni la pollution. Pour se croiser, les poids lourds doivent parfois mordre sur les trottoirs. «*Les gens en ont ras le bol*», grommelle Edmond-Louis Simoneau, un journaliste à la retraite qui mène le collectif en faveur

de la déviation. Les rétroviseurs des bahuts passent à 30 cm de ses fenêtres, dans le goulet d'étranglement du village.

Serpent de mer dont on parlait déjà dans les années 1960, le contournement de Chémery a été adopté il y a deux ans par le conseil départemental, qui a prévu d'injecter 11 millions d'euros dans sa réalisation. Le hic est que son tracé va déplacer une partie des nuisances sur l'est de la commune, et perturber d'autres riverains. Ainsi Patricia Van Roomen, une médecin de Romorantin dont la maison se trouvera, demain, à 50 mètres de la

future trois-voies. D'autres mécontents se sont ralliés à sa cause : des agriculteurs, propriétaires de terres expropriables, et des commerçants, effrayés à l'idée de perdre la clientèle de passage.

Les opposants craignent une réaction en chaîne : le déclin de l'activité économique, la fermeture des écoles, bref «*la mort du village*». Ils disent également redouter pour le bien-être de deux espèces protégées ayant leurs habitudes dans les champs promis au béton, une libellule (l'agrion de Mercure) et un oiseau limicole (l'œdicnème criard). L'installation de radars et de chicanes



A Chémery, la déviation divise. F.P.

leur semble préférable, en termes de sécurité, à la création d'une déviation. Surtout si les camions restent là où ils sont.

Ce sont eux, les antis, qui ont ouvert les hostilités, en 2016, en lançant une pétition dans la commune, puis en demandant à la maire d'organiser un référendum sur le sujet – sans succès. Une guerre de l'affichage sauvage sévit depuis. Chaque camp accuse l'autre de démonter ou de lacérer ses pancartes. Certaines auraient été accrochées «*sur la voie publique*», d'autres sur «*des maisons de personnes mortes*».

Les pro-déviation parlent également de pneus mystérieusement dégonflés et de portails souillés aux déjections canines. Les antis instruisent, eux, des procès en désinformation contre M. Simoneau. Celui-ci a vu rouge, un matin, en découvrant sur la maison du boulanger, qui fait face à la sienne, une caméra pointant vers chez lui. Le garde champêtre est venu dans l'heure démonter l'objet. «*On ne voulait pas l'espionner, c'est ridicule, mais compter nous-mêmes les camions qui passent dans le village*», justifie-t-on dans le camp opposé.

Le pire est peut-être à venir. Si l'enquête publique, qui commencera d'ici quelques semaines, donne raison aux détracteurs de la déviation, les supporteurs du projet n'excluent pas de «*bloquer le village*» en garant leurs voitures le long du côté impair de la rue principale, ce que personne ne fait aujourd'hui mais qui n'est pas interdit.